Gérer les SDIM

Harmoniser la gestion des sites à désignations internationales multiples : sites Ramsar, sites du patrimoine mondial, réserves de biosphère et géoparcs mondiaux de l'UNESCO

Thomas Schaaf et Diana Clamote Rodrigues

À propos de l'IUCN

L'IUCN est une union de Membres composée de gouvernements et d'organisations de la société civile. Elle compte avec l'expérience, les ressources et le poids de ses plus de 1300 organisations Membres et les compétences de plus de 16 000 experts. L'IUCN fait aujourd'hui autorité au niveau international sur l'état de la nature et des ressources naturelles dans le monde et sur les mesures pour les préserver.

www.iucn.org/fr

Convention de Ramsar

La Convention sur les zones humides, appelée Convention de Ramsar, est un traité intergouvernemental qui fournit un cadre pour l'action au niveau national et la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources. Sa mission est « la conservation et l'utilisation rationnelle de toutes les zones humides par des actions locales et nationales et par la coopération internationale, dans le cadre d'une contribution pour parvenir au développement durable dans le monde entier ». Dans le contexte des « trois piliers » de la Convention, les Parties contractantes s'engagent à : œuvrer pour l'utilisation rationnelle de toutes leurs zones humides ; inscrire des zones humides appropriées sur la Liste des zones humides d'importance internationale (la « Liste de Ramsar ») et assurer leur bonne gestion ; et coopérer au plan international dans les zones humides transfrontalières, les systèmes de zones humides partagés et pour les espèces partagées.

www.ramsar.org/fr

La Convention du patrimoine mondial

La Convention de 1972 sur la Protection du patrimoine mondial culturel et naturel reconnaît que certains endroits sur Terre ont une « valeur universelle exceptionnelle » et qu'ils doivent faire partie du patrimoine commun de l'humanité. 191 pays adhèrent à la Convention du patrimoine mondial et font maintenant partie d'une communauté internationale, unie dans la mission commune d'identifier et de sauvegarder le patrimoine naturel et culturel le plus important de notre planète. La Convention est unique car elle établit un lien entre les concepts de conservation de la nature et de préservation des sites culturels.

whc.unesco.org/fr

Le Réseau mondial des réserves de biosphère dans le cadre du Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB, pour l'anglais)

En se concentrant sur les sites reconnus au niveau international par le Réseau mondial des réserves de biosphère, le Programme MAB, lancé en 1971, pose les bases pour l'exploitation durable et la conservation des ressources de la biosphère, dans le contexte des sciences naturelles et sociales, et pour l'amélioration des rapports entre les personnes et leur environnement. Il prédit les conséquences des actions d'aujourd'hui sur le monde de demain et augmente ainsi la capacité des personnes à gérer efficacement les ressources naturelles pour le bien-être des populations humaines et de l'environnement.

www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/man-and-biosphere-programme/about-mab/

Géoparcs mondiaux de l'UNESCO dans le cadre du Programme international pour les géosciences et les géoparcs

Les géoparcs mondiaux UNESCO sont des espaces géographiques uniques et unifiés où des sites et des paysages de portée géologique internationale sont gérés selon un concept global de protection, d'éducation et de développement durable. Leur approche « partant de la base » et associant la conservation et le développement durable tout en impliquant les communautés locales devient de plus en plus populaire.

www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/

Ministère de l'Environnement de la République de Corée

La mission du Ministère de l'Environnement consiste à protéger le territoire national contre les menaces de pollution de l'environnement et à améliorer la qualité de vie du public afin que les personnes puissent profiter du milieu naturel ambiant, de l'eau potable et d'un ciel dégagé. En outre, notre objectif est de contribuer aux efforts entrepris à l'échelle mondiale pour protéger notre seule et unique planète. Les missions du Ministère de l'Environnement comprennent notamment l'adoption et l'amendement de lois et de réglementations sur l'environnement ; la création d'institutions environnementales ; la mise en place d'une structure cadre pour l'administration de l'environnement ; la rédaction et la mise en œuvre de mesures globales à moyen et à long terme pour la conservation de l'environnement ; l'établissement de normes de réglementation ; le soutien administratif et financier aux administrations locales pour la gestion de l'environnement ; la coopération environnementale intercoréenne ; et la coopération environnementale avec d'autres pays.

eng.me.go.kr/eng/web/main.do (en anglais)

Province autonome spéciale de Jeju

La Province autonome spéciale de Jeju est la plus grande île au large de la côte de la péninsule coréenne. Elle a une superficie de 1 845,55 km² et une population de 630 000 habitants. En 2006, l'île a obtenu l'autonomie du gouvernement central, la République de Corée, en tant que province dite autonome. Cette île, consacrée au loisir et universellement connue, a reçu un don de la nature : son superbe paysage naturel qui attire chaque année plus de 12 millions de touristes des quatre coins du monde.

L'île de Jeju est le seul endroit au monde où quatre désignations internationales coïncident en un même lieu : elle comprend un site du Patrimoine mondial naturel, une réserve de biosphère, un géoparc mondial UNESCO et cinq sites Ramsar au total. La province est fermement décidée à améliorer la gestion et l'utilisation des sites à désignations internationales multiples car l'île est pionnière dans ce domaine. Son objectif est de créer son propre modèle de développement fondé sur une vision de l'avenir de l'île conçue avec la contribution de nombreux habitants et fondée sur les notions de *propreté et de coexistence*. Les projets de la province pour l'avenir visent à résoudre les questions en suspens et à élaborer des politiques sur la base de ces valeurs fondamentales.

english.jeju.go.kr (en anglais)

Gérer les SDIM

Harmoniser la gestion des sites à désignations internationales multiples : sites Ramsar, sites du patrimoine mondial, réserves de biosphère et géoparcs mondiaux de l'UNESCO

Thomas Schaaf et Diana Clamote Rodrigues

En partenariat avec

La désignation des entités géographiques employée dans cette publication, de même que la présentation des données qui y figurent, n'impliquent de la part de l'UICN, du Secrétariat de la Convention de Ramsar et de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires ou régions, ou des autorités qui les gouvernent, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN, du Secrétariat de la Convention de Ramsar ni de l'UNESCO.

La production de cette publication a été rendue possible notamment grâce au financement apporté par la Province autonome spéciale de Jeju et par le Ministère de l'Environnement (République de Corée).

Publié par : UICN, Gland, Switzerland

Copyright : © 2016 Union internationale pour la conservation de la nature

La reproduction de cette publication à des fins éducatives ou à d'autres fins non commerciales est autorisée sans permission écrite préalable du titulaire des droits, à condition que la source soit dûment citée. La reproduction de cette publication à des fins de revente ou à d'autres fins commerciales est interdite en l'absence d'une autorisation écrite préalable du titulaire des droits.

Citation : T. Schaaf et D. Clamote Rodrigues (2016). *Gérer les SDIM – Harmoniser la gestion des sites à désignations internationales multiples : sites Ramsar, sites du Patrimoine mondial, Réserves de biosphère et géoparc mondiaux UNESCO*. Gland, Suisse : UICN. xvi + 148 pp.

ISBN : 978-2-8317-1818-7

DOI: <http://dx.doi.org/10.2305/IUCN.CH.2016.03.fr>

Photos de couverture : *En haut à gauche* : Ngorongoro (République unie de Tanzanie) : site du patrimoine mondial, réserve de biosphère © OUR PLACE The World Heritage Collection [Galerie du Patrimoine mondial de l'UNESCO]
En haut à droite : Pyrénées - Mont Perdu (France, Espagne) : Réserve de biosphère, site du patrimoine mondial, géoparc mondial de l'UNESCO © JC Gil Ballano [Galerie du Patrimoine mondial de l'UNESCO]
En bas à gauche : Île de Jeju (République de Corée) : réserve de biosphère, site du patrimoine mondial, site Ramsar, géoparc mondial de l'UNESCO © Province autonome spéciale de Jeju
En bas à droite : Îles Galápagos (Équateur) : site du patrimoine mondial, réserve de biosphère, site Ramsar © OUR PLACE The World Heritage Collection [Galerie du Patrimoine mondial de l'UNESCO]

Mise en page : Guilder Design, www.guilderdesign.com

Disponible auprès de : UICN (Union internationale pour la conservation de la nature)
Programme du Patrimoine mondial
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Suisse
Tél : +41 22 999 0000
Fax : +41 22 999 0002
www.iucn.org/resources/publications

Sommaire

Avant-propos de la Directrice générale de l'UICN et de la Présidente de la CMAP	v
Avant-propos de la Directrice générale de l'UNESCO	vi
Avant-propos de la Secrétaire générale par intérim de la Convention de Ramsar	vii
Avant-propos du Gouverneur de la Province autonome spéciale de Jeju (République de Corée)	viii
Remerciements	x
Glossaire et terminologie	xi
Abréviations et acronymes	xii
Résumé	xiii
Partie I : Introduction	1
1. Définition du cadre	1
1.1 Sites à désignation internationale (SDI)	2
1.2 Objet du manuel	6
1.3 Destinataires du manuel	7
1.4 Autres organisations internationales, instruments juridique et initiatives	11
Partie II : Les quatre instruments de désignation	13
2. Vue d'ensemble des quatre instruments de désignation	13
2.1 La Convention de Ramsar	13
2.2 La Convention du patrimoine mondial	15
2.3 Le Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB pour l'anglais) et son Réseau mondial des réserves de biosphère	20
2.4 Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO dans le cadre du Programme international pour les géosciences et les géoparcs (PIGG)	22
Partie III : Gestion des sites à désignations internationales multiples (SDIM)	30
3. Sites à désignations internationales multiples (SDIM)	30
3.1 Avantages des désignations multiples pour les sites	30
3.2 Enjeux liés aux désignations multiples pour les sites	45
Partie IV : Recommandations	70
4. Harmoniser la gestion des SDIM	70
4.1 Recommandations pour les gestionnaires de sites au niveau local	70
4.2 Recommandations pour les autorités et les points focaux au niveau national	75
4.3 Recommandations pour les organismes de désignation au niveau international	80
Partie V : L'île de Jeju, une SDIM avec quatre désignations internationales	88
5. L'expérience de l'île de Jeju	88
5.1 Les caractéristiques de l'île de Jeju	88
5.2 Créer un pôle de SDI	90
5.3 La conservation de l'environnement selon chacune des désignations internationales	90
5.4 Les avantages d'une quadruple désignation internationale	97
5.5 Réflexions sur les aspects institutionnels pour optimiser la gestion conjointe des SDIM	99
5.6 Vision de Jeju sur la base des Objectifs de développement durable	102
5.7 Propositions de Jeju pour la désignation et la gestion d'un site au niveau international	103
Partie VI : Sites Internet de référence utiles	104
Liste des graphiques et des tableaux	
Graphique 1a-1c. Exemples de SDIM présentant différents types de chevauchements entre désignations en Chine, en Australie et en Argentine	3-4
Graphique 2. Fréquence des sites à double désignation	4
Graphique 3. Fréquence des sites à triple désignation	5
Tableau 1. Nombre de SDI et de SDIM selon chaque désignation	6

Tableau 2.	Synthèse sur les quatre instruments de désignation	26
Tableau 3.	Exigences en matière de rapports des quatre instruments de désignation.....	84
Graphique 4.	Total des visiteurs sur l'île de Jeju. Évaluations à différentes étapes successives par les instruments de désignation internationale.....	98
Graphique 5.	Modèle de structure de gouvernance proposé pour le SDIM de l'île de Jeju.....	99
Graphique 6.	Structure de gouvernance des SDI sur l'île de Jeju	100
Graphique 7.	Vision et objectifs de Jeju pour le SDIM.....	101
Graphique 8.	Exemple de cadre de gestion intégré et unifié pour les SDIM	102

Liste des encadrés

Projet de recherche : Impacts du changement global sur les réserves de biosphère en montagne et sur les sites du patrimoine mondial	9
Étude de cas 1. Ichkeul (Tunisie)	31
Étude de cas 2. Région du W (Niger)	35
Étude de cas 3. Delta du Saloum (Sénégal)	38
Étude de cas 4. Cordillère de Talamanca (Costa Rica)	42
Étude de cas 5. Sian Ka'an (Mexique).....	46
Étude de cas 6. Korgalzhyn (Kazakhstan)	49
Étude de cas 7. Andalousie (Espagne).....	52
Étude de cas 8. Açores (Portugal)	54
Étude de cas 9. Socotra (Yémen).....	59
Étude de cas 10. Cilento, Vallo di Diano et Alburni (Italie).....	63
Étude de cas 11. Mer des Wadden de Basse-Saxe (Allemagne).....	67

Bibliographie	107
---------------------	---------------------

Annexes

Annexe 1.	Résolution WCC-2012-Res-052-FR adoptée au Congrès mondial de la nature 2012 de l'UICN	111
Annexe 2.	Liste des sites à désignations internationales multiples (SDIM)	113

Avant-propos de la Directrice générale de l'UICN et de la Présidente de la CMAP

L'UICN est l'un des premiers organismes à avoir reconnu l'importance de la protection des sites naturels les plus précieux de notre planète à l'aide de mécanismes de protection internationaux. C'est lors de la neuvième Assemblée générale de l'UICN, en 1966, que le terme « Patrimoine mondial » a été utilisé pour la première fois au niveau international, dans le cadre d'une discussion sur la création d'un mécanisme juridique de désignation des aires considérées comme ayant une valeur pour l'humanité entière. Les idées de l'UICN et de l'UNESCO ont abouti à la Convention de 1972, qui a mobilisé la communauté internationale en vue de protéger les paysages naturels et les monuments historiques exceptionnels. De même, l'UICN a joué un rôle déterminant dans la rédaction et la mise en œuvre de la Convention de Ramsar sur les zones humides, entrée en vigueur en 1971. L'UICN accueille, en outre, le Secrétariat de Ramsar au sein de son siège à Gland, en Suisse, depuis 1987.

Les membres de l'UICN n'ont pas cessé d'appeler la communauté mondiale de la conservation à promouvoir l'application de ces deux conventions. Ils ont également encouragé le soutien au Réseau mondial des réserves de biosphère lors de l'élaboration du Plan d'action pour les réserves de biosphère, en 1984, et de la première étape de la mise en œuvre de la stratégie de Séville pour les réserves de biosphère, en 1996. Plus récemment, en 2008 et en 2012, les membres de l'UICN ont appelé à la protection et à la bonne gestion de la géodiversité et du géopatrimoine de notre planète. L'UICN, qui est membre du Bureau du Réseau des géoparcs mondiaux depuis la création de celui-ci, en 2004, continue d'occuper une fonction consultative dans le cadre du Programme international pour les géosciences et les géoparcs de l'UNESCO créé récemment.

Chacun des mécanismes de désignation internationale de sites a son propre profil et ses axes spécifiques, mais ils partagent un objectif commun : assurer la bonne gestion et la conservation de ces précieux espaces naturels. L'UICN reconnaît le travail exceptionnel réalisé par Ramsar et l'UNESCO et leur rôle de pionnier dans le cadre de la désignation de sites Ramsar, de sites du patrimoine mondial, de réserves de biosphère et de géoparcs mondiaux de l'UNESCO ; nous allons continuer à travailler pour soutenir et renforcer l'application efficace de toutes ces initiatives.

L'intérêt porté par l'UICN aux sites à désignation internationale (SDI) a permis d'identifier les défis que rencontrent les sites à désignations internationales multiples (SDIM), et c'est dans cette optique qu'est né le projet d'élaborer et de consigner des orientations sur les moyens d'harmoniser la gestion intégrée de ces sites à désignations internationales multiples, en coordination avec les Secrétariats de la Convention de Ramsar et de l'UNESCO. Ce projet découle de l'une des résolutions de l'UICN (WCC 2012 Res 052) adoptée lors du Congrès mondial de la nature tenu en 2012 à Jeju, l'île sur laquelle se trouve la seule région du monde où les quatre désignations se chevauchent directement.

Les différentes façons dont les sites peuvent se chevaucher ainsi que l'éventail d'avantages et/ou de contraintes que peuvent impliquer les désignations multiples pour les aires naturelles traduisent la nature de ce défi. Cependant, malgré cette complexité, tous les SDI, et à plus forte raison les SDIM, en leur qualité de sites modèles en matière de conservation et source d'inspiration pour notre travail sur les aires protégées, devraient faire montre d'un respect sans faille des normes et de pratiques d'une qualité irréprochable. L'UICN est particulièrement bien placée pour soutenir les SDIM. Le lancement de ce manuel est une contribution indispensable pour établir un lien entre ces sites, pour améliorer leur gestion intégrée et pour aider à améliorer la coordination des procédures des différents organismes de désignation internationale.

L'UICN invite les gestionnaires de sites, les parties prenantes au niveau national, et les Secrétariats de la Convention de Ramsar, de la Convention du patrimoine mondial, du Programme de l'UNESCO sur l'Homme et la biosphère, et du Programme international pour les géosciences et les géoparcs à appliquer, tester, et à nous donner leur avis sur les recommandations contenues dans ce manuel.

Inger Andersen
Directrice générale
UICN

Kathy MacKinnon
Présidente
Commission mondiale des aires protégées de l'UICN

Avant-propos de la Directrice générale de l'UNESCO

Au sein des Nations Unies, c'est à l'UNESCO qu'incombe la mission unique de désigner les sites naturels présentant un intérêt pour l'humanité. Elle le fait à travers trois instruments intergouvernementaux : la Convention du patrimoine mondial, le Programme sur l'Homme et la biosphère, avec son Réseau mondial de réserves de biosphère, et le Programme international pour les géosciences et les géoparcs. Ces sites sont tous différents, mais ils ont pour objectif commun de conserver l'environnement pour les générations actuelles et à venir. Les sites naturels du patrimoine mondial sont les aires naturelles les plus emblématiques de la planète. Les réserves de biosphère favorisent la coexistence harmonieuse des populations avec leur environnement. Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO préservent notre patrimoine géologique conformément aux principes du développement durable.

De nombreux sites se chevauchent, ce qui souligne leur importance exceptionnelle pour la planète et, de ce fait, pour toute l'humanité. Nous devons donc unir nos forces en vue d'assurer leur conservation et leur bonne gestion. Les sites à désignations internationales multiples doivent être des modèles qui prouvent que le développement durable est parfaitement en accord avec la protection de l'environnement. Le fait qu'un site reçoive plusieurs désignations internationales signifie que nous sommes encore plus responsables d'en prendre soin. Cela implique des avantages et des défis plus importants, et se traduit par un besoin d'aligner les modalités de conservation et les mécanismes institutionnels à tous les niveaux.

C'est, j'en suis certaine, à point nommé que notre partenaire, l'Union internationale pour la conservation de la nature, prend l'initiative de proposer des lignes directrices en vue d'harmoniser la gestion intégrée des sites du patrimoine mondial, des réserves de biosphère et des géoparcs mondiaux, ainsi que des zones humides d'importance internationale figurant sur la liste de la Convention de Ramsar, qui se chevauchent. Les recommandations de ce document, qui n'est pas normatif, devront être évaluées par les organes de direction de chacun des quatre instruments. Mais ces recommandations peuvent contribuer à susciter un débat sur la façon dont le fonctionnement des sites naturels à désignations multiples pourrait être amélioré. Ce manuel offre, en outre, un aperçu des Conventions de Ramsar et du Patrimoine mondial, du Réseau mondial des réserves de biosphère et des géoparcs mondiaux de l'UNESCO, ce qui permettra également aux lecteurs d'apprécier les similitudes et les différences entre les quatre instruments de désignation internationale. Ils y trouveront des idées sur les moyens de protéger et de renforcer la reconnaissance de la marque des réserves de biosphère, des biens naturels du patrimoine mondial, des géoparcs mondiaux de l'UNESCO et des sites Ramsar.

Chaque désignation internationale de sites doit garder son identité, mais je suis convaincue qu'il existe de grandes possibilités de synergies entre les différents programmes, à condition d'appliquer des systèmes de gestion intégrée et des mesures de conservation efficaces. Je suis profondément reconnaissante de ce manuel qui constitue une étape déterminante dans cette direction.

Irina Bokova

Directrice générale

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Avant-propos de la Secrétaire générale par intérim de la Convention de Ramsar

Certains des paysages les plus spectaculaires, les plus beaux, historiques et singuliers, de même que certains des écosystèmes les plus précieux et productifs au monde, sont protégés par ces quatre désignations. Cependant, ces sites rencontrent des obstacles proportionnels à leur importance. L'augmentation rapide du nombre de touristes dans ces sites ne fait qu'aggraver les problèmes qui les affectent et qui sont liés à la dégradation de l'air, de l'eau et de la qualité des sols, à la pollution sonore, ainsi qu'à l'expansion des infrastructures et du parc immobilier. Et cela, sans compter l'expansion des terres agricoles, le forage exploratoire et l'extraction de pétrole et de gaz, ou d'autres minéraux, ainsi que la concurrence pour les ressources en eau, à la clé desquels se profilent des bouleversements encore plus importants. L'élévation du niveau de la mer et les effets du changement climatique constituent également des facteurs d'incertitude.

La conservation, la gestion et l'utilisation rationnelle de ces sites emblématiques sont donc des activités de plus en plus importantes, et de plus en plus difficiles. La Convention de Ramsar est très reconnaissante du soutien et de la collaboration de ces autres conventions sur un certain nombre de sites Ramsar désignés en tant que zones humides d'importance internationale. Dans le cadre du travail mené avec la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO, le Programme pour l'Homme et la biosphère et les géoparcs mondiaux, chacun apporte sa propre perspective, ses outils et ses connaissances. Nous tenons également à remercier l'UICN ainsi que le Gouvernement de la République de Corée et de l'île de Jeju pour leur soutien. L'île de Jeju, en soi, incarne bien sûr une expérience inestimable puisqu'il s'agit du premier site à avoir obtenu ces quatre désignations internationales.

Les deux contributions les plus précieuses pour le projet des SDIM sont, d'une part, le soutien que ces lignes directrices offrent aux gestionnaires de sites et aux décideurs locaux qui gèrent et jonglent avec les différentes désignations et leurs exigences et, d'autre part, la reconnaissance accrue qui est accordée aux sites les plus fragiles et précieux du monde. Ils ont obtenu des désignations multiples en raison de leurs valeurs multiples : leur géologie unique, leur biodiversité, leur hydrologie ainsi que leur importance historique et culturelle.

La Convention de Ramsar espère que de nombreuses autres zones humides recevront la protection dont elles ont besoin pour contribuer à la durabilité de nos sociétés et de nos économies. Les objectifs fixés au niveau international envisagent que 17 % des terres émergées et 10 % des aires marines soient protégées. Cependant, dans le cadre des efforts menés pour atteindre cet objectif, ces SDIM (sites à désignations internationales multiples) constitueront des lieux d'espoir et rappelleront tout ce qui peut être accompli lorsque les organisations travaillent de concert et que la société et les communautés reconnaissent et apprécient vraiment à leur juste valeur les paysages naturels au sein desquels elles vivent.

Nous félicitons l'équipe qui a travaillé dur pour produire cette publication et nous nous réjouissons par avance à la perspective de collaborer encore davantage avec nos partenaires internationaux pour soutenir les gestionnaires de sites et les collectivités locales, qui sont les dépositaires des lieux les plus beaux et les plus précieux de notre planète.

Ania Grobicki

Secrétaire générale par intérim
Convention de Ramsar

Avant-propos du Gouverneur de la Province autonome spéciale de Jeju (République de Corée)

Près de 50 % des zones montagneuses, des champs, des rivières, des grottes et des côtes de cette île, formée par l'activité volcanique il y a des millions d'années, ont été désignés sites protégés par les spécialistes mondiaux de l'environnement. Avec plus de 12 millions de touristes qui s'y rendent chaque année, elle fait partie des îles les plus visitées au monde. Le prix Nobel de littérature 2008, Jean-Marie Gustave Le Clézio, décrit cette région, avec sa culture et sa nature uniques, comme l'île fantastique de toutes les émotions. Elle est l'île aux trésors de notre planète, à la pointe sud de la péninsule coréenne.

J'ai nommé l'île de Jeju.

Plusieurs organisations internationales telles que l'UICN, l'UNESCO et la Convention de Ramsar reconnaissent l'environnement naturel intact et unique de l'île. Jeju a été désignée réserve de biosphère en 2002, site naturel du patrimoine mondial en 2007 et géoparc mondial en 2010, et les zones humides de l'île ont reçu la désignation de sites Ramsar d'importance internationale en 2006, 2008, 2009, 2010 et 2015. L'île est le seul endroit au monde dont les aires protégées cumulent quatre désignations internationales. L'histoire et les traditions de l'île, qui coexistent avec la nature, ont été bien préservées, et leur intérêt comme leur valeur sont actuellement reconnus dans le monde entier.

Le Congrès mondial de la nature de l'UICN 2012, qui s'est tenu à Jeju, a notamment impulsé une réflexion sur les rôles spécifiques que joue l'île, et pour reconnaître leur importance pour la biodiversité et l'environnement à l'échelle mondiale. Le fait que les participants au Congrès aient adopté une résolution pour la création d'un nouveau modèle de gestion permettant de consolider et d'harmoniser efficacement les systèmes de gestion individuels des sites à désignation internationale constitue un résultat inestimable. Depuis 2012, la province de Jeju, l'UICN, le Ministère de l'Environnement de Corée, l'UNESCO, et le Secrétariat de la Convention de Ramsar ont mis leur bon sens en commun pour atteindre cet objectif, en discutant activement des questions pertinentes dans le cadre des divers forums, réunions et ateliers internationaux tenus au cours des trois dernières années.

Le présent manuel inclut une section sur les activités et les efforts que nous avons déployés jusqu'à présent. Nous espérons que la conservation de l'environnement, le professionnalisme et la clarté de ce rapport vont s'imposer comme lignes directrices et comme vision future pour améliorer les sites à désignation internationale.

Aujourd'hui, nous voulons être à la hauteur de la nouvelle tendance en faveur de la propreté et de la coexistence. Jeju cherche actuellement à établir un plan directeur à long terme. Nous mettons notre bon sens en commun afin d'harmoniser et de coexister avec la nature et la culture, et de maximiser les avantages pour les générations à venir. Dans cette optique, l'île mène des politiques diverses et spécifiques pour s'imposer en tant que communauté écologique Numéro 1, île sans carbone et capital environnemental mondial pour le développement durable. Nous espérons que nos efforts serviront d'exemples pour les questions environnementales mondiales.

La publication de ce rapport, loin de marquer la fin de ce parcours, est un nouveau départ. Mais avant tout, nous pouvons renforcer les capacités en tissant un réseau solide entre les sites à désignation internationale pour partager les expériences et les connaissances dans le cadre de la recherche de solutions aux défis environnementaux.

Nous sommes convaincus que la création d'un centre d'éducation et de formation pour les sites à désignation internationale, en coopération avec l'UICN, l'UNESCO et le Secrétariat de la Convention de Ramsar, est une tâche importante qui nous incombe. Les gestionnaires des sites à désignation internationale peuvent renforcer leurs capacités grâce à des programmes d'éducation et de formation de haute qualité et standardisés. L'île participera activement aux efforts menés pour créer ce centre.

Je suis extrêmement reconnaissant de votre contribution à ce manuel qui, je l'espère, constituera un guide pratique pour les gestionnaires des sites à désignation internationale. Et je souhaite qu'il soit facilement accessible sur internet pour susciter l'intérêt du monde et attirer l'attention du public sur les sites à désignation internationale.

Merci.

Won Heeryong

Gouverneur

Province autonome spéciale de Jeju

Gestionnaires de sites, décideurs d'organisations internationales et hauts fonctionnaires coréens lors de l'Atelier sur les sites à désignations internationales multiples à Jeju, en 2015, dont WON Heeryong (Gouverneur de Jeju), LEE Minho (Ministère de l'Environnement, République de Corée), Ania Grobicki (Secrétariat de Ramsar), Tim Badman (UICN), Han Qunli et Patrick McKeever (UNESCO) © Province autonome spéciale de Jeju

Remerciements

Le présent manuel n'aurait jamais vu le jour sans les contributions et informations nombreuses et précieuses apportées par les personnes et institutions d'horizons variés qui ont pris part aux discussions.

L'UICN tient avant tout à en remercier les deux auteurs : Thomas Schaaf, ancien Secrétaire du Programme MAB de l'UNESCO et actuel Directeur de *Terra-Sana environmental consulting*, et Diana Clamote Rodrigues, Coordinatrice du projet « Sites à désignation internationale » de l'UICN, qui ont consacré beaucoup de temps et d'efforts à la préparation de ce manuel.

Grâce au financement fourni par la Province autonome spéciale de Jeju et la République de Corée, et dans la lignée de la Résolution WCC-2012-Res-052-FR adoptée lors du Congrès mondial de la nature 2012 de l'UICN, le Programme du patrimoine mondial de l'UICN a pu entreprendre le travail qui a conduit à la publication de cet ouvrage. KIM Yangbo (ancien Directeur du Bureau de liaison entre l'UICN et le Gouvernement de Jeju, actuellement Directeur général du Bureau pour la Conservation de l'environnement de la Province de Jeju) et KO Kilrim (actuellement Directeur du Bureau de liaison entre l'UICN et le Gouvernement de Jeju) ont apporté leur aide au Programme. Les auteurs remercient chaleureusement leurs collègues de l'UICN pour leur soutien et leurs conseils, en particulier Haifaa Abdulhalim, Elena Osipova, Christelle Perruchoud, Pedro Rosabal et Célia Zwahlen, ainsi que Yichuan Shi (actuellement détaché auprès du PNUE-CMSC). Les auteurs ont également établi des relations de travail étroites et fructueuses avec AHN Hyeyeong et KO Sunil, de la Division de la politique environnementale (Province autonome spéciale de Jeju), à qui ils tiennent à manifester leur reconnaissance.

L'UICN remercie tout particulièrement les gestionnaires des sites qui ont partagé avec les auteurs leur expérience quotidienne de gestion, leurs études de cas et les photographies qui figurent dans cette publication. Ils ont également fait part de réflexions très utiles lors de la révision finale du manuel. L'UICN remercie spécialement les personnes suivantes : Luis Sánchez Arguedas (Talamanca, Costa Rica), Manuel Paulino Costa (Açores, Portugal), Salem Hawash et Ahmed Saeed (Socotra, Yémen), LEE Soojae (Jeju, République de Corée), Dina Madiyeva (Korgalzhyn, Kazakhstan), Arndt Meyer-Vosgerau (mer des Wadden de Basse-Saxe, Allemagne), Angel Omar Ortíz Moreno (Sian Ka'an, Mexique), Assane Ndoeye (Delta du Saloum, Sénégal), Borni Rejeb (Ichkeul, Tunisie), Angelo de Vita (Cilento, Vallo di Diano et Alburni, Italie) et Salifou Zoumari (Région du W, Niger).

Par ailleurs, l'UICN et les auteurs ont largement bénéficié des nombreux commentaires et des points de vue exprimés par les délégués, les représentants, les points focaux nationaux et les observateurs qui ont assisté aux réunions des organes de direction des quatre instruments de désignation des sites internationaux : la 35^{ème} Réunion du Réseau européen des géoparcs (siège de l'UNESCO à Paris, France, 30 mars-1 avril 2015) ; la COP12 de la Convention de Ramsar (Punta del Este, Uruguay, 1-9 juin 2015) ; la 27^{ème} session du Conseil international de coordination du MAB (Siège de l'UNESCO, 8-12 juin 2015) ; et la 39^{ème} session du Comité du patrimoine mondial (Bonn, Allemagne, 28 juin-8 juillet 2015). Bien que les délégués et observateurs soient trop nombreux pour être mentionnés par leur nom, les auteurs ont tenté, dans la mesure du possible, de refléter l'ensemble de leurs points de vue et suggestions dans cette publication.

Les secrétariats des sites Ramsar et des sites désignés par l'UNESCO ont fait preuve d'une disponibilité permanente pour fournir des orientations et des conseils techniques concernant les quatre instruments de désignation internationale. Au sein du Secrétariat de Ramsar, l'UICN remercie vivement l'ancien Secrétaire général, Christopher Briggs, et la Secrétaire générale par intérim, Ania Grobicki, ainsi que leurs collaborateurs Edmund Jennings, Chris Perceval, Tobias Salathé et Lew Young. L'Union adresse également ses remerciements à l'ancien Secrétaire du Centre du patrimoine mondial, Kishore Rao, et au Secrétaire actuel, Mechtild Rössler, ainsi qu'aux membres de leur équipe, Eric Esquivel, Susanna Kari et Richard Veillon ; au Secrétaire du Programme MAB, Han Qunli et à son équipe, en particulier Meriem Bouamrane, Maria Cardenas, Peter Dogsé, Miguel Clüsener-Godt et Alberto Hernandez-Salinas ; et au Secrétaire du Programme international pour les géosciences et les géoparcs à l'UNESCO, Patrick McKeever, ainsi qu'à ses collègues Yann Gavillot, Margarete Patzak et Marie-Laure Faber.

Enfin, l'UICN tient à remercier sincèrement le groupe de réviseurs externes dont les commentaires et les suggestions pertinents et constructifs ont permis d'améliorer le manuel : Gail Bremner, CHA Jinyeol, Vanja Debevec, Barbara Engels, Sonali Ghosh, Jerry Harrison, Marc Hockings, Tilman Jaeger, KIM Taeyoun, Thierry Lefebvre, Carlo Ossola, Pedro Rosabal, Andrej Sovinc, Jean-François Sys, Maria Pia Gallina Tessaro, Milagros Perez Villalba et Mike Wong.

Tim Badman

Directeur

Programme du Patrimoine mondial de l'UICN

Glossaire et terminologie

Paysages culturels. Selon les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*, les paysages culturels sont des biens culturels et représentent les « œuvres conjuguées de l'homme et de la nature » mentionnées à l'article I de la Convention du patrimoine mondial. Le terme englobe essentiellement une grande variété de manifestations interactives entre l'homme et son environnement naturel.

Organisme de désignation. Dans le cadre de cette publication, l'un des quatre organismes qui octroient un titre international à un site naturel ou à une aire protégée. Ces quatre organismes sont la Convention sur les zones humides (Convention de Ramsar), la Convention de l'UNESCO de 1972 pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (souvent désignée comme la Convention du patrimoine mondial), le Programme de l'UNESCO pour l'Homme et la biosphère (MAB) et le Programme international pour les géosciences et les géoparcs.

Gouvernance. Interactions entre les structures, les processus et les traditions qui déterminent la façon dont le pouvoir et les responsabilités sont exercés, comment les décisions sont prises et comment les citoyens ou les autres parties prenantes peuvent s'exprimer.

Sites à désignation internationale (SDI). Sites reconnus au niveau international par des désignations mondiales ou régionales, y compris, par exemple, les sites figurant sur les listes de la Convention de Ramsar, de la Convention du patrimoine mondial, du Programme de l'UNESCO pour l'Homme et la biosphère (MAB) et du Programme international pour les géosciences et les géoparcs, indépendamment du fait que ces sites se chevauchent totalement ou partiellement.

Sites à désignations internationales multiples (SDIM). Sites où coïncident deux, trois ou quatre désignations internationales octroyées par la Convention de Ramsar, la Convention du patrimoine mondial, le Programme de l'UNESCO pour l'Homme et la biosphère (MAB) et/ou le Programme international pour les géosciences et les géoparcs, qui se chevauchent totalement ou partiellement.

Bien mixte du patrimoine mondial. Site du patrimoine mondial inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en vertu d'une combinaison de valeurs culturelles et naturelles.

Aire protégée (définition 2008 de l'UICN). Espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés.

Sites désignés de l'UNESCO. Ce terme fait référence aux sites inscrits sur les listes de la Convention du patrimoine mondial, du Réseau mondial des réserves de biosphère du MAB et du Réseau mondial des géoparcs. D'un point de vue juridique, ces sites ne sont pas désignés par l'UNESCO (c'est-à-dire par le Secrétariat de l'UNESCO), mais par les organes de direction des trois instruments de l'UNESCO : le Comité du patrimoine mondial, le Conseil international de coordination du programme du MAB pour les réserves de biosphère et le Conseil exécutif de l'UNESCO pour le Réseau mondial des géoparcs. Une fois que les organes de direction ont décidé d'intégrer un nouveau site, la Directrice générale de l'UNESCO informe le pays concerné de cette décision. Dans le cadre de ce manuel, le terme « Site désigné par l'UNESCO » est utilisé afin de simplifier la terminologie.

Abréviations et acronymes

AME	Accord multilatéral sur l'environnement
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
CDB	Convention sur la diversité biologique
CCIRB	Comité consultatif international sur les réserves de biosphère (MAB)
CESP	Communication, éducation, sensibilisation et participation (Ramsar)
CIC-MAB	Conseil international de coordination du MAB
CMAP	Commission mondiale des aires protégées (UICN)
COP (pour l'anglais)	Conférence des Parties
CPM	Centre du patrimoine mondial
FAO (pour l'anglais)	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDR	Fiche descriptive sur les sites Ramsar
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GIZ (pour l'allemand)	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)
GGN (pour l'anglais)	Réseau mondial des géoparcs
GLOCHAMORE (pour l'anglais)	Projet Changement global et régions de montagne (UNESCO)
GLOCHAMOST (pour l'anglais)	Changement global et climatique et régions de montagne - Projet de stratégies d'adaptation pour les réserves de biosphère en montagne (UNESCO)
GEST	Groupe d'évaluation scientifique et technique (Ramsar)
ICCROM	Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels
ICOMOS (pour l'anglais)	Conseil international des Monuments et des Sites
IRM	Initiative de recherche sur la montagne
ITPGRFA (pour l'anglais)	Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
LIFE	Instrument financier soutenant l'environnement, la conservation de la nature et des projets d'action pour le climat au sein de l'UE
MAB (pour l'anglais)	Programme sur l'Homme et la biosphère
NABU	Naturschutzbund Deutschland (Union pour la conservation de la nature, Allemagne)
ODD	Objectif de développement durable
OIP	Organisation internationale partenaire (Ramsar)
OMT	Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies
ONG	Organisation non gouvernementale
PIGG	Programme international pour les géosciences et les géoparcs
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PNUE-WCMC (pour l'anglais)	Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (UNEP)
RGE	Réseau des géoparcs européens
SATIM	Systèmes agricoles traditionnels d'importance mondiale (FAO)
SDI	Site à désignation internationale
SDIM	Site à désignations internationales multiples
SIG	Système d'information géographique
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UISG	Union internationale des sciences géologiques
UNESCO (pour l'anglais)	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
WDPA (pour l'anglais)	Base de données mondiale sur les aires protégées
WNICBR (pour l'anglais)	Réseau mondial des réserves de biosphère insulaires et côtières
ZICO	Zone importante pour la conservation des oiseaux (BirdLife International)
ZSC	Zone spéciale de Conservation

Résumé

Un site à désignation internationale (SDI) est un site naturel reconnu au niveau mondial par un mécanisme de désignation régional ou mondial. Au 31 octobre 2015, 3313 SDI figurent en tant que sites Ramsar dans le cadre de la Convention de Ramsar, biens naturels ou mixtes du Patrimoine mondial et paysages culturels au titre de la Convention du patrimoine mondial, réserves de biosphère reconnues dans le cadre du Réseau mondial des réserves de biosphère de l'UNESCO du Programme de l'UNESCO pour l'Homme et la biosphère (MAB) et géoparcs mondiaux de l'UNESCO dans le cadre du Programme international pour les géosciences et les géoparcs (PIGG). Ceux-ci comprennent, dans le monde entier, 2218 sites Ramsar, 197 biens naturels du patrimoine mondial et 32 biens mixtes du patrimoine mondial, en vertu de critères culturels et naturels, ainsi que 95 paysages culturels du patrimoine mondial, 651 réserves de biosphère et 120 géoparcs mondiaux de l'UNESCO.

Parmi eux figurent 263 aires dans lesquelles différentes SDI se chevauchent, entièrement ou partiellement, ce qui double ou triple, voire quadruple les désignations internationales. Dans le cadre de cette publication, ces sites sont dénommés sites à désignations internationales multiples (SDIM). Parmi les SDIM, 215 sites Ramsar sont entièrement ou partiellement intégrés dans 169 réserves de biosphère, et 109 réserves de biosphère se chevauchent avec 100 sites du patrimoine mondial. De plus, 97 sites Ramsar couvrent, entièrement ou partiellement, 70 biens de la Liste du patrimoine mondial, tandis que 22 sites Ramsar font partie des cinq géoparcs mondiaux UNESCO. Seize réserves de biosphère sont intégrées dans 14 géoparcs mondiaux de l'UNESCO, et 15 géoparcs mondiaux de l'UNESCO se chevauchent avec 13 sites du patrimoine mondial. Outre ces désignations doubles, certaines zones spécifiques ont également reçu des désignations triples et quadruples. Une liste exhaustive des SDIM (indiquant l'année d'inscription du site, sa surface et ses coordonnées géographiques) est annexée à cette publication, énumérant tous les sites présentant ce type de coïncidences en termes de désignations internationales.

Ce manuel, qui fait suite à la résolution WCC-2012-Res-052-FR adoptée lors du Congrès de la nature de l'UICN (île de Jeju, République de Corée, septembre 2012), traite de questions spécifiques liées à la gestion des SDIM et inclut des recommandations à l'adresse des parties-prenantes locales, nationales et internationales des SDIM pour l'harmonisation de la gestion, la conservation systématique et l'utilisation durable de ces sites.

Bien que les quatre instruments internationaux de désignation partagent un même objectif global de conservation pour les générations présentes et à venir, et soient conformes aux objectifs de développement durable, chaque instrument a ses propres finalités et ses exigences, en matière de profils et de gestion, qui distinguent clairement chaque désignation des trois autres :

Les sites Ramsar constituent et maintiennent un réseau international de zones humides importantes pour la conservation de la diversité biologique mondiale et la pérennité de la vie humaine, en préservant leurs composantes, processus et avantages/services écosystémiques.

Les biens du patrimoine mondial servent à l'identification, la protection, la conservation et la transmission aux générations à venir des sites culturels et naturels ayant une valeur universelle exceptionnelle.

Les réserves de biosphère ont pour objectif l'harmonisation de la gestion et de la conservation de la diversité biologique et culturelle et le développement économique et social basé sur les efforts combinés des communautés locales et du monde scientifique.

Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO encouragent la coopération internationale entre les zones qui ont un patrimoine géologique de valeur internationale, à travers une approche « partant de la base » de la conservation, du soutien à la communauté locale, de la promotion du patrimoine et du développement durable du site.

Le présent manuel donne un aperçu des quatre organismes internationaux de désignation afin de faciliter leur comparaison. Il résume différents aspects des quatre désignations, tels que leurs fins, leurs principaux objectifs, leur histoire, leur cadre juridique, leurs accords administratifs, leur structure et organes de gouvernance ainsi que leurs organes scientifiques consultatifs et leurs obligations gouvernementales. Leurs critères respectifs pour l'admission des sites donnent une idée des spécificités de chacune des désignations. Les différences entre les quatre désignations sont également reflétées dans leurs exigences en matière de rapports et de suivi.

La gestion des SDIM est le sujet central du manuel, illustré par 11 études de cas fournies par une sélection de pays comprenant un chapitre spécial consacré à l'île de Jeju (République de Corée) qui compte les quatre désignations internationales. Le succès de la désignation de Jeju comme réserve de biosphère a ouvert la voie pour son entrée sur la Liste du patrimoine mondial, la certification de cinq sites Ramsar sur l'île et sa reconnaissance en tant que géoparc mondial de l'UNESCO, par étapes successives et pour des motifs complémentaires. Le travail effectué à Jeju pour harmoniser les structures locales de gestion pour les quatre désignations internationales peut donner un aperçu aux parties prenantes des SDIM d'autres pays et régions.

En ce qui concerne la gestion du site, le fait qu'une zone ait deux désignations internationales, ou plus, présente des avantages. Les formes multiples de reconnaissance internationale peuvent potentiellement augmenter la résilience des sites naturels aux pressions extérieures car elles font ressortir les différentes valeurs du site sur la scène mondiale. Faire le lien entre la conservation et le développement durable, aspiration commune des quatre désignations, peut favoriser l'implication et la participation des communautés locales dans la conservation et la gestion des sites. Les désignations internationales accentuent la capacité des zones en matière de recherche, d'éducation et de sensibilisation du public et sont propices à la promotion de la collaboration transfrontalière, au jumelage de sites, au partage des connaissances à l'échelle mondiale et aux programmes de partenariat. Au niveau national et international, les SDIM peuvent constituer une plateforme pour le renforcement de la coopération interinstitutionnelle. Dans de nombreux cas, les désignations multiples aident à obtenir des fonds pour la gestion des sites au niveau national et contribuent à assurer des ressources financières de donateurs internationaux. Les désignations internationales multiples favorisent également la visibilité nationale et le prestige des sites à l'échelle mondiale, ce qui contribue à renforcer la base économique de la région à travers le tourisme et la commercialisation de produits locaux.

Les difficultés que pose la gestion de ces zones surviennent lorsque différentes autorités nationales sont responsables de la même SDIM et qu'il n'y a pas de cadre juridique ou administratif harmonisé ni même de mécanisme de coordination pour accorder les politiques et les activités d'intervention des différentes institutions compétentes. Le manque de coordination peut également se traduire par une concurrence pour obtenir le financement national et international nécessaire à la gestion du site. De plus, chaque instrument de désignation a ses propres approches et objectifs principaux qui ne sont pas nécessairement compatibles avec les zones géographiques pour lesquelles les sites ont été inscrits par d'autres instruments de désignation. Les différences dans les normes des rapports des quatre organismes, concernant la précision de l'information ou la durée du cycle, entraînent une lourde charge de travail supplémentaire pour les gestionnaires des sites et les autorités nationales. En outre, il est rare que les gestionnaires des sites soient formés à la gestion des désignations internationales multiples. Le flux d'information fourni par les gestionnaires des sites par le biais des autorités nationales aux quatre secrétariats mondiaux, et *vice versa*, est parfois irrégulier. Les touristes, de plus en plus nombreux, risquent de compromettre l'intégrité environnementale de ces sites. Les désignations internationales peuvent également rencontrer une certaine résistance de la part des communautés locales et des peuples autochtones, généralement liée à des questions de restrictions d'utilisation des terres et parfois même au non-respect des droits des communautés et des peuples autochtones. La multiplicité des différentes formes de reconnaissance présente le risque de créer des confusions au niveau des communautés locales comme des visiteurs quant à la signification des différentes désignations et, par ailleurs, la valeur perçue comme « supérieure » de l'un des statuts internationaux peut en éclipser d'autres considérées comme « inférieures ». Enfin, l'efficacité des désignations internationales peut être diluée par un nombre sans cesse croissant de SDI et de SDIM.

Le système de gestion des SDIM optimisé doit être fondé sur la complémentarité et les synergies créées par les différentes désignations. À cet égard, ce manuel fournit un certain nombre de recommandations adressées aux trois groupes cibles : les gestionnaires des SDIM au niveau local, les points focaux des quatre instruments de désignation et les parties prenantes au niveau national (ministères et autorités nationales compétentes et autres) et les organes de décision des quatre instruments internationaux de désignation ainsi que leurs secrétariats respectifs au niveau international.

Recommandations pour les gestionnaires de sites au niveau local

■ Développer le renforcement des capacités du personnel

Les activités de formation et de renforcement des capacités pour les gestionnaires de sites centrées sur les spécificités, les similitudes et les possibilités de synergies entre les quatre instruments de désignation internationaux devraient être institutionnalisées dans le cadre d'une formation régulière et continue s'adressant au personnel des aires protégées, et à d'autres parties prenantes locales.

■ Créer un mécanisme de coordination commun au niveau du site pour toutes les désignations internationales

Dans la mesure du possible, un mécanisme de coordination commun, avec un pouvoir de gestion et de décision suffisant, devrait être instauré au niveau du site pour toutes les désignations internationales coïncidentes. Ce mécanisme serait chargé d'harmoniser les différents objectifs et les exigences des désignations internationales du site concerné.

■ Réviser et mettre à jour les plans de gestion

Si un site a obtenu des désignations internationales multiples, un nouveau plan de gestion cohérent et unique devrait être élaboré (ou mis à jour s'il existe déjà) pour accorder l'ensemble des exigences et des objectifs respectifs des désignations internationales.

■ Collaborer avec les communautés locales et les peuples autochtones et respecter leurs droits

Les communautés locales et les peuples autochtones devraient être pleinement impliqués, participer à la planification et à la gestion des SDIM par le biais de différents mécanismes de gouvernance et retirer des bénéfices concrets de la conservation du site. Concernant les droits des peuples autochtones, tous les processus des SDIM devraient respecter le principe de consentement préalable, libre et éclairé (CPLÉ).

■ Promouvoir la communication, l'éducation et la sensibilisation

Au sein des SDIM, les gestionnaires de sites et les autorités nationales compétentes devraient proposer des programmes de communication, d'éducation et de sensibilisation sur l'environnement combinant leurs ressources et leur expertise pour promouvoir la reconnaissance de la région sous toutes ses facettes.

■ Gérer le nombre de touristes et de visiteurs

Le nombre de visiteurs devrait être géré correctement et des stratégies ainsi que des plans de tourisme durable devraient être élaborés et mis en œuvre afin de garantir la conservation et l'intégrité environnementale des SDIM. Les activités touristiques devraient être pleinement compatibles avec les objectifs de conservation de chacune des désignations du site.

■ Développer et communiquer une image de marque qui transmette les valeurs du site

L'image de marque d'un SDIM devrait refléter correctement les valeurs du site à travers des produits et des activités de communication et un tourisme adaptés et durables, capables de transmettre ces valeurs et de sensibiliser les visiteurs. De plus, les logos et la signification de chaque désignation internationale devraient figurer de manière visible et être expliqués sur le site.

■ Utiliser les centres d'accueil pour faire un travail de sensibilisation sur les désignations internationales

Les centres d'accueil et les activités éducatives devraient être utilisés pour sensibiliser les communautés locales, le grand public et les décideurs, en des termes simples et faciles à comprendre, sur les différentes formes de reconnaissance internationale du site et sur les principaux objectifs de chaque désignation.

Recommandations pour les autorités et les points focaux au niveau national

■ Choisir la désignation internationale la plus appropriée

Le statut de SDIM ne convient pas à tous les sites, c'est pourquoi chaque désignation demande mûre réflexion. Les autorités nationales devraient tout d'abord se centrer sur les avantages comparatifs spécifiques dont le site en question bénéficierait en fonction du profil de chaque désignation. Le choix de la désignation la plus adaptée à un site donné devrait avoir pour objectif d'optimiser l'efficacité de sa gestion et la structure de sa gouvernance, mais également de créer une image de marque et un profil marketing adaptés au site.

■ Évaluer la valeur ajoutée des désignations internationales

Grâce à leurs profils spécifiques, les désignations internationales ont le potentiel de représenter une valeur ajoutée les unes pour les autres, dans certaines circonstances, et d'agir en synergie pour améliorer la gestion et la protection du site. Toutefois, cette valeur ajoutée n'est pas évidente ; c'est pourquoi, dans le cas des nouvelles propositions de désignation, il convient de démontrer que le site bénéficiera effectivement de cette valeur ajoutée. Toute nouvelle désignation internationale doit être convenue par toutes les parties prenantes concernées au niveau national.

■ Contrôler l'efficacité de la désignation

Les autorités nationales responsables devraient déterminer de façon objective si toutes les désignations internationales d'un SDIM soutiennent réellement le site dans ses efforts en faveur de la conservation de l'environnement, du développement durable et de l'utilisation des ressources, et évaluer le niveau d'implication et de partage des bénéfices avec les communautés locales.

■ Améliorer la coordination et l'échange d'informations entre les différentes autorités

Lorsqu'un SDIM relève de la responsabilité de plusieurs autorités nationales différentes, il doit mettre en place une structure de coordination adéquate et efficace pour optimiser la gestion du site, le partage des informations et la procédure de rapports. Dans le cas des sites désignés Ramsar et UNESCO, l'attribution de la fonction de point focal à une seule institution nationale est un moyen d'éviter le doublement des efforts et des dépenses qui, dans la mesure du possible, doit être appliqué.

■ Aligner les politiques de conservation et les mécanismes institutionnels entre les différents pays et régions

Dans le cas des SDIM transfrontaliers, ou des SDIM s'étendant sur différentes provinces administratives ou états au sein d'un même pays, il faudrait tenter d'aligner les politiques environnementales et de conservation des sites et les mécanismes institutionnels entre les différentes autorités compétentes.

■ Assurer un cadre juridique efficace pour les SDIM

Les États qui comprennent des SDI et des SDIM, ou qui ont l'intention de les constituer, devraient établir un cadre juridique efficace et harmonisé pour ces sites au niveau national afin d'assurer la cohérence de leur conservation et de leur gestion.

■ Coordonner les stratégies d'appels de fonds

Dans le cas de SDIM, les autorités nationales et les gestionnaires de sites devraient exploiter activement la complémentarité de la reconnaissance internationale afin d'obtenir le soutien financier extérieur nécessaire à l'optimisation de la gestion et de la conservation du site. Ces stratégies d'appels de fonds devraient être coordonnées et tenir compte des objectifs de conservation de toutes les désignations internationales du site.

■ Tirer parti de l'expertise des différentes communautés de soutien

Les autorités nationales qui sont responsables des SDIM devraient veiller à ce que le large éventail de domaines d'expertise des différentes communautés sur lesquelles repose chaque désignation soit mis en commun, de manière inter et transdisciplinaire, au profit de la conservation du site, de sa gestion et des activités éducatives.

Recommandations pour les organismes de désignation au niveau international

■ Améliorer la coordination et l'échange d'informations entre les organismes de désignation

Les quatre organismes de désignation responsables des sites Ramsar et de l'UNESCO devraient revoir les accords de coopération existants et, le cas échéant, les modifier afin d'obtenir un soutien complémentaire au profit des SDIM.

■ Organiser régulièrement des réunions entre les secrétariats

Les quatre secrétariats devraient organiser des réunions communes régulières, au moins une fois par an, pour l'échange d'informations, la tenue d'une base de données commune des SDIM, la mise en place de mesures de soutien pour les sites confrontés à des dégâts ou à des dangers importants et pour échanger sur les éventuels politiques, projets et activités en commun.

■ Participation aux réunions des conseils d'administration des organismes de désignation

Il est recommandé que des représentants de chaque organisme de désignation (et de leurs secrétariats et organes consultatifs compétents) assistent aux réunions des organes de direction des quatre instruments internationaux, afin d'optimiser la circulation de l'information et la cohérence des décisions relatives aux politiques des SDIM.

■ Tenir à jour une liste des SDIM

La création et la tenue conjointe d'une liste en ligne des SDIM, si possible intégrée à la Base de données mondiale sur les aires protégées de l'UICN/PNUE-WCMC, est recommandée comme mesure de base pour la collaboration. Cela entre, en outre, dans le cadre de la fonction de centre d'échange d'informations qu'exercent les quatre secrétariats.

■ Harmoniser la procédure de rapports et assurer un suivi conjoint

Un protocole de rapport harmonisé aux organismes de désignation devrait être établi pour les SDIM, car il serait plus économique qu'en remplissant les exigences en matière de rapports d'une désignation, les exigences des autres soient également satisfaites. Cela améliorerait la qualité des rapports et faciliterait les évaluations techniques et le suivi conjoints. La pratique des missions conjointes, déjà courante dans certains SDIM dans le cadre du suivi, devrait être étendue à tous les SDIM et harmonisée.

■ Mettre les informations en commun au cours des processus de proposition d'inscription et de rapport

Les quatre secrétariats, ainsi que leurs groupes techniques et organisations consultatives, devraient systématiquement mettre en commun les informations dont ils disposent sur les SDIM présentés ou existants (dossiers de proposition d'inscription, rapports périodiques, rapports spécifiques sur l'état de conservation), afin d'assurer des approches harmonisées pour les candidatures présentées aux différents instruments de désignation.

■ Organiser des activités conjointes de renforcement des capacités sur le fonctionnement de chaque désignation

Les quatre secrétariats devraient organiser des activités conjointes de renforcement des capacités pour les gestionnaires de sites, les points focaux nationaux et les autres parties prenantes sur les profils spécifiques de chaque désignation. Cette démarche a pour objectif de favoriser les synergies potentielles entre les instruments internationaux et de faciliter les échanges sur les meilleures pratiques dans la gestion des SDIM.

■ Mettre en œuvre des projets communs et des réseaux au niveau des sites

En combinant leur expertise et leur capacité de sensibilisation, les organismes de désignation devraient soutenir les SDIM dans la mise en œuvre de projets conjoints d'intérêt commun au niveau des sites, et dans la promotion de jumelages et de réseaux entre les SDIM.

■ Développer des stratégies de marque et de communication harmonisées

Les organismes de désignation devraient élaborer des stratégies de marque et de communication pour leurs désignations respectives, qui ne soient pas en concurrence entre elles, et s'attacher davantage à communiquer sur la valeur ajoutée de chaque désignation et à mettre en avant leur capacité de coopération et d'activité synergétique.

Partie I : Introduction

1. Définition du cadre

La désignation internationale d'une aire est un outil très puissant pour que la conscience de l'importance de sa conservation passe du niveau local ou national à l'échelle mondiale. Par définition, tous les sites figurant sur les listes de la Convention de Ramsar, de la Convention du patrimoine mondial, du Réseau mondial des réserves de biosphère et du Réseau mondial des géoparcs ont démontré leur importance pour la conservation de l'environnement et le développement durable ainsi que l'intérêt que leur protection et l'efficacité de leur gestion suscitent au niveau international. La reconnaissance au niveau mondial atteint des sommets dans le cas des zones de notre planète qui ont reçu plusieurs désignations internationales. À cet égard, les avantages d'un prestige et d'une visibilité accrus ainsi que l'intérêt des donateurs, les bénéfices potentiels supplémentaires pour les communautés et l'économie au niveau local sont évidents, de même que le plus grand attrait pour les visiteurs, les écologistes et les chercheurs.

En revanche, les désignations internationales multiples sur un même site présentent également des difficultés et des interrogations sur la façon d'optimiser et d'harmoniser la gestion de ces sites. L'objet de ce manuel est de mettre en relief les avantages et les difficultés des sites à désignations internationales multiples, et de recommander des alternatives pour optimiser leur gestion.

L'idée d'élaborer le présent manuel remonte au Congrès mondial de la nature organisé en 2012 par l'UICN sur l'île de Jeju (République de Corée). La résolution WCC-2012-Res-052-FR, adoptée lors de ce Congrès, préconise la mise en place d'un système de gestion intégrée pour ce que l'on appelle les « aires protégées de l'UNESCO » [sic], c'est à dire les réserves de biosphère, les sites naturels du patrimoine mondial et les Géoparcs mondiaux (voir résolution jointe en Annexe 1).¹ La résolution exprime notamment une préoccupation due au fait que les différences entre les lignes directrices, les cycles de temps et les périodes accordés et contrôlés par des autorités différentes font obstacle à la mise en place d'un régime de gestion global pour les sites bénéficiant de plusieurs désignations internationales. Par exemple, les cycles de révisions périodiques pour les réserves de biosphère sont fixés tous les dix ans, tandis que les rapports pour les sites du patrimoine mondial sont exigés tous les six ans et que l'évaluation régulière des sites reconnus par le Réseau mondial des géoparcs a lieu tous les quatre ans. En outre, la résolution affirme avec conviction qu'un système de gestion intégrée des sites désignés de l'UNESCO est la méthode la plus sûre pour leur conservation, et que cette approche de gestion est conforme au concept fondamental de l'UICN et va dans le sens de l'utilisation durable des écosystèmes.

La Résolution WCC-2012-Res-052-FR, dans le paragraphe dédié à ce point, « demande à la Directrice générale [de l'UICN], en se fondant sur les enseignements issus de l'expérience de Jeju², en coopération avec toutes parties prenantes concernées, d'élaborer un manuel de gestion intégrée de la conservation qui comprenne des lignes directrices et autres propositions relatives à la conservation systématique et à l'utilisation durable des écosystèmes, d'élaborer et de normaliser un système de gestion pour les aires protégées comprenant l'intégration des différents cycles de réévaluation des sites bénéficiant de différents statuts de protection et de le communiquer en tant que modèle aux Membres de l'UICN. »

L'UICN a répondu à cette résolution en rédigeant le présent manuel, ce qui n'aurait pas été possible sans le soutien financier et technique de la Province autonome spéciale de Jeju et de la République de Corée. En 2014, l'UICN a commencé à mettre en œuvre le projet intitulé « Améliorer le système de gestion intégrée des zones protégées internationales avec désignations multiples ». Outre les réserves de biosphère, les sites naturels du patrimoine mondial et les géoparcs mondiaux, il a été décidé que le projet porterait également sur les zones humides d'importance internationale désignées dans le cadre de la Convention de Ramsar. Ce manuel découle de la résolution WCC-2012-Res-052-FR et du projet de l'UICN, mis en œuvre en collaboration avec les secrétariats de l'UNESCO et de la Convention de Ramsar, qui a pris fin en 2016.

Le manuel traite explicitement des questions liées aux sites à désignations internationales multiples (SDIM). Aux fins de cette publication, les SDIM sont définis comme des sites sur lesquels une combinaison de deux, trois, voire des quatre désignations internationales prévues par la Convention de Ramsar, la Convention du patrimoine mondial, le Réseau mondial des réserves de biosphère et le Réseau mondial des

¹ La résolution de l'UICN concerne les aires protégées, tandis que toutes les désignations internationales visées ne sont pas, à proprement parler, des aires protégées. La plupart des sites naturels du patrimoine mondial sont constitués d'aires protégées reconnues officiellement. Les réserves de biosphère couvrent des aires protégées, mais elles sont en réalité composées de « zones centrales », qui sont des aires protégées par la loi pour la conservation de la biodiversité sur le long terme, de « zones tampons » qui peuvent ne pas avoir le statut d'aire protégée, et de « zones de transition » qui ne sont pas protégées mais qui sont exploitées économiquement comme modèles de développement durable. En général, les géoparcs mondiaux de l'UNESCO sont des sites qui peuvent couvrir une ou plusieurs aires protégées plus petites appelées géosites. Les sites Ramsar peuvent couvrir des aires protégées, mais cela n'est pas toujours le cas. Cependant, cette publication concerne également les aires protégées car la gestion des sites à désignations internationales multiples est souvent assurée par les autorités responsables des aires protégées au niveau national comme local.

² L'île de Jeju (République de Corée) est actuellement le seul site au monde où les quatre désignations internationales se chevauchent : c'est une réserve de la biosphère, un site du patrimoine mondial naturel, un géoparc mondial de l'UNESCO et il contient cinq sites Ramsar. Deux des sites Ramsar sont situés dans des zones qui ont reçu les trois autres désignations.

géoparcs, se chevauchent partiellement ou entièrement. Un dénominateur commun de ces quatre appellations, qui les distingue d'autres formes de désignations internationales de conservation de la nature, est leur portée mondiale. Bien que ce manuel porte sur les SDIM, bon nombre des questions traitées ici concernent également les sites à dénomination internationale (SDI), qui sont des sites reconnus par des mécanismes internationaux de désignation tels que la Convention de Ramsar, la Convention du patrimoine mondial, le Réseau mondial des réserves de biosphère et le Réseau mondial des géoparcs, indépendamment du fait que ces appellations se chevauchent, entièrement ou partiellement, entre elles.

Au cours du projet, de nombreuses consultations ont été effectuées auprès de différents groupes de parties prenantes. Les gestionnaires de SDIM dans certains pays ont été interrogés et ont fourni des études de cas sur leurs sites respectifs qui se reflètent dans ce manuel. Un atelier international avec des gestionnaires de sites a eu lieu sur l'île de Jeju du 27 au 29 avril 2015, et a permis de capturer l'expérience quotidienne de gestion de sites ayant plusieurs désignations internationales.

Le projet a également été présenté et commenté lors de réunions entre les organismes de désignation de la Convention de Ramsar, de la Convention du patrimoine mondial, du Réseau mondial des réserves de biosphère et du Réseau mondial des géoparcs. Ces réunions sont des plateformes idéales pour échanger des informations sur le projet avec les autorités nationales et les points focaux des sites désignés au niveau international. Le projet a été présenté pour la première fois lors de la 35^{ème} réunion européenne du Réseau des géoparcs tenue au siège de l'UNESCO à Paris (France) du 30 mars au 1^{er} avril 2015, à laquelle des représentants d'autres régions du monde ont également assisté. Lors de cette réunion, le projet a constitué un point à part entière dans l'ordre du jour du 31 mars 2015. Il a ensuite été présenté à la 12^{ème} Conférence des Parties (COP 12) de la Convention de Ramsar, qui s'est tenue à Punta del Este (Uruguay) du 1^{er} au 9 juin 2015, au cours d'un événement parallèle organisé par l'UICN le 3 juin 2015. La 27^{ème} session du Conseil international de coordination du programme MAB s'est déroulée du 8 au 12 juin 2015 au siège de l'UNESCO à Paris et, à cette occasion, le projet a fait l'objet d'un point à part entière de l'ordre du jour du Conseil du MAB pendant lequel il a été commenté avec les délégués et les observateurs. Enfin, le projet a été exposé lors de la 39^{ème} session du Comité du patrimoine mondial qui a eu lieu à Bonn (Allemagne) du 28 juin au 8 juillet 2015. Dans ce cadre, le projet a été présenté avec deux études de cas au cours d'un événement parallèle organisé conjointement par l'UICN et la Commission nationale allemande pour l'UNESCO le 30 juin 2015. Dans les rapports qu'ils ont présentés par oral devant les différents organismes de désignation, la Secrétaire générale de la Convention de Ramsar et le Secrétaire de la Convention du patrimoine mondial ont également fait référence aux sites à désignations internationales multiples et au projet lors des réunions citées plus haut. Enfin, à l'occasion de sa 196^{ème} session (siège de l'UNESCO, printemps 2015), le Conseil exécutif de l'UNESCO a officiellement pris note de l'existence du projet dans le document 196 EX / 5 Partie II, rédigé par le Secrétariat de l'UNESCO.

En tant que points focaux nationaux pour les quatre désignations internationales, les délégués et les représentants des organismes de désignation, ainsi que certains observateurs, ont été une source d'informations précieuse sur les avantages et les problèmes liés aux SDIM et de suggestions sur les moyens d'améliorer la gestion conjointe de ces sites. Les auteurs sont reconnaissants à ces intervenants de leurs suggestions et recommandations qui ont été prises en compte, dans la mesure du possible, dans la rédaction du présent manuel.

À l'occasion de la conférence de l'UICN « Petit Sydney : protéger la nature en Europe » (organisée à Hainburg, en Autriche, du 28 au 31 mai 2015), une séance de travail a été consacrée aux « Sites à désignations internationales multiples ». Un intérêt croissant accordé à l'évaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées est ressorti de cette session, de même qu'un besoin de coordination entre les conventions de Ramsar et du patrimoine mondial, le Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB), le Diplôme européen des espaces protégés (voir section 1.4) et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO. Les recommandations et les points d'action formulés à l'issue de cette session figurent dans ce manuel.

Enfin, tout au long de son déroulement, le projet a également bénéficié de la participation active et de la contribution des secrétaires des quatre instruments de désignation. De fait, les secrétaires ont participé en tant que membres au Groupe directeur du projet et ont assisté, en personne ou par l'intermédiaire de représentants, aux réunions de projet, à l'atelier de Jeju mentionné plus haut et, bien sûr, aux différentes réunions au cours desquelles le projet a été abordé plus à fond avec les réseaux des organismes de désignation.

1.1 Sites à désignation internationale (SDI)

La Liste des Nations Unies des aires protégées de 2014 contient 209 429 aires protégées qui couvrent une superficie totale de 32 868 673 km², soit un territoire plus vaste que le continent africain. Au total, 3,41 % des océans et 14 % des zones terrestres de la planète bénéficient actuellement d'un statut de protection. En excluant l'Antarctique des statistiques à l'échelle mondiale, le pourcentage de l'ensemble des aires terrestres protégées s'élève à 15,4 %.³ La majeure partie de ces aires sont protégées dans le cadre d'une désignation nationale.

Certaines aires protégées ont également reçu un statut international à travers leur reconnaissance et leur désignation par la Convention sur les zones humides d'importance internationale (habituellement appelée la Convention de Ramsar) ou par la Convention de 1972 pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (habituellement appelée Convention du patrimoine mondial), le Programme MAB

3 M. Deguignet, D. Amed-Bignoli, J. Harrison, B. MacSharry, N. Burgess et N. Kingston (2014). *Liste des Nations Unies des aires protégées 2014 Cambridge, Royaume-Uni* : PNUE-CMSC.

de l'UNESCO avec son Réseau mondial de réserves de biosphère et les géoparcs mondiaux UNESCO dans le cadre du Programme international pour les géosciences et les géoparcs (PIGG). Au 31 octobre 2015,⁴ il y a, dans le monde entier, 2218 Sites Ramsar, 197 sites naturels du patrimoine mondial, 32 sites mixtes du patrimoine mondial inscrits sur la Liste du patrimoine mondial au titre de critères culturels et naturels et 95 paysages culturels du patrimoine mondial, 651 réserves de biosphère et 120 géoparcs mondiaux de l'UNESCO.

Compte-tenu du grand nombre de sites qui bénéficient d'une reconnaissance internationale, il n'est pas surprenant que 263 aires soient actuellement l'objet de plusieurs formes de reconnaissance internationale, présentant toutes les combinaisons possibles de ces quatre appellations. La liste des SDIM figurant à l'Annexe 2 du présent manuel recense toutes ces zones.

Graphiques 1a–1c. Exemples de SDIM présentant différents types de chevauchements entre désignations

Graphique 1a. Chine

Graphique 1b. Australie

⁴ Les listes des sites désignés de l'UNESCO ne sont modifiées (ajout de nouveaux sites, suppression de sites existants, élargissement ou modification des limites) qu'une fois par an ; en revanche de nouveaux sites Ramsar peuvent être ajoutés à la Liste de Ramsar à tout moment de l'année. Pour des raisons pratiques, le 31 octobre 2015 a été fixé comme date limite pour le comptage des sites ayant le statut de SDIM en vue du présent manuel.

Graphique 1c. Argentine

Le Graphique 2 illustre la fréquence des sites à double désignation ; pour chaque chiffre du graphique, le plus grand nombre de sites sous chaque désignation internationale spécifique par double désignation a été retenu. Au 31 octobre 2015, 215 sites Ramsar sont entièrement ou partiellement intégrés dans 169 réserves de biosphère, 109 réserves de biosphère se chevauchent avec 100 sites du patrimoine mondial⁵, 97 sites Ramsar sont totalement ou partiellement intégrés dans 70 sites du patrimoine mondial, tandis que 22 sites Ramsar sont intégrés dans cinq géoparcs mondiaux de l'UNESCO. Enfin, 16 réserves de biosphère sont intégrées dans 14 géoparcs mondiaux de l'UNESCO et 15 géoparcs mondiaux de l'UNESCO se chevauchent avec 13 sites du patrimoine mondial.

Graphique 2. Fréquence des sites à double désignation

⁵ Dans certains cas, un bien du patrimoine mondial peut contenir deux ou trois réserves de biosphère (par exemple, l'aire protégée du patrimoine mondial Région Florale du Cap, en Afrique du Sud, contient trois réserves de biosphère : Cape Winelands, Gouritz et Kogelberg) ; dans d'autres cas, le rapport est inversé (par exemple pour la réserve de biosphère de Serengeti-Ngorongoro, en République Unie de Tanzanie, qui contient deux sites du patrimoine mondial différents : le Parc National du Serengeti et la zone de conservation de Ngorongoro).

Les triples désignations existent également avec, au total, 57 cas répertoriés. Ceux-ci sont représentés dans le Graphique 3. Pour les biens du patrimoine mondial, il convient de signaler que les calculs sur lesquels sont basés les Graphiques 2 et 3 incluent les sites naturels, les sites mixtes et les paysages culturels du patrimoine mondial. Le choix d'inclure les paysages culturels, bien que ceux-ci soient considérés comme des sites culturels du patrimoine mondial, s'explique par le fait qu'il existe des connexions importantes entre ces zones et le système des catégories d'aires protégées de l'UICN.⁶ De fait, il existe des zones de chevauchement évidentes entre les deux, et environ deux tiers des paysages culturels du patrimoine mondial coïncident avec des aires protégées dans une ou plusieurs des catégories de gestion de l'UICN. En conséquence, des liens de gouvernance et de gestion importants existent entre les paysages culturels du patrimoine mondial et les aires protégées,⁷ d'où l'importance de les inclure dans cette analyse.

Graphique 3. Fréquence des sites à triple désignation

Les quatre appellations coïncident sur l'île de Jeju (République de Corée). Dans le cas de l'île de Jeju, deux Sites Ramsar (zone humide Altitude 1100 et zone humide de Muljangori-Oreaum) sont précisément situés sur les tunnels de lave de l'île volcanique de Jeju, bien du patrimoine mondial, et à l'intérieur de la réserve de biosphère de l'île de Jeju et du géoparc mondial de l'île de Jeju : dans le cas de ces deux Sites Ramsar, les quatre désignations internationales se chevauchent exactement sur le même espace.

En revanche, sur l'archipel des Açores (Portugal), qui présente également les quatre désignations internationales, pris dans son ensemble, chaque désignation couvre différents territoires terrestres et marins, de sorte que seules trois des appellations se chevauchent sur certains points déterminés.

Le tableau 1 indique le nombre total de SDI et le nombre de SDIM appartenant respectivement aux listes de la Convention de Ramsar, de la Convention du patrimoine mondial (biens naturels, biens naturels et culturels mixtes et paysages culturels), du Réseau mondial des réserves de biosphère et du Réseau mondial des géoparc.

6 N. Dudley (Éditeur) (2008). Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées. Gland, Suisse : UICN ; et N. Dudley (Éditeur) (2013). *Guidelines for Applying Protected Area Management Categories. Including IUCN WCPA Best Practice Guidance on Recognising Protected Areas and Assigning Management Categories and Governance* [Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées. Appliquer les lignes directrices sur les meilleures pratiques de l'UICN CMAP pour la reconnaissance des aires protégées et pour identifier la catégorie de gestion et le type de gouvernance] par Sue Stolton, Peter Shadie et Nigel Dudley. 2ème édition. Lignes Directrices sur les meilleures pratiques pour les aires protégées n° 21. Gland, Suisse : UICN.

7 Finke, G. (2013). *Linking Landscapes. Exploring the relationships between World Heritage cultural landscapes and IUCN protected areas.* [Établir des liens entre les paysages. Explorer les relations entre les paysages culturels du patrimoine mondial et les aires protégées de l'UICN.] Gland, Suisse : UICN.

Tableau 1. Nombre de SDI et de SDIM pour chaque désignation

	N ^{bre} de SDI	N ^{bre} de SDIM	Pourcentage de SDIM / SDI
Sites Ramsar	2218	195	8,8%
Sites naturels et mixtes du patrimoine mondial et paysages culturels	324	134	41,4%
Sites naturels du patrimoine mondial uniquement	197	109	55,3%
Réserves de biosphère	651	224	34,4%
Géoparcs mondiaux de l'UNESCO	120	23	19,2%

1.2 Objet du manuel

Les mécanismes des quatre modèles de SDI ont un point commun : ils sont conçus pour encourager les gouvernements nationaux et les collectivités locales à identifier des sites donnés afin d'assurer leur conservation et leur utilisation durable pour les générations actuelles et à venir. Dans de nombreux cas, ces sites sont également désignés pour montrer l'interaction positive entre l'homme et la nature sur une longue période.

Cependant, l'augmentation du nombre de SDIM multiplie les risques de confusion. Pourquoi un site aurait-il besoin de différentes désignations internationales alors que, par définition, la majorité des SDI soutiennent la conservation de l'environnement et contribuent au développement durable ? Une seule reconnaissance internationale n'est-elle pas suffisante pour atteindre ces objectifs ?

De nombreuses personnes, en effet, sont étonnées quand l'information sur le site et les brochures touristiques mentionnent, sur une zone à peu près identique, l'UNESCO comme organisme de désignation pour des désignations relativement différentes : biens du patrimoine mondial, réserves de biosphère et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO. Les experts en conservation de l'environnement sont certainement les seuls à connaître les différences conceptuelles entre les objectifs et les approches de ces différentes appellations. Encore moins d'experts savent sans doute que l'UNESCO assure le Secrétariat international de la Convention du patrimoine mondial, par l'intermédiaire de son Centre du patrimoine mondial, et que la Division des sciences écologiques et des sciences de la Terre de l'UNESCO est le Secrétariat du Programme MAB et de son Réseau mondial de réserves de biosphère et des géoparcs mondiaux de l'UNESCO. Enfin, il est probable que seule une poignée de spécialistes de la conservation et de juristes de l'environnement soient conscients du simple fait que l'UNESCO est l'institution de dépôt de la Convention de Ramsar (bien que l'UNESCO ne joue aucun autre rôle institutionnel dans la gouvernance de la Convention de Ramsar avec laquelle elle n'a aucun lien juridique).

Il est donc essentiel d'établir un manuel afin de comprendre comment fonctionne chacun de ces instruments de désignation de sites.

■ Tout d'abord, quels sont leurs principaux objectifs ?

L'aperçu comparatif des quatre dénominations internationales qui figure dans la **Partie II** du manuel se centre particulièrement sur leurs critères de sélection respectifs car ce sont eux qui traduisent le mieux les différents objectifs des instruments de désignation pour l'inscription d'une zone sur leur liste.

■ Quelles sont les points communs et les différences entre les SDIM ?

■ Le fait d'avoir différentes désignations internationales représente-t-il un avantage ou plutôt une difficulté pour un site ?

Ces questions sont abordées dans la **Partie III** du manuel, aux Sections 3.1 et 3.2, car il faut soigneusement peser « le pour et le contre » avant de faire d'une zone un site à désignations multiples.

Étant donné qu'un certain nombre de SDIM existent déjà, il devient essentiel d'envisager certaines stratégies institutionnelles afin d'améliorer et d'harmoniser les systèmes de gestion de ces zones au niveau local, national et mondial.

■ Peut-on parler de complémentarité entre deux, trois ou quatre désignations internationales ?

■ Comment chacune d'entre elles peut-elle fournir une valeur ajoutée en faveur de la conservation de l'environnement et du développement durable en général ?

■ Les différentes désignations peuvent-elles se renforcer mutuellement par un effet de synergie, et comment ?

Dans la **Partie IV** du manuel, un certain nombre de recommandations destinées aux différents groupes cibles ont été formulées pour contribuer à optimiser la conservation et la gestion des SDIM.

Bien sûr, chacun des quatre instruments de désignation internationale a ses propres objectifs, ses buts, ses profils et ses besoins en matière de gestion, qui le distinguent des trois autres. Cette introduction donne simplement un bref aperçu des objectifs principaux de chaque désignation :

Sites Ramsar : Élaborer et maintenir un réseau international de zones humides importantes pour la conservation de la diversité biologique mondiale et la pérennité de la vie humaine, en préservant leurs composantes, processus et avantages/services écosystémiques.

Biens du patrimoine mondial : Identification, protection, conservation et transmission aux générations à venir des sites culturels et naturels de valeur universelle exceptionnelle.

Réserves de biosphère : Les réserves de biosphère ont pour objectif l'harmonisation de la gestion et de la conservation de la diversité biologique et culturelle, et le développement économique et social fondé sur les efforts combinés des communautés locales et du monde scientifique.

Géoparcs mondiaux de l'UNESCO : Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO encouragent la coopération internationale entre les aires qui ont un patrimoine géologique de valeur internationale à travers une approche « partant de la base » de la conservation, du soutien à la communauté locale, de la promotion du patrimoine et du développement durable du site.

L'un des principaux objectifs de ce manuel est le partage des expériences de gestion conjointe par les sites à désignations internationales multiples. Un certain nombre d'études de cas se concentrent sur les différents problèmes que les SDIM peuvent rencontrer et proposent des solutions pour améliorer la gestion et la conservation du site.

Parmi les biens figurant sur la liste de la Convention du patrimoine mondial, ce manuel concerne principalement les sites naturels du patrimoine mondial (c'est-à-dire les sites qui ont démontré leur valeur universelle exceptionnelle au titre des critères naturels de la Convention du patrimoine mondial) et les sites mixtes, qui sont inscrits en vertu de critères naturels et culturels établis par le texte de la Convention. Certains paysages culturels du patrimoine mondial, qui reflètent l'interaction humaine avec l'environnement et la présence de valeurs culturelles matérielles et immatérielles dans le paysage,⁸ ont également été pris en compte. Les paysages culturels, au sens strict du terme, sont considérés comme des sites culturels du point de vue de la Convention. Cependant, et par définition, ils ont une composante naturelle et sont assez vastes pour comprendre des sites Ramsar, des réserves de biosphère et/ou des géoparcs mondiaux, ce qui est essentiel dans le cadre de notre analyse des sites où plusieurs désignations internationales se chevauchent. La place primordiale accordée à la conservation de la nature (en plus de la promotion du développement durable et de l'éducation) est un point commun des quatre appellations, de même que leur étendue géographique relativement importante.

Ce manuel vise également à déterminer le type de cas dans lesquels l'harmonisation de la gestion entre les quatre organismes internationaux de désignation est possible et souhaitable.

1.3 Destinataires du manuel

Le manuel a été conçu pour les personnes et les institutions impliquées dans la conservation de l'environnement au sens large du terme. Plus précisément, il s'adresse aux utilisateurs à trois niveaux différents : gestionnaires des sites au niveau local ; ministères d'État ou autorités provinciales chargés des SDI et autres parties prenantes au niveau national, ainsi qu'aux organismes de désignation et aux secrétariats au niveau international. Les auteurs espèrent que le manuel encouragera la collaboration entre les parties prenantes, horizontalement comme verticalement et à tous les niveaux, pour optimiser le système de gestion des sites bénéficiant de plusieurs désignations internationales.

Les gestionnaires de sites au niveau local

Ce manuel s'adresse principalement aux gestionnaires des sites à désignations internationales multiples. Il a pour objet de leur fournir des informations sur les similitudes et les spécificités des quatre instruments de désignation, et en particulier sur les besoins opérationnels correspondant à chaque désignation pour la bonne gestion du site et pour répondre aux exigences en matière de rapport des organismes nationaux et internationaux. Un certain nombre d'études de cas vise à illustrer les difficultés mais aussi les opportunités que rencontrent ces sites dans leur gestion quotidienne. Les études de cas, issues d'un large panel

8 N. Mitchell, M. Rössler et J.-M. Tricaud (2009). Paysages culturels du patrimoine mondial : Guide pratique de conservation et de gestion. Cahiers du patrimoine mondial n° 26. Paris, France : UNESCO.

de pays différents, ont été soigneusement sélectionnées pour décrire une gamme de questions différentes dans différents contextes caractéristiques au niveau local, national et régional.

Le manuel est également destiné aux gestionnaires des sites qui ont, pour l'instant, une seule désignation internationale mais qui peuvent être en train de postuler pour ou d'obtenir une reconnaissance internationale supplémentaire. L'objectif du manuel, pour ce groupe, est d'anticiper certaines difficultés susceptibles de se présenter dans le cas des sites ayant plusieurs désignations internationales afin d'éviter les problèmes potentiels. De fait, l'ouvrage a pour ambition de préciser l'axe et les avantages comparatifs que présente chaque désignation en particulier afin de disposer des informations nécessaires pour pouvoir choisir en connaissance de cause la désignation internationale la plus appropriée à chaque zone spécifique, ou même pour décider si la zone a réellement besoin d'avoir plus d'une désignation et si elle en retirerait des bénéfices.

Les autorités et les points focaux au niveau national

Le manuel a également été rédigé à l'intention des ministères chargés des ressources naturelles, des autorités environnementales et des agences nationales responsables des SDI et des systèmes de protection des aires en général. Ces autorités au niveau national ou de l'État sont souvent les organes de décision déterminants pour le lancement d'un processus susceptible d'aboutir au statut international d'une zone de conservation existante. Le choix du statut international le plus approprié pour chaque site spécifique est alors essentiel : le site en question a-t-il vraiment une valeur universelle exceptionnelle (VUE - obligatoire pour l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial) ou a-t-il plutôt le potentiel requis pour l'utilisation rationnelle des zones humides (pour les sites Ramsar) ? L'aire a-t-elle le potentiel pour le développement des collectivités locales (pour la désignation de réserve de biosphère) ou présente-t-elle les atouts nécessaires pour l'éducation et un rayonnement suffisant pour sensibiliser le public sur l'histoire de la terre, ce qui en fait un candidat à l'inscription sur la Liste des géoparcs mondiaux de l'UNESCO ? Est-il judicieux pour le site en question d'envisager des désignations internationales supplémentaires ?

Les autorités nationales doivent juger si le fait d'associer une reconnaissance internationale supplémentaire à une autre déjà existante présente réellement une valeur ajoutée ou si cela impliquerait des contraintes supplémentaires, notamment en termes de charge de travail et de besoins de personnel et de niveau de formation des employés. Les autorités nationales compétentes sont également priées de faire le lien entre sites désignés, d'une part, et secrétariats des organismes de désignation, de l'autre. Dans le cadre de cette fonction, ils doivent assurer la circulation des informations entre les secrétariats et les gestionnaires de sites et vice versa. Ils sont censés informer les gestionnaires de sites des décisions prises par les organismes de désignation au niveau mondial pour qu'elles soient appliquées dans les différents sites. De plus, ils sont chargés de la collecte d'informations sur les sites désignés et de la transmission de ces renseignements aux secrétariats internationaux et à leurs organes de direction.

Le manuel pourra également se révéler utile pour les organismes de la société civile et les organismes publics ou privés qui apportent leur soutien aux sites à désignation internationale ou aux pouvoirs publics nationaux chargés des ressources naturelles. Dans de nombreux cas, les organisations non gouvernementales (ONG) contribuent à préparer le dossier de candidature pour qu'un site reçoive une désignation internationale. Les auteurs de ce manuel espèrent que celui-ci contribuera à préciser les spécificités et similitudes des différentes désignations et à déterminer comment créer des synergies dans la gestion globale des SDIM.

Les organismes de désignation au niveau international

Le manuel est également rédigé pour être soumis aux organes de direction et aux organisations consultatives des quatre instruments internationaux de désignation et à leurs secrétariats respectifs : le Secrétariat de la Convention de Ramsar basé à Gland (Suisse), le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, le Secrétariat international UNESCO-MAB, et le Secrétariat des géoparcs mondiaux de l'UNESCO basé au siège de l'UNESCO à Paris (France). Il est fréquent que ces secrétariats doivent fournir des informations, non seulement sur leurs propres procédures et profils particuliers, mais aussi sur ceux des trois autres. De fait, l'une de leurs fonctions est précisément de donner leur opinion sur les similitudes et les spécificités des quatre désignations internationales afin que leurs États membres ou les Parties contractantes disposent des éléments nécessaires pour sélectionner en connaissance de cause le statut de protection international le plus adapté aux sites des candidats potentiels.

Les organes de direction des quatre instruments de désignation de sites ont souvent manifesté leur volonté de renforcer leur collaboration. Cela répond principalement à un besoin de recherche, de conservation et de programmes éducatifs conjoints, par exemple sur l'impact du changement climatique, la perte de biodiversité ou la dégradation des terres, et de mettre en commun, par-delà les frontières, les informations sur la façon d'aborder ces questions. Un bon exemple est le projet Changement global et régions de montagne (GLOCHAMORE) et son prolongement, Changement global et climatique et régions de montagne - Développer des stratégies d'adaptation pour les réserves de biosphère en montagne (GLOCHAMOST), financés par la Commission européenne, parrainés par l'UNESCO-MAB et mis en œuvre en collaboration avec l'Initiative de recherche sur la montagne et l'Université de Vienne (Autriche). Ces projets ont créé un réseau mondial de réserves de biosphère de montagne et de sites naturels du patrimoine mondial pour détecter les signes de changement global dans les montagnes et identifier leurs conséquences sur les écosystèmes de montagne et sur leurs économies (voir encadré ci-dessous).

Projet de recherche : Effets du changement global sur les réserves de biosphère et les sites du patrimoine mondial de montagne.

Quels sont les effets du changement global et climatique sur les montagnes et les personnes vivant en montagne ? Comment détecter les signes de changement global dans l'environnement biophysique des montagnes et les conditions socio-économiques des habitants de la montagne ?

Le projet GLOCHAMORE, de même que son prolongement, GLOCHAMOST, a cherché à trouver des réponses à ces questions en partant de l'observation que les montagnes sont des écosystèmes fragiles qui sont sensibles à l'évolution des conditions environnementales et économiques. Un réseau mondial d'étude et de surveillance des sites en montagne, constitué de réserves de biosphère et de sites naturels du patrimoine mondial, a été mis en place. Ces deux projets ont conjugué l'expertise de plus de 20 gestionnaires de sites et de plus de 300 scientifiques de tous les continents dans le cadre d'une recherche de terrain appliquée, d'une série d'ateliers internationaux et d'une Conférence scientifique ouverte. Cela a abouti à la *Stratégie de recherche GLOCHAMORE* (publiée en 2006 par la Mountain Research Initiative), rédigée pour orienter les gestionnaires d'aires protégées de montagne et les scientifiques dans la planification et la mise en œuvre de leurs recherches sur le changement global. Le projet s'est particulièrement centré sur cinq domaines de recherche clés afin de fournir un cadre pour la mise en commun des connaissances au sujet des effets du changement global et climatique sur les montagnes :

- Changement climatique, et notamment fréquence des événements extrêmes ;
- Évaluation des espèces clés de la faune et la flore, fréquence et répartition ;
- Quantité et modification des cours d'eau ;
- Comprendre les origines et l'impact de l'utilisation des terres ;
- Emploi et revenus.

Glacier Gebler, réserve de biosphère de Katunskiy/site des montagnes dorées de l'Altai (Fédération de Russie), inscrits au patrimoine mondial en 1897 (à gauche) et en 2011 (à droite) © Tatjana Yashina

Tous les sites sur lesquels sont fondés l'étude et le suivi sont des réserves de biosphère de montagne, parmi lesquelles plusieurs ont également été inscrites sur la Liste du patrimoine mondial ou étaient adjacentes à des biens du patrimoine mondial, tels que Waterton (Canada), Nanda Devi (Inde), Mont Kenya (Kenya), bassin d'Uvs Nuur (Mongolie), Huascarán (Pérou), Katunskiy et les montagnes dorées de l'Altai (Fédération de Russie), Sikhote Alin (Fédération de Russie), Sierra Nevada (Espagne) et Glacier (USA).

Les deux projets ont démontré que les réserves de biosphère et les sites naturels du patrimoine mondial peuvent être d'excellents indicateurs écologiques sur le long terme car les équipes de gestion des sites tiennent des registres sur la fréquence, la répartition et les dynamiques des populations d'espèces clés et d'autres espèces, relèvent régulièrement les

données climatiques (température, précipitations, pression atmosphérique) et que plusieurs d'entre elles contrôlent également les écoulements d'eau à intervalles réguliers. L'impact de l'utilisation des terres sur l'environnement et les opportunités professionnelles a également été étudié et enregistré.

Production de miel biologique dans la réserve de biosphère de Katunskiy/site des montagnes dorées de l'Altai classé au patrimoine mondial (Fédération de Russie) © Thomas Schaaf

Gardes forestiers du Kazakhstan et de la Fédération de Russie dans la réserve de biosphère de Katunskiy/site des montagnes dorées de l'Altai classé au patrimoine mondial (Fédération de Russie) © Thomas Schaaf

1.4 Autres organisations internationales, instruments juridiques et initiatives

Les désignations de sites Ramsar et de l'UNESCO ne sont que quatre, tandis qu'il existe un plus large éventail de désignations internationales dont les caractéristiques sont comparables ou qui ont, pour le moins, des missions connexes. Elles comprennent notamment les accords et/ou les organisations au niveau régional. Bon nombre des recommandations contenues dans ce manuel sont également applicables à ces accords et organisations qui peuvent utiliser cette publication comme référence pour leurs propres travaux, puisqu'un grand nombre de sites Ramsar, de sites du patrimoine mondial, de réserves de biosphère et de géoparcs mondiaux de l'UNESCO sont étroitement liés à ces organisations.

Bien que cela dépasse l'objet du présent manuel, les relations entre ces différents niveaux de désignation peuvent être tout aussi importantes que les chevauchements inhérents aux SDIM. Une brève description d'une sélection d'organisations et d'initiatives de ce type (classés par ordre alphabétique) figure ci-dessous :

L'**ASEAN Heritage Parks** (AHP, pour l'anglais) est constituée d'une sélection d'aires protégées sélectionnées dans le cadre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN, pour l'anglais), qui sont connues pour leur biodiversité unique et leurs écosystèmes, leurs espaces sauvages et leurs valeurs exceptionnelles. Les AHP ont reçu la plus haute distinction pour leur importance en tant que zones de conservation. Par le biais de la Déclaration de l'ASEAN sur les parcs et les réserves du patrimoine, les États membres de l'ASEAN ont accepté de gérer les AHP afin de maintenir les processus écologiques et les systèmes dont dépend la vie, de préserver la diversité génétique, d'assurer l'utilisation durable des espèces et des écosystèmes et de maintenir les espaces sauvages qui présentent une valeur paysagère, culturelle, éducative, en vue de la recherche, des loisirs et du tourisme.

La **Convention de Berne** est un instrument juridique international dans le domaine de la conservation de la nature, sous l'égide du Conseil de l'Europe, qui couvre la majeure partie du patrimoine naturel du continent européen et s'étend à certains États africains. Cette convention régionale, unique en son genre dans le monde, vise à préserver la faune et la flore sauvages et leurs habitats naturels et à promouvoir la coopération européenne dans ce domaine. Le traité tient également compte de l'impact que d'autres politiques peuvent avoir sur le patrimoine naturel et reconnaît la valeur intrinsèque de la flore et de la faune sauvages qui doivent être préservées et transmises aux générations à venir. Cinquante pays et l'Union européenne (UE) ont déjà signé la Convention et se sont engagés à promouvoir des politiques nationales de conservation, au vu de l'impact de la planification et du développement sur l'environnement naturel, en assurant la promotion de l'éducation et de l'information sur la conservation et en coordonnant les efforts de recherche.

Les sites désignés par la Convention de Ramsar et par l'UNESCO, de même que les organisations internationales, les instruments juridiques et les initiatives mentionnées dans cette section du manuel, ont orienté le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la **Convention sur la diversité biologique (CDB)**. L'Objectif 11 d'Aichi prévoit que, d'ici à 2020, au moins 17 % des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10 % des zones marines et côtières, notamment les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services écosystémiques, seront conservées par le biais des réseaux écologiquement représentatifs et des systèmes bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et par d'autres mesures de conservation efficaces par zone, et intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin.

Le **Diplôme européen des espaces protégés** est une distinction internationale prestigieuse décernée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à des espaces naturels et semi-naturels ou à des paysages ayant un intérêt européen exceptionnel pour la conservation de la diversité biologique, géologique ou paysagère et faisant l'objet d'une gestion exemplaire. Les aires protégées peuvent recevoir le diplôme pour leurs qualités scientifiques, culturelles ou esthétiques remarquables, à condition de bénéficier d'un régime de protection adéquat. Depuis sa création en 1965, 74 aires protégées ont obtenu le Diplôme européen. Elles sont situées dans 29 pays européens, membres et non membres du Conseil de l'Europe.

En 2002, afin de préserver et de soutenir les Systèmes agricoles traditionnels d'importance mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a créé une initiative pour la conservation dynamique des **Systèmes agricoles traditionnels d'importance mondiale (SATIM)**. L'initiative SATIM favorise la compréhension et la sensibilisation du public ainsi que la reconnaissance au niveau national et international des systèmes agricoles traditionnels. En cherchant à préserver les biens et les services sociaux, culturels, économiques et environnementaux que ces systèmes fournissent aux exploitations familiales, aux petits exploitants, aux peuples autochtones et aux communautés locales, l'initiative favorise une approche intégrée combinant agriculture et développement rural durables.

La **Liste verte de l'UICN des aires protégées et conservées** (GLPCA, pour l'anglais) est un programme à l'échelle mondiale visant à aider les gouvernements nationaux, les organes d'administration de sites et leurs partenaires communautaires pour la conservation à améliorer la qualité et les résultats de leurs aires protégées afin de leur permettre d'atteindre les critères de qualité énoncés dans le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la CDB comprenant les objectifs d'Aichi,

et en particulier l'Objectif 11. L'une des composantes essentielles de la GLPCA est l'existence d'une norme mondiale pour l'identification des zones protégées dont les résultats en matière de conservation de la diversité biologique sont notables (la Norme GLPCA).

Le réseau **Natura 2000** de l'UE rassemble les principales zones de reproduction et de repos des espèces rares et menacées ainsi que certains types d'habitats naturels rares qui sont protégés pour leur valeur propre. Il couvre les 28 pays de l'UE, sur terre comme en mer. L'objectif du réseau est d'assurer la survie à long terme des espèces et des habitats menacés les plus précieux d'Europe énumérés dans la Directive concernant les oiseaux et la Directive concernant les habitats. Natura 2000 n'est pas un système de réserves naturelles, excluant toutes les activités humaines, au sens strict du terme. Le réseau comprend en effet des réserves naturelles rigoureusement protégées, mais la plupart des terrains sont encore des propriétés privées. L'approche de la conservation et de l'utilisation durable des sites Natura 2000 est bien plus large et se centre en grande partie sur les personnes qui travaillent avec la nature et non pas contre elle. Cependant, les États membres doivent garantir une gestion durable des sites, sur le plan écologique comme économique.

Les **Catégories de gestion des aires protégées** de l'UICN,⁹ qui classifient les aires protégées en fonction de leurs objectifs de gestion, sont aujourd'hui considérées comme la référence pour la définition, l'enregistrement et la classification des aires protégées. Elles sont reconnues par des organismes internationaux tels que l'ONU ainsi que par de nombreux gouvernements nationaux. En conséquence, elles sont de plus en plus souvent intégrées aux lois gouvernementales.

⁹ Dudley, 2008; Dudley, 2013.

Partie II : Les quatre instruments de désignations

2. Vue d'ensemble des quatre instruments de désignation

Cette partie du manuel donne une vue d'ensemble des quatre instruments internationaux de désignation : la Convention de Ramsar sur les zones humides d'importance internationale, la Convention du patrimoine mondial pour les biens naturels et culturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, le Réseau mondial des réserves de biosphère, dans le cadre du Programme sur l'Homme et la biosphère concernant les réserves de biosphère, et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO dans le cadre du Programme international pour les géosciences et les géoparcs (PIGG). Les sections ci-dessous n'entrent pas dans le détail des instruments internationaux car cela dépasserait le cadre du présent manuel. En revanche, elles présentent de manière concise les quatre instruments et leurs procédures respectives de désignation de sites, en suivant toujours la même structure afin de faciliter la comparaison entre les quatre instruments. Pour tous les chiffres (par exemple le nombre de sites, le nombre de pays participants, etc.) contenus dans cette partie du manuel, le 31 octobre 2015 a été établi comme date de référence.

Le manuel insiste toutefois particulièrement sur les critères d'admission des sites de chacun des instruments, dans la mesure où ce sont eux qui permettent de définir le caractère particulier et les objectifs des sites inscrits sous chacune des désignations. Cela fera ressortir les profils spécifiques et les avantages comparatifs de chaque désignation pour que les gestionnaires de sites, au niveau local, et les autorités, au niveau national, se fassent une idée plus précise de la désignation internationale la plus appropriée pour une aire en particulier.

Il est intéressant de noter que trois des quatre instruments de désignation (la Convention de Ramsar, la Convention du patrimoine mondial et le Programme MAB), sont nés à peu près en même temps, au début des années 1970. L'air du temps, entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, était porteur pour la coopération environnementale internationale, et en particulier pour la création de listes à l'échelle mondiale de sites spéciaux qui avaient besoin d'être conservés dans un contexte où la dégradation de l'environnement devenait évidente. C'est cet air du temps qui a mené à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain à Stockholm (Suède) en 1972 et à la mise en évidence de l'importance de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

L'idée de créer des géoparcs mondiaux est apparue plus tard, au cours de la seconde moitié des années 1990. Les sections ci-dessous, en se basant sur les origines historiques des quatre instruments de désignation et sur le nombre de sites inscrits sur les listes des différents instruments (la plus longue étant celle de la Convention de Ramsar et la plus courte, pour l'instant, celle des géoparcs mondiaux UNESCO), présentent tout d'abord la Convention de Ramsar, puis la Convention du patrimoine mondial, les réserves de biosphère dans le cadre du Programme MAB et enfin les géoparcs mondiaux de l'UNESCO.

2.1 La Convention de Ramsar

- **Objectif** : La Convention relative aux zones humides d'importance internationale, appelée *Convention de Ramsar*, est un traité intergouvernemental qui fournit un cadre pour l'action au niveau national et la coopération internationale en faveur de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources.¹⁰
- **Objectif principal** : La conservation et l'utilisation rationnelle de toutes les zones humides par des actions locales et nationales et par la coopération internationale, dans le cadre d'une contribution pour parvenir au développement durable dans le monde entier.
- **Histoire** : Ramsar est le plus ancien des accords intergouvernementaux modernes de portée mondiale dans le domaine de l'environnement. Le traité a été négocié dans les années 1960 par différents pays et organisations non gouvernementales préoccupés par la perte et la dégradation croissantes des habitats en zones humides pour les oiseaux d'eau migrateurs. Adopté dans la ville iranienne de Ramsar en février 1971, il est entré en vigueur après que l'UNESCO (dépositaire de la Convention) ait reçu un instrument d'adhésion de la Grèce pour devenir la 7^{ème} Partie contractante de la Convention.
- **Cadre juridique** : La Convention de Ramsar est un instrument juridiquement contraignant qui représente les engagements de ses pays membres en vue de conserver et maintenir les caractéristiques écologiques de leurs zones humides d'importance internationale et de planifier l'« utilisation rationnelle », ou utilisation durable, de toutes les zones humides de leur territoire. Au 31 octobre 2015, la convention a 169 Parties contractantes.
- **Dispositions administratives** : Ramsar ne dépend pas du système des Nations Unies. Elle est gérée par un secrétariat indépendant basé à Gland (Suisse) et hébergée par l'UICN, en vertu d'un contrat. L'UNESCO agit à titre de dépositaire de la convention.

¹⁰ Voir <http://www.ramsar.org/fr>

- **Organes et structure de gouvernance** : La Convention de Ramsar est régie par les Parties contractantes (organe décisionnel de la Convention, qui se réunit tous les trois ans pour la Conférence des Parties) et par un Comité permanent de 18 membres, organe exécutif intersessions, qui se réunit annuellement. Le Comité permanent représente les Parties contractantes aux fins de l'application des mesures décidées par la Convention et du suivi des activités du Secrétariat.
- **Conseil scientifique et technique** : Un Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST) a été créé en 1993 comme organe subsidiaire de la Convention afin de dispenser des conseils scientifiques et techniques à la Conférence des Parties, au Comité permanent et au Secrétariat de Ramsar. Pour la période triennale 2016-2018, le Comité est composé d'un Président et de 18 membres nommés au titre de leur propre expertise en matière de conservation et d'utilisation rationnelle des zones humides, de communication, d'éducation, de participation & de sensibilisation (CESP), et dans le domaine socio-économique et des sciences naturelles. En outre, un représentant de chacune des six organisations internationales partenaires (OIP) est nommé pour être membre du Groupe. Les six OIP sont : BirdLife International, l'UICN, l'Institut international de gestion de l'eau, Wetlands International, Wildlife and Wetlands Trust et le Fonds mondial pour la Nature (WWF pour l'anglais).
- **Obligations gouvernementales** : Les Parties contractantes s'engagent à travailler activement pour soutenir les «trois piliers» de la Convention : (1) œuvrer pour l'utilisation rationnelle des zones humides sur leur territoire ; (2) inscrire les zones humides d'importance internationale (sites Ramsar) pour maintenir leurs caractéristiques écologiques et assurer leur bonne gestion ; et (3) promouvoir la coopération internationale, en particulier pour les zones humides transfrontières, les systèmes d'eau partagés, et les espèces partagées.
- **Critères d'admission des sites** : La sélection des zones humides à inscrire sur la Liste des zones humides d'importance internationale est fondée sur leur importance internationale d'un point de vue écologique, botanique, zoologique, limnologique ou hydrologique selon neuf critères, convenus par les Parties contractantes, en tenant compte du caractère unique / de la représentativité ou des valeurs de leur biodiversité pour les oiseaux d'eau, les poissons et d'autres taxons.

Les neuf critères des sites Ramsar

Groupe A des critères : Sites contenant des types de zones humides représentatifs, rares ou uniques

Critère 1 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle contient un exemple représentatif, rare ou unique de type de zone humide naturelle ou quasi naturelle de la région biogéographique concernée.

Groupe B des Critères. Sites d'importance internationale pour la conservation de la diversité biologique

Critères tenant compte des espèces ou des communautés écologiques

Critère 2 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite des espèces vulnérables, menacées d'extinction ou gravement menacées d'extinction ou des communautés écologiques menacées.

Critère 3 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite des populations d'espèces animales et/ou végétales importantes pour le maintien de la diversité biologique d'une région biogéographique particulière.

Critère 4 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite des espèces végétales et/ou animales à un stade critique de leur cycle de vie ou si elle sert de refuge dans des conditions difficiles.

Critères spécifiques tenant compte des oiseaux d'eau

Critère 5 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite, habituellement, 20 000 oiseaux d'eau ou plus.

Critère 6 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite, habituellement, 1 % des individus de la population d'une espèce ou sous-espèce d'oiseau d'eau.

Critères spécifiques tenant compte des poissons

Critère 7 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite une proportion importante de sous-espèces, d'espèces ou de familles de poissons indigènes, d'individus à différents stades du cycle de vie, d'interactions interspécifiques et/ou de populations représentatives des avantages et/ou des valeurs des zones humides et contribue ainsi à la diversité biologique mondiale

Critère 8 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle sert de source d'alimentation importante pour les poissons, de frayère, de zone d'alevinage et/ou de voie de migration dont dépendent des stocks de poissons se trouvant dans la zone humide ou ailleurs.

Critère spécifique tenant compte d'autres taxons

Critère 9 : Une zone humide devrait être considérée comme étant d'importance internationale si elle abrite régulièrement 1 % des individus d'une population d'une espèce ou sous-espèce animale dépendant des zones humides mais n'appartenant pas à l'avifaune.

- **Suivi et rapports** : Les Parties contractantes fournissent un rapport national détaillé tous les trois ans, pour la Conférence des Parties, en utilisant le format de la Fiche descriptive sur les zones humides Ramsar. En outre, elles doivent signaler toute modification significative, en cours ou susceptibles de se produire, concernant les caractéristiques écologiques des zones humides situées sur leur territoire et inscrites sur la liste par suite d'évolutions technologiques, de pollution ou d'une autre intervention humaine. Les Parties contractantes sont également engagées à soumettre des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Convention tous les six ans.
- **Nombre de pays membres (Parties contractantes)** : 169
- **Nombre de pays comprenant des sites** : 169 - chaque Partie contractante doit obligatoirement comprendre au moins un site Ramsar.
- **Processus de candidature / proposition d'inscription** : Chaque gouvernement national est l'unique responsable de la désignation des zones humides de son territoire pour la Liste de Ramsar, selon des critères de sélection convenus. Lorsqu'un pays adhère à la Convention, il doit désigner au moins une zone humide à inscrire sur la Liste des zones humides d'importance internationale. L'information sur ce premier site Ramsar sera envoyée à l'UNESCO, dépositaire de la Convention, avec les documents d'adhésion. Après l'adhésion à la Convention, toute zone humide qui remplit au moins l'un des critères d'identification des zones humides d'importance internationale et a été désignée par l'autorité nationale compétente peut être inscrite sur la Liste de Ramsar. Les désignations postérieures seront directement envoyées au Secrétariat par les autorités administratives nationales avec la Fiche descriptive sur les zones humides Ramsar remplie. Le Secrétariat veille à ce que les données et la carte soient conformes aux normes établies par la Conférence des Parties avant d'ajouter les informations sur le site du Service d'information sur les sites Ramsar.¹¹
- **Retrait de la liste** : Une Partie contractante peut, pour des raisons pressantes d'intérêt national, retirer de la Liste ou réduire l'étendue des zones humides déjà inscrites (Article 2.5 de la Convention). Cependant, l'Article 4.2 stipule que de telles suppressions ou restrictions doivent être compensées par la création de nouvelles réserves naturelles ou par la protection, que ce soit dans la même région ou ailleurs, d'une partie convenable de leur habitat antérieur. Jusqu'ici, peu de sites Ramsar ont été "supprimés" de cette façon, et les Parties n'ont que très rarement diminué l'étendue d'un site selon ce procédé. Aucun mécanisme n'est prévu pour le retrait d'un site Ramsar contre la volonté de la Partie concernée.
- **Fonds disponibles à la suite de l'adhésion** : Le Secrétariat Ramsar a un Fonds de petites subventions pour les Parties admissibles dans chaque région, notamment constitué de contributions volontaires des Parties, entre autres, ainsi que de modestes programmes d'aide aux Parties du néotropique et d'Afrique financés par les États-Unis et la Suisse, respectivement. Ils ont tous pour objectif d'apporter un financement, ou co-financement, pour la préparation à petite échelle et la gestion de la conservation, le renforcement des capacités, la sensibilisation et les projets d'intervention d'urgence.
- **Mécanisme pour promouvoir une plus grande coopération nationale et internationale en vue de la conservation d'un site particulier** : Le Registre de Montreux est une liste des sites figurant sur la Liste des zones humides d'importance internationale dont le caractère écologique a changé, est en train de changer ou est susceptible de changer à la suite des développements technologiques, de pollution ou d'autre interférence humaine. La Mission consultative Ramsar est un mécanisme dont l'objectif est d'apporter une assistance aux pays développés et en développement afin de résoudre les problèmes ou les menaces qui rendent nécessaire l'inscription au Registre de Montreux.

2.2 La Convention du patrimoine mondial

- **Objectif** : La Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, habituellement appelée Convention du patrimoine mondial, réunit dans un même document les notions de protection de la nature et de préservation des biens culturels.¹² La Convention identifie la façon dont les personnes interagissent avec la nature et le moyen fondamental de préserver l'équilibre entre les deux.
- **Objectif principal** : Identification et conservation des sites culturels et naturels de valeur universelle exceptionnelle.
- **Histoire** : L'idée de créer un mouvement international pour le patrimoine protégé est apparue après la Première Guerre mondiale. La Convention est le résultat de la fusion de deux mouvements distincts : le premier, centré sur la préservation des sites culturels, et le second, axé sur la conservation de la nature. Finalement, toutes les parties concernées se sont mises d'accord sur un texte unique. La Convention concernant la Protection du patrimoine mondial, culturel et naturel a été adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO le 16 novembre 1972. Elle est officiellement entrée en vigueur en 1975, lors de sa ratification par les 20 premiers États parties.

¹¹ Voir <https://rsis Ramsar.org/fr?language=fr>.

¹² Voir <http://whc.unesco.org/fr/convention/>.

- **Cadre juridique** : La Convention du patrimoine mondial est un instrument juridiquement contraignant prévoyant la coopération internationale pour l'identification et la conservation des biens naturels et culturels les plus remarquables de la planète. La Convention établit les obligations des États parties dans le cadre de l'identification des biens potentiels, ainsi que leur rôle dans leur protection et leur préservation. A ce jour, 191 États parties ont ratifié la Convention.
- **Dispositions administratives** : La Convention est dirigée par un Secrétariat placé sous les auspices de l'UNESCO. Ce Secrétariat, appelé Centre du patrimoine mondial, est situé au siège de l'UNESCO à Paris (France).
- **Organes et structure de gouvernance** : Les pays ayant ratifié la Convention du patrimoine mondial (États parties) assistent à une Assemblée générale biennale au cours de laquelle ils examinent et prennent des décisions sur les principales questions politiques. L'Assemblée générale élit le Comité du patrimoine mondial, composé de 21 États parties, qui se réunit annuellement pour examiner les nouvelles propositions d'inscription, constater l'état de conservation des sites existants et prendre des décisions sur les questions d'administration et les politiques liées à la mise en œuvre de la Convention.
- **Conseil scientifique et technique** : La Convention reconnaît trois organisations consultatives techniques : l'UICN, pour les sites naturels, le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS pour l'anglais), ainsi que le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM) pour les biens culturels. Les organisations consultatives fournissent au Comité du patrimoine mondial des évaluations sur les biens culturels et naturels proposés pour leur inscription ainsi que des conseils d'experts sur la conservation et les activités de formation.
- **Obligations gouvernementales** : En signant la Convention, chaque pays s'engage à conserver non seulement les biens du patrimoine mondial situés sur son territoire, mais également à protéger son patrimoine national pour les générations à venir. Conformément à l'Article 6 de la Convention, les États parties reconnaissent que ce patrimoine est un patrimoine mondial pour la protection duquel la communauté internationale toute entière a le devoir de coopérer.
- **Critères d'admission des sites** : Pour figurer sur la Liste du patrimoine mondial, les biens doivent avoir une valeur universelle exceptionnelle (VUE). Pour qu'un bien soit considéré comme ayant une VUE, il doit satisfaire au moins l'un des dix critères de sélection, remplir les conditions d'intégrité et/ou d'authenticité et bénéficier d'un système adapté de protection et de gestion qui assure sa sauvegarde. Les biens du patrimoine mondial sont sélectionnés sur la base de six critères culturels et quatre critères naturels. Parmi ces derniers figurent : les aires d'une beauté naturelle exceptionnelle, les exemples éminemment représentatifs des grands stades de l'histoire de la Terre et des processus géologiques et biologiques en cours, et les sites contenant les habitats naturels les plus importants et significatifs pour la conservation in situ de la diversité biologique. Les critères de valeur universelle exceptionnelle sont expliqués dans les Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial¹³ ci-dessous (noter en particulier les critères (vii) - (x) pour les biens naturels du patrimoine mondial).

Critères pour l'évaluation de la valeur universelle exceptionnelle des biens du patrimoine mondial

Le Comité [du patrimoine mondial] considère qu'un bien a une valeur universelle exceptionnelle, s'il remplit un ou plusieurs des critères suivants. Les biens proposés doivent donc :

- (i) représenter un chef-d'œuvre du génie créateur humain ;
- (ii) témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages ;
- (iii) apporter un témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue ;
- (iv) offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des période(s) significative(s) de l'histoire humaine ;
- (v) être des exemples éminents d'établissement humain traditionnel, de l'utilisation traditionnelle du territoire ou de la mer, qui soient représentatifs d'une culture (ou de cultures), ou de l'interaction humaine avec l'environnement, spécialement quand celui-ci est devenu vulnérable sous l'impact d'une mutation irréversible ;
- (vi) être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle. (Le Comité considère que ce critère doit de préférence être utilisé en conjonction avec d'autres critères) ;

¹³ Voir <http://whc.unesco.org/fr/orientations/>.

- (vii) contenir des phénomènes naturels remarquables ou des aires d'une beauté naturelle exceptionnelle et d'une importance esthétique ;
- (viii) être des exemples éminemment représentatifs des grands stades de l'histoire de la terre, y compris le témoignage de la vie, de processus géologiques en cours dans le développement des formes terrestres ou d'éléments géomorphiques ou physiographiques ayant une grande signification ;
- (ix) être des exemples éminemment représentatifs de processus écologiques et biologiques en cours dans l'évolution et le développement des écosystèmes et communautés de plantes et d'animaux terrestres, aquatiques, côtiers et marins ;
- (x) contenir les habitats naturels les plus représentatifs et les plus importants pour la conservation in situ de la diversité biologique, y compris ceux où survivent des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation.

Pour qu'un bien soit considéré comme étant de valeur universelle exceptionnelle il doit également répondre aux conditions **d'intégrité** et/ou **d'authenticité**¹⁴ et bénéficier d'un système adapté de protection et de gestion assurant sa sauvegarde.

Authenticité

Les biens proposés au titre des critères (i) à (vi) doivent satisfaire aux conditions d'authenticité. Le Document de Nara sur l'authenticité, résumé ci-dessous, constitue une base pratique pour le contrôle de l'authenticité de ces biens.

Les jugements sur les valeurs reconnues au patrimoine comme sur les facteurs de crédibilité des sources d'information peuvent différer de culture à culture, et même au sein d'une même culture. Le respect dû à toutes les cultures exige que chaque œuvre soit considérée et jugée par rapport aux critères qui caractérisent le contexte culturel auquel elle appartient.

Selon la nature du patrimoine culturel et son contexte culturel, on peut estimer que les sites satisfont à l'examen de l'authenticité si leurs valeurs culturelles (telles que reconnues dans les critères de la proposition d'inscription) sont exprimées de manière franche et crédible à travers une grande variété d'attributs :

- forme et conception ;
- matériaux et substance ;
- usage et fonction ;
- traditions, techniques et systèmes de gestion ;
- situation et cadre ;
- langue et autres formes de patrimoine immatériel ;
- esprit et impression ; et
- autres facteurs internes et externes.

Des attributs tels que l'esprit et le sentiment ne se prêtent pas facilement à des applications pratiques de l'examen de l'authenticité, mais sont néanmoins d'importants indicateurs du caractère et de l'esprit du lieu, par exemple dans des communautés qui maintiennent des traditions et une continuité culturelle.

L'utilisation de toutes ces sources permet d'étudier l'élaboration des dimensions artistiques, historiques, sociales et scientifiques particulières du patrimoine culturel concerné. Les « sources d'information » sont définies comme toutes les sources physiques, écrites, orales et figuratives qui permettent de connaître la nature, les spécificités, la signification et l'histoire du patrimoine culturel.

Lorsque l'examen de l'authenticité est envisagé lors de l'établissement de la proposition d'inscription d'un bien, l'Etat partie doit d'abord recenser tous les attributs significatifs applicables à l'authenticité. L'énoncé de l'authenticité doit ensuite évaluer le degré ou l'expression de l'authenticité pour chacun de ces attributs significatifs.

En ce qui concerne l'authenticité, la reconstruction de vestiges archéologiques, de monuments ou de quartiers historiques n'est justifiable que dans des circonstances exceptionnelles. La reconstruction n'est acceptable que si elle s'appuie sur une documentation complète et détaillée et n'est aucunement conjecturale.

¹⁴ La condition d'authenticité s'applique uniquement aux biens culturels.

Intégrité

Tous les biens proposés pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial doivent répondre aux conditions d'intégrité.

L'intégrité est une mesure de la complétude et de l'intégrité du patrimoine naturel et/ou culturel et de ses attributs. L'étude des conditions d'intégrité exige par conséquent d'examiner dans quelle mesure le bien :

- a) possède tous les éléments nécessaires pour exprimer sa valeur universelle exceptionnelle ;
- b) est d'une taille suffisante pour permettre une représentation complète des caractéristiques et processus qui transmettent l'importance de ce bien ;
- c) subit des effets négatifs liés au développement et/ou au manque d'entretien.

Cela devra être présenté dans une déclaration d'intégrité.

Pour les biens proposés pour inscription selon les critères (i) à (vi), le tissu physique du bien et / ou ses caractéristiques significatives doivent être en bon état, et l'impact des processus de détérioration doit être contrôlé. Il doit exister une proportion importante des éléments nécessaires à la transmission de la totalité des valeurs que représente le bien. Les relations et les fonctions dynamiques présentes dans les paysages culturels, les villes historiques ou les autres biens vivants essentiels à leur caractère distinctif doivent également être maintenues.

Pour tous les biens proposés pour inscription selon les critères (vii) à (x), les processus biophysiques et les caractéristiques terrestres doivent être relativement intacts. Il est cependant reconnu qu'aucune zone n'est totalement vierge et que toutes les aires naturelles sont dans un état dynamique, et, dans une certaine mesure, entraînent des contacts avec des personnes. Des activités humaines, y compris celles de sociétés traditionnelles et de communautés locales, se déroulent souvent dans des aires naturelles. Ces activités peuvent être en harmonie avec la valeur universelle exceptionnelle de l'aire là où/quand elles sont écologiquement durables.

En outre, pour les biens proposés pour inscription selon les critères (vii) à (x), une condition correspondante d'intégrité a été définie pour chaque critère.

Les biens proposés selon le critère (vii) doivent être d'une valeur universelle exceptionnelle et inclure des zones essentielles au maintien de la beauté du bien. C'est ainsi qu'un bien auquel une chute d'eau conférerait des valeurs esthétiques, répondrait aux conditions d'intégrité s'il incluait également le bassin qui l'alimente ainsi que des aires en aval intégralement liées au maintien des qualités esthétiques du bien.

Les biens proposés selon le critère (viii) doivent contenir la totalité ou la plupart des éléments connexes et interdépendants essentiels dans leurs rapports naturels. Ainsi, une zone de « l'ère glaciaire » répondrait aux conditions d'intégrité si elle comprenait le champ de neige, le glacier lui-même ainsi que les formes typiques d'érosion glaciaire, de dépôts et de colonisation végétale (par exemple striations, moraines, premiers stades de la succession des plantes, etc.) ; dans le cas des volcans, les séries magmatiques devraient être complètes et la totalité ou la plupart des variétés de roches éruptives et types d'éruptions, représentées.

Les biens proposés selon le critère (ix) doivent être assez étendus et contenir les éléments nécessaires à l'illustration des principaux aspects des processus essentiels à la conservation à long terme des écosystèmes et de la diversité biologique qu'ils contiennent. Ainsi, une zone de forêt tropicale humide répondrait aux conditions d'intégrité si elle comprenait un certain nombre de variations d'altitude par rapport au niveau de la mer, des modifications de la topographie et des types de sol, des systèmes fluviaux et des parcelles de régénération naturelle ; de même, un récif de corail devrait comprendre par exemple des herbiers marins, des mangroves ou autres écosystèmes contigus régulateurs des dépôts de nutriments et de sédiments dans le récif.

Exigence de protection et de gestion

La protection et la gestion des biens du patrimoine mondial doivent assurer que la valeur universelle exceptionnelle, les conditions d'intégrité et/ou d'authenticité définies lors de l'inscription soient maintenues ou améliorées à l'avenir. Un examen régulier de l'état général de conservation des biens, et donc également de leur valeur universelle exceptionnelle, se fera dans le cadre de procédures de suivi pour les biens du patrimoine mondial (suivi réactif et soumission de rapports périodiques), tel que spécifié dans les *Orientations*.

Tous les biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial doivent avoir une protection législative à caractère réglementaire, institutionnelle et/ou traditionnelle adéquate à long terme pour assurer leur sauvegarde. Cette protection devra inclure des limites correctement définies.

De même, les États parties devront faire la preuve d'une protection législative adéquate aux niveaux national, régional, municipal, et/ou traditionnel d'un bien. Ils devront joindre à la proposition d'inscription des textes appropriés, ainsi qu'une explication claire de la manière dont cette protection juridique fonctionne pour protéger le bien.

Chaque bien proposé pour inscription devra avoir un plan de gestion adapté ou un autre système de gestion documenté qui devra spécifier la manière dont la valeur universelle exceptionnelle du bien devrait être préservée, de préférence par des moyens participatifs.

Les biens du patrimoine mondial peuvent supporter diverses utilisations effectives ou proposées, qui sont écologiquement et culturellement durables et qui contribuent à la qualité de vie des communautés concernées. L'État partie et ses partenaires veillent à ce que cette utilisation durable ou tout autre changement n'ait aucun impact négatif sur la valeur universelle exceptionnelle du bien. Pour certains biens, l'utilisation humaine n'est pas appropriée. Les législations, les politiques et les stratégies touchant des biens du patrimoine mondial devraient assurer la protection de la valeur universelle exceptionnelle, une conservation plus large du patrimoine naturel et culturel et promouvoir et encourager la participation active des communautés et des parties prenantes liées au bien comme conditions nécessaires pour sa protection durable, sa conservation, sa gestion et sa présentation.

Des informations plus détaillées sont disponibles dans les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*, paragraphes 96-119.

- **Suivi et rapports** : Le Centre du patrimoine mondial et les organisations consultatives assurent des systèmes de suivi réactif permanents tout au long de l'année.¹⁵ Le Comité du patrimoine mondial peut demander des rapports d'« état de conservation » en réponse à de sérieuses inquiétudes liées à la conservation et fondées sur des preuves. La même Commission peut également demander à des États parties d'inviter une mission de suivi réactif, généralement composée de l'UNESCO et d'un représentant des organisations consultatives, pour qu'elle mène une enquête in situ sur l'état de conservation d'un site et en communique le résultat au Comité. Les États parties sont invités à participer à des exercices de rapport périodique tous les six ans sur une base régionale et à répondre aux demandes spécifiques du Comité du patrimoine mondial.
- **Nombre de pays participants (États parties)** : 191
- **Nombre de pays comprenant des sites** : 163
- **Processus de candidature / proposition d'inscription** : L'État partie prépare une liste indicative dans laquelle il sélectionnera des biens pour leur inscription sur la Liste du patrimoine mondial. L'État partie prépare un dossier d'inscription détaillé et le soumet au Centre du patrimoine mondial, avant la date limite annuelle pour la réception des propositions d'inscription. Le Centre du patrimoine mondial vérifie si elle est complète. Si c'est le cas, le Centre l'envoie aux organisations consultatives compétentes pour un examen du dossier et une évaluation de terrain. Une fois qu'un site a été évalué, les organisations consultatives soumettent une recommandation au Comité intergouvernemental du patrimoine mondial, qui prend la décision finale concernant son inscription.
- **Retrait de la Liste** : Le Comité du patrimoine mondial peut décider de supprimer un bien de la Liste du patrimoine mondial lors de ses réunions ordinaires, si ce bien a perdu sa VUE.
- **Fonds disponibles à la suite de l'adhésion** : Le Centre du patrimoine mondial gère le Fonds du patrimoine mondial¹⁶ à travers lequel il peut accorder une assistance internationale¹⁷ aux États parties. La priorité est donnée aux biens les plus menacés et aux pays à revenus faibles ou intermédiaires. L'assistance internationale est accordée pour la préparation d'une proposition d'inscription ou de la Liste indicative, la conservation et la gestion, la promotion et l'éducation et les cas de soutien d'urgence.
- **Mécanisme pour promouvoir une plus grande coopération nationale et internationale pour la conservation d'un site particulier** : Le Comité du patrimoine mondial peut décider d'inscrire un bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril lorsqu'il est considéré comme étant gravement menacé et que sa protection exige des interventions et une assistance de grande ampleur. Le but est d'inciter à des mesures de conservation rapides et ciblées et d'attirer l'attention des agences gouvernementales nationales comme de la communauté internationale sur la conservation du bien en question. Lorsque les menaces identifiées ont été écartées, le Comité peut retirer le bien de la Liste du patrimoine mondial en péril.

¹⁵ Voir <http://whc.unesco.org/fr/soc/>.

¹⁶ Voir <http://whc.unesco.org/fr/fonds-du-patrimoine-mondial/>.

¹⁷ Voir <http://whc.unesco.org/fr/assistanceint/>.

2.3 Le Programme pour l'Homme et la biosphère (MAB) et son Réseau mondial de réserves de biosphère

- **Objectif** : Le Programme de l'UNESCO pour l'Homme et la biosphère (MAB) est un programme scientifique intergouvernemental visant à établir une base scientifique afin d'améliorer les relations entre les individus et leur environnement.¹⁸ Le MAB associe sciences naturelles et sociales, économie et éducation pour améliorer les moyens de subsistance des populations, le partage équitable des bénéfices et pour sauvegarder des écosystèmes naturels et gérés, promouvant ainsi des approches novatrices du développement économique qui sont socialement et culturellement adaptées, et viables d'un point de vue environnemental.
- **Objectif principal** : Les réserves de biosphère, énumérées dans la liste du Réseau mondial des réserves de biosphère du Programme MAB, favorisent des solutions conciliant la conservation de la biodiversité et son utilisation durable. Considérées comme des « sites de soutien pour la science au service de la durabilité », elles fonctionnent comme des lieux spéciaux où tester des approches interdisciplinaires afin de comprendre et de gérer les changements et les interactions entre systèmes sociaux et écologiques.
- **Histoire** : Lancé par l'UNESCO en novembre 1971 et adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain en 1972, le Programme MAB lui-même a été créé en tant que programme intergouvernemental de recherche sur les interactions entre les êtres humains et leur environnement et a été défini comme la source de connaissances scientifiques dont les décideurs ont besoin pour gérer les ressources naturelles de manière durable. Les réserves de biosphère ont été développées dans le cadre de la Grande zone de projet MAB n° 8 (qui fait partie des 14 Grandes zones de projets MAB) intitulée « Conservation des espaces naturels et du matériel génétique qu'ils contiennent ». Au fil du temps, à la suite de la désignation des premiers sites en 1976, les réserves de biosphère sont devenues le cœur du Programme MAB.
- **Cadre juridique** : Les réserves de biosphère sont désignées par les gouvernements nationaux et demeurent sous la juridiction souveraine des États où elles se trouvent. Leur statut est reconnu au niveau international. Elles sont désignées au titre du Programme MAB intergouvernemental par la Directrice générale de l'UNESCO sur décision du Conseil International de coordination du MAB (CIC-MAB). La conférence générale de l'UNESCO a approuvé la Stratégie de Séville pour les réserves de biosphère et le Cadre législatif du Réseau mondial des réserves de biosphère en 1995 ; ce dernier fonctionne comme « cadre juridique souple » pour le développement et la reconnaissance officielle des réserves de biosphère. Des sites peuvent être présentés par les 195 États membres et les neuf membres associés de l'UNESCO.
- **Dispositions administratives** : Le Programme MAB et son Réseau mondial de réserves de biosphère sont gérés, sous les auspices de l'UNESCO, par le Secrétariat international du MAB à la Division des Sciences écologiques et de la Terre située au siège de l'UNESCO à Paris (France).
- **Organes et structure de gouvernance** : Le CIC-MAB est constitué de 34 États membres élus par la Conférence générale de l'UNESCO. Le CIC-MAB se réunit habituellement une fois par an pour orienter et superviser le Programme MAB sur tous ses aspects relatifs à sa mise en œuvre, au contenu scientifique et à la collaboration internationale. Il sélectionne les nouvelles réserves de biosphère et examine les rapports périodiques sur celles qui existent déjà. Il est assisté par un Bureau composé de six membres (un par circonscription électorale de l'UNESCO, dont un Président et un Rapporteur). Le Bureau du MAB peut se réunir, le cas échéant, plus fréquemment que le CIC-MAB.
- **Conseil scientifique et technique** : Un Comité consultatif international sur les réserves de biosphère conseille la Directrice générale de l'UNESCO et le CIC-MAB sur les questions scientifiques et techniques concernant la candidature de nouveaux sites, les examens périodiques des sites déjà inclus dans le Réseau mondial de réserves de biosphère, et sur le Programme MAB en général. Le Comité consultatif international sur les réserves de biosphère est composé de 12 membres (deux par région électorale de l'UNESCO) qui sont choisis par la Directrice générale de l'UNESCO à titre personnel. Les membres du Comité consultatif sont élus pour un mandat de quatre ans.
- **Obligations gouvernementales** : En participant au Programme MAB, les États membres s'engagent à gérer leurs réserves de biosphère respectives selon la Stratégie de Séville, le Cadre statutaire du Réseau mondial de réserves de biosphère et les plans d'action mondiaux du MAB ratifiés par la Conférence générale de l'UNESCO pour des durées déterminées, tels que le Plan d'action de Madrid pour les réserves de biosphère (2008-2013) et le Plan d'action de Lima pour le Programme de l'UNESCO pour l'Homme et la biosphère (MAB) et son Réseau mondial de réserves de biosphère (2016 à 2025).
- **Critères d'admission des sites** : Les réserves de biosphère sont considérées comme des sites représentatifs de grandes régions biogéographiques. Un site doit remplir sept critères pour être considéré comme réserve de biosphère. Les critères se rapportent à la mosaïque de systèmes écologiques représentatifs de grandes régions biogéographiques que l'aire englobe, à son

¹⁸ Voir <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/man-and-biosphere-programme/>.

importance pour la conservation de la diversité biologique, aux enjeux de développement durable, à la zonation spatiale en vue de ses trois fonctions spécifiques (conservation, développement et soutien logistique), aux modalités de gouvernance, impliquant la participation des communautés locales dans la prise de décision, aux mécanismes de gestion appropriés et à la mise en œuvre de programmes de recherche spécifiques contribuant à la réalisation des objectifs du Programme MAB. Les sept critères sont énoncés dans l'article 4 du Cadre statutaire du Réseau mondial de réserves de biosphère (UNESCO, 1996).

Critères pour les réserves de biosphère

Article 4 - Critères

Critères généraux qu'une aire doit remplir en vue de sa désignation comme réserve de biosphère :

1. Elle devrait englober une mosaïque de systèmes écologiques représentatifs de grandes régions biogéographiques, incluant une série graduée de formes d'interventions humaines.
2. Elle devrait être importante pour la conservation de la diversité biologique.
3. Elle devrait offrir la possibilité d'étudier et de démontrer des approches du développement durable au niveau régional.
4. Elle devrait avoir une taille appropriée pour remplir les trois fonctions des réserves de biosphère décrites à l'article 3 [voir ci-dessous].
5. Elle devrait remplir ces fonctions grâce à un zonage approprié reconnaissant :
 - (a) une ou plusieurs aire(s) centrale(s) constituée(s) aux termes de dispositions légales, consacrée(s) à la protection à long terme, conformément aux objectifs de conservation de la réserve de biosphère et d'une taille suffisante pour remplir ces objectifs.
 - (b) une ou plusieurs zones(s) tampon(s) clairement identifiée(s) entourant l'aire ou les aires centrale(s) ou contigüe(s) à celles-ci, où seules des activités compatibles avec les objectifs de conservation peuvent avoir lieu ;
 - (c) une aire de transition extérieure où des pratiques d'exploitation durable des ressources sont favorisées et développées.
6. Des dispositions devraient être prises pour intéresser et associer un éventail approprié, constitué notamment de pouvoirs publics, de communautés locales et d'intérêts privés, à la conception et à la mise en œuvre des fonctions de la réserve de biosphère.
7. Devraient être prévus en outre :
 - (a) des mécanismes pour gérer l'utilisation des ressources et des activités humaines dans la ou les zone(s) tampon(s) ;
 - (b) un plan ou une politique de gestion de l'ensemble de l'aire comme réserve de biosphère ;
 - (c) une autorité ou un mécanisme désigné pour mettre en œuvre cette politique ou ce plan ;
 - (d) une aire de transition extérieure où des pratiques d'exploitation durable des ressources sont favorisées et développées.

Les sept critères de sélection pour les réserves de biosphère reflètent également les fonctions d'une réserve de biosphère (voir notamment Critère 4 ci-dessus). C'est pour cela que l'article 3 du Cadre statutaire du Réseau mondial de réserves de biosphère est également mentionné ici de manière à donner une vision complète des critères d'admission appliqués aux propositions de réserves de biosphère :

Article 3 - Fonctions

Les réserves de biosphère s'efforcent d'être des sites modèles d'étude et de démonstration des approches de la conservation et du développement durable au niveau régional, en combinant les trois fonctions décrites ci-dessous :

- (i) Conservation - contribuer à la conservation des paysages, des écosystèmes, des espèces et de la variation génétique ;
- (ii) Développement - encourager un développement économique et humain durable du point de vue socioculturel et écologique ;
- (iii) Appui logistique - fournir des moyens pour des projets de démonstration et des activités d'éducation environnementale et de formation, de recherche et de surveillance continue sur des problèmes locaux, régionaux, nationaux et mondiaux de conservation et de développement durable.

■ **Suivi et rapports :** Dans le cas où des menaces sur une réserve de biosphère spécifique sont signalées, le Secrétariat international du MAB demande au Comité national du MAB de présenter un rapport sur l'état de conservation du site en question. L'Article 9 du Cadre statutaire du Réseau mondial de réserves de biosphère stipule que les États membres doivent procéder à un examen périodique de leurs sites tous les 10 ans à partir de la date de la désignation officielle du site par l'UNESCO. Le Comité consultatif

international sur les réserves de biosphère analyse les rapports d'examen périodique et fournit des recommandations au CIC-MAB. Le Conseil approuve ou modifie les recommandations qui sont ensuite présentées par le Secrétariat international du MAB aux Comités nationaux des réserves de biosphère compétents.

- **Nombre de pays participants :** Il y a 158 Comités nationaux ou Points focaux du MAB (en principe, la participation au Programme MAB et son Réseau mondial de réserves de biosphère est ouverte à tous les États membres de l'UNESCO).
- **Nombre de pays comprenant des sites :** 120
- **Processus de candidature / proposition d'inscription :** Les États membres présentent au Secrétariat du MAB, en général par le biais du Comité National du MAB et/ou de leur Commission nationale pour l'UNESCO, un dossier de candidature pour proposer la désignation d'un site comme réserve de biosphère. Le Secrétariat international du MAB vérifie que le contenu du dossier est complet. Le Comité consultatif international sur les réserves de biosphère étudie le dossier et émet des recommandations à l'attention du CIC-MAB et de son Bureau. Le Conseil et son Bureau revoient les dossiers de candidature en tenant compte de ces recommandations et prennent la décision finale concernant l'admission des sites. La Directrice générale de l'UNESCO informe l'État concerné de la décision du CIC-MAB.
- **Retrait de la liste :** Le paragraphe 8 de l'Article 9 du Cadre statutaire du Réseau mondial de réserves de biosphère prévoit le retrait des sites du Réseau mondial de réserves de biosphère. Si un État souhaite retirer du réseau une réserve de biosphère se trouvant sous sa juridiction, il en informe le Secrétariat international du MAB. Cette notification sera transmise au CIC-MAB. L'aire ne sera plus considérée comme une réserve de biosphère appartenant au Réseau mondial. Certains pays (comme l'Australie, l'Allemagne et le Royaume-Uni) ont retiré des réserves de biosphère qui avaient été désignées dans les années 1970 et 1980 car ces sites n'arrivaient plus à répondre aux nouvelles exigences de la Stratégie de Séville pour les réserves de biosphère (1992) qui exige, par exemple, la présence des communautés résidant dans la zone de transition de la réserve de biosphère. Comme un certain nombre de réserves de biosphère (surtout celles qui ont été désignées au début du Programme MAB) ne peuvent pas, pour des raisons de différentes natures, satisfaire aux critères de la Stratégie de Séville, le Conseil du MAB a adopté une stratégie dite « de sortie » lors de sa 26^{ème} session (Suède, 2014). Selon cette stratégie de sortie, le Conseil du MAB peut décider de retirer des sites du Réseau mondial des réserves de biosphère s'ils ne fonctionnent pas, ou plus, comme des réserves de biosphère.
- **Fonds disponibles à la suite de l'adhésion :** Des fonds de lancement sont disponibles dans le cadre du Programme ordinaire de l'UNESCO pour développer des programmes dans les réserves de biosphère, et sont complétés par des projets financés par des ressources extrabudgétaires et des contributions volontaires pour des activités spécifiques dans les réserves. Deux bourses de recherche sont disponibles pour les États membres : la Bourse MAB pour les jeunes scientifiques, dont l'objectif est d'encourager le travail des jeunes chercheurs dans le cadre du Programme MAB, et la Bourse Michel Batisse en matière de gestion de réserve de biosphère, qui récompense la gestion exceptionnelle de réserves de biosphère existantes.
- **Mécanisme pour promouvoir une plus grande coopération nationale et internationale en vue de la conservation d'un site particulier :** Les accords de fonds-en-dépôt avec l'UNESCO peuvent être assurés par les bureaux régionaux du Secrétariat du MAB et de l'UNESCO pour promouvoir la conservation particulière de réserves de biosphère spécifiques, et complétés par des efforts visant à favoriser le développement durable, en particulier dans les pays en développement. En outre, le Programme MAB a plusieurs réseaux thématiques (sur les réserves de biosphère des zones côtières et des îles, par exemple, ou sur les réserves de biosphère de montagne) ainsi que des réseaux régionaux (comme AfriMAB pour l'Afrique, ArabMAB pour les États arabes, EuroMAB pour l'Europe et l'Amérique du Nord et IbéroMAB pour le Portugal, l'Espagne et les pays d'Amérique latine) et des réseaux sous-régionaux (tels que le Réseau de réserves de biosphère d'Asie de l'Est, le Réseau de réserves de biosphère d'Asie du Sud-Est et le Réseau MAB pour l'Asie du Sud et l'Asie centrale). Tous ces réseaux ont été créés pour la mise en commun de l'expertise scientifique et des pratiques de gestion dans les réserves de biosphère.

2.4 Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO dans le cadre du Programme international pour les géosciences et les géoparcs (PIGG)

- **Objectif :** Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO encouragent la coopération internationale entre les zones qui ont un patrimoine géologique de valeur internationale, à travers une approche « partant de la base » de la conservation, du soutien à la communauté locale, de la promotion du patrimoine et du développement durable du site.
- **Objectif principal :** Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO protègent et utilisent le patrimoine géologique, en lien avec tous les autres aspects du patrimoine naturel et culturel du site, afin d'améliorer la connaissance et la compréhension des principaux enjeux de société, dans le cadre de la planète dynamique sur laquelle nous vivons.

- **Histoire :** Le concept de géoparc est né au milieu des années 1990 en réponse à la nécessité de conservation et de valorisation de sites d'importance géologique majeure dans l'histoire de la Terre. Les paysages et les formations géologiques sont des témoins clés de l'évolution de notre planète et des éléments déterminants pour le développement durable. En 2004, avec le soutien de l'UNESCO, 17 membres du Réseau européen des géoparcs et 8 géoparcs chinois se sont réunis pour créer le Réseau mondial des géoparcs (GGN, pour l'anglais). En 2015, la Conférence générale de l'UNESCO, lors de sa 38^{ème} session, a décidé de créer le label des Géoparcs mondiaux de l'UNESCO, dans le cadre du PIGG, pour y inclure tous les géoparcs mondiaux existants comme géoparcs mondiaux de l'UNESCO.
- **Cadre juridique :** Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO sont admis et administrés en vertu des Directives opérationnelles qui ont été approuvées par la Conférence générale lors de sa 38^{ème} session. L'ensemble des 195 États membres et des neuf membres associés de l'UNESCO peuvent proposer des sites. Actuellement, 33 pays font partie du Réseau mondial des géoparcs.
- **Dispositions administratives :** Les géoparcs mondiaux sont intégrés dans le PIGG, qui est un projet de coopération avec l'Union internationale des sciences géologiques (UISG) et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO. Ils sont placés sous les auspices de l'UNESCO, avec un secrétariat au sein de la Division des sciences écologiques et de la Terre située au siège de l'UNESCO à Paris (France).
- **Organes et structure de gouvernance :** Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO sont régis par un Conseil de 12 membres ordinaires nommés par la Directrice générale de l'UNESCO sur recommandation du Réseau mondial de géoparcs et des États membres. En outre, la Directrice générale de l'UNESCO, le Président du Réseau mondial des géoparcs (GGN, pour l'anglais), le Secrétaire général de l'UISG, la Directrice générale de l'UICN ou leurs représentants sont membres de droit du Conseil, sans droit de vote. Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO ont également un Bureau constitué de cinq membres : le Président, le Vice-président et le Rapporteur du Conseil des géoparcs mondiaux de l'UNESCO. La Directrice générale de l'UNESCO et le Président du GGN, ou leurs représentants, sont membres de droit du Conseil sans droit de vote.
- **Conseil scientifique et technique :** Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO sont évalués, que ce soit lors de la demande d'inscription initiale ou au moment de la revalidation, par une équipe indépendante composée de conseillers stratégiques et d'évaluateurs chargés de missions de terrain. L'UISG est chargée de coordonner cette tâche et de garantir que tous les renseignements sur la valeur scientifique et l'importance internationale du patrimoine géologique des géoparcs mondiaux de l'UNESCO candidats sont disponibles en temps voulu, chaque année, afin que les évaluateurs puissent y accéder avant de procéder à leur mission d'évaluation de terrain.
- **Obligations gouvernementales :** Les États membres sont tenus d'assurer que les principaux sites géologiques au sein des géoparcs mondiaux de l'UNESCO, c'est-à-dire les plus représentatifs, bénéficient d'une protection juridique.
- **Critères d'admission des sites :** Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO doivent présenter une géologie significative à l'échelle internationale. Ils sont conçus pour être des lieux vivants, des paysages exploités où la science et les communautés locales s'engagent de façon à tirer des bénéfices mutuels. Huit critères d'admission de sites figurent dans les directives opérationnelles pour les géoparcs mondiaux de l'UNESCO.

Critères pour les géoparcs mondiaux de l'UNESCO

- (i) Les géoparcs mondiaux UNESCO doivent être des espaces géographiques unifiés, où les sites et paysages de portée géologique internationale sont gérés selon un concept global de protection, d'éducation, de recherche et de développement durable. Un géoparc mondial UNESCO doit avoir une frontière clairement définie, une taille adéquate pour remplir ses fonctions et un patrimoine géologique de portée internationale validé par des scientifiques professionnels indépendants.
- (ii) Les géoparcs mondiaux UNESCO doit valoriser ce patrimoine, en lien étroit avec tous les autres aspects du patrimoine naturel et culturel du site, en vue d'améliorer la prise de conscience et la compréhension d'enjeux de société importants sur la planète dynamique qui est la nôtre. Ces enjeux comprennent, sans s'y limiter, les processus géologiques, les géorisques, le changement climatique, la nécessité d'exploiter durablement les ressources naturelles de la Terre, l'évolution de la vie et l'autonomisation des peuples autochtones.
- (iii) Les géoparcs mondiaux UNESCO doivent être dotés d'un organe de gestion ayant une personnalité juridique reconnue par la législation nationale, et équipé de façon à pouvoir gérer adéquatement l'intégralité du territoire du géoparc.
- (iv) Si le territoire d'un site candidat empiète sur un autre site désigné par l'UNESCO, comme les sites du patrimoine mondial ou les réserves de biosphère, la proposition de désignation doit être clairement justifiée, notamment en démontrant la valeur ajoutée qu'apporterait le statut de géoparc mondial UNESCO, qui porte un label indépendant tout en étant en synergie avec les autres désignations.

(v) Les géoparcs mondiaux UNESCO doivent faire participer activement les communautés locales et les peuples autochtones, en tant que parties prenantes essentielles du géoparc. Un plan de gestion conjointe répondant aux besoins sociaux et économiques des populations locales, assurant la protection du paysage dans lequel elles vivent et leur permettant de conserver leur identité culturelle doit être élaboré et mis en œuvre en partenariat avec les communautés locales. Il est recommandé que tous les acteurs et autorités concernés, au niveau local et régional, soient représentés dans la gestion des géoparcs mondiaux UNESCO. Les savoirs, pratiques et systèmes de gestion locaux et autochtones doivent être intégrés, de même que la science, dans la planification et la gestion du site.

(vi) Les géoparcs mondiaux UNESCO sont invités à partager leurs expériences et conseils et à entreprendre des projets communs dans le cadre du GGN. L'adhésion au Réseau est obligatoire.

(vii) Les géoparcs mondiaux UNESCO doivent respecter les lois locales et nationales relatives à la protection du patrimoine géologique. Les sites clés du patrimoine géologique situés à l'intérieur des géoparcs doivent bénéficier d'une protection juridique antérieure à toute candidature. Par ailleurs, les géoparcs doivent être utilisés pour promouvoir la protection du patrimoine géologique à l'échelon local et national. L'organe de gestion ne doit pas participer directement à la vente des objets géologiques habituellement proposés dans les « boutiques de minéraux » (fossiles, minéraux, roches polies et pierres décoratives) au sein des géoparcs mondiaux UNESCO, quelle que soit la provenance de ces objets, et se doit de décourager activement le commerce non viable de matériaux géologiques dans son ensemble. La collecte de tels matériaux, effectuée à des fins scientifiques et éducatives dans des sites naturellement renouvelables, peut être autorisée au sein des géoparcs mondiaux UNESCO s'il s'agit d'une activité responsable clairement justifiée visant à fournir les moyens de gestion du site les plus efficaces et durables. Le commerce des matériaux géologiques ainsi collectés peut être toléré dans des circonstances exceptionnelles, à condition d'en assurer la surveillance et de justifier clairement et publiquement que cette solution est la plus adaptée pour le géoparc mondial au vu du contexte local. Le Conseil des géoparcs mondiaux UNESCO donnera son approbation au cas par cas.

(viii) Ces critères sont contrôlés au moyen de listes de vérification dédiées à l'évaluation et la revalidation.

- **Suivi et rapports :** Afin d'assurer de façon constante la qualité élevée des géoparcs mondiaux de l'UNESCO au sein du PIGG, et notamment la qualité de leur gestion, le statut de chacun d'entre eux sera soumis tous les quatre ans à un examen de revalidation approfondi. Un an avant la revalidation, le géoparc mondial de l'UNESCO faisant l'objet du processus de revalidation doit soumettre au Secrétariat de l'UNESCO un résumé d'une page. L'organe de gestion du géoparc prépare alors un rapport d'étape à remettre, trois mois avant la mission de terrain, au Secrétariat de l'UNESCO. Le Bureau des géoparcs mondiaux de l'UNESCO envoie en mission deux évaluateurs au maximum pour valider à nouveau la qualité du géoparc. Un rapport fondé sur cette mission est soumis au Secrétariat de l'UNESCO, pour être transmis au Conseil qui l'examinera lors de sa réunion annuelle. La revalidation peut aboutir à la décision de renouveler le statut de géoparc mondial de l'UNESCO du site pour une nouvelle période de quatre ans (« carton vert ») ou pour une période de deux ans seulement dans le cas où l'examen de revalidation a révélé certains problèmes à régler (« carton jaune »). À l'issue de cette période de deux ans, un nouvel examen de revalidation aboutira au renouvellement de l'adhésion pour quatre ans (« carton vert ») ou à la perte du statut de géoparc mondial de l'UNESCO (« carton rouge »).
- **Nombre de pays participants :** 33 (en principe, tous les États membres de l'UNESCO peuvent participer au PIGG et au Réseau des géoparcs mondiaux).
- **Nombre de pays comprenant des sites :** 33
- **Processus de candidature / proposition d'inscription :** Un dossier de candidature (comprenant des documents justificatifs démontrant que le site fonctionne de facto comme un géoparc mondial depuis au moins un an) est transmis au Secrétariat de l'UNESCO par la voie officielle définie par la commission nationale pour l'UNESCO ou l'organisme gouvernemental chargé de la coopération avec l'UNESCO, en faisant appel au comité national des géoparcs, le cas échéant. Le dossier est accompagné d'un certificat d'approbation expresse émanant d'autorités locales et régionales compétentes, ainsi que d'une lettre de soutien de la commission nationale pour l'UNESCO ou de l'organisme gouvernemental chargé de la coopération avec l'UNESCO. En l'absence d'objection de la part d'autres États membres, une mission d'évaluation sur le terrain est organisée. Le Conseil examine chaque demande. Si le résultat de l'évaluation est positif, le Bureau recommandera à la Directrice générale d'inscrire un point à l'ordre du jour du Conseil exécutif de l'UNESCO pour approuver les propositions de désignation visées par la décision du Conseil. Le Secrétariat de l'UNESCO informera le candidat et l'autorité nationale responsable de la décision du Conseil exécutif.
- **Retrait de la liste :** Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO sont soumis à un examen approfondi de revalidation d'adhésion tous les quatre ans. Le Conseil peut révoquer à tout moment le statut d'un géoparc mondial de l'UNESCO si celui-ci est dans l'incapacité de suivre le processus de revalidation selon les règles spécifiées ici, pour quelque raison que ce soit, ou s'il ne respecte manifestement pas les critères relatifs aux géoparcs mondiaux de l'UNESCO.

- **Fonds disponibles à la suite de l'adhésion :** Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO sont essentiellement financés par des sources extrabudgétaires, sans coût financier supplémentaire pour l'UNESCO. Le GGN doit verser à l'UNESCO une contribution volontaire annuelle d'un montant au moins équivalant à 1000 dollars américains par géoparc, pour que l'UNESCO puisse assurer la promotion des géoparcs mondiaux de l'UNESCO et organiser, favoriser et soutenir des activités de renforcement des capacités et, dans certains cas particuliers, pour couvrir les coûts de la mission d'évaluation.
- **Mécanisme pour promouvoir une plus grande coopération nationale et internationale en vue de la conservation d'un site particulier :** La collaboration nationale et internationale est obligatoire car la mise en réseau et la représentation géographique équilibrée de tous les États membres sont des principes fondamentaux des géoparcs mondiaux de l'UNESCO. L'UNESCO encourage, par le biais de son PIGG, la consolidation des réseaux régionaux des géoparcs et la mise en commun des bonnes pratiques entre les géoparcs mondiaux existants et les sites candidats. La revalidation des sites existants tient compte du niveau d'interaction au sein du GGN.

Tableau 2. Synthèse sur les quatre instruments de désignation

	Convention de Ramsar	Convention du patrimoine mondial	Programme sur l'Homme et la biosphère	Programme international pour les géosciences et les géoparcs
Nom de la désignation	Site Ramsar	Bien/site du patrimoine mondial	Réserve de biosphère	Géoparc mondial de l'UNESCO
Année de création	Adoptée en 1971	Adoptée en 1972	Lancée en 1971	Approuvé en 2015 (38 ^{ème} Conférence générale de l'UNESCO)
Objectifs principaux	Conservation et utilisation rationnelle des zones humides dans le cadre d'une contribution pour parvenir au développement durable.	Identification et conservation des sites culturels et naturels ayant une valeur universelle exceptionnelle.	Conservation de la biodiversité et du développement durable basée sur les efforts combinés des communautés locales et du monde scientifique.	Protection des sites géologiques d'importance internationale et développement économique durable des communautés locales.
Dispositions administratives	Secrétariat hébergé par l'UICN à Gland (Suisse). L'UNESCO agit à titre de dépositaire de la convention.	Géré sous les auspices de l'UNESCO. Secrétariat au siège de l'UNESCO à Paris (France).	Géré sous les auspices de l'UNESCO. Secrétariat au siège de l'UNESCO à Paris (France).	Secrétariat au siège de l'UNESCO à Paris (France).
Cadre juridique	Instrument juridiquement contraignant qui engage les pays à maintenir les caractéristiques écologiques de leurs zones humides d'importance internationale et à planifier l'utilisation rationnelle de toutes leurs zones humides.	Instrument juridiquement contraignant prévoyant la coopération internationale pour l'identification et la conservation des biens naturels et culturels les plus remarquables de la planète.	Le Cadre statutaire du Réseau mondial des réserves de biosphère fonctionne comme un « cadre juridique souple » pour le développement et la reconnaissance officielle des réserves de biosphère.	Statuts du PIGG et directives opérationnelles des géoparcs mondiaux de l'UNESCO adoptés lors de la 38 ^{ème} session de la Conférence générale de l'UNESCO.
Organes et structure de gouvernance	Régi par la COP, qui se réunit tous les trois ans, et par un comité permanent de 18 membres, l'organe exécutif interessions, qui se réunit chaque année. Le Comité permanent représente les Parties contractantes aux fins de l'application des mesures et du suivi des activités du Secrétariat.	Les États parties se réunissent en Assemblée générale biennale pour décider des questions de politique. De plus, l'Assemblée générale élit le Comité du patrimoine mondial, composé de 21 États parties, qui se réunit annuellement pour examiner les nouvelles propositions d'inscription, constater l'état de conservation des sites existants et prendre des décisions sur les questions d'administration et les enjeux politiques liés à la mise en œuvre de la Convention.	Le CIC-MAB est constitué de 34 États membres élus par la Conférence générale de l'UNESCO. Le CIC-MAB se réunit chaque année pour orienter et superviser le Programme MAB sur tous les aspects de sa mise en œuvre. Il sélectionne les nouvelles réserves de biosphère et examine les rapports périodiques sur celles qui existent déjà.	Régi par un Bureau de cinq membres et par un Conseil de 12 membres nommés par la Directrice générale de l'UNESCO sur proposition du GGN et des États membres. L'UNESCO et le GGN sont membres de droit du Bureau et du Conseil.

	Convention de Ramsar	Convention du patrimoine mondial	Programme sur l'Homme et la biosphère	Programme international pour les géosciences et les géoparcs
Conseil scientifique et technique	Le GEST fournit des orientations à la COP, au Comité permanent et au Secrétariat. Ses membres sont nommés par le Comité de surveillance du GEST tandis que le Comité permanent est responsable des travaux du GEST.	La Convention reconnaît trois organisations consultatives : l'UICN pour les sites naturels, et l'ICOMOS et l'ICCROM pour les sites culturels.	Le CCIRB conseille la Directrice générale de l'UNESCO et le CIC-MAB. Le CCIRB est composé de 12 membres qui sont choisis par la Directrice générale de l'UNESCO à titre personnel.	L'UISG donne un avis scientifique sur le contenu géologique des dossiers de candidature à la désignation de géoparc mondial de l'UNESCO.
Obligations gouvernementales	Les Parties s'engagent à assurer la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides inscrites, à intégrer l'utilisation rationnelle des zones humides à la planification nationale et à consulter les autres Parties concernant les systèmes aquatiques et les espèces partagés.	Chaque État partie s'engage à conserver non seulement le ou les bien(s) du patrimoine mondial situé(s) sur son territoire, mais aussi ceux appartenant à d'autres territoires pour les générations à venir, ce qui implique une responsabilité collective.	Les États membres s'engagent à gérer leurs réserves respectives conformément à la Stratégie de Séville, au Cadre statutaire du Réseau mondial de réserves de biosphère et au Plan d'action de Madrid pour les réserves de biosphère.	Les États membres sont tenus d'assurer que les principaux sites géologiques au sein des géoparcs mondiaux de l'UNESCO, c'est-à-dire les plus représentatifs, bénéficient d'une certaine protection juridique.
Critères d'admission des sites	La sélection des zones humides à inscrire sur la Liste est fondée sur leur importance internationale d'un point de vue écologique, botanique, zoologique, limnologique ou hydrologique selon neuf critères, convenus par les États membres, en tenant compte du caractère unique / de la représentativité ou des valeurs de leur biodiversité pour les oiseaux d'eau, les poissons et d'autres taxons.	Les biens doivent satisfaire au moins l'un des dix critères (six culturels et quatre naturels) qui incluent notamment les suivants : zones d'une beauté naturelle exceptionnelle, exemples éminemment représentatifs des grands stades de l'histoire de la Terre et des processus géologiques et biologiques en cours, et sites contenant des habitats naturels essentiels pour la conservation de la diversité biologique. Ils doivent également répondre aux exigences d'authenticité / d'intégrité et bénéficier d'un niveau adapté de protection et de gestion.	Les réserves de biosphère doivent remplir sept critères : mosaïque de systèmes écologiques représentatifs de grandes régions biogéographiques, importance pour la conservation de la diversité biologique, enjeu de développement durable, zonage spatial en vue des trois fonctions spécifiques, accords de gouvernance participative, mécanismes de gestion appropriés et mise en œuvre de programmes de recherche spécifiques.	Huit critères s'appliquent aux géoparcs mondiaux de l'UNESCO. Ils doivent prouver qu'ils ont un patrimoine géologique de valeur internationale, mais également qu'ils impliquent la communauté locale et qu'ils sont actifs dans le domaine de l'éducation, du développement durable et de la conservation.

	Convention de Ramsar	Convention du patrimoine mondial	Programme sur l'Homme et la biosphère	Programme international pour les géosciences et les géoparcs
Processus de proposition d'inscription	Chaque gouvernement national est l'unique responsable de la désignation des zones humides de son territoire pour la Liste de Ramsar, selon les critères de sélection convenus. Dans les cas où les désignations ne répondent pas clairement à ces critères, le Secrétariat lance un processus de consultation avec la Partie concernée.	Les États parties préparent un dossier de candidature et le soumettent au Centre du patrimoine mondial. Le Centre le transmet aux organes consultatifs pour une évaluation de dossier et de terrain. Ceux-ci soumettent une recommandation au Comité qui prend la décision finale concernant les inscriptions.	Les États membres soumettent un dossier de candidature au Secrétariat du MAB. Le CCIRB effectue une évaluation du dossier fournissant des recommandations au CIC-MAB et à son Bureau qui, à leur tour, examinent les dossiers de candidature, en tenant compte de ces recommandations, pour prendre une décision finale concernant l'admission du site.	Les États membres présentent directement les candidatures à l'UNESCO par le biais de l'organisme national qui les représente auprès de l'UNESCO. En l'absence d'objection de la part d'autres États membres, une mission d'évaluation sur le terrain aura lieu et sera suivie d'une recommandation du Conseil des géoparcs mondiaux de l'UNESCO. L'approbation finale sera donnée par le Conseil exécutif de l'UNESCO.
Suivi et rapports	Les Parties fournissent des rapports nationaux pour chaque COP triennale et sont tenus de signaler toute modification significative, en cours ou susceptibles de se produire, des caractéristiques écologiques de leurs zones humides inscrites sur la Liste par suite de l'intervention humaine. Les Parties contractantes sont également engagées à soumettre des rapports sur la mise en œuvre de la Convention tous les six ans.	Les États parties sont tenus de participer à des exercices de rapport périodique tous les six ans par le biais d'un questionnaire officiel en ligne. Ils doivent également répondre à des demandes spécifiques du Comité du patrimoine mondial. En effet, à tout moment de l'année, le Comité peut demander des rapports d'état de conservation en réponse à de sérieuses inquiétudes liées à la conservation et reposant sur des preuves.	Les États membres procèdent à un examen périodique de leurs sites tous les dix ans. Le CCIRB analyse les rapports et fournit des recommandations au CIC-MAB pour qu'il les valide ou les modifie. Si des menaces sont signalées sur un site, le Secrétariat demande au Comité national de soumettre un rapport sur son état de conservation.	Tous les quatre ans, les géoparcs mondiaux de l'UNESCO sont soumis à un exercice de revalidation qui implique un rapport d'étape et une inspection de terrain. Cela débouche sur le renouvellement de l'adhésion pour quatre ans ou, dans le cas où des problèmes ont été identifiés, pour deux ans à la suite desquels un nouveau processus de revalidation conduira au renouvellement ou à la perte du statut de membre.
Financement disponible	Un fonds de petites subventions est disponible pour toutes les régions, ainsi que des programmes pour les Parties du néotropical et d'Afrique. Ces subventions sont toutes destinées aux projets préparatoires, de gestion de la conservation, de renforcement des capacités, de sensibilisation et d'intervention d'urgence.	Le Fonds du patrimoine mondial géré par le Centre du patrimoine mondial finance les activités demandées par les États parties ayant besoin d'une aide internationale. La priorité est donnée aux sites les plus menacés et aux pays à revenus faibles ou intermédiaires. Ces financements sont destinés à la demande d'inscription ou à la préparation de la Liste indicative, à la conservation et à la gestion, à l'éducation et aux cas de soutien d'urgence.	Des fonds de lancement et des contributions sont disponibles pour développer des projets dans les réserves de biosphère. Deux bourses de recherche sont également disponibles : la Bourse MAB pour les jeunes scientifiques et la Bourse Michel Batisse en matière de gestion de réserve de biosphère.	L'appartenance au réseau des géoparcs mondiaux de l'UNESCO ne donne pas systématiquement le droit à un financement. Toutefois, les fonds mis à la disposition de l'UNESCO par les géoparcs mondiaux de l'UNESCO sont utilisés pour les activités de renforcement des capacités et peuvent, dans certaines circonstances, être employés pour couvrir les coûts des missions d'évaluation.

	Convention de Ramsar	Convention du patrimoine mondial	Programme sur l'Homme et la biosphère	Programme international pour les géosciences et les géoparcs
Mécanisme pour la promotion de la collaboration nationale et internationale	Le Registre de Montreux est une liste des zones humides figurant sur la Liste de Ramsar dont les caractéristiques écologiques ont été modifiées. La Mission consultative Ramsar aide à résoudre les problèmes qui rendent nécessaire l'inscription au Registre de Montreux.	Le Comité peut inscrire un bien sérieusement menacé sur la Liste du patrimoine mondial en péril. L'objectif est d'inciter à l'application rapide de mesures de conservation et d'attirer sur le bien l'attention nationale et internationale.	Des fonds extrabudgétaires peuvent être attribués pour promouvoir la conservation du site et le développement durable. Il existe également des réseaux thématiques et régionaux permettant la mise en commun des meilleures pratiques dans les réserves de biosphère.	La collaboration nationale et internationale est obligatoire. L'examen de revalidation évalue le niveau d'interaction au sein du GGN et observe si les collectivités locales travaillent ensemble sur des projets communs et sur le partage des connaissances.
Nombre de sites (au 31 octobre 2015)	2218	1031 biens, incluant 197 sites naturels, 32 sites mixtes et 95 paysages culturels.	651	120
Nombre de sites transfrontaliers (au 31 octobre 2015)	16	31, incluant 16 sites culturels, 13 sites naturels et deux sites mixtes.	15	4
Surface totale des sites désignés (hectares)	214 131 110,18	271 684 539 (229 biens naturels et mixtes)	583 127 033,31	14 623 100 (96 géoparcs mondiaux de l'UNESCO)
Superficie moyenne des sites désignés (hectares)	96 542	1 186 395,36 (229 biens naturels et mixtes)	895 740,45	152 323,95 (96 géoparcs mondiaux de l'UNESCO)
Plus d'informations	http://www.ramsar.org/fr	http://whc.unesco.org/fr	http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/biosphere-reserves/	http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/

Partie III : Gestion des sites à désignations internationales multiples (SDIM)

3. Sites à désignations internationales multiples (SDIM)

Les sections ci-dessous traitent des bénéfices comme des défis que présentent les aires ayant plusieurs désignations internationales. Cette analyse est une condition préalable pour la formulation des recommandations sur les modèles d'harmonisation des structures et de la gestion des sites à désignations internationales multiples.

3.1 Avantages des désignations multiples pour les sites

Résumé : Le fait de bénéficier de deux types de reconnaissances internationales, ou plus, comporte pour un site certains avantages. Les désignations multiples peuvent potentiellement augmenter la résilience des zones de conservation face aux pressions extérieures car elles mettent en relief leurs valeurs exceptionnelles et diverses à l'échelle mondiale. Faire le lien entre conservation et développement durable est un objectif commun aux quatre désignations qui, par ce biais, peuvent encourager l'implication des communautés locales dans la conservation de leur région. Le fait d'avoir plusieurs reconnaissances internationales accentue l'importance scientifique d'un site pour la recherche, l'éducation et la sensibilisation du public et peut être utile en termes de promotion de la collaboration transfrontalière, de jumelage de sites, de partage des connaissances et de programmes de partenariat à l'échelle mondiale. Au niveau national et international, les SDIM peuvent constituer une plateforme pour le renforcement de la coopération interinstitutionnelle. Dans de nombreux cas, les désignations multiples facilitent la collecte de fonds pour la gestion d'un site au niveau national et favorisent les financements provenant de donateurs internationaux. Enfin, les SDIM contribuent grandement à améliorer la visibilité au niveau national et le prestige mondial, ce qui peut renforcer la base économique d'une région à travers le tourisme, les dépenses des visiteurs qui en découlent et la commercialisation des produits et des services portant la marque locale.

3.1.1 Une résilience accrue face aux menaces et une protection renforcée

La conservation de l'environnement est un élément fondamental pour les quatre désignations. Pour assurer la conservation d'un site il est bien sûr essentiel de le placer sous la protection de lois et de règlements nationaux. Mais sa reconnaissance par une désignation internationale procure un degré encore plus élevé de protection. Les gestionnaires de SDIM confirment que les désignations internationales multiples peuvent renforcer la protection d'un site. Dans de nombreux cas, ce phénomène augmente la résilience du site face à l'empiètement ou aux utilisations concurrentes des terres, que ce soit l'expansion agricole, l'exploitation pétrolière ou minière, le développement immobilier et touristique, l'utilisation des zones humides pour l'irrigation, etc. Par conséquent, l'augmentation du niveau de protection de la biodiversité découlant des désignations internationales multiples d'un site est un fait avéré (par exemple Taï, un site du patrimoine mondial qui est aussi une réserve de biosphère en Côte d'Ivoire ; Ichkeul, un site Ramsar inscrit au patrimoine mondial et réserve de biosphère en Tunisie ; l'île de Jeju en République de Corée qui a les quatre désignations internationales).

Cependant, il faut signaler que les désignations internationales n'assurent pas toujours la protection à long terme des sites naturels, comme le montre le cas du sanctuaire de l'oryx arabe (Oman), qui a été retiré de la Liste du patrimoine mondial en 2007 en raison des problèmes de braconnage et parce que la taille du sanctuaire a été réduite au bénéfice de la prospection d'hydrocarbures.

3.1.2 Faire le lien entre conservation et développement durable

C'est la désignation des réserves de biosphère qui a lancé la théorie sur le besoin d'établir un lien entre la conservation de l'environnement et le développement durable au profit des communautés locales. Ce besoin a été mis en évidence dans les réserves de biosphère car elles contiennent des aires non-protégées dans lesquelles les pratiques de gestion durable des ressources sont encouragées, et qui sont généralement plus grandes que les parties protégées par la loi dans leur zone centrale. Mais les trois autres désignations sont également axées sur le développement durable. C'est le cas des biens du patrimoine mondial ou des sites Ramsar qui insistent explicitement sur l'utilisation rationnelle, du point de vue social et culturel, des zones humides. Par ailleurs, les géoparcs mondiaux de l'UNESCO prônent le développement économique durable qui est considéré comme une condition essentielle pour qu'un site

obtienne la revalidation de son statut tous les quatre ans. De fait, la preuve de la contribution des sites au développement durable est requise pour les quatre désignations dont les exigences en matière de rapports comprennent toutes des informations à ce sujet.

Un site qui concentre plusieurs désignations constitue un modèle potentiel de conservation de la nature et de développement durable. Les beaux paysages pittoresques abritant une faune et une flore abondantes, la possibilité d'observer les animaux sauvages qui y vivent et les autres activités récréatives et sportives de plein air prévues pour les visiteurs peuvent faire des SDIM une option de tourisme axé sur la nature particulièrement attrayante qui, moyennant une bonne gestion, contribuera au développement durable en procurant de nouvelles sources de revenus aux communautés locales (voir section 3.1.9 plus bas). De plus, dans de nombreux cas, on assiste à la création de nouvelles sources de revenus qui sont liées et dépendent des sites désignés, telles que la production et la commercialisation de l'artisanat traditionnel et les produits écologiques locaux (voir section 3.1.10). L'étude de cas d'Ichkeul (Tunisie) illustre ce point.

Étude de cas 1. Ichkeul (Tunisie) : réserve de biosphère, site du patrimoine mondial naturel, site Ramsar

Situation géographique et principales caractéristiques

Ichkeul se situe dans le gouvernorat de Bizerte, au nord de la Tunisie, dans une zone au climat typiquement semi-aride. Le site est constitué de marais, d'un massif isolé et boisé (Djebel Ichkeul) et surtout d'un lac d'eau douce/saumâtre (lac Ichkeul), qui est le dernier d'une chaîne de grands lacs d'eau douce qui s'étendait le long de l'Afrique du Nord. Le lac a un fonctionnement hydrologique très spécifique basé sur une alternance saisonnière des niveaux d'eau et de la salinité : pendant la saison humide (septembre à avril), les zones de captage environnantes alimentent le lac en eau douce ; pendant la saison sèche (juin à août), lorsque le niveau du lac est bas, l'eau salée de la lagune de Bizerte se jette dans le lac Ichkeul. La zone d'Ichkeul est constituée de trois unités de paysages : le lac lui-même s'étend sur 8500 ha ; les marais occupent environ 2737 ha de jonchère qui représentent une source importante de nourriture pour les oies cendrées ; et un massif (*Djebel*) constitué de roches du Trias et du Jurassique atteignant 511 m au-dessus du niveau de la mer. La zone humide d'Ichkeul est l'un des sites les plus importants de la région méditerranéenne pour l'hivernage de la faune aquatique paléarctique, où jusqu'à 300 000-400 000 canards, oies et foulques ont été recensés simultanément.

Lac Ichkeul et montagne dans le Parc national de l'Ichkeul © UICN Hichem Azafaf

Désignations nationales et internationales

Dès 1890, Ali Pacha Bey, gouverneur de Tunisie à l'époque, signa un décret assurant la protection des zones côtières du lac Ichkeul. Plusieurs autres décrets ont suivi, aboutissant à la création du Parc national de l'Ichkeul en 1980 avec sa superficie

actuelle de 12 600 ha. Trois ans plus tôt, en 1977, l'UNESCO avait désigné la réserve de biosphère d'Ichkeul qui s'étendait sur 14 100 ha et comprenait des zones habitées avec une population résidente d'environ 350 personnes. En 1980, année de la création du parc national, Ichkeul est également devenu un site du patrimoine mondial naturel et un site Ramsar, les surfaces de ces deux désignations internationales coïncidant pratiquement avec l'étendue du parc national qui couvre 12 600 ha.

Entrée du parc national de l'Ichkeul avec son logo national et les trois logos internationaux © Thomas Schaaf

Observation des oiseaux au centre d'accueil d'Ichkeul © Thomas Schaaf

Conservation et développement durable

Les trois désignations internationales ont considérablement augmenté la visibilité et la reconnaissance de ce site. Grâce à ces désignations et à leurs organisations mères, des fonds ont été obtenus pour financer des projets de conservation et de sensibilisation centrés sur l'environnement. Par ailleurs, différents projets axés sur les communautés ont pu être subventionnés, tels que la production et la commercialisation de produits locaux comme le miel, les câpres et les huiles végétales. L'écotourisme est l'un des atouts majeurs du site d'Ichkeul. Autour du parc, plusieurs projets d'infrastructure et des initiatives pour le tourisme ont été mis en place : un centre d'accueil, des restaurants, des gîtes ruraux, des itinéraires en voiture à cheval, des stations d'observation des oiseaux, des pistes de randonnée et de vélo de montagne. Une unité spéciale d'élevage de buffles d'eau a été créée afin de reconstituer un troupeau dont l'origine remonte au moins au 19^{ème} siècle. Les aires protégées (y compris les sites de la liste de la Convention de Ramsar et du patrimoine mondial) et la réserve de biosphère, qui est plus vaste, sont considérées comme un outil de développement pour la région. C'est dans cette optique qu'une unité de gestion autonome avec son propre budget a été créée pour chercher des solutions et des accords juridiques aux questions d'utilisation du territoire, parfois conflictuelles, avec toutes les parties prenantes concernées (administration du parc, communautés locales, bergers et éleveurs de bétail, ONG et société civile en général). En outre, les désignations internationales ont contribué à donner au site davantage de pouvoir pour résister à d'autres utilisations des terres, et notamment à l'empiètement agricole et urbain.

Cependant, les pressions sur l'accès à l'eau sont nombreuses et découlent tant des besoins de l'agriculture, des bergers et de l'industrie que du volume d'eau douce nécessaire pour la consommation humaine. Le fonctionnement écologique du système lac-marais est largement déterminé par les apports d'eau douce de l'amont et les échanges avec l'eau de mer en aval, eux-mêmes soumis à la forte variabilité naturelle intra et interannuelle des précipitations qui caractérise les climats méditerranéens. La gestion de l'eau du système lac-marais est donc un élément clé dans la gestion de l'écosystème et elle a été facilitée par la construction d'un barrage de régulation entre le lac d'Ichkeul et la lagune d'eau salée de Bizerte.

Cependant, il convient de signaler que, au sein des SDI, toutes les activités économiques ne peuvent pas s'inscrire dans la dynamique du développement durable. Dans ce cadre, le Comité du patrimoine mondial a adopté une position sans équivoque en établissant que la prospection et l'exploitation pétrolière, gazière et minière sont incompatibles avec le statut de bien du patrimoine mondial car ces activités ont des incidences négatives sur la valeur universelle exceptionnelle du bien en question. Cette position a également été largement approuvée par le secteur privé.

3.1.3 Impliquer les communautés locales dans la conservation et le développement durable

La sensibilisation et l'implication des communautés locales dans la conservation des sites est un objectif commun aux quatre désignations internationales. Quand, souvent après des années de préparation, la reconnaissance internationale est accordée à une zone, les communautés locales réagissent en général avec un grand enthousiasme. Par exemple, lorsque le vignoble en terrasses de Lavaux (Suisse), au bord du lac Léman, a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 2007, toutes les cloches des églises du canton de Vaud ont sonné pour fêter l'événement. Lorsque les valeurs spécifiques et la beauté d'une région sont reconnues à l'échelle mondiale, la communauté en retire souvent une certaine fierté et cela favorise un sentiment d'identité locale. Il convient néanmoins de remarquer qu'il peut y avoir une résistance de la part des communautés locales face à la désignation internationale, au moins lors des premières étapes, au moment où le site est proposé pour l'inscription ou juste après que la reconnaissance internationale ait été accordée. Dans les cas les plus difficiles, les collectivités locales peuvent aller jusqu'à s'opposer à la désignation, parfois à cause d'un manque de respect pour les points de vue et les droits des communautés et des peuples autochtones dans le cadre du processus (la section 3.2.13 aborde cet aspect plus en détail).

Les SDIM peuvent augmenter considérablement le potentiel de sensibilisation et d'implication des communautés locales en matière de conservation et de développement durable. Le fait que non seulement un, mais plusieurs organismes internationaux aient reconnu l'importance d'un site spécifique peut contribuer à encourager les communautés à s'impliquer dans sa conservation car, grâce aux désignations internationales multiples, elles reconnaissent et prennent davantage conscience des valeurs et de l'importance de leur propre région. De plus, les SDIM représentent une opportunité de conserver et de promouvoir les connaissances et les pratiques locales et traditionnelles qui peuvent être transmises à l'échelle de la communauté internationale.

L'implication et la collaboration des communautés locales et autochtones est extrêmement importante pour la gestion à long terme, la gouvernance et la conservation des SDIM. Sans leur implication, leur participation et leurs efforts, les sites Ramsar et du patrimoine mondial, les réserves de biosphère et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO ne peuvent pas conserver leur intégrité. Par conséquent, les sites doivent être gérés dans le respect des normes internationales pour les communautés et les droits et, en outre, les bénéfices obtenus grâce à la reconnaissance internationale doivent aussi être équitablement partagés avec les communautés locales. Cela reflète la politique internationale actuelle en matière de conservation et les bonnes pratiques qui reconnaissent que l'implication des communautés locales et autochtones est un facteur d'efficacité pour la gestion des aires protégées qui permet une meilleure gouvernance.¹⁹ Outre l'amélioration

¹⁹ G. Borriini-Feyerabend, N. Dudley, T. Jaeger, B. Lassen, N. Pathak Broome, A. Phillips et T. Sandwith (2013). *La gouvernance des aires protégées : de la compréhension à l'action*. Lignes Directrices sur les meilleures pratiques pour les aires protégées n° 20. Gland, Suisse : UICN.

des résultats de conservation, la répartition des pouvoirs et des bénéfices de la conservation sont des éléments importants dans le cadre des approches de la conservation axées sur les droits. À cet égard, la valorisation du rôle des communautés locales dans la gestion et la conservation des biens du patrimoine mondial a été officiellement établie par le Comité du patrimoine mondial en 2007, lors de sa 31^{ème} session (à Christchurch, en Nouvelle-Zélande), comme l'un de ses Cinq objectifs stratégiques pour la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial (Décision 31 COM 13B).²⁰ Il semble que l'importance accordée par les SDI aux communautés, aux peuples autochtones et à leurs droits soit en bonne voie pour continuer d'augmenter à l'avenir et que, par conséquent, les SDIM seront considérés comme des modèles d'application exemplaire des normes dans ce domaine.

3.1.4 Importance accrue de la recherche, l'éducation et la sensibilisation du public

Les sites à désignations internationales multiples sont particulièrement susceptibles d'attirer des chercheurs pour qu'ils y mènent des études de terrain. Il est évident que les experts en sciences naturelles trouvent sur ces sites des conditions excellentes pour étudier la structure, le fonctionnement et les dynamiques de l'écosystème, mais les experts en sciences sociales, qui font des recherches sur les interactions entre les personnes et leur environnement naturel, ou qui s'intéressent aux mécanismes de gouvernance à travers la participation des communautés locales à la gestion des sites, trouveront également dans les SDIM des sujets d'étude denses, de même que les économistes qui veulent évaluer l'importance économique de ces sites pour l'économie locale, régionale et nationale.

Un autre avantage est le regain d'intérêt des communautés locales comme des visiteurs qui souhaitent en savoir plus sur les valeurs naturelles et culturelles contribuant aux différents niveaux de reconnaissance internationale (comme cela a été signalé, par exemple, dans le cas des parcs nationaux de Comoé et de Taï en Côte d'Ivoire, tous deux sites du patrimoine mondial et réserves de biosphère). Cela peut conduire à la mise en place de programmes d'éducation pour les écoles, mais aussi d'éducation non-formelle, sur la nécessité de protéger ces sites et les différents services écosystémiques qu'ils procurent. Outre les programmes d'éducation à l'environnement, ces zones constituent un cadre idéal pour l'éducation au développement durable en général. Des activités de plein air telles que l'observation de la faune et la pratique des sports de nature, l'enseignement des pratiques de conservation et de réhabilitation environnementale, les visites d'entreprises privées et publiques qui pratiquent le développement durable en produisant et en commercialisant des produits écologiques et l'enseignement des avantages de l'énergie renouvelable, ne sont que quelques exemples de ce que la plupart de ces sites peuvent offrir au public. Les jeux de matériel d'éducation environnementale (comme ceux conçus par le Programme MAB²¹ et le Centre du patrimoine mondial)²² ou les trousseaux à outils pour la réduction des risques (actuellement en phase d'élaboration pour les aires désignées de l'UNESCO) peuvent être utiles pour tous les SDIM

Étudiants jouant une pièce de théâtre d'éducation environnementale à la Mare aux Hippopotames, réserve de biosphère et site Ramsar (Burkina Faso) © Thomas Schaaf

²⁰ Voir <http://whc.unesco.org/archive/2007/whc07-31com-7aadd3f.pdf>.

²¹ Voir <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/ecological-sciences/capacity-building-and-partnerships/educational-materials/> (en anglais).

²² Voir <http://whc.unesco.org/fr/educationkit/>.

3.1.5 Coopération internationale et partage des connaissances

D'une manière générale, les SDIM sont une plateforme idéale pour renforcer la coopération entre les sites dans différentes parties du monde. Les quatre désignations présentent des mécanismes qui permettent l'inscription d'aires en tant que sites transfrontaliers. Ce modèle, adapté pour les régions frontalières avec des écosystèmes partagés, favorise la paix et les bonnes relations entre les pays.²³ En outre, les accords de réseaux et de jumelages pour la recherche conjointe et le partage des connaissances sont largement encouragés par les quatre organismes de désignation. Les autorités gouvernementales responsables des zones protégées peuvent se servir de leur reconnaissance internationale comme d'un canal adéquat pour favoriser la collaboration diplomatique et politique sur la scène internationale.

Au 31 octobre 2015, il existe 50 sites transfrontaliers : quatre géoparcs mondiaux de l'UNESCO, 15 sites naturels et mixtes du patrimoine mondial, 15 réserves de biosphère et 16 sites Ramsar. Les sites transfrontaliers, en offrant un outil de gestion conjointe, peuvent contribuer à éviter les différences, voire les conflits, dans les pratiques de gestion et d'utilisation des terres. De plus, ils sont la manifestation officielle de la volonté politique des pays de coopérer à la conservation et à l'utilisation durable des ressources naturelles par le biais d'une gestion harmonisée des écosystèmes partagés dans un cadre binational, voire trinational. Mais les sites transfrontaliers permettent surtout le partage des informations et des connaissances entre les équipes de gestion pour mieux affronter des menaces telles que le braconnage et le trafic illicite de la faune, comme en témoigne l'étude de cas sur la région du W au Niger, Bénin et Burkina Faso.

Étude de cas 2. Région du W (partie appartenant au Niger) : site Ramsar, site du patrimoine mondial naturel, réserve de biosphère (partie de la réserve de biosphère transfrontalière entre le Bénin, le Burkina Faso et le Niger)

Situation géographique et principales caractéristiques

Vu du ciel, le fleuve Niger, qui coule entre les frontières du Bénin, du Burkina Faso et du Niger, forme deux méandres représentant la lettre « W » qui a donné à la région son nom particulier. La partie nigérienne de la région du W se trouve à 150 km au sud-est de Niamey, dans une zone de transition entre les régions biogéographiques soudano-guinéenne, soudanaise et sahéliennes et présente, de ce fait, une biodiversité riche. Les savanes, les terres forestières et les galeries forestières constituent les principaux écosystèmes importants. La région abrite l'une des populations d'ongulés les plus importantes d'Afrique de l'Ouest et ses espèces de plantes sauvages présentent également un grand intérêt pour la conservation et la recherche génétique. Le fait que le parc soit adjacent à d'autres aires protégées au Bénin et au Burkina Faso est essentiel pour la survie des espèces qui ont besoin de vastes habitats pour leurs migrations saisonnières.

Parc national du W, Niger © Roland (CC BY-SA 2.0)

²³ M. Vasilijević, K. Zunckel, M. McKinney, B. Erg, M. Schoon et T. Rosen Michel (2015). *Conservation transfrontalière : une approche systématique et intégrée*. Lignes Directrices sur les meilleures pratiques pour les aires protégées n° 23. Gland, Suisse : UICN.

Désignations nationales et internationales

En 1954, la région a été déclarée *Parc national du W du fleuve Niger*. En 1987, le site a reçu la désignation de site Ramsar, sous le nom de *Parc national du W*, avec une superficie de 220 000 ha. Neuf ans plus tard, en 1996, le parc national a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial naturel avec la même superficie de 220 000 ha. Cette année-là, le site a également reçu la désignation de réserve de biosphère de la Région du W du Niger de l'UNESCO, et, en 2002, il est devenu la première réserve de biosphère transfrontalière d'Afrique, avec le Bénin et le Burkina Faso, sous l'appellation de réserve de biosphère transfrontalière de la région du W. À l'heure actuelle, il s'agit de la plus grande réserve de biosphère transfrontalière d'Afrique, avec une superficie totale de 3 122 313 ha. Depuis que le site s'est agrandi, en 2002, la partie nigériane de la réserve couvre un total de 728 000 ha (comprenant le parc national de 220 000 ha qui constitue sa zone centrale). Les différentes désignations internationales du site sont justifiées par trois raisons principales : pour affronter et résoudre plusieurs pressions anthropogéniques et menaces pesant sur la région, pour conserver les services écosystémiques et de biodiversité, et pour dépasser les limitations des aires protégées conventionnelles.

Coopération transfrontalière

La multiplicité des désignations : Ramsar, patrimoine mondial et réserve de biosphère, a nettement augmenté la visibilité de la région du W à l'échelle nationale et internationale. Grâce à la reconnaissance internationale du site et au fait que le complexe du W soit inscrit comme réserve de biosphère transfrontalière trinationale, la collaboration directe entre les trois pays voisins et les échanges d'informations (par exemple, sur la gestion du site et la recherche écologique) sont devenus des pratiques courantes, ce qui est profitable pour les trois pays. Le site participe également au partage des connaissances au niveau régional, notamment à travers le réseau AfriMAB.

De plus, les désignations internationales ont apporté la stabilité et attiré des investisseurs et des organismes donateurs pour financer des projets sur la conservation de l'environnement et le développement durable. Le tourisme dans la région du W s'est développé, attirant des visiteurs de l'étranger. Un certain nombre de projets, intégrant l'utilisation durable des ressources naturelles, la conservation de la diversité biologique et le développement communautaire, ont eu une incidence positive sur l'économie locale et l'intégrité de l'environnement. Les collectivités locales ont également bénéficié d'opportunités entrepreneuriales qui ont été renforcées par les différents facteurs mentionnés ci-dessus.

Parc national du W, Niger © Mathieu Dessus (CC BY-SA 2.0)

Néanmoins, certains des défis habituels subsistent. Les principaux problèmes restent le braconnage, l'abattage des éléphants pour leurs défenses, le pastoralisme illégal dans les zones protégées, l'extension des zones agricoles et la dégradation des conditions environnementales provoquée par le changement climatique. Au niveau du site, un réseau permanent de patrouilles des gardes nationaux et régionaux devrait être mis en place pour permettre de réduire les activités illégales (comme le braconnage d'ivoire) de part et d'autre des frontières nationales. La nature transfrontalière du complexe du W devrait faciliter la mise en place de ce réseau et contribuer à la motivation des gardes et à une application plus rigoureuse des lois et des normes et réglementations environnementales. L'utilisation du logiciel SMART, ou Spatial Monitoring and Reporting Tool (un outil de surveillance spatiale et de rapports), pour le traitement et l'analyse des informations relatives au braconnage sera un atout supplémentaire dans ce processus.

Éléphants dans le parc national du W, Niger © Roland (CC BY-SA 2.0)

Les accords de jumelage et les partenariats Nord-Sud entre les sites (par exemple sur les voies de migration des oiseaux migrateurs pour les sites Ramsar et du patrimoine mondial ou le Réseau de sites marins du patrimoine mondial) et les projets communs de formation et de recherche au sein des réseaux régionaux et thématiques du Programme MAB sont d'autres mesures qui ont été prises afin de renforcer la collaboration horizontale pour la mise en commun des données et des informations sur la gestion des sites. Le Formulaire d'examen périodique des réserves de biosphère souligne la fonction de mise en réseau des réserves de biosphère. Le processus de revalidation des géoparcs mondiaux de l'UNESCO inclut l'évaluation du niveau d'interaction au sein du GGN, du travail mené en collaboration avec les communautés locales sur des projets communs et de l'échange des connaissances.

3.1.6 Consolidation de la coordination institutionnelle et des partenariats

Au niveau national et international, le fait d'avoir plusieurs désignations internationales est un grand atout pour optimiser la coordination institutionnelle et mettre en œuvre des programmes de partenariat. En effet, le partage de la responsabilité d'un site Ramsar ou du patrimoine mondial, d'une réserve de biosphère ou d'un géoparc mondial de l'UNESCO, offre aux différentes autorités gouvernementales un cadre d'action commun pour la gestion du site au niveau national. Les commissions nationales de l'UNESCO des trois désignations de l'UNESCO devraient être encouragées à jouer un rôle de coordination dans ce sens en impliquant, lorsque cela est nécessaire, d'autres organismes nationaux et ONG clés.

Au niveau international, les quatre secrétariats (Secrétariat de la Convention de Ramsar, Centre du patrimoine mondial, Secrétariat du MAB et Secrétariat pour les géoparcs mondiaux de l'UNESCO) trouvent un terrain d'entente pour l'échange d'informations, en particulier pour se lancer dans des projets et des activités conjoints (voir, par exemple, l'encadré de la section 1.3 de ce manuel - Projet de recherche : Impacts du changement global sur les réserves de biosphère et les sites du patrimoine mondial en montagne). Cela implique de mener des missions de suivi conjointes (qui ont déjà été mises en places dans certains sites de la Liste de Ramsar et de celle du patrimoine mondial) ou d'organiser des formations ponctuelles pour les gestionnaires de sites. Il existe une marge évidente pour consolider la collaboration entre les quatre secrétariats dans ce domaine, et les auteurs espèrent que ce manuel va montrer le chemin pour renforcer les liens de collaboration au profit des SDIM. Des mécanismes de coordination pour faciliter la collaboration devraient être créés en vue d'aider la coopération horizontale entre les différents sites, entre les différentes autorités nationales et entre les quatre secrétariats et leurs organes de direction.

3.1.7 Assurer un financement national et international

Certains gestionnaires de sites ont signalé que lorsqu'un site reçoit plusieurs désignations internationales il devient plus facile d'obtenir des fonds au niveau national pour améliorer sa gestion. Cela s'applique, en général, aussi bien aux pays développés qu'aux pays en développement. Mais, ce qui est plus important encore pour les pays en développement, cela facilite l'accès à l'aide financière et technique internationale d'organismes d'aide multilatérale comme le Fonds pour l'environnement mondial, ou FEM²⁴ (administré par la Banque mondiale, le PNUD et le PNUE), ou de sources bilatérales, de fondations privées et d'ONG environnementales. Du point de vue des donateurs, les SDIM sont intéressants pour plusieurs raisons : leur valeur mondiale pour la conservation de la biodiversité a été prouvée par une série de processus de sélection rigoureux, la reconnaissance internationale multiple est généralement un gage de stabilité pour les investisseurs étrangers et les organismes d'aide et les quatre désignations soutiennent le développement durable au profit des communautés locales. De nombreux plans de gestion des SDIM ont un caractère global et abordent des questions environnementales et sociétales. Mettre en avant l'importance de la conservation comme outil pour le développement durable est un excellent argument du point de vue des pays en développement, qui recherchent des fonds auprès de donateurs internationaux, mais aussi pour les organismes donateurs et les ONG, qui ont ainsi la garantie que leur argent est utilisé à bon escient. Le delta du Saloum au Sénégal, avec trois désignations internationales, est un exemple de cette situation

Étude de cas 3. Delta du Saloum (Sénégal) : réserve de biosphère, site Ramsar, paysage culturel du patrimoine mondial

Mangroves dans le Delta du Saloum, Sénégal © Jean-Marc Liotier (CC BY-SA 2.0)

Situation géographique et principales caractéristiques

Situé à la frontière avec la Gambie et à 150 km environ au sud-est de Dakar, le Delta du Saloum est formé par les bras de trois fleuves : le Saloum, le Diombos et le Bandiala. Ce site se caractérise par des canaux d'eau saumâtre baignant plus de 200 îles et îlots, des marais, des dunes de sable, des forêts sèches, un milieu marin atlantique et par ses rives et ses côtes de mangroves. On

²⁴ Voir <https://www.thegef.org/gef/> (en anglais).

Delta du Saloum, Sénégal © Jean-Marc Liotier (CC BY-SA 2.0)

y distingue trois écosystèmes principaux : un écosystème terrestre avec une faune de taille moyenne et grande (singes, antilopes, phacochères, etc.) ; un écosystème de delta avec des mangroves qui abrite une grande variété d'amphibiens et qui est le principal lieu de reproduction, de nidification et de repos des oiseaux aquatiques et des poissons ; et un écosystème marin avec une grande variété de poissons et de crustacés ainsi qu'une série de petites îles et de bancs de sable qui sont des zones de reproduction importantes pour les tortues de mer et les oiseaux.

Désignations nationales et internationales

Les enjeux écologiques et économiques ont joué un rôle important en faveur de la création du Parc national du delta du Saloum (1976) qui s'étend sur 76 000 ha. La réserve de biosphère du delta du Saloum a été désignée en 1980. Elle inclut le parc national, qui constitue sa zone centrale, ainsi que des zones terrestres supplémentaires et des plaines inondables, et sa superficie totale s'élève à 180 000 ha. Quatre ans plus tard, le site a reçu une deuxième désignation internationale en tant que site Ramsar du delta du Saloum, avec une superficie de 73 000 ha. En 2008, le premier site Ramsar transfrontalier d'Afrique est né de l'union du Parc national du delta du Saloum, au Sénégal, et du Parc national Niumi, en Gambie. En 2011, le delta du Saloum a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial comme paysage culturel avec un territoire très vaste (145 811 ha), car le site comprend 218 amas de coquillages, dont certains mesurent plusieurs centaines de mètres de longs, qui ont été construits par les habitants du site à travers les âges. Sur ces amas, on dénombre 28

sites funéraires en forme de tumulus dans lesquels des objets remarquables ont été découverts et qui témoignent de l'histoire millénaire du peuplement humain le long des côtes d'Afrique de l'Ouest.

Obtenir un soutien international

L'obtention de fonds pour renforcer la conservation du site a été facilitée tant par sa désignation nationale comme parc national que par les désignations internationales. La désignation du premier site Ramsar transfrontalier d'Afrique souligne l'importance de l'ensemble de la région à l'échelle internationale. Un certain nombre de projets parrainés par plusieurs organisations et ONG différentes (notamment l'UNESCO, l'UICN, WWF, Wetlands International et BirdLife International) aident les gestionnaires du delta du Saloum à mettre en place des programmes de conservation de l'environnement et des initiatives de développement durable au profit des résidents locaux. Leurs objectifs prioritaires sont la lutte contre le braconnage, la pêche illégale, la surexploitation des espèces ligneuses (mangroves) et des huîtres, et l'extraction de sable marin et de coquillages. Grâce à la conjugaison des efforts nationaux et internationaux, plusieurs autres activités génératrices de revenus ont été mises en place : acquisition et installation de ruches pour l'apiculture avec infrastructure de fabrication de miel, procédés d'ostréiculture modernes plus économiques et culture maraîchère. Concernant les mesures de conservation de l'environnement, des ceintures pour la prévention des incendies ont été créées afin de lutter contre la propagation des feux de brousse, et des mangroves ont été replantées dans certaines zones où elles avaient considérablement diminué. Avec l'aide de nouveaux « écogardes », les patrouilles et la surveillance des zones écologiquement sensibles se sont considérablement améliorées et ont contribué à faire prendre conscience aux habitants du delta de l'importance de la protection de l'environnement. Par ailleurs, des projets de recherche ont permis de mieux comprendre le comportement des espèces locales (par exemple, le suivi des oiseaux grâce à des dispositifs GPS pour suivre leurs itinéraires au sein de leurs aires d'alimentation).

Cependant, la plupart des projets dont le financement provient de l'étranger sont limités par nature dans leur durée et leur portée et, avec ses ressources financières limitées, un pays en développement ne peut pas assumer les nombreuses mesures nécessaires pour garantir l'intégrité environnementale du delta du Saloum. Des programmes et des projets de partenariat permanents sont donc nécessaires, notamment pour faire face aux effets du changement climatique qui ont déjà provoqué une baisse des précipitations, augmenté l'érosion côtière, diminué la couverture végétale et causé l'infiltration d'eau salée dans les aquifères du delta.

3.1.8 Une visibilité et un prestige accrus

Lorsqu'un site a été désigné à l'échelle internationale au titre de sa valeur pour la conservation de l'environnement et le développement communautaire, il est reconnu au niveau national comme sur la scène mondiale. Le prestige international est souvent la principale motivation qui amène à proposer un site pour son inscription sur la Liste du patrimoine mondial car cette désignation est un gage de la valeur universelle exceptionnelle de la zone.²⁵ C'est un raisonnement semblable, peut-être dans une moindre mesure, qui pousse à inscrire un site sur les listes de la Convention de Ramsar, du réseau mondial des réserves de biosphère et du réseau mondial des géoparcs.

Lorsqu'un site a été reconnu au titre de deux, trois, voire de quatre désignations internationales, cela signifie que la zone est réputée pour une multitude de valeurs, ce qui lui confère un prestige exceptionnel. Ainsi, l'inscription sur la Liste de Ramsar témoigne de l'importance d'une zone humide à l'échelle internationale. La désignation d'un site comme géoparc mondial de l'UNESCO signifie qu'il donne accès à des caractéristiques géologiques intéressantes dans le contexte d'un ou plusieurs géotopes. La reconnaissance d'un site comme réserve de biosphère met en évidence le succès de sa conservation environnementale confortée par des mesures de développement durable et des études scientifiques, et la Liste du patrimoine mondial atteste de l'unicité d'une zone au titre de sa valeur universelle exceptionnelle. Les différentes valeurs sont complémentaires entre elles et, combinées, elles peuvent indiquer un lieu hors du commun à l'échelle de la planète.

Encore plus important, la plus grande visibilité et le prestige des SDIM au niveau mondial peuvent avoir une incidence primordiale au niveau local et national. En effet, ils peuvent non seulement procurer un motif de fierté aux communautés locales, mais également constituer une plateforme plus solide qui leur permettra de collaborer avec les autorités locales et de participer à la gestion et au partage des bénéfices. Ceci est particulièrement important dans le cas de sites sur lesquels vivent des communautés autochtones (voir Section 3.1.3 pour plus d'informations).

Remise de prix à la réserve de biosphère Salzburger Lungau & Kärntner Nockberge (Autriche) © Thomas Schaaf

²⁵ Ceci est la réponse claire qui a été donnée à la question sur les raisons qui poussent les États parties à proposer des sites pour leur inscription sur la Liste du patrimoine mondial, posée par le Groupe consultatif lors de la 39ème Session du Comité du patrimoine mondial à Bonn (Allemagne, 28 juin – 8 juillet 2015), dans le cadre de son analyse du Deuxième cycle de soumission de rapports périodiques sur les biens du patrimoine mondial pour la région Europe. Les avantages que procure l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial ont été cités dans l'ordre suivant : consolidation du prestige, augmentation du tourisme/utilité publique, protection accrue, renforcement de la reconnaissance de la communauté et de la conservation.

3.1.9 Promotion des sites comme destinations touristiques

L'accumulation de différentes désignations internationales, lorsqu'elle est judicieusement gérée en respectant l'harmonie de la conservation du site, peut se traduire par des avantages économiques durables. Notamment, la promotion du site auprès des visiteurs et des touristes peut créer de nouveaux emplois et des sources de revenus alternatives, ce qui est positif pour l'économie nationale, en général, et en particulier pour les communautés locales (même si cela peut poser de graves problèmes aux sites comme le montre la section 3.2.12). Les sites naturels du patrimoine mondial, les sites Ramsar, les réserves de biosphère et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO se trouvent, pour la plupart, au cœur de paysages naturels pittoresques avec des traditions culturelles vivantes, ce qui leur permet de s'impliquer dans l'organisation d'activités écotouristiques avec une visibilité remarquable. L'importance du tourisme pour les SDIM a amené certains organes de désignation à créer des programmes de soutien comme, par exemple, le Programme de tourisme durable du patrimoine mondial de l'UNESCO.²⁶

Plusieurs études (principalement sur les sites du patrimoine mondial et les réserves de biosphère) ont révélé que la désignation internationale d'un site entraîne une augmentation du nombre de visiteurs nationaux et de touristes étrangers. Le tourisme durable peut entraîner la création d'emplois locaux, inciter à prendre des mesures en faveur de la conservation (qui font du site une ressource touristique), et aider à financer la conservation du site. Enfin, cette activité peut entraîner un phénomène souvent qualifié d'« effet secondaire souhaité » des désignations internationales, quand il n'est pas considéré comme l'une des motivations principales pour demander ce statut : le renforcement des économies locales et nationales par le biais des dépenses des visiteurs, et ses retombées qui assurent des flux de paiement directs et tangibles, dont la valeur monétaire est facile à évaluer, vers les régions de l'aire protégée.²⁷ L'île de Jeju (République de Corée) par exemple, qui porte les quatre désignations internationales, a enregistré une augmentation du nombre de visiteurs sur chacune des années où elle a obtenu une nouvelle désignation internationale (voir Partie V du manuel pour cette étude de cas).

Il est néanmoins important de remarquer que les bénéfices économiques découlant du tourisme doivent aller de pair avec une communication globale et une stratégie de marque ayant pour objectif la sensibilisation des visiteurs, comme des opérateurs touristiques et des autres prestataires de services de tourisme, sur les valeurs spécifiques de chaque désignation internationale et sur la combinaison de leurs valeurs ajoutées ainsi que sur l'importance de la conservation du site.

Démonstration de chasse à l'aigle traditionnelle à Issyk-Kul, réserve de biosphère et site Ramsar (Kirghizistan) © Thomas Schaaf

²⁶ Voir <http://whc.unesco.org/fr/tourisme/>.

²⁷ Voir, par exemple, M. Mayer et H. Job (2014). 'The economics of protected areas – a European Perspective'. (*L'économie des aires protégées - une perspective européenne.*) *Zeitschrift für Wirtschaftsgeographie* (Le journal allemand de la géographie économique) 58(2-3) : 73-97.

Selon l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT), le tourisme est l'un des secteurs d'exportation qui connaît la croissance la plus forte et la plus rapide au monde, contribuant à hauteur de 9 % au PIB mondial et représentant un emploi sur 11 à l'échelle de la planète.²⁸ Engager les entreprises dédiées au tourisme sur une voie plus durable permettra de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, en plus de favoriser le développement local et de contribuer à la réduction de la pauvreté, tout en sensibilisant la population et en promouvant le soutien de la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable des ressources naturelles.²⁹

Étude de cas 4. Cordillère de Talamanca (Costa Rica) : réserve de biosphère, site du patrimoine mondial naturel, site Ramsar

Situation géographique et principales caractéristiques

La cordillère de Talamanca s'étend le long de la frontière entre le Costa Rica et le Panama. Elle comprend un complexe d'aires protégées d'une superficie totale de plus d'un million d'hectares de territoire protégé, ce qui en fait l'un des principaux vestiges de forêt naturelle en Amérique centrale. Le fort gradient altitudinal, entre 150 m et 3820 m, et les différentes conditions environnementales qui caractérisent ce site ont créé un large éventail d'écosystèmes comprenant la forêt tropicale de plaine, la forêt de montagne, la forêt de nuage, la forêt de chêne et les tourbières d'altitude. Le site comprend également l'unique écosystème de l'isthme de

paramo, prairie alpine tropicale rare, de toute l'Amérique centrale. Son emplacement, qui a permis les croisements entre la faune et la flore d'Amérique du Nord et du Sud, et sa situation isolée depuis des millénaires, ont favorisé un niveau exceptionnel de spéciation et d'endémisme. En outre, la majeure partie de l'aire protégée est entourée de colonies de peuples autochtones appartenant à différents groupes ethniques, ce qui en fait une région de grand intérêt culturel.

Quetzal resplendissant (*Pharomachrus mocinno*) dans la cordillère de Talamanca. © Luis Sánchez Arguedas

Désignations nationales et internationales

En 1982, les aires protégées de Talamanca ainsi que les territoires autochtones et certaines communautés rurales ont été reconnus au niveau international dans le cadre de la réserve de biosphère La Amistad, sur une superficie de 584 592 hectares. L'année suivante, la région a été désignée bien naturel du patrimoine mondial au Costa Rica. Plus tard, en 1990, le Parc national La Amistad (Panama), qui est contigu, a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en tant qu'extension du bien costaricain. Aujourd'hui, les Réserves de la cordillère de Talamanca-La Amistad / Parc national La Amistad (507 045 ha) constituent l'un des rares sites du patrimoine mondial transfrontalier sur le continent américain, et de grands efforts conjoints sont déployés pour sa gestion. En 2003, *Turberas de Talamanca* a également été inscrit sur la Liste

²⁸ Voir http://cf.cdn.unwto.org/sites/all/files/factsheet_june2015_fr.pdf.

²⁹ Voir <http://cf.cdn.unwto.org/sites/all/files/docpdf/greeneconomy2.pdf> (en anglais).

de Ramsar. Ce site est constitué de 192 520 ha de zones humides de haute altitude comprenant des lacs glaciaires, des tourbières et des tourbières ombrotrophes situés entre 2600 m et 3600 m d'altitude. Les aires protégées de cette région sont réparties en trois unités de gestion : l'aire de conservation La Amistad-Pacífico, l'aire de conservation La Amistad-Caribe et l'aire de conservation Pacífico Central, qui font partie du Système national des aires de conservation sous l'égide du Ministère de l'Environnement du Costa Rica.

Tourbières de haute altitude dans le Parc national Tapantí-Macizo de la Muerte, dans le site Ramsar Turberas de Talamanca © Luis Sánchez Arguedas

Tourisme et développement communautaire

Le fait d'avoir plusieurs désignations internationales, reconnues par la loi dans le cas du Costa Rica, confère à ce site un statut juridique particulier qui oblige l'État à mener les actions nécessaires pour assurer une gestion correcte du site et garantir le bon fonctionnement de ses services écosystémiques sur le long terme.

Des milliers de touristes internationaux, souvent attirés par ces désignations, visitent la région chaque année. De nombreux services sont donc nécessaires, ce qui profite à l'économie locale. De fait, dans une étude portant notamment sur le Parc National Chirripó, qui appartient à cette région, il a été déterminé que pour chaque *colón* reçu par l'État grâce aux visites touristiques, un autre est investi dans les services nécessaires pour développer ce secteur. Ce parc abrite la première concession de services touristiques du pays, qui est entièrement gérée par des organisations constituées de membres de la communauté locale et dont les bénéfices sont réinvestis dans le parc et ses communautés.

Les désignations internationales encouragent également les efforts de l'État pour préserver le site en lui donnant un statut sur le plan international. Ils ont favorisé la captation de ressources financières des organisations internationales grâce à la mise en œuvre de projets qui intègrent la gestion des aires protégées dans le cadre du développement des communautés locales. Certains projets abordent les menaces qui pèsent sur les aires protégées, au sein et en dehors de leurs limites, tandis que d'autres visent à renforcer les communautés locales en favorisant les possibilités de développement communautaire. Actuellement, les organisations communautaires sont devenues des partenaires et participent aux organes collégiaux pour la gestion de ces aires.

Mais il reste des défis à relever pour assurer la viabilité financière à long terme de la gestion des sites désignés et le soutien des communautés locales. De plus, la circulation des biens et des services fournis par les écosystèmes (en particulier les ressources en eau) doit être maintenue sur le long terme car il s'agit d'un moyen pour assurer le soutien et le développement des communautés locales.

En effet, de nombreux SDI se trouvent dans des régions rurales et isolées susceptibles de souffrir de la faiblesse structurelle de leur économie et d'un manque d'opportunités professionnelles pour les résidents, ce phénomène étant particulièrement marqué dans les pays en développement. En revanche, la majeure partie de la biodiversité mondiale se trouve dans les pays en développement, ce

qui représente un avantage concurrentiel du point de vue du tourisme.³⁰ Par conséquent, en dépensant dans les SDI et les SDIM, les visiteurs peuvent apporter une contribution très importante aux économies locales et nationales et inciter à protéger ces zones de beauté naturelle et de biodiversité, comme le démontre l'étude de cas de la Cordillère de Talamanca au Costa Rica.

3.1.10 La valeur de la marque

La reconnaissance internationale, par un ou plusieurs organismes de désignation, peut avoir des retombées économiques positives pour les communautés locales, en particulier si le label des lieux et des produits correspond à ces désignations internationales. Par exemple, une étude de l'École polytechnique fédérale de Zurich (Suisse)³¹ calcule la valeur ajoutée que la désignation de la réserve de biosphère d'Entlebuch (qui comprend également le site Ramsar de Laubersmad-Salwidili) a apporté à sa région. Les résultats ont montré que 85 % des visiteurs de la région connaissaient le label « Entlebuch biosphère de l'UNESCO » et que 29 % ont visité la région précisément à cause de sa connotation positive. L'étude a estimé la valeur ajoutée directe à 2,9 millions de francs suisses (à peu près équivalent au même montant en dollars américains) par an pour la réserve de biosphère, et la valeur ajoutée totale à 5,1 millions de francs suisses pour l'ensemble de la région. Ce revenu est généré par les séjours dans les hôtels, mais également par la vente de produits locaux comme le fromage, le jambon, les boissons et les articles en bois qui portent le label *Echt Entlebuch* (Entlebuch authentique).

Produits portant le label *Echt Entlebuch* de la réserve de biosphère d'Entlebuch / site Ramsar Laubersmad-Salwidili (Suisse) © UNESCO Biosphäre Entlebuch CH

Savons du géoparc de l'île de Jeju (République de Corée) © Thomas Schaaf

³⁰ Voir <http://cf.cdn.unwto.org/sites/all/files/docpdf/letourismeetlabiodiversite.pdf>.

³¹ F. Knaus (2012). Bedeutung, Charakteristiken und wirtschaftliche Auswirkungen des Sommertourismus in der UNESCO Biosphäre Entlebuch. Resultate einer umfassenden Gästebefragung. Interner Bericht, ETH Zürich und Biosphärenmanagement UBE, Schüpfheim, Suisse. Inédit.

Le même impact positif de l'image de marque, par exemple grâce à la vente de produits écologiques et d'artisanat traditionnel, a également été signalé par des gestionnaires de sites aux Açores, au Portugal (patrimoine mondial, Ramsar, réserve de biosphère et géoparc mondial de l'UNESCO), à Ichkeul, en Tunisie (Ramsar, patrimoine mondial et réserve de biosphère), et sur l'île de Jeju, en République de Corée (Ramsar, patrimoine mondial, réserve de biosphère et géoparc mondial de l'UNESCO). Les partenaires de l'île de Jeju ont même suggéré la création d'un Fond d'innovation qui serait financé par la vente de produits dérivés portant le label du SDIM et qui servirait à parrainer des activités communautaires au profit de la population locale.

Cependant, certaines personnes au sein de la réserve de biosphère et du site Ramsar ont invoqué qu'un label unique des produits locaux risque d'intensifier la concurrence entre les différents producteurs et leurs propres marques. Plus d'informations sur les enjeux liés aux marques dans les SDIM sont fournies dans les sections 3.2.14 et 3.2.15 de ce manuel.

3.2 Enjeux liés aux désignations multiples pour les sites

Résumé : Les difficultés que pose la gestion des SDIM surviennent lorsque différentes autorités nationales sont responsables de la même zone et qu'il n'y a pas de cadre juridique ou administratif harmonisé ni même de mécanisme de coordination pour accorder les politiques et les activités d'intervention des différentes institutions responsables sur un même site. Le manque de coordination peut également se traduire par une concurrence pour obtenir le financement national et international nécessaire à la gestion du site. Les différences dans les normes des rapports des quatre organismes, concernant la précision de l'information ou la durée du cycle, entraînent une lourde charge de travail supplémentaire pour les gestionnaires des sites et les autorités nationales (qui sont souvent en sous-effectifs). Le flux des informations fournies par les gestionnaires des sites aux quatre secrétariats mondiaux à travers les autorités nationales, et vice versa, n'est pas toujours régulier. Chaque instrument de désignation a ses propres approches et objectifs principaux qui ne sont pas nécessairement compatibles avec les zones géographiques pour lesquelles les sites ont été inscrits au titre des principes d'autres désignations. Les désignations internationales peuvent aussi générer une attitude de résistance au sein des communautés locales par crainte des restrictions sur l'utilisation des terres, entre autres raisons. La multiplicité des différentes formes de reconnaissance présente le risque de créer des confusions au niveau des communautés locales et des visiteurs quant à la signification des différentes désignations et, par ailleurs, la valeur perçue comme supérieure de l'un des statuts internationaux peut éclipser les désignations considérées comme inférieures. Enfin, la conservation peut être menacée si le nombre sans cesse croissant des touristes compromet l'intégrité environnementale d'un site devenu trop célèbre à cause de l'obtention de plusieurs formes de reconnaissance internationale.

3.2.1 Manque de coordination institutionnelle au niveau national

Différentes autorités nationales peuvent être responsables d'un même site bénéficiant de plusieurs désignations internationales. Cette situation se produit lorsque différents ministères, ou leurs organes subsidiaires, ont l'entière responsabilité d'un site Ramsar, d'un bien naturel du patrimoine mondial, d'une réserve de biosphère ou d'un géoparc mondial de l'UNESCO. Différentes autorités nationales (ou autorités régionales dans les pays à structure fédérale) peuvent avoir des politiques et des approches divergentes concernant la conservation et l'utilisation des ressources naturelles dans une zone donnée.

Cela s'explique souvent par des raisons historiques. Jusqu'à la fin des années 1970, les aires protégées dépendaient généralement des Ministères de l'Agriculture et des Forêts qui, dans le cadre de cette fonction, étaient les ministères responsables de la plupart des sites Ramsar et des sites naturels du patrimoine mondial ainsi que des réserves de biosphère. Durant les années 1980, de nombreux pays ont créé des ministères consacrés à l'environnement et aux ressources naturelles qui ont souvent, mais pas toujours, reçu la mission de superviser les aires protégées sur leur territoire national. En fonction des décisions politiques nationales, les sites Ramsar, les sites naturels du patrimoine mondial ou les réserves de biosphère ont alors été placés sous l'égide des Ministères de l'Environnement, tandis que dans certains pays une ou deux de ces dénominations sont restées sous l'autorité des Ministères de l'Agriculture et/ou des Forêts.

En revanche, étant donné que la Convention du patrimoine mondial est axée sur le patrimoine naturel et culturel, les Ministères de la Culture sont souvent responsables de cette désignation. Par exemple en Espagne, le Ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sports est officiellement chargé de tous les biens du patrimoine mondial situés sur son territoire, tandis que le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement est responsable des parcs nationaux (le Parc National de Doñana, par exemple, qui est à la fois un site du patrimoine mondial, un site Ramsar et une réserve de biosphère).

Dans d'autres pays, et en particulier dans le cas des réserves de biosphère, les Comités nationaux du MAB sont généralement sous l'égide des Ministères de la Science et de la Recherche ou des académies nationales des sciences, ce qui reflète le caractère scientifique du Programme MAB de l'UNESCO.

La situation décrite ci-dessus concerne également les aires protégées désignées au niveau national, mais le problème devient nettement plus complexe lorsque plusieurs désignations internationales différentes, et, de ce fait, plusieurs ministères nationaux et institutions, entrent en jeu sur un même site. En Chine, par exemple, les biens du patrimoine mondial sont placés sous l'égide du Ministère du Logement et du Développement urbain et rural, tandis que les réserves de biosphère dépendent de l'Académie chinoise des Sciences, et que les Sites Ramsar sont administrés par le Bureau de la conservation et de la gestion des zones humides qui relève de l'autorité de l'Administration d'État de la foresterie. Un autre exemple est le Viet Nam, où les sites Ramsar sont sous l'égide du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural, les réserves de biosphère sous l'autorité du Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO sous celle du Ministère de la Science et la Technologie.

C'est évidemment au pays concerné qu'il appartient de décider quelle autorité sera la principale responsable de la gestion d'un site. Pourtant, lorsque différentes autorités nationales sont responsables d'un même SDIM, la mise en place de pratiques de gestion cohérentes peut devenir un problème. En pareil cas, il serait utile de créer un mécanisme de coordination, ou au moins un mécanisme de communication, entre les diverses institutions pour optimiser la gestion durable du SDIM. Cette question a été abordée, entre autres, à l'occasion de la conférence de l'UICN « Conférence du Petit Sydney sur la protection de la nature en Europe » (Hainburg, Autriche, 28-31 mai 2015). La recommandation clé 2, qui a été dictée dans le cadre de la séance de travail 3B1 intitulée « Les désignations multiples internationales des aires protégées », exhorte les États à « veiller à ce qu'il y ait une communication suffisante entre les organismes responsables au niveau national pour la mise en place des différents instruments (par exemple, les Comités nationaux du MAB et les Commissions nationales pour l'UNESCO). » De fait, les Commissions nationales de l'UNESCO pourraient jouer un rôle de coordination de cette nature pour les sites désignés de l'UNESCO.

Toutefois, certains pays ont réussi à ce que toutes leurs désignations internationales soient gérées par la même institution. Sian Ka'an (Mexique) en est l'illustration.

Étude de cas 5. Sian Ka'an (Mexique) : Réserve de biosphère, site du patrimoine mondial naturel, site Ramsar

Situation géographique et principales caractéristiques

Sian Ka'an se situe dans l'état mexicain de Quintana Roo, sur la côte est de la péninsule du Yucatan. Ce site est l'une des plus grandes réserves naturelles du Mexique et protège l'une des zones humides les plus sauvages de Mésio-Amérique. Il comprend un large éventail d'éléments caractéristiques des basses terres du littoral, notamment une partie importante de la barrière de corail méso-américaine, des lagunes, des baies, des dunes, des marais, des marécages et des mangroves, ainsi que des forêts tropicales mixtes et des savanes de palmiers. Sian Ka'an possède en outre un système d'eau douce souterrain unique qui relie entre eux plusieurs phénomènes naturels rares appelés *Petenes* et *Cenotes*. Ces habitats présentent une diversité biologique riche, comprenant plus de 300 espèces d'oiseaux, 100 mammifères et 40 amphibiens et reptiles. Les forêts tropicales abritent des mammifères charismatiques tels que le jaguar (*Panthera onca*), le puma (*Puma concolor*) et l'ocelot (*Leopardus pardalis*), ainsi que le singe araignée à main noire (*Ateles geoffroyi*), qui est une espèce menacée, le singe hurleur noir du Yucatan (*Alouatta pigra*) et le tapir d'Amérique centrale (*Tapirus bairdii*). On y trouve également une faune marine variée comprenant notamment plus de 400 espèces de poissons et quatre espèces des tortues marines nicheuses.

Désignations nationales et internationales

En 1986, Sian Ka'an a été déclaré réserve de biosphère nationale par le gouvernement fédéral et reconnu au niveau international par le Programme MAB de l'UNESCO. Sa superficie est de 528 148 ha et 99% de la réserve appartient à l'État fédéral. Peu après, en 1987, Sian Ka'an a été désigné site du patrimoine mondial naturel, avec une superficie de 528 000 ha. Enfin, en 2003, la Convention de Ramsar a également reconnu Sian Ka'an comme zone humide d'importance internationale. Le site Ramsar s'étend sur une superficie totale de 652 193 ha et jouxte deux zones protégées : la réserve de biosphère de récifs de coraux de Sian Ka'an et l'aire de protection de la faune et la flore de Uaymil. Ces dernières constituent la zone tampon de la réserve : la réserve de biosphère de récifs de coraux de Sian Ka'an, qui s'étend sur 34 927 ha, protège le système de récifs de la région et l'aire de protection de la faune et la flore de Uaymil, qui couvre 89 118 ha, se situe au sud du bien.

Un système de coordination unifié

Toutes les désignations internationales sont gérées par l'Agence nationale mexicaine des aires protégées, qui relève du Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles et coopère avec des partenaires à tous les niveaux du gouvernement. Les désignations multiples entrent dans la stratégie de gestion de Sian Ka'an, soutenant la conservation d'un large éventail d'écosystèmes. Elles ont permis de mettre en œuvre les projets de développement et de conservation de différentes organisations nationales et internationales. Par exemple, l'initiative COMPACT pour l'engagement de la communauté en matière d'intendance du patrimoine mondial a été créée par le Centre du patrimoine mondial, la Fondation de l'ONU et le Programme de microfinancement PNUD-FEM.³² Ces projets contribuent au maintien de services environnementaux importants fournis par la

région comme la préservation des cycles hydrologiques, la fixation de l'azote, le stockage de carbone, la lutte contre l'érosion, la pollinisation des plantes, le contrôle biologique des ravageurs, la dégradation des déchets organiques et l'atténuation des effets du changement climatique. La récolte d'aliments (comme le poisson et le homard) et le maintien des paysages aquatiques, entre autres, dépendent de la préservation de ces processus écologiques.

Le travail en collaboration avec les communautés locales a conduit à la création d'un système d'organisation communautaire qui mène aux bonnes pratiques de conservation et d'utilisation des ressources naturelles. Les désignations internationales multiples ont joué un rôle dans l'éducation environnementale de ces communautés qui sont devenues des alliées dans la gestion de la réserve et ont tout de suite compris les avantages concurrentiels du développement durable.

Vue aérienne des récifs, des dunes de sable et des lagunes de mangroves dans la réserve de biosphère de Sian Ka'an © Angel Omar Ortiz Moreno

Réserve de biosphère de Sian Ka'an © Angel Omar Ortiz Moreno

32 Voir <http://whc.unesco.org/fr/series/40/>.

Les pêcheries de homard à Sian Ka'an ont la certification internationale du Marine Stewardship Council [Conseil pour la bonne gestion des mers] au titre de leurs pratiques durables © Angel Omar Ortiz Moreno

Sian Ka'an applique actuellement un plan de gestion qui intègre les trois aires protégées de la réserve de biosphère de Sian Ka'an, la réserve de biosphère de récifs de coraux de Sian Ka'an et l'aire de protection de la faune et la flore de Uaymil. Il comporte la réglementation d'activités telles que la pêche, les services de tourisme et la construction d'infrastructures pour les logements ruraux de la zone côtière et, en outre, il présente un nouveau sous-zonage du territoire qui favorise l'utilisation durable des ressources naturelles locales.

Ce plan de gestion promeut l'exécution du mandat de conservation des trois désignations internationales en intégrant les communautés locales dans des processus qui leur procurent des avantages économiques. Il permet, par exemple, le développement d'infrastructures de logement de faible impact dans la zone côtière, à travers le concept de changement acceptable, et comprend des études sur la capacité d'accueil des sous-zones destinées aux activités touristiques. La mise en œuvre de ce plan constitue un défi, mais il faut espérer qu'il permettra d'améliorer la qualité de la gestion du site. L'état d'avancement de sa mise en œuvre sera évalué en 2020.

3.2.2 Absence d'un cadre juridique efficace

Les pays qui ont formulé des politiques sur les SDI ou qui disposent d'une législation spécifique en vigueur pour la protection de ces sites sont peu nombreux. Dans la plupart des cas, les lois nationales ou régionales établissent le statut de protection et les conditions de propriété et de gouvernance des sites désignés au niveau national. L'absence de législation spécifique pour les SDI est compréhensible étant donné que les sites Ramsar, les réserves de biosphère et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO ne sont pas nécessairement considérés comme des zones protégées par la loi, mais ils peuvent contenir une ou plusieurs aires protégées ou d'autres types de domaines conservés au sein d'un paysage bien plus vaste.

Cette situation représente souvent une difficulté pour les gestionnaires de SDI ou de SDIM. Dans de nombreux cas, les gestionnaires de sites sont chargés d'une aire protégée sur des terres qui appartiennent à l'État mais leur mandat ne couvre pas les aires alentours non protégées qui sont généralement des propriétés privées. Les sites Ramsar, les sites du patrimoine mondial, les réserves de biosphère et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO adhèrent pourtant, explicitement ou par nature, à la promotion du développement durable au-delà des limites des aires protégées. Aucun des quatre instruments de désignation ne considère les zones protégées comme des îlots isolés autour desquels les activités économiques en tous genres sont permises. Au contraire, ils souhaitent garantir que ces sites soient conservés et utilisés de façon durable pour les générations actuelles et à venir en atténuant les effets négatifs des zones environnantes et en encourageant les activités économiques durables allant dans le sens des objectifs de conservation (par exemple l'écotourisme, l'agriculture biologique, les produits forestiers certifiés). Dans le cadre de leurs efforts pour être des modèles de bonnes pratiques, ces sites doivent faire preuve d'une réelle capacité d'intégration dans des paysages terrestres et marins plus vastes, d'une excellente connectivité en établissant des liens en vue de la protection de réseaux d'aires protégées et conservées plus larges et des corridors de conservation.

Un système juridique harmonisé pour les SDIM devrait également aborder les problèmes lorsqu'il apparaît que des sites requièrent la mise en place de mesures correctives, telles que les géoparcs mondiaux de l'UNESCO qui reçoivent un carton jaune et les sites qui

sont expressément reconnus comme étant en danger (c'est-à-dire, les sites Ramsar inscrits sur le Registre de Montreux, ou les sites figurant sur la Liste du patrimoine mondial en péril). Dans cette optique, lorsqu'une désignation est déclarée en danger, les différentes institutions nationales responsables de cette SDIM devraient affronter ensemble le problème qui se pose et collaborer pour trouver la solution la plus appropriée.

Les aspects juridiques se rapportant aux SDIM n'entrent pas dans le cadre de ce manuel car les lois et les règlements sur l'environnement varient considérablement d'un pays à l'autre. Cependant, à long terme, les pays devraient viser à avoir un système juridique adapté qui harmonise les différents niveaux de législation nationale et internationale. L'étude de cas sur l'île de Jeju (République de Corée, voir Partie V de ce manuel) donne quelques idées pour un système juridique plus intégré de ce type. À Korgalzhyn (Kazakhstan), un processus de réflexion a commencé au niveau du site sur la nécessité d'un cadre juridique harmonisé pour les SDIM. Le Gouvernement régional d'Andalousie (Espagne) a également commencé à avancer sur cette voie avec succès.

Étude de cas 6. Korgalzhyn (Kazakhstan) : site Ramsar, site du patrimoine mondial naturel, réserve de biosphère

Situation géographique et principales caractéristiques

La réserve naturelle d'État de Korgalzhyn est située au centre du Kazakhstan, à 130 km au sud-ouest d'Astana, la capitale. La réserve se compose d'un système complexe de lacs d'eau douce et salée peu profonds et des plans d'eau saumâtre intégrés dans la zone de steppe sèche d'Eurasie. Située à un carrefour sur les voies de migration des oiseaux d'Asie centrale, cette zone humide est une étape clé pour les oiseaux d'eau venant d'Afrique et d'Asie du sud qui se dirigent vers leurs lieux de reproduction en Sibérie occidentale et orientale. Par conséquent, le site présente l'une des populations d'oiseaux d'eau les plus nombreuses d'Asie. Les réserves potentielles de nourriture de plusieurs lacs de la région peuvent alimenter jusqu'à 15 millions d'oiseaux et jusqu'à 10-20 % des populations mondiales de pélicans frisés (*Pelecanus crispus*) et d'érismatures à tête blanche (*Oxyura leucocephala*), qui sont deux espèces menacées. Ce site se caractérise par une biodiversité unique avec plus de 500 espèces de plantes, 350 oiseaux (112 oiseaux d'eau), 43 mammifères, 14 poissons, quatre reptiles et deux amphibiens. L'importance de la zone de steppe doit également être signalée. Ici, des zones modèles uniques de l'écosystème naturel de la steppe, dégradé dans d'autres régions du Kazakhstan, sont conservées et abritent une espèce sévèrement menacée : le saïga (*Saiga tatarica*).

Saïgas dans l'écosystème steppique de la réserve naturelle d'État de Korgalzhyn © A. Koshkin

Désignations nationales et internationales

Korgalzhyn est une réserve naturelle intégrale d'État depuis 1968. Avec une superficie de 543 171 ha, il s'agit de l'une des plus grandes réserves du Kazakhstan. En 1976, alors qu'il faisait encore partie de l'ex-Union soviétique, le site a reçu sa première reconnaissance internationale en tant que site Ramsar du système de lacs de Korgalzhyn-Tengiz, couvrant une superficie de 177 200 ha qui a été élargie à 353 341 ha lorsque le site a été réinscrit sur la Liste de Ramsar à la suite de l'indépendance du Kazakhstan. Sa deuxième désignation internationale a eu lieu en 2008 avec l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de *Saryarka – Steppe et lacs du Kazakhstan septentrional*. Ce site du patrimoine mondial naturel comprend deux zones protégées : la réserve naturelle d'État de Korgalzhyn et la réserve naturelle d'État de Naurzum qui, à elles deux, ont une superficie de 450 344 ha. Ces réserves sont complémentaires dans leurs valeurs, bien que 350 km les séparent. Plus récemment, en 2012, Korgalzhyn est devenue la première réserve de biosphère désignée au Kazakhstan, avec la réserve naturelle qui constitue sa zone centrale. Le site a obtenu ces désignations internationales principalement pour les deux raisons suivantes : conformité avec les critères de base établis pour la reconnaissance multiple, d'une part, et soutien significatif de projets et d'organisations au niveau international (tels que l'Union allemande pour la protection de la nature (NABU), l'UNESCO et le projet PNUD/FEM pour la Conservation des zones humides) pendant les processus de demande d'inscription, d'autre part.

Antilopes saïgas dans l'écosystème steppique de la réserve naturelle d'État de Korgalzhyn © A. Koshkin

Établir les mécanismes juridiques des SDI

Le fait d'être reconnue par différentes désignations internationales a apporté plus de visibilité et de prestige à la réserve naturelle d'État de Korgalzhyn, mais également à toute la région et même au pays. Les touristes, de plus en plus nombreux dans la région, sont particulièrement intéressés par la visite du site en raison de son inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Cela a permis à la communauté locale de bénéficier de nouveaux types de moyens de subsistance tels que la vente aux touristes de produits traditionnels et d'artisanat. Ce statut plus important se reflète également dans l'augmentation de la part du budget de l'État qui est consacrée au site, en l'occurrence à travers la subvention d'une plus grande quantité de carburant et de personnel spécialisé.

Néanmoins, le site cherche encore des solutions à des problèmes tels que le manque de personnel : les 543 171 ha de réserve ne sont gérés que par 54 employés qui n'ont pas toujours les compétences ni l'expérience suffisantes pour faire face aux exigences de plusieurs désignations internationales, chacune ayant un profil particulier. Le plus grand défi que la réserve ait dû relever depuis 2012 a été l'introduction du règlement régissant les activités des réserves de biosphère. Cette dernière désignation a mis en évidence le besoin de reformuler la législation nationale sur la gestion des aires d'importance internationale. À ce jour, il n'y a aucune réglementation sur la gestion des zones avec des désignations internationales au Kazakhstan. Par conséquent, les gestionnaires de sites considèrent que la première étape pour optimiser la gestion des sites est la reformulation de la législation nationale axée sur ce type de sites.

Le débat actuel porte également sur la création d'un conseil unique pour le site incluant des représentants des autorités locales, des communautés locales et des membres du personnel de la réserve. La mise en place d'un groupe de travail avec les représentants des différents organismes de désignation serait utile pour informer sur les différentes désignations et pour coordonner les activités entre eux et les gestionnaires du site. Le groupe pourrait avoir une base de données commune ou un site Internet pour faciliter le partage des connaissances et pour organiser des séminaires et des réunions en ligne en vue de renforcer les capacités et d'augmenter la visibilité de ces sites au niveau international.

Des gardes sont formés pour travailler à l'aide de GPS dans la réserve naturelle d'État de Korgalzhyn. © A. Fedulin

3.2.3 La concurrence pour obtenir des financements nationaux

Il peut arriver que, dans les cas où les SDIM dépendent de différentes autorités nationales, un concours interinstitutionnel pour le financement national soit organisé. Cela est particulièrement problématique lorsque les sites à désignations internationales ne couvrent pas exactement le même territoire, c'est-à-dire lorsque les désignations internationales ne se chevauchent que partiellement. En outre, une nouvelle reconnaissance internationale implique souvent un nouveau calendrier : les groupes d'intérêt qui ont déjà travaillé dur au cours des années précédentes pour obtenir une désignation internationale spécifique peuvent craindre que d'autres groupes d'intérêt ayant préparé un dossier d'inscription pour une autre reconnaissance internationale ne détournent les ressources de financement nationales.

Par ailleurs, certains gestionnaires de sites ont également indiqué que, malgré le fait qu'une zone ait reçu une ou plusieurs désignations internationales, les sources de financement nationales (c.-à-d. publiques) ne leur ont accordé aucun fonds supplémentaire. Il est probable que la reconnaissance internationale implique plus de responsabilités et une charge de travail plus importante pour les gestionnaires de sites en matière de conservation du site, de rapports, de gestion touristique ou de sensibilisation des communautés locales, pour ne citer que quelques exemples. La bonne répartition des fonds entre le personnel, les équipements, ainsi que pour les formations destinées aux gestionnaires de sites sur les objectifs et les responsabilités des différentes désignations internationales, est cruciale pour que le personnel local et national chargé des SDIM puisse satisfaire aux exigences spécifiques de chacune des désignations internationales.

3.2.4 De plus en plus de projets financés et soutenus par des tiers

Les SDIM peuvent également bénéficier d'un soutien considérable de donateurs extérieurs, en particulier dans les pays en développement où les ressources financières nationales sont souvent insuffisantes. C'est en effet souvent grâce au soutien de

donateurs internationaux que les propositions d'inscription pour les désignations internationales sont subventionnées et menées à bien. L'aide bilatérale (par exemple à travers la Société allemande pour la coopération internationale (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* ou GIZ), l'aide multilatérale (provenant du FEM), les ONG internationales (BirdLife International, Wetlands International, etc.) et de nombreuses autres fondations et organisations ont montré le chemin à suivre pour obtenir la reconnaissance internationale d'un site.

Étude de cas 7. Andalousie (Espagne) : Chevauchements de réserves de biosphère et de géoparcs mondiaux de l'UNESCO

L'Andalousie est l'une des régions espagnoles qui compte le plus grand nombre de réserves de biosphère (neuf) et de géoparcs mondiaux de l'UNESCO (trois) ; c'est aussi dans cette région que les deux désignations se chevauchent le plus souvent. C'est le cas de la réserve de biosphère de Cabo de Gata et du géoparc mondial de l'UNESCO, qui couvrent exactement la même surface, tandis que la réserve de biosphère de Dehesas de Sierra Morena se chevauche en partie avec le géoparc mondial de l'UNESCO de la Sierra Norte de Sevilla.

En Andalousie, les géoparcs mondiaux ont été désignés en 2006 et, dans certains cas, ils se chevauchent avec des réserves de biosphère et d'autres types d'aires protégées. Cette situation n'a posé aucun problème puisque les deux désignations ont pour objectif commun la conservation et la promotion du patrimoine naturel et culturel à travers des approches différentes mais convergentes.

En outre, l'Article 50 de la loi 42/2007 du 13 décembre, sur le patrimoine naturel et la biodiversité, qui reconnaît que les géoparcs mondiaux de l'UNESCO sont protégés par un instrument international, indique que leur régime de conservation est déterminé par l'instrument compétent, de même que les régimes de gestion et de conservation spécifiques des autres aires protégées qui se chevauchent avec les géoparcs mondiaux, pourvu que ces régimes soient conformes aux dispositions des géoparcs mondiaux de l'UNESCO.

Les conflits de compétence qui auraient pu survenir, en particulier à cause du dédoublement des outils et des organes de gestion, de planification et de participation, ont été résolus grâce à l'introduction de ces outils et de ces organes dans les zones protégées prévues. Cette approche est officiellement établie par un règlement que le gouvernement andalou est sur le point d'adopter : un décret régional concernant l'intégration de la planification, de la gestion et des obligations de participation des citoyens aux programmes internationaux des aires protégées, aux conventions ou aux accords auxquels l'Espagne adhère.

Depuis que les géoparcs mondiaux de l'UNESCO n'exigent plus de zonage et que leur principale caractéristique est le patrimoine géologique qu'ils abritent, leur régime de conservation est limité à la protection des éléments les plus remarquables de ce patrimoine géologique. Un zonage semblable à celui des réserves de biosphère n'est pas proposé, principalement pour deux raisons : premièrement parce que les éléments du patrimoine géologique se composent souvent de très petites surfaces dispersées sur tout le territoire et, deuxièmement, parce que le zonage peut conduire à des conflits avec les communautés locales qui, au moment de la désignation, ont présumé que la désignation de géoparc mondial de l'UNESCO n'impliquerait aucune nouvelle restriction d'utilisation des terres en ce qui les concerne. C'est pour cette raison qu'il est essentiel de toujours informer clairement les communautés locales, tout en présentant le fait d'avoir plusieurs désignations comme une opportunité pour la région.

Par conséquent, le Gouvernement régional andalou de l'Environnement estime que la cohabitation de ces deux appellations ne dépend pas du degré de chevauchement, mais de l'existence d'une coordination efficace pour la gestion du site, la planification et la participation des citoyens, comme l'exige la loi. Il est également entendu, comme les représentants des communautés locales l'ont parfois signalé, que ce modèle peut aider à développer des synergies qui pourront déboucher sur de grands atouts et opportunités.

Cependant il n'est pas toujours évident de déterminer, au niveau du site, les objectifs ni les zones sur lesquels se centrent les différentes organisations internationales. Les SDIM peuvent générer une multitude de projets partant de bonnes intentions, mais les objectifs ne sont pas souvent les mêmes et ils utilisent des approches différentes qui ne sont pas forcément complémentaires. Une bonne analyse des activités réalisées dans le cadre de projets passés, en cours et à venir est nécessaire pour les sites qui sont inscrits sur les listes de Ramsar, du patrimoine mondial, des réserves de biosphère et/ou des géoparcs mondiaux de l'UNESCO. Pour cela, il est nécessaire que le point focal pour les différentes désignations (ou les points focaux dans les cas où ils relèvent de différentes autorités nationales) soit mandaté et ait la capacité d'assumer un rôle de coordination pour harmoniser les interventions et les projets afin d'éviter un dédoublement des efforts, ou tout simplement pour empêcher que les activités ne soient orientées par les intérêts des donateurs. Dans cette optique, l'organisation de tables rondes de donateurs, avec la participation de représentants des gouvernements et de gestionnaires de sites, pourrait également se révéler utile. Dans le cas des géoparcs mondiaux de l'UNESCO, les nouveaux sites qui entrent dans le réseau s'engagent à dispenser une formation au personnel sur les projets soutenus par les donateurs.

3.2.5 Des objectifs et des approches spécifiques pour chaque désignation

Chaque désignation internationale a ses objectifs de conservation spécifiques et ses propres approches pour les atteindre. Les objectifs de la Convention de Ramsar et de la Convention du patrimoine mondial, du réseau mondial des réserves de biosphère et des Géoparcs mondiaux de l'UNESCO sont globalement similaires (par exemple la conservation de l'environnement associée au développement durable), mais chaque instrument international a ses finalités particulières. Celles-ci se reflètent avec précision dans les critères de sélection de sites de chaque désignation qui sont présentés dans la Partie II de ce manuel. Les sites Ramsar sont, par définition, axés sur la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides, tandis que la vocation des géoparcs mondiaux de l'UNESCO est de protéger le patrimoine géologique. Les biens du patrimoine mondial conservent les sites de valeur universelle exceptionnelle et les réserves de biosphère visent à harmoniser la gestion et la conservation de la biodiversité grâce au développement économique et social des écosystèmes représentatifs, mais pas nécessairement remarquables, d'un pays.

Les gestionnaires de SDIM doivent donc poursuivre des objectifs globalement similaires, mais respecter des conceptions essentiellement différentes. Cependant, les défis que présente la gestion du paysage, comme la connectivité et la résilience de l'écosystème, par exemple, peuvent entraîner des approches et des solutions relativement similaires, même si elles sont fondées sur des perspectives différentes liées aux conventions ou aux programmes, pour obtenir des résultats mutuellement avantageux.

Dans tous les cas, il est indispensable que les gestionnaires de sites comprennent parfaitement les différents buts et les objectifs de chaque instrument de désignation. Cela est également valable pour les autorités nationales lorsqu'elles apportent leur soutien institutionnel et financier à ces sites. Est-ce que l'utilisation rationnelle des zones humides aux termes de la Convention de Ramsar est entièrement compatible avec l'approche exclusive de protection des biens naturels du patrimoine mondial ou des zones centrales des réserves de biosphère ? Un site, s'il est dégradé, doit-il être remis dans son état d'origine en autorisant uniquement les espèces indigènes, par exemple, ou peut-il être réhabilité par l'introduction d'espèces non indigènes également susceptibles d'avoir une valeur économique pour les collectivités locales ? Il est important de réfléchir à ces différentes questions, avant de présenter un site pour sa reconnaissance internationale, car cela peut aider les autorités locales et nationales à déterminer quelle désignation lui convient le mieux (voire à savoir si ce site a vraiment besoin de plus d'une désignation internationale).

3.2.6 Les différentes délimitations des sites

Comme le montrent les superficies des sites qui figurent sur la liste des SDIM à l'annexe 2 de ce manuel (ou dans la base de données mondiale du PNUE-WCMC sur les aires protégées),³³ les étendues spatiales de certains sites coïncident pratiquement tandis que d'autres diffèrent. Par exemple, Ichkeul (Tunisie) a été désigné site Ramsar et site du patrimoine mondial en 1980 et les deux listes ont respecté l'étendue géographique du Parc national de l'Ichkeul qui a une superficie de 12 600 ha. La réserve de biosphère (qui avait été inscrite en 1977) est légèrement plus grande, avec 14 100 ha incluant également des zones côtières avec les communautés locales vivant à l'extérieur du parc national. En raison de leur modèle de zonage spécifique qui intègre des zones centrales (protégées), des zones tampons et des zones de transition (non protégées), les réserves de biosphère devraient, par définition, être plus grandes que les biens naturels du patrimoine mondial ou que les sites Ramsar pour lesquels l'objectif principal est la conservation.

Cependant, dans certains cas particuliers ce rapport spatial est inversé : la réserve de biosphère de Wuyishan (Chine) désignée depuis 1987, avec une superficie de 56 527 ha, fait environ la moitié de la taille du Mont Wuyi, le site du patrimoine mondial inscrit 12 ans plus tard avec lequel elle se chevauche et qui a une superficie de 99 975 ha. C'est également le cas de la réserve de biosphère de Slowinsky (Pologne, désigné en 1976), qui a une superficie de 20 790 ha, et du site Ramsar du Parc national de Slowinski, qui couvre 32 744 ha et qui a été répertorié environ 20 ans après la désignation de la réserve de biosphère. Ces SDIM se chevauchent et portent le même nom mais leurs tailles peuvent être très différentes.

La situation devient encore plus compliquée lorsque les différents sites d'un SDIM ne se chevauchent que partiellement. Par exemple, le géoparc mondial de l'UNESCO Stonehammer, au Canada, ne coïncide avec la réserve de biosphère de Fundy que sur une petite partie de son territoire. La réserve de biosphère de Serengeti-Ngorongoro (République-Unie de Tanzanie) contient deux sites du patrimoine mondial différents : le parc national du Serengeti et l'aire de conservation Ngorongoro, qui sont régis par deux régimes de gestion institutionnelle distincts. Le géoparc mondial de l'UNESCO des Açores (Portugal) couvre pratiquement tout l'archipel du même nom, grâce à ses nombreuses caractéristiques géologiques liées à la dorsale médio-atlantique à la jonction de trois plaques tectoniques, mais seulement trois de ses neuf îles principales (Graciosa, Corvo et Flores) sont également des réserves de biosphère et chacune est inscrite séparément. Par ailleurs, les caldeiras de l'archipel de Graciosa et de Corvo sont deux sites Ramsar relativement petits au sein des réserves de biosphère, bien plus grandes, des îles de Graciosa et de Corvo. De même, plusieurs sites Ramsar de petite taille, au Mexique, sont totalement ou partiellement intégrés dans des réserves de biosphère et des sites du patrimoine mondial.

³³ Voir <http://www.protectedplanet.net/> (en anglais).

Étude de cas 8. Açores (Portugal) : Paysage culturel du patrimoine mondial, 13 sites Ramsar, trois réserves de biosphère, géoparc mondial de l'UNESCO

Situation géographique et principales caractéristiques

L'archipel des Açores est une région autonome portugaise composée de neuf îles volcaniques et de plusieurs îlots au milieu de l'océan Atlantique. Les îles de l'archipel, qui ont une superficie totale de 2324 km², sont divisées en trois grands groupes : Flores et Corvo à l'ouest, Graciosa, Terceira, São Jorge, Pico et Faial au centre et São Miguel et Santa Maria à l'est.

Le volcanisme des îles est lié à son emplacement à la jonction entre trois plaques tectoniques et se caractérise par 16 grands volcans polygéniques et environ 1750 volcans monogéniques. Ce géopatrimoine se traduit par un large éventail de structures incluant notamment des caldeiras, des champs de lave, des lacs, des grottes et des sources d'eau chaude. Les Açores sont également très riches en biodiversité, comme en témoigne la présence d'environ 4400 espèces de plantes et d'animaux terrestres. La géomorphologie, l'isolement et le climat atlantique de l'archipel ont créé des conditions écologiques caractéristiques qui subviennent aux besoins d'un nombre important d'espèces endémiques et de vestiges de la forêt laurisylve, relique de la végétation européenne datant de l'ère tertiaire. Grâce à leur emplacement au milieu de l'océan Atlantique, ces îles sont une escale pour de nombreux oiseaux migrateurs, ainsi que pour des cétacés, comme les cachalots, les baleines à bec et les dauphins, qui en font l'un des plus grands sanctuaires de baleines au monde.

Végétation luxuriante de Poço da Alagoinha sur l'île de Flores © Paulo Henrique Silva/SIARAM

Désignations nationales et internationales

En 2007, le gouvernement régional des Açores a créé son propre réseau d'aires protégées qui comprend neuf parcs naturels pour les îles et un parc naturel marin. L'archipel a reçu sa première désignation internationale en 2004 quand le paysage viticole de l'île de Pico a été répertorié comme paysage culturel du patrimoine mondial avec une superficie de 987 ha. Ce site est géré par un cabinet technique du Département pour l'environnement du gouvernement régional. La région comprend aussi trois réserves de biosphère : l'île de Corvo (25 853 ha) et l'île de Graciosa (12 172 ha) inscrites en 2007, et l'île de Flores (58 619 ha) inscrite en 2009. Ces réserves de biosphère comprennent la totalité du territoire des îles et des zones marines environnantes. Treize sites Ramsar ont également été inscrits entre 2005 et 2012. Chaque réserve de biosphère et site Ramsar est intégré dans le parc naturel de l'île correspondante qui assure sa gestion. Enfin, le plus grand géoparc des Açores, qui a été désigné en 2013, couvre 1 288 400 ha et englobe toutes les îles et les îlots des Açores et quatre géosites marins.

Une coordination renforcée au sein d'une région autonome

Assurer la bonne coordination entre les équipes de gestion des différentes désignations est le principal défi qu'il a fallu relever sur ce site. Heureusement, la situation s'est considérablement améliorée depuis 2007 avec l'adoption d'une législation régionale sur les aires protégées qui a créé par les Parcs naturels des îles en tenant déjà compte de leurs désignations internationales.

Les parcs fonctionnent maintenant comme unités de gestion du patrimoine mondial, des sites Ramsar et des réserves de biosphère, de même que les délégations locales du géoparc mondial de l'UNESCO, sous la coordination du Département pour l'environnement du gouvernement régional. En raison de son insularité, le géoparc mondial de l'UNESCO a des délégations locales dans chaque île où il est représenté par le directeur du parc naturel de l'île en question.

Le gouvernement régional des Açores a pour objectif la reconnaissance internationale de son territoire comme destination d'excellence pour le tourisme durable. Par conséquent, son inscription sur les listes de désignations internationales est l'un des points essentiels de son programme de développement économique et structurel, surtout compte tenu de la position isolée de la région. Par exemple, depuis la création du géoparc mondial de l'UNESCO, une solide stratégie a été mise en place dans le domaine du géotourisme. Les établissements de tourisme rural et les entreprises de tourisme sportif offrent maintenant un large éventail d'expériences autour du géotourisme, notamment des randonnées pédestres, des excursions géologiques et des activités de spéléologie. Certains partenaires du géoparc mondial de l'UNESCO ont également mis au point des géo-produits, c'est-à-dire des produits traditionnels de qualité portant sur des thèmes géologiques.

Habitants et visiteurs profitent des bains thermaux de Caldeira Velha, sur l'île de São Miguel © Eva Lima

Grâce aux reconnaissances internationales, les îles sont devenues l'une des priorités du gouvernement en termes d'affectation de fonds publics. Ainsi, les réserves de biosphère ont été prioritaires dans la mise en œuvre des projets de prévention et de gestion des déchets. Et, grâce à sa désignation comme paysage culturel du patrimoine mondial, l'île de Pico a reçu des fonds pour la réhabilitation et l'entretien de ses vignobles traditionnels. Ces mesures entraînent un regain d'intérêt de la communauté locale pour un retour à des pratiques durables qui étaient sur le point d'être abandonnées.

Habitants et visiteurs profitent des bains thermaux de Caldeira Velha, sur l'île de São Miguel © Eva Lima

Étant donné les différences de superficie parfois énormes qui existent³⁴ entre les sites des quatre instruments de désignation, un gestionnaire de site qui est en charge d'une seule désignation internationale ne peut pas toujours être automatiquement affecté aux autres désignations internationales. Une coordination étroite est donc nécessaire entre tous les gestionnaires de sites en charge de différentes désignations qui ne coïncident pas complètement ou lorsque différentes autorités institutionnelles entrent en jeu sur un site. L'étude de cas sur les Açores (Portugal) donne un aperçu de la façon dont peut fonctionner un mécanisme conjoint de coordination pour des sites qui présentent des décalages géographiques. Il est également crucial que, lorsqu'elles envisagent de constituer un SDIM, les autorités nationales veillent à la cohérence de ses délimitations.

3.2.7 Des exigences différentes en matière de suivi et de rapports

Le suivi et les rapports périodiques liés destinés aux quatre organismes de désignation et à leurs secrétariats constituent un enjeu important pour les SDIM. Le contenu et la précision des informations requises varient d'un organisme à l'autre.

- La Convention de Ramsar utilise le Service d'information en ligne sur les sites Ramsar³⁵ qui inclut une base de données contenant toutes les informations sur les sites et qui peut être consultée publiquement à travers les cartes géographiques des sites et les Fiches descriptives Ramsar (FDR) correspondant à chaque site inscrit. Les FDR comprennent 35 chapitres et sont accompagnées d'une note explicative et d'un mode d'emploi pour la remplir, ainsi que d'annexes telles que le Système de classification Ramsar des types de zones humides, les critères d'identification des zones humides d'importance internationale et des orientations complémentaires relatives à la fourniture de cartes et d'autres données spatiales.
- La Convention du patrimoine mondial met l'accent sur les rapports en vue d'évaluer la mise en œuvre de la Convention au niveau national et de s'assurer de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial au niveau du site. Le processus de rapport est complété par des activités régionales de renforcement des capacités et de mise en réseau entre les sites. Lors de sa 22^{ème} session (tenue en 1998 à Kyoto au Japon), le Comité du patrimoine mondial a décidé que les rapports périodiques sur l'application de la Convention du patrimoine mondial seraient fournis tous les six ans par les États parties. Le Comité a également décidé d'examiner les rapports périodiques des États parties suivant un cycle, région par région, en commençant par les États arabes, suivis de l'Afrique, de la région Asie et Pacifique, de l'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Europe et l'Amérique du Nord, et ainsi de suite. Dans les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*, environ sept pages sont consacrées au format des rapports périodiques³⁶ sur l'application de la Convention du patrimoine mondial.

Le processus de soumission des Rapports périodiques au titre de la Convention du patrimoine mondial est complété par un processus de suivi réactif qui consistant en la soumission de rapports au Comité du patrimoine mondial sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial qui sont menacés. Dans ce contexte, les États parties soumettent des rapports ponctuels sur l'état de conservation, à chaque fois que le Comité le demande, lorsqu'une menace spécifique pèse sur la valeur universelle exceptionnelle d'un bien. Jusqu'en 2015, les États parties choisissaient la structure, la longueur et le contenu des rapports sur l'état de conservation qu'ils soumettaient. Lors de sa 39^{ème} session (tenue en 2015 à Bonn en Allemagne), le Comité du patrimoine mondial a établi un format standard pour la soumission des rapports sur l'état de conservation dans le cadre du processus de suivi réactif. Ce nouveau format est spécifié dans la section IV.A de 2015 des *Orientations*.³⁷

- Pour les réserves de biosphère, un Formulaire d'examen périodique de 27 pages doit être rempli (avec plusieurs annexes se rapportant au répertoire MABnet des réserves de biosphère, aux outils de promotion et de communication et au Cadre statutaire du Réseau mondial de réserves de biosphère). Le questionnaire d'examen périodique des réserves de biosphère est le plus détaillé parmi les formulaires des quatre instruments de désignation internationale. Le Formulaire d'examen périodique des réserves de biosphère est disponible sur le site Internet du réseau, en format Word et PDF.³⁸
- Pour qu'un géoparc mondial de l'UNESCO soit revalidé et continue de faire partie du GGN, un formulaire de neuf pages en format Excel, intitulé « Evaluation Document A – Self Evaluation » (« Document d'évaluation A – Auto-évaluation »), doit être rempli par le gestionnaire du site. Cette auto-évaluation est complétée par une mission d'évaluation de terrain menée par deux experts, extérieurs au géoparc mondial de l'UNESCO en question, qui notent leurs observations sur un formulaire Excel à part : « Evaluation Document B – Self Evaluation » (« Document d'évaluation B – Auto-évaluation »). Les deux formulaires sont disponibles sur le site Internet du réseau.³⁹

34 La « Petite Conférence de Sydney sur la Protection de la nature en Europe » (Hainburg, Autriche, 28 - 31 mai 2015) organisée par l'UICN a abordé, entre autres, la question de la cohérence des délimitations. Le point d'action suivant, intitulé « Les désignations multiples internationales des aires protégées », a été dicté dans le cadre de la Séance de travail 3B1 : « Fournir au WCMC (responsable de la gestion de la base de données mondiale sur les aires protégées) des données (numériques) exactes sur les délimitations, les actualiser régulièrement et faire en sorte que les gestionnaires des aires protégées comprennent les délimitations et les responsabilités de gestion. »

35 Voir <https://rsis Ramsar.org/fr?language=fr>.

36 Voir <http://whc.unesco.org/fr/rapportperiodique/>.

37 Voir <http://whc.unesco.org/fr/orientations/>.

38 Voir <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/biosphere-reserves/periodic-review-process/>.

39 Voir <http://www.globalgeopark.org/aboutGGN/Documents/9995.htm> (en anglais).

Si l'on compare le contenu des rapports exigés, on trouve évidemment certaines informations en commun, telles que le nom du site, son état de conservation (ou les changements dans la conservation), et ses programmes éducatifs et scientifiques permanents.

Mais, sur d'autres points, les informations demandées peuvent présenter des différences importantes d'une désignation internationale à l'autre. Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO, par exemple, demandent des données précises sur la façon dont les sites et leurs gestionnaires ont contribué au travail du Réseau à travers le nombre de conférences auxquelles ils ont assisté, les projets communs réalisés dans le cadre du réseau, ou les articles écrits pour être publiés dans la version mondiale, ou européenne, de *Géoparcs Network Newsletter* (Bulletin du réseau des géoparcs). Le Formulaire d'examen périodique des réserves de biosphère, pour sa part, exige une série détaillée et analytique d'informations afin de déterminer si une réserve de biosphère remplit toujours son rôle de conservation et de développement durable et pour mettre à plat son état de gouvernance et son système de gestion.

L'homogénéisation des exigences de déclaration des quatre instruments de désignation allégerait la charge de travail des gestionnaires des sites et des points focaux nationaux. Dans la Recommandation 4.3.5 de ce manuel, les auteurs ont essayé de définir le contenu commun qui pourrait être inclus dans ce rapport de synthèse.

3.2.8 Un calendrier différent pour chaque processus de rapports

Les exigences en matière de rapports des quatre organismes de désignation internationale diffèrent non seulement en termes de contenu, mais aussi en raison de leurs différents calendriers de soumission de rapports.

- La soumission de rapports pour les géoparcs mondiaux de l'UNESCO a lieu tous les quatre ans et est essentielle pour la revalidation de tout géoparc appartenant au réseau mondial des géoparcs. Le rapport est élaboré dans le cadre d'une évaluation de terrain menée par deux experts indépendants sélectionnés dans d'autres géoparcs mondiaux de l'UNESCO.
- Les cycles de rapports pour les sites Ramsar ont lieu au moins tous les six ans. En revanche, la mise à jour de l'état d'un site Ramsar peut être effectuée à tout moment sur Internet, en particulier lorsque des changements majeurs se rapportant au caractère écologique du site ont eu lieu, ou sont susceptibles de se produire, ou lorsque la superficie du site a changé.
- Les sites du patrimoine mondial exigent des rapports tous les six ans et, chaque année, une région du monde différente est soumise à un examen (voir section ci-dessus). Il y a généralement un intervalle d'un an entre la fin d'un cycle de rapports et le début du suivant afin de laisser un temps pour la réflexion et pour optimiser le processus.
- Les rapports périodiques des réserves de biosphère sont les plus espacés dans le temps : un Formulaire d'examen périodique doit être soumis au Secrétariat du MAB tous les 10 ans. En cas de non-conformité, le site peut courir le risque de ne plus faire partie du Réseau mondial de réserves de biosphère (cette mesure pourra être appliquée à partir de la 29^{ème} session du CIC-MAB en 2017).

L'établissement d'un registre centralisé des rapports au niveau du site (et même au niveau national) faciliterait cette tâche. En plus des différents rapports, ce registre des rapports devrait inclure les recommandations spécifiques des experts internationaux qui évaluent le site et les mesures prises pour suivre ces recommandations et pour assurer la conservation du site.

Par ailleurs, les secrétariats mondiaux, qui archivent aussi les rapports périodiques, devraient mettre ces évaluations en commun et les communiquer aux organes de direction. Ceci serait particulièrement pertinent dans le cas de la Convention du patrimoine mondial, qui tient une Liste du patrimoine mondial en péril, et de la Convention de Ramsar, qui applique systématiquement les procédures énoncées à l'Article 3.2⁴⁰ et tient le Registre de Montreux, afin d'éviter les divergences entre ces deux listes qui se recoupent. Des précautions particulières devraient être prises afin d'éviter de donner des recommandations contradictoires pour optimiser la gestion des sites en péril, et le partage des informations est une étape cruciale pour atteindre cet objectif. Cela peut également éviter des situations où il est estimé qu'un site satisfait à toutes les exigences correspondant à une désignation mais pas à celles d'une autre. Ce problème s'est déjà présenté, même si on peut soutenir que le site correspondait au profil spécifique d'une désignation mais pas aux objectifs explicites de l'autre.

3.2.9 Des fonds insuffisants pour assurer la gestion du site et les rapports

De nombreuses administrations de sites manquent de personnel et de fonds car la bonne gestion de l'environnement et le suivi d'un site exigent des moyens considérables, de même que la sensibilisation des communautés locales et la soumission des rapports. Ceci est particulièrement valable pour les pays en développement, mais de nombreuses administrations de sites dans les pays développés sont confrontées au même problème étant donné que le secteur public a généralement la consigne de limiter autant que possible les dépenses.

40 ARTICLE 3.2 : « Chaque Partie contractante prend les dispositions nécessaires pour être informée le plus tôt possible si le caractère écologique des zones humides situées sur son territoire et inscrites sur la Liste a changé, est en train de changer ou est susceptible de changer à la suite des développements technologiques, de pollution ou d'autre interférence humaine. »

Dans le cas des SDIM, cette question peut devenir encore plus problématique. En effet, non seulement ils doivent satisfaire aux exigences à l'échelle nationale, mais ils doivent en plus soumettre des rapports sur l'intégrité du site et mener les activités de management correspondant aux différents organismes de désignation internationale. Chaque rapport demande un certain temps et du travail car les données de suivi de l'environnement doivent être recueillies et résumées et les résultats des mesures prises en faveur du développement durable doivent être expliqués en détail. Un ou plusieurs membres du personnel doivent être affectés à cette tâche importante. En général, le soutien de donateurs extérieurs n'est d'aucune aide dans ce domaine car il est extrêmement rare qu'un financement soit octroyé pour soutenir de manière permanente les capacités institutionnelles du site et pour les développer. Par définition, les projets financés par des sources externes sont limités dans le temps, dans l'espace et dans leur portée (par exemple, pour la réintroduction d'espèces éteintes localement ou pour la remise en état d'habitats dégradés) et ils ne peuvent pas apporter d'aide à long terme ni pour la gestion, ni pour le suivi, ni même pour les rapports du site. C'est pourquoi, lorsqu'une zone reçoit plusieurs désignations internationales, un financement suffisant devrait être accordé à l'équipe de gestion du site afin de lui permettre de faire face à la charge de travail supplémentaire découlant des exigences des organismes de désignation internationale. L'étude de cas de Socotra (Yémen) illustre l'une des situations les plus difficiles à laquelle un SDIM peut être confronté.

3.2.10 Un renforcement des capacités insuffisant en matière de gestion des désignations internationales

La plupart des gestionnaires de sites, de même que les membres de leurs équipes, sont des experts bien formés à la gestion des zones de conservation, au niveau national et local. De nombreux membres du personnel sont passés par des centres régionaux de formation, tels que le *College of African Wildlife Management* (Université pour la gestion de la faune sauvage africaine) à Mweka (République-Unie de Tanzanie) pour les pays d'Afrique anglophone, ou l'École de Faune de Garoua (Cameroun) pour les pays africains francophones.

Dans plusieurs autres parties du monde où l'anglais ou le français ne sont pas les principales langues parlées, la connaissance des langues étrangères peut devenir un problème. Les secrétariats des quatre organismes de désignation internationale utilisent l'anglais et le français comme langues de travail et, plus rarement, l'espagnol. La communication avec les organismes de désignation internationale dans une langue qui n'est pas leur langue maternelle, et qu'ils ne parlent pas sur le terrain au sein des SDIM, représente souvent une difficulté pour les autorités nationales et les gestionnaires des sites (voir aussi l'Étude de cas 6 sur Korgalzhyn, au Kazakhstan). Pour être bien comprises, les décisions et les orientations des quatre organes de désignation doivent être traduites dans les langues nationales. Cela est également le cas des rapports périodiques, lorsque les textes doivent être traduits de la langue nationale vers les langues de travail des secrétariats internationaux.

Les gestionnaires de sites signalent aussi que le renforcement des capacités, la formation systématique et les opportunités de développement du réseau sont généralement insuffisants dans le cadre des désignations internationales. De plus, il n'existe à ce jour aucun centre ni programme qui dispense une formation pour les gestionnaires de sites et les autorités nationales sur la gestion harmonisée des SDIM. Ces programmes devraient offrir des modules de formation spécialisés sur les spécificités, les similitudes et le potentiel de synergies des quatre instruments internationaux, et enseigner les bonnes pratiques pour une gestion harmonisée des SDIM. Si possible, ces modules devraient également être proposés dans d'autres langues que celles utilisées par les organismes de désignation (anglais, français et espagnol) pour être accessibles à plus de personnes au niveau des sites.

3.2.11 Un manque de communication entre les gestionnaires de sites, les points focaux nationaux et les secrétariats mondiaux

En principe, il existe trois niveaux de responsabilité au sein d'un SDI : le gestionnaire du site au niveau local, les ministères ou les autorités publiques au niveau national, avec un point focal national désigné compétent pour la désignation internationale correspondante, et les organismes de désignation des quatre instruments internationaux.

Sur cette chaîne verticale des responsabilités, la communication ne circule pas toujours de manière aussi fluide et efficace qu'on pourrait le souhaiter. Il arrive que les informations ne passent pas rapidement d'un niveau à l'autre, bien que cela soit particulièrement important en cas d'urgence au niveau du site ou lorsque de nouvelles décisions et politiques des organismes de désignation doivent être appliquées sur le site. Lorsque deux, trois ou même quatre désignations internationales entrent en jeu, la complexité des interactions entre les trois niveaux augmente proportionnellement. Un mécanisme de coordination institutionnalisé, comme évoqué à la section 3.2.1, pourrait permettre une interaction plus étroite et plus fluide entre les gestionnaires de sites et les points focaux nationaux et / ou entre les points focaux nationaux et les secrétariats mondiaux.

Cela est également applicable à l'interaction horizontale entre les gestionnaires de sites, les points focaux nationaux et les secrétariats mondiaux pour la mise en commun des informations à l'échelle sous-régionale, régionale et internationale. Les quatre secrétariats mondiaux encouragent vivement le développement des réseaux entre les gestionnaires des sites et les points focaux nationaux, mais il y a encore une grande marge d'amélioration en matière d'interaction et de collaboration internationale pour renforcer le partage des connaissances entre les sites au-delà des frontières nationales. Malheureusement, les mesures incitatives sont souvent insuffisantes pour que ce processus progresse. Ce n'est pas uniquement une question de financement et il faut montrer que, d'autre part, les avantages d'un tel réseau méritent l'investissement en termes de temps qu'il suppose pour les gestionnaires de sites.

Étude de cas 9. Socotra (Yémen) : réserve de biosphère, site Ramsar, site du patrimoine mondial naturel

Situation géographique et principales caractéristiques

L'archipel de Socotra se situe dans le nord-ouest de l'océan Indien, à 235 km au large de la corne de l'Afrique et à 380 km au large de la côte du Yémen. Il est constitué d'une île principale à l'est (l'île de Socotra), qui a une superficie d'environ 354 900 ha, de trois îles plus petites à l'ouest (Samhah, Darsah et Abd al Kuri) et de quelques affleurements rocheux de calcaire. L'île principale de Socotra présente trois terrains géomorphologiques : les hauts plateaux granitiques formant les monts Haghier, qui s'élèvent jusqu'à 1540 m d'altitude, un plateau calcaire truffé de cavernes karstiques et dominé par une espèce végétale endémique, le dragonnier (*Dracaena cinnabari*) et les plaines côtières.

Ces îles, qui sont relativement isolées du reste du monde et s'étendent entre trois régions biogéographiques (africaine, orientale et paléarctique), constituent un laboratoire vivant où certains écosystèmes uniques ont été conservés ainsi qu'une flore xérophytique insolite et une culture traditionnelle en équilibre avec l'environnement local. Socotra, qui fait partie du point chaud de biodiversité de la corne de l'Afrique, présente une biodiversité d'une richesse exceptionnelle et un taux d'endémisme élevé d'espèces végétales comme animales, ce qui lui a valu d'être qualifié de Galápagos de l'océan Indien. De fait, 37 % de ses 850 espèces de plantes vasculaires, 90 % de ses 600 espèces d'insectes et 90 % de ses espèces de reptiles n'existent nulle part ailleurs dans le monde. La faune marine est tout aussi variée, composée de 730 espèces de poissons, de 300 espèces de crustacés, ainsi que de baleines, de dauphins, de seiches et de deux espèces nicheuses de tortues de mer.

Dragonnier sur l'île de Socotra © Haifaa Abdulhalim

Désignations nationales et internationales

L'aire protégée de l'île de Socotra, qui couvre 362 500 ha, et le projet pour la biodiversité de Socotra ont été créés en 1996. Un Plan de zonage pour sa conservation, élaboré en étroite concertation avec les communautés locales, a été approuvé en l'an 2000. En 2003, l'archipel de Socotra a été désigné réserve de biosphère avec une superficie de 2 681 640 ha. Plus tard, en 2007, la lagune de Detwah (aire protégée de Ditwah), qui couvre 580 ha, a été inscrite sur la Liste de Ramsar. Un an plus tard, en 2008,

des arrêtés gouvernementaux accordant une plus grande protection aux îles ont été adoptés afin de limiter les dégradations dues à la construction de routes, de promouvoir l'écotourisme durable, de réduire les effets du pâturage de bétail non contrôlé, et d'obtenir des fonds pour établir une structure de gestion. Au cours de la même année, l'archipel de Socotra a été inscrit sur la liste des sites du patrimoine mondial naturel avec une superficie qui couvre plus de 75 % de la totalité de son territoire (410 460 ha). Toutes les désignations internationales sont gérées par l'Autorité de protection de l'environnement (EPA pour l'anglais), organe administratif du Ministère de l'Eau et de l'Environnement. L'inscription du site sous différentes désignations internationales avait pour objet d'affronter et de résoudre plusieurs pressions anthropogéniques et certaines menaces telles que le développement incontrôlé, les espèces envahissantes, la surexploitation des ressources et la perte de connaissances traditionnelles précieuses.

Reconnaissance internationale et enjeux actuels

La reconnaissance par différentes désignations internationales a amélioré la visibilité nationale et internationale de l'archipel de Socotra et a attiré des organismes prêts à financer des projets locaux en vue de la préservation de l'environnement et du développement durable. La collaboration établie avec les organisations internationales (telles que le PNUE, le PNUD, le FEM et la GlZ) grâce à cette reconnaissance a stimulé d'importants échanges d'informations et de connaissances au niveau mondial et régional. Ces différents projets intégrant la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable des ressources naturelles et le développement communautaire ont été des facteurs positifs pour l'intégrité environnementale des îles et l'économie locale, et ont entraîné une augmentation du nombre de touristes étrangers dans la région.

Mais le nombre de touristes a récemment chuté, depuis le début de la guerre au Yémen, car tous les vols vers Socotra doivent faire une escale sur le continent. Et, ce qui est encore plus inquiétant, l'environnement instable au Yémen a également placé Socotra dans une situation précaire. Dans le cadre de la crise, les budgets pour les infrastructures et les loisirs ont diminué. Il n'est donc pas surprenant que l'obtention de fonds pour la gestion du personnel et la conservation du site soit devenue un problème.

La dégradation des terres à cause de la surexploitation des ressources est un problème de plus en plus important, de même que l'érosion des sols. Les espèces envahissantes représentent aussi une menace réelle, surtout en l'absence d'un système pour observer les nouvelles introductions. Certaines activités telles que l'exploitation du bois combustible à cause du manque de gaz domestique, l'abattage des tortues marines pour leur viande ou la pêche illégale dans les zones protégées, sont encore pratiquées. De plus, les projets nationaux et internationaux pour soutenir la protection et le développement durable de l'archipel de Socotra sont encore rares. Il faut espérer que, lorsque la paix sera revenue au Yémen, Socotra bénéficiera à nouveau du soutien national et extérieur. L'administration du site doit être renforcée en termes de budget, mais aussi à travers la multiplication des opportunités de renforcement des capacités du personnel local par des formations à court et à long terme. En outre, il est essentiel de renforcer la participation des communautés locales dans la gestion environnementale et les activités d'écotourisme sur le site.

La lagune de Detwah sur l'île de Socotra a été reconnue en tant que site Ramsar © Haifaa Abdulhalim

3.2.12 Le tourisme incontrôlé et préjudiciable

L'accumulation de plusieurs désignations internationales débouche souvent sur une augmentation du nombre de visiteurs dans les SDIM car cela implique une visibilité et un prestige plus importants à l'échelle nationale et internationale.

Cependant, la trop grande affluence de visiteurs peut devenir un problème pour l'intégrité environnementale et la conservation d'un site. Les biotopes et les écosystèmes sensibles, tels que les zones humides, avec leurs précieux habitats d'oiseaux d'eau, ou les

zones arides et les montagnes avec leur faible couverture du sol, ne sont pas toujours en mesure d'accueillir un grand nombre de visiteurs. Dans de nombreux sites, en particulier les plus vulnérables, le nombre de visiteurs doit être contrôlé à travers la limitation de l'espace (par exemple en établissant des sentiers balisés pour les touristes) ou du temps (en limitant le nombre de visiteurs à certains moments de la journée ou de l'année).

La mise en place d'installations et d'équipements spéciaux pour le tourisme implique généralement des investissements d'infrastructure importants (non seulement pour construire des hôtels permettant l'hébergement, mais aussi pour construire les principales voies d'accès ou routes de desserte, pour disposer d'une chaîne d'approvisionnement alimentaire, pour gérer l'élimination des déchets, etc.) qui doivent être pris en compte dans le cadre de la gestion globale de la région,⁴¹ de même que l'imposition de restrictions si cela s'avère nécessaire. Les autorités locales et nationales devraient opérer la transition du tourisme de masse non contrôlé au tourisme durable à travers la mise en place de stratégies de tourisme durable comprenant notamment des réglementations sur l'accessibilité des sites, sur l'hébergement touristique, les infrastructures, l'image de marque, les licences des fournisseurs de l'activité touristique, etc. Cela a une importance capitale pour les quatre désignations. Par exemple, les géoparcs mondiaux de l'UNESCO, lors de l'examen de revalidation, doivent présenter les conséquences positives et négatives du développement touristique sur leur site. Le Formulaire d'examen périodique des réserves de biosphère exige également des informations concernant les conséquences du tourisme sur l'environnement local.

3.2.13 Les conflits avec les communautés locales et les peuples autochtones

Les communautés locales et les peuples autochtones s'opposent parfois à la création d'une zone protégée. Cette réaction peut mettre en évidence des conflits liés à la propriété foncière, aux restrictions sur l'utilisation des terres et à l'accès aux ressources naturelles. Ce problème, qui n'est pas rare dans le cadre des aires protégées, en particulier dans les premières étapes de leur mise en place, devient encore plus compliqué lorsqu'une zone est proposée pour une désignation internationale et, à plus forte raison, pour plusieurs désignations internationales. D'après les rapports, les communautés locales déclarent souvent qu'elles ne souhaitent pas être régies par une organisation internationale ou qu'elles ne souhaitent pas qu'un organisme extérieur leur dise comment utiliser leur territoire. Ce type de réaction persiste malgré le fait que les propositions d'inscription des sites au niveau international soient le résultat de la décision de gouvernements souverains et n'émanent pas du Secrétariat de Ramsar ni de celui de l'UNESCO.

L'expérience en matière de désignation de SDI montre qu'il faut du temps, souvent plusieurs années, ainsi qu'une communication et une collaboration régulières et transparentes pour parvenir à convaincre les communautés locales des avantages que peut procurer la reconnaissance internationale d'un site. L'organisation d'une série de réunions et d'ateliers d'information et de consultation avec les communautés locales est indispensable pour appréhender et résoudre les craintes concernant le contrôle d'une zone par des étrangers à travers les organismes internationaux. Ces appréhensions doivent être prises très au sérieux et ne devraient jamais être ignorées sous prétexte qu'elles semblent infondées. Il faut insister sur les avantages de la reconnaissance internationale (notamment la meilleure visibilité à l'échelle nationale et internationale, la création de nouveaux moyens de subsistance alternatifs, tels que les services et les activités de tourisme durable, et la commercialisation de produits locaux), et les autorités doivent veiller à ce que la mise en place des SDIM aille dans ce sens et réponde aux préoccupations des communautés. Même si ce genre de réunion n'est pas facile à organiser, car cela demande du temps et peut impliquer des frais considérables, il s'agit d'un élément essentiel pour préparer le terrain en vue des désignations internationales.

Il convient également de remarquer que, pour certaines communautés, la question des droits représente un enjeu central, en particulier lorsque des territoires de peuples autochtones sont concernés. Cela va au-delà de la notion de partie prenante et se rapporte à celle de titulaire de droits. L'idéal est que les collectivités locales et les peuples autochtones soutiennent la désignation internationale mais, dans certains cas particuliers, la désignation internationale n'a pas respecté certains droits, notamment le principe du consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) établi dans la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.⁴² Ces situations ne sont plus admissibles dans la mesure où les SDI et les SDIM devraient être considérés comme des modèles de meilleures pratiques internationales. La bonne gestion et la gouvernance équitable et efficace des aires protégées (y compris des SDI et des SDIM) devraient assurer le respect des principes de légitimité, d'expression, de direction, d'efficacité, de responsabilité et d'équité ainsi que les droits. Cela comprend les droits fondamentaux (tels que les droits de l'Homme élémentaires à la vie et à la liberté, ou des droits matériels et financiers, dans le cadre de conditions contractuelles spécifiques comme l'accès à un territoire donné) et les droits procéduraux (comme les droits à l'information, à la participation et à l'accès à la justice). Les droits fondamentaux et procéduraux des peuples autochtones doivent être respectés dans le cadre de la désignation de SDI ou de SDIM.⁴³

⁴¹ Voir Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable sur <http://whc.unesco.org/fr/tourisme/>.

⁴² Voir http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf.

⁴³ G. Borri-Feyerabend, P. Bueno, T. Hay-Edie, B. Lang, A. Rastogi et T. Sandwith (2014). *A primer on governance for protected and conserved areas*. Stream on Enhancing Diversity and Quality of Governance (Une amorce de gouvernance pour les aires protégées et conservées. Axe pour le renforcement de la diversité et de la qualité de la gouvernance), Congrès mondial des parcs de l'UICN 2014. Gland, Suisse : UICN.

Ce souci du respect des communautés et des droits se poursuit après la reconnaissance du site par la Conventions de Ramsar, la Convention du patrimoine mondial, le Programme MAB et/ou le PIGG, car le processus de maintien de l'intégrité de l'environnement et de conservation du site n'est pas terminé, bien au contraire. Après quelques années, l'enthousiasme des débuts peut avoir diminué, ou disparu, et certaines obligations et accords se rapportant au modèle de gestion ou aux plans de gouvernance peuvent ne plus être respectés. Bien que cela soit, encore une fois, une tâche difficile pour les gestionnaires de sites et les autorités locales et nationales, ils ont le devoir de veiller à ce que les communautés locales perçoivent toujours les avantages de la reconnaissance internationale et continuent à participer et à en bénéficier. À ce sujet, l'étude de cas sur le Cilento, Vallo di Diano et Alburni (Italie) est particulièrement intéressante car les trois désignations de l'UNESCO ont connu un renouveau dans la région, en 2013, à la suite de l'inscription de la diète méditerranéenne sur la Liste de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Le Cilento a été choisi comme communauté emblématique pour représenter la diète méditerranéenne de l'Italie.

Bien que le flux des visiteurs des falaises d'ocre de Roussillon (Parc naturel régional du Lubéron classé géoparc mondial de l'UNESCO/ réserve de biosphère de Lubéron-Lure, en France) soit bien canalisé par des sentiers balisés, certains touristes tentent encore d'escalader les rochers. © Thomas Schaaf

3.2.14 Les risques de confusion au sein des collectivités locales et parmi les visiteurs

Malgré le fait que les organismes de désignation internationale demandent que leurs logos figurent de façon visible sur le site, la prolifération de logos différents crée souvent la confusion chez les visiteurs et les résidents locaux. Les gestionnaires de sites ont rapporté que les communautés locales comme les touristes nationaux et étrangers connaissent souvent bien les logos nationaux (par exemple, d'un parc national ou d'une réserve naturelle d'État). En revanche, il est rare que les visiteurs sachent identifier précisément les logos de Ramsar, du patrimoine mondial, de la réserve de biosphère et/ou des géoparcs mondiaux de l'UNESCO. De fait, de nombreux SDIM évitent de surcharger les panneaux d'information et le matériel promotionnel avec une quantité de logos différents et préfèrent décrire ce qui peut être vu sur le site à l'aide de cartes, d'images et de courts textes informatifs.

Étude de cas 10. Cilento, Vallo di Diano et Alburni (Italie) : Réserve de biosphère, paysage culturel du patrimoine mondial, géoparc mondial de l'UNESCO

Situation géographique et principales caractéristiques

Situé dans la province de Salerne, dans le sud de l'Italie, le parc national du Cilento, Vallo di Diano et Alburni s'étend de la côte tyrrhénienne aux montagnes de la Campanie. Son territoire est caractérisé par des montagnes dolomitiques peu élevées avec des caractéristiques typiques du karst, comme des dolines et des grottes, et un littoral composé de falaises, de baies et de plages de sable. La présence de dolomites et de roches calcaires de l'ère mésozoïque qui remontent à 130 millions d'années, de sédiments pélagiques du Mésozoïque et de turbidités silicoclastiques du Miocène datant de 16 à 6 millions d'années illustre l'histoire évolutive de la Méditerranée centrale et met en relief le patrimoine géologique de la région. Les habitats du parc varient énormément selon leur altitude, allant de la garrigue côtière sèche aux terrains de chênes verts, en passant par les forêts de chênes mixtes, de charmes et d'aulnes, et des forêts naturelles de hêtres européens aux prairies de haute altitude. La région se distingue par la présence d'oiseaux de proie, en particulier l'aigle royal (*Aquila chrysaetos*) et de leurs proies de prédilection : la perdrix bartavelle (*Alectoris graeca*) et le lièvre de Corse (*Lepus corsicanus*). La présence de ces deux espèces est importante car elles représentent des populations typiques des Apennins, aujourd'hui éteintes dans la majeure partie du territoire italien. Le patrimoine culturel est, lui-aussi, particulièrement riche, avec des traces d'occupation humaine remontant au Paléolithique et les vestiges historiques d'une succession de civilisations comprenant notamment les sites archéologiques des villes de Paestum et de Velia et le monastère de la Chartreuse de Padula.

Montagne de la Sella del Corticato et ville de Teggiano © Parc national du Cilento, Vallo di Diano et Alburni

Désignations nationales et internationales

Le Parc national du Cilento, Vallo di Diano et Alburni a été créé en 1991. Il a reçu sa première reconnaissance internationale en 1997 lors de la désignation du Cilento et du Vallo di Diano comme réserve de biosphère, avec une superficie de 181 000 ha. Peu après, en 1998, le parc national du Cilento et du Vallo di Diano avec les sites archéologiques de Paestum et de Velia et la Chartreuse de Padula, soit une superficie de 159 110 ha, ont été désignés paysage culturel du patrimoine mondial. Enfin, en 2010, le GGN a intégré à son réseau le géoparc du Cilento et du Vallo di Diano qui couvre 184 100 ha. De plus, l'UNESCO a inscrit, en 2013, la diète méditerranéenne sur la liste de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, et le Cilento a été choisi comme communauté emblématique représentant le régime alimentaire de l'Italie. Les limites de la réserve de biosphère, du site du patrimoine mondial, du géoparc mondial de l'UNESCO et de la communauté emblématique de la diète méditerranéenne coïncident pratiquement avec les limites du Parc national. Les différentes désignations sont gérées par une unique Autorité du parc, à l'exception des sites archéologiques et historiques qui sont des biens du patrimoine mondial gérés par le Ministère italien de la Culture et du Tourisme.

Vue du Cap Palinuro sur la côte du Cilento © Parc national du Cilento, Vallo di Diano et Alburni

Liens naturels, culturels et sociaux

Les conflits entre la direction du parc et la communauté locale (les résidents et les institutions administratives locales) sont fréquents à cause des restrictions d'utilisation des terres au sein du Parc national, généralement considérées comme un système de contraintes empêchant le développement de la région. Cependant, les désignations internationales aident à atténuer les conflits en insistant auprès de la communauté sur l'importance de la région à l'échelle mondiale. La reconnaissance du Cilento comme communauté emblématique de la diète méditerranéenne a entraîné la création d'un réseau de cultivateurs conservateurs du patrimoine agricole du parc. Ces cultivateurs recueillent les semences de cultures traditionnelles (comme les céréales, les légumes et les fruits) et travaillent sur la récupération et l'exploitation de ces cultures. En outre, le fait de faire partie du Réseau des géoparc européens, qui est très actif et expérimenté, a énormément aidé le parc à développer des stratégies de marketing et de tourisme durable.

Les différentes désignations du Parc national ont également contribué à faire prendre conscience de son importance en tant que site de recherche dans lequel les interactions complexes entre les éléments naturels, culturels et sociaux peuvent être étudiées.

L'observation des apports de chacun de ces éléments contribue à une meilleure compréhension des liens entre les services écosystémiques, le développement durable et le bien-être social. Les gestionnaires du parc ont le projet de développer des campagnes de sensibilisation et de communication ainsi que des programmes sur le Parc national et ses désignations internationales, destinés à la communauté locale et aux décideurs pour s'assurer d'obtenir un soutien plus important de la part de ce public.

Membres du réseau des cultivateurs conservateurs de la diète méditerranéenne
© Parc national du Cilento, Vallo di Diano et Alburni

Logos des quatre instruments de désignation internationale

Logos du MAB, du patrimoine mondial et des géoparc mondiaux de l'UNESCO devant le Centre du patrimoine mondial de la nature de Jeju (Jeju, République de Corée) © Thomas Schaaf

Il est fréquent que les collectivités locales et les visiteurs ne comprennent pas pourquoi un site a plusieurs désignations internationales différentes, quels sont les objectifs et les valeurs spécifiques de chacune d'entre elles ni ce que cela implique pour sa gestion quotidienne. Les centres d'accueil et les musées, s'ils existent sur le site, doivent être utilisés par les SDIM pour mettre en évidence leur statut international, pour donner des informations générales sur chacune des désignations et pour expliquer ce qu'elles impliquent pour la gestion du site et la conservation au niveau local, national et mondial. De nombreux centres d'accueil sont fiers de mettre en avant le fait que leur site est reconnu au niveau international. Certains, comme Jeju (République de Corée), vont même jusqu'à afficher les certificats officiels qui ont été remis à la région par les organismes de désignation.

Certificats sur l'île de Jeju (République de Corée) : Ramsar, patrimoine mondial, réserve de biosphère et géoparc mondial de l'UNESCO

Les organismes de désignation internationale devraient également contribuer à ces efforts en élaborant des stratégies de marque et de communication qui transmettent la valeur ajoutée de chaque désignation au lieu d'être en concurrence.

3.2.15 Une désignation peut éclipser les autres

Comme cela est évoqué dans la section 3.2.14, les logos internationaux ne sont pas toujours tous affichés sur les sites (et il en va de même pour les renseignements généraux sur les désignations). Certains gestionnaires de sites et points focaux nationaux ont signalé que les désignations de l'UNESCO apportent plus de visibilité et de notoriété aux sites, ce qui explique pourquoi les emblèmes de l'UNESCO sont plus souvent utilisés que celui de Ramsar (bien que le contraire puisse arriver dans certains sites et pays).

Par exemple, l'administration du Parc national de la mer des Wadden de Basse-Saxe (Allemagne) a fait le choix délibéré de n'afficher que le logo trinational de la mer des Wadden (qui sépare le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas) et celui du patrimoine mondial sur sa brochure d'information et ses panneaux d'interprétation, même si l'aire de la mer des Wadden de Basse-Saxe est également un site Ramsar et une réserve de biosphère. Cette décision a été prise après de longues délibérations afin d'éviter de surcharger le matériel promotionnel et les panneaux d'information d'une multitude de logos et de créer la confusion chez les visiteurs. Le raisonnement qui sous-tend cette décision est qu'une surabondance de logos et d'informations sur les désignations risque de diluer les messages plus didactiques à transmettre, tels que la présence d'espèces ou de processus environnementaux qui peuvent être observés sur le site.

Dans d'autres cas, les sites ont reçu leurs désignations internationales il y a plusieurs dizaines d'années, et ces marques de reconnaissance sont, depuis, simplement tombées dans l'oubli au niveau du site. Par conséquent, il existe des SDIM où les logos de certaines désignations ne sont pas, ou plus, affichés ni expliqués. Cela arrive malgré le fait que les formulaires de candidature des quatre désignations internationales demandent spécifiquement des précisions pour savoir si le site proposé a déjà été inscrit sur la liste d'un autre organisme de désignation internationale. Pour être inscrit sur la liste des géoparcs mondiaux de l'UNESCO, par exemple, une lettre de soutien des autorités nationales en charge des autres désignations internationales est exigée, ainsi qu'une déclaration spécifiant comment les différentes institutions locales et nationales vont collaborer au niveau du site. Si le logo des géoparcs mondiaux de l'UNESCO ne figure pas sur le site alors qu'on peut y voir ceux d'autres désignations internationales, le site peut courir le risque de ne pas être revalidé.

Étude de cas 11. Parc national de la mer des Wadden de Basse-Saxe (Allemagne) : trois sites Ramsar, site du patrimoine mondial naturel (commun au Danemark, à l'Allemagne et aux Pays-Bas), réserve de biosphère

Situation géographique et principales caractéristiques

La mer des Wadden est le plus grand système d'étendues sableuses intertidales et de vasières d'un seul tenant au monde. Les aires protégées que couvre la mer des Wadden sont l'aire de conservation de la mer des Wadden néerlandaise, les parcs nationaux allemands de la mer des Wadden de Hambourg, de Basse-Saxe et du Schleswig-Holstein et la majeure partie de l'aire de conservation de la mer des Wadden danoise. Cette étude de cas se concentre principalement sur la mer des Wadden de Basse-Saxe (Allemagne), qui dépend d'une seule administration du parc.

Située sur la frange nord du Land de Basse-Saxe en Allemagne du Nord-Ouest, cette partie de la mer des Wadden abrite plus de 10 000 espèces animales et végétales. Les vasières intertidales (qui représentent 50 % de la superficie du site) constituent un habitat extrême car elles sont inondées deux fois par jour avec le mouvement des marées. Un mètre carré de vasière peut contenir jusqu'à 100 000 crevettes, 100 000 escargots, 20 000 jeunes moules bleues ou 50 gros vers de vase, ce qui témoigne d'une production de biomasse encore plus élevée que dans une forêt tropicale. Les zones subtidales et les systèmes de rigoles représentent 43 % du site et sont d'importants viviers de poissons et d'autres espèces animales marines. Les marais salants (4 %) abritent 400 espèces d'insectes qui dépendent de 25 espèces de plantes de marais salants et constituent les habitats de reproduction vitaux de nombreuses espèces d'oiseaux. Les dunes, les plages, les marais et les zones de landes sont d'autres éléments du paysage qui procurent des habitats à de nombreuses espèces végétales et animales. Plus de 10 à 12 millions d'oiseaux migrateurs s'arrêtent deux fois par an à la mer des Wadden. La mer des Wadden est, par nature, l'un des derniers écosystèmes intertidaux à grande échelle où le fonctionnement des processus naturels a été relativement peu perturbé.

Vue aérienne de la mer des Wadden © Pedro Rosabal

Désignations nationales et internationales

Le Parc national de la mer des Wadden de Basse-Saxe a été créé en 1986, avec une superficie de 240 000 ha. Plusieurs amendements de la Loi sur les parcs nationaux ont abouti à une extension du site, avec une superficie totale de 346 000 ha depuis 2010. Avant l'inscription du parc, la mer des Wadden de Basse-Saxe avait déjà été reconnue au niveau international en 1976 avec la désignation de trois sites Ramsar : Wattenmeer, Elbe-Weser-Dreieck (38 460 ha), Wattenmeer, Jadebusen & westliche Wesermündung (49 490 ha) et Wattenmeer, Ostfriesisches Wattenmeer & Dollart (121 629 ha). De fait, la désignation de

ces trois sites Ramsar a ouvert la voie à la création du Parc national. En 1992, la réserve de biosphère de la mer de Wadden de Basse-Saxe a été désignée, avec la même superficie que le Parc national de 1986 (c'est-à-dire 240 000 ha, mais une extension de la réserve de biosphère vers les terres de l'arrière-pays derrière les digues est actuellement envisagée). Enfin, la désignation de site du patrimoine mondial naturel est entrée en vigueur en 2009.

Oiseaux d'eau dans la mer des Wadden © Pedro Rosabal

Vue aérienne © UICN Wendy Strahm

Gérer la reconnaissance internationale multiple

En 1987, un secrétariat commun de la mer des Wadden a été créé (à Wilhelmshaven, en Allemagne), ce qui favorise la coopération trilatérale entre le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas, par exemple à travers l'organisation régulière de congrès gouvernementaux trilatéraux sur la protection de la mer des Wadden. L'administration du Parc national est responsable de la gestion quotidienne de ses désignations internationales.

La multiplicité des logos qui doivent figurer sur le site est souvent une source de confusion pour les touristes car la majorité des visiteurs ne connaît pas, en général, la signification spécifique de chaque logo figurant sur les panneaux d'information ou sur le matériel promotionnel. À l'issue de longues discussions avec des spécialistes en diffusion et des graphistes professionnels, il a été décidé de n'utiliser que le logo trinational de la mer des Wadden et celui du patrimoine mondial dans les publications et autres documents d'information, même au risque d'éclipser, pour le grand public, la désignation de Ramsar et celle de réserve de biosphère.

Toutefois, l'administration du Parc national est bien consciente des autres désignations internationales de la région et n'a aucune intention de rabaisser l'importance de la reconnaissance de réserve de biosphère et de site Ramsar. En 2015, le Parc national a commencé à préparer des brochures d'information sur les caractéristiques de ces deux dénominations, étendant ainsi les activités de sensibilisation et d'information à toutes les désignations internationales.

3.2.16 Dilution de l'efficacité des désignations internationales

Les désignations de sites Ramsar, de sites du patrimoine mondial et de réserves de biosphère remontent aux années 1970, et celles de géoparcs mondiaux de l'UNESCO à 2004, sachant que de nouveaux sites sont ajoutés chaque année à chacune de ces listes. Cette augmentation constante de SDI soulève des inquiétudes car elle risque de mener à une inflation des chiffres et, surtout, à une dilution de l'efficacité des désignations internationales.

La Convention de Ramsar, la Convention du patrimoine mondial, le Programme MAB et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO, avec leurs organes de direction et leurs secrétariats respectifs, adoptent des approches différentes face au risque d'inflation du nombre de SDI. La Convention de Ramsar est satisfaite d'accueillir régulièrement de nouveaux sites Ramsar car elle considère qu'ils renforcent, à l'échelle de la planète, la protection des zones humides sensibles et leur utilisation rationnelle. La Convention du patrimoine mondial, en revanche, a limité le nombre de propositions d'inscription de sites sur la Liste du patrimoine mondial : chaque pays n'est autorisé à présenter qu'un seul bien culturel et un bien naturel (ou un paysage culturel) par an pour son inscription sur la Liste du patrimoine mondial. En outre, d'après le règlement en vigueur, le Comité du patrimoine mondial ne doit pas recevoir plus de 45 demandes d'inscription par session annuelle et tous les sites proposés ne sont généralement pas acceptés.⁴⁴ Dans le cas des géoparcs mondiaux de l'UNESCO, seules deux demandes d'inscription sont autorisées par pays et par an. Les réserves de biosphère ne prévoient aucune restriction de ce type mais les critères de sélection ont augmenté au fil des années pour garantir que les sites proposés remplissent les fonctions nécessaires à leur inscription en tant que réserves de biosphère. Au cours de ces dernières années, le CIC-MAB a seulement autorisé l'inscription d'environ 70 à 80 % des sites proposés.

Le nombre de SDIM promet d'augmenter proportionnellement au nombre sans cesse croissant de sites désignés par Ramsar et l'UNESCO. Le fait que les SDI et les SDIM soient de plus en plus nombreux risque d'entraîner des confusions entre les marques au sein des sites inscrits sur les listes de Ramsar et de l'UNESCO et, d'autre part, une perte du rôle qui distingue chacun de ces instruments. Il faut veiller à ce que les SDI et les SDIM conservent leurs valeurs en tant que sélection de lieux qui ont une réelle signification à l'échelle mondiale, et à ce que l'efficacité de la désignation internationale ne soit pas diluée par la quantité des sites inscrits, ou des chevauchements, sans contribuer aux résultats de conservation communs ni aux efforts des différents SDI.

⁴⁴ L'UICN a réalisé plusieurs études thématiques en vue de limiter le nombre de demandes d'inscription au patrimoine mondial naturel aux sites les plus susceptibles d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Voir <http://www.iucn.org/theme/world-heritage/resources/publications> (en anglais).

Partie IV : Recommandations

4. Harmoniser la gestion des SDIM

Dans les chapitres précédents, les avantages et les défis que les désignations multiples présentent pour les sites ont été examinés et illustrés par des études de cas. La principale question qui se pose est de savoir comment la gestion des SDIM peut être optimisée afin d'assurer une conservation à long terme des sites fondée sur la collaboration avec les collectivités locales et la promotion du développement durable au sens large.

L'optimisation de la gestion des SDIM doit avoir pour bases la complémentarité et les synergies entre les différentes désignations d'un même site. La complémentarité n'est possible que si deux ou plusieurs éléments présentent des propriétés essentiellement différentes mais dont la combinaison permet d'atteindre un même objectif commun. La synergie est l'interaction d'éléments qui produisent un tout qui est supérieur à la simple somme de ses parties. Les quatre désignations internationales sur lesquelles porte ce manuel ont des propriétés différentes en termes de critères de sélection, d'approches et de modalités de fonctionnement. Cependant, et cela est encore plus important, les quatre désignations internationales ont le potentiel de créer des synergies dans la mesure où elles se renforcent mutuellement pour soutenir les progrès de la conservation de l'environnement et du développement durable.

Dans ce chapitre, un certain nombre de recommandations sont formulées en vue de l'harmonisation de la gestion des SDIM. Ces recommandations sont indicatives ; il appartient aux organes de direction de chacun des quatre instruments de désignation (la Conférence des Parties de Ramsar, le Comité du patrimoine mondial, le CIC-MAB et le Conseil des géoparcs mondiaux de l'UNESCO) d'examiner ces recommandations avec leurs secrétariats respectifs et de les adopter s'ils estiment qu'elles sont opportunes.

Les recommandations ont été classées suivant les différents groupes cibles auxquels elles s'adressent :

- les gestionnaires de SDIM au niveau local ;
- les points focaux des quatre instruments de désignation et les parties prenantes au niveau national (ministères et autorités nationales affiliées et autres intervenants nationaux) ;
- les organes de décision des quatre instruments de désignation internationale et leurs secrétariats respectifs au niveau international.

4.1 Recommandations pour les gestionnaires de sites au niveau local

Les fonctions d'un gestionnaire de SDIM sont plus larges que celles d'un gestionnaire responsable d'un site désigné au niveau national ou d'un site avec une seule désignation internationale. Les gestionnaires peuvent être, selon le site, des chefs coutumiers, des propriétaires traditionnels ou des organismes du secteur privé et communautaires, ce qui reflète la diversité des modèles de gouvernance qui existent au sein des aires protégées. Les gestionnaires de SDIM peuvent être placés sous les auspices de différentes autorités nationales et de ministères, à défaut de structures et de mandats issus des autorités mères liés à l'UNESCO et à la Convention de Ramsar. Les gestionnaires de sites doivent être pleinement conscients des différents objectifs et des exigences qu'implique chaque désignation internationale, y compris les obligations en matière de rapports. Et ils doivent interagir avec les communautés locales et sensibiliser les visiteurs à travers l'éducation à l'environnement, afin de promouvoir les valeurs des différentes désignations internationales du site.

4.1.1 Développer le renforcement des capacités du personnel

Les gestionnaires de sites et le personnel de leurs partenaires, de même que les parties prenantes et les titulaires de droits, doivent avoir bien assimilé les points communs qui existent entre les désignations internationales, mais aussi les différences entre les objectifs et les approches de chacune d'entre elles. Les quatre désignations internationales partagent un même objectif fondamental : la conservation de l'environnement, mais il y a des différences évidentes entre les buts spécifiques de chaque désignation. Ces différents buts ont une répercussion sur la gestion du site liée à chacune d'entre elles. Les plans de gestion des SDIM doivent être accordés et harmonisés en tenant compte des objectifs de gestion et de conservation des deux, trois, voire quatre désignations internationales qu'un site peut avoir.

De nombreux sites Ramsar et du patrimoine mondial, de même que des réserves de biosphère, ont été désignés il y a plus de trente ans. Depuis leur désignation, de nouvelles générations de gestionnaires de sites sont entrés en fonction, parfois sans connaître les fins

spécifiques de chaque désignation ou sans savoir pourquoi un site a reçu plusieurs désignations internationales par le passé. Dans ce type de cas, il serait utile d'organiser des cours de formation pour les gestionnaires de sites, éventuellement au niveau national ou régional, afin de les informer des objectifs, des similitudes et des spécificités de chaque désignation. Le renforcement des capacités, selon les objectifs spécifiques de chaque désignation et en vue de bien gérer et conserver un site ayant plusieurs désignations, est fondamental pour établir un système de gestion harmonisé.

Les activités de formation et de renforcement des capacités pour les gestionnaires de sites centrées sur les spécificités, les similitudes et les synergies potentielles entre les quatre instruments de désignation internationaux devraient être institutionnalisées dans le cadre d'une formation régulière et continue s'adressant au personnel des aires protégées, et à d'autres parties prenantes locales.

4.1.2 *Créer un mécanisme de coordination commun au niveau du site pour toutes les désignations internationales*

L'une des mesures les plus importantes pour améliorer et harmoniser la gestion des SDIM est la création d'un mécanisme de coordination interinstitutionnel au niveau du site pour toutes les désignations internationales qui se chevauchent. Ce mécanisme serait chargé de : satisfaire aux exigences en matière de rapports des autorités nationales et des organismes de désignation internationale ; impliquer les communautés locales dans les discussions liées à la gestion du site, au partage des bénéfices et à la sensibilisation ; assurer un financement, issu de sources nationales et internationales, pour la conservation et la gestion du site ; gérer au mieux un mécanisme commun de canalisation des fonds pour le SDIM ; préparer des brochures d'information, des panneaux d'interprétation, des sentiers de randonnée pour les visiteurs et d'autres outils et activités pour l'éducation à l'environnement ; et représenter le site sur la scène internationale pour développer la collaboration et le partage des connaissances.

Le mécanisme de coordination commun peut également être responsable de la tenue d'un registre de rapports centralisé au niveau du site où seraient consignées les recommandations des experts internationaux qui évaluent le site et les mesures de suivi prises pour appliquer ces recommandations et pour assurer la conservation du site. Cela est particulièrement important dans le cas de sites identifiés comme endommagés ou en péril (par exemple les géoparcs mondiaux de l'UNESCO qui reçoivent un carton jaune lors du processus de revalidation, les sites Ramsar inscrits au titre du protocole de Montreux ou les sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril). Ainsi, lorsqu'une désignation est déclarée en danger, les différentes institutions responsables de ce SDIM aborderaient ensemble le problème qui se pose et collaboreraient pour trouver la solution la plus adéquate.

Ce mécanisme de coordination commun au niveau du site devrait également avoir une certaine capacité de gestion et de prise de décision pour pouvoir réagir rapidement face aux éventuels conflits d'intérêts entre les différentes désignations. Il devrait aussi être adapté en fonction des chevauchements géographiques entre les désignations : si les désignations d'un SDIM ont les mêmes délimitations, ou si de vastes chevauchements sont évidents, il est évident qu'une seule unité de gestion pour l'ensemble des désignations sera l'option la plus efficace. Dans le cas de chevauchements plus réduits, le mécanisme de gestion devrait refléter les zones de chevauchement d'intérêt commun mais également les synergies susceptibles de découler de la coordination des différentes activités du SDI au sein d'une région ou d'un paysage plus vaste.

Les membres du mécanisme de coordination commun au niveau du site pourraient également développer la collaboration avec les unités des autres SDIM (y compris dans d'autres pays et régions) par le biais de jumelages ou même à travers un réseau de SDIM. Cela favoriserait l'échange des informations et des leçons à retenir au sujet de questions spécifiques relatives à la conservation et à la gestion des SDIM.

Dans la mesure du possible, un mécanisme de coordination commun, avec un pouvoir de gestion et de décision suffisant, devrait être instauré au niveau du site pour toutes les désignations internationales coïncidentes. Ce mécanisme serait chargé d'harmoniser les différents objectifs et les exigences des désignations internationales du site concerné.

4.1.3 *Réviser et mettre à jour les plans de gestion*

Si un plan de gestion (ou tout autre système de gestion documenté) existe déjà pour un site, il est essentiel que ce plan reflète correctement les objectifs des désignations, à savoir Ramsar, le patrimoine mondial, les réserves de biosphère et/ou les géoparcs mondiaux de l'UNESCO.

À chaque fois qu'un site devient un SDIM, un nouveau plan de gestion unique et consolidé devrait être conçu et mis en œuvre. Ce plan de gestion unique pour le SDIM devrait prévoir des stratégies communes – ou harmonisées – pour consolider la préservation de l'environnement, promouvoir l'utilisation durable du territoire, favoriser les facteurs de développement économique durables (par exemple l'écotourisme, la production et la commercialisation de produits durables locaux, l'agriculture biologique), l'implication des collectivités locales ainsi que l'éducation et la sensibilisation à l'environnement. Comme cela est mentionné dans la recommandation 4.1.2 sur le mécanisme de coordination commun, le plan de gestion du site devrait refléter les chevauchements géographiques entre les désignations : un SDIM avec de grands chevauchements de désignations ne pourra pas être géré comme un SDIM qui ne présente que des chevauchements minimes.

À ce sujet, le Centre du patrimoine mondial a prévu un certain nombre d'outils qui peuvent également être utiles aux trois autres désignations, comme la publication intitulée *La Trousse à outils : Amélioration de notre patrimoine*.⁴⁵

L'UICN a également élaboré un manuel de recueil, *Protected Area Governance and Management (Gouvernance et Gestion des Aires Protégées)*, dans le but de donner des informations très accessibles et pertinentes pour étayer des décisions de gestion éclairées, efficaces et professionnelles pour les aires protégées, ce qui pourrait s'avérer extrêmement utile dans le cadre de la révision des plans de gestion.⁴⁶

Si un site a obtenu des désignations internationales multiples, un nouveau plan de gestion cohérent et unique devrait être élaboré (ou mis à jour s'il existe déjà) pour accorder l'ensemble des exigences et des objectifs respectifs des désignations internationales.

4.1.4 Collaborer avec les communautés locales et les peuples autochtones et respecter leurs droits

La création de nouvelles aires protégées (mais aussi de SDI et de SDIM) peut se heurter à la résistance ou à l'opposition des communautés locales, en particulier si la décision vient des autorités. Certaines activités économiques ne sont plus permises dans le cadre de la désignation, et même lorsque ces zones ont été désignées depuis des décennies, des activités nuisibles telles que l'empiètement, l'expansion de l'agriculture, le braconnage, l'exploitation forestière illégale, entre autres, restent un problème dans toutes les régions du monde. Les restrictions d'utilisation des terres, qu'elles soient réelles ou appréhendées, peuvent entraîner des réactions négatives de la part des communautés locales. Il convient de tenir compte de ces préoccupations et une indemnisation adéquate ainsi que la mise en place de flux d'avantages et d'accords de substitution peuvent compenser la perte des moyens de subsistance causés par une désignation.

Plusieurs gestionnaires de sites ont rapporté que le fait d'avoir plusieurs désignations internationales a facilité les pratiques de conservation du site. Le fait qu'un site soit désigné non pas par une mais par plusieurs organisations internationales aide à ce que les communautés locales reconnaissent plus facilement les valeurs uniques de leur propre territoire au niveau local et national, et même à l'échelle mondiale. Avoir reçu plusieurs désignations internationales est une source de fierté et de satisfaction, et cela représente un atout qu'il ne faut pas sous-estimer pour encourager les personnes à s'identifier à leur lieu d'origine et à leur environnement naturel. Les désignations internationales multiples augmentent donc considérablement le potentiel de sensibilisation et d'implication des collectivités locales dans la conservation du site et le développement durable. Si le nombre de visiteurs augmente à la suite de la désignation internationale multiple grâce à la plus grande visibilité du site au niveau mondial, et si de nouvelles possibilités d'emploi et des moyens de subsistance alternatifs se développent, le soutien de la communauté locale sera encore plus ferme.

Le dialogue avec les communautés locales, et en particulier avec les peuples autochtones, doit également envisager une répartition réelle et concrète des responsabilités et des avantages découlant de la conservation du site. Compte tenu du développement des politiques et des recherches au niveau mondial, incluant celles correspondant aux approches de la conservation fondées sur les droits et le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages adopté par la CDB,⁴⁷ les communautés doivent jouer un rôle plus fondamental dans la planification et la gestion des aires de conservation, en tant que partenaires impliqués de manière significative dans la gestion par le biais de divers mécanismes de gouvernance, et elles doivent percevoir des avantages concrets issus de la conservation. Cela conduira à une gestion plus efficace et à l'amélioration de la gouvernance des aires de conservation, et notamment des SDI et des SDIM.

Il est essentiel que les propositions d'inscription et tous les autres processus liés aux SDI respectent le principe du consentement préalable, libre et éclairé (CPLE) pour ce qui se rapporte aux droits des peuples autochtones, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.⁴⁸ Au sujet du patrimoine mondial, les communautés locales et autochtones devraient être impliquées dans le processus de proposition d'inscription du site dès les premières étapes, et non pas seulement une fois que le site est inscrit sur la liste du patrimoine mondial, conformément au paragraphe 123 des Orientations :

La participation des populations locales, des peuples autochtones, des organisations gouvernementales, non-gouvernementales et privées et des autres parties prenantes au processus de proposition d'inscription est essentielle pour pouvoir partager avec l'État partie la responsabilité de l'entretien du bien. Les États parties sont encouragés à préparer les propositions d'inscription avec la plus large participation d'acteurs concernés et de démontrer, le cas échéant, que le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones a été obtenu en rendant notamment les propositions d'inscription accessibles au public dans les langues appropriées et en tenant des consultations et échanges publics.

⁴⁵ Voir <http://whc.unesco.org/fr/series/23/>.

⁴⁶ Voir <https://portals.iucn.org/library/node/45127> (en anglais).

⁴⁷ Le protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation à la CDB (2014) est un accord international qui vise à partager les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques d'une manière juste et équitable. Voir <https://www.cbd.int/abs/>.

⁴⁸ Voir http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf.

L'engagement des communautés est une condition incontournable pour assurer la conservation à long terme et les SDIM doivent démontrer qu'ils répondent aux normes les plus exigeantes et qu'ils appliquent les pratiques de qualité dans ce domaine. Le cas échéant ils peuvent mettre en place des modèles de gouvernance par la gestion communautaire, la cogestion ou la gestion privée pour les aires protégées. Pour plus d'informations sur la gouvernance des aires protégées, l'UICN a publié *Gouvernance des aires protégées : De la compréhension à l'action*, qui fait partie de la collection de l'UICN Lignes Directrices des meilleures pratiques pour les aires protégées.⁴⁹ Cette publication, qui a pour objectif de favoriser la diversité et la qualité des modèles de gouvernance dans le cadre des systèmes d'aires protégées au niveau mondial, est un outil utile pour la planification des SDI et des SDIM.

Les communautés locales et les peuples autochtones devraient être pleinement impliqués et participer à la planification et à la gestion des SDIM par le biais de différents mécanismes de gouvernance, et retirer des bénéfices concrets de la conservation du site. Concernant les droits des peuples autochtones, tous les processus des SDIM devraient respecter le principe de consentement préalable, libre et éclairé (CPLE).

4.1.5 Promouvoir la communication, l'éducation et la participation

Les quatre désignations internationales donnent une grande importance à l'éducation à l'environnement ainsi qu'à l'éducation au développement durable en général, et cela constitue généralement l'un des principaux mandats pour les gestionnaires de sites qui travaillent avec les communautés locales, les visiteurs et les autres parties prenantes.

Depuis plusieurs années, le Programme de Ramsar pour la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP)⁵⁰ promeut la vision d'« action de la population en faveur de l'utilisation rationnelle des zones humides » en s'adressant à la population dans son ensemble, aux gouvernements à tous les niveaux, aux organisations internationales et régionales, au secteur des entreprises et au secteur de l'éducation ainsi qu'aux institutions éducatives (Résolution de Ramsar X.8, 2008). Conçu en 1998 et disponible en 37 langues, le *Kit pédagogique sur le patrimoine mondial aux mains des jeunes*⁵¹ destiné aux professeurs des écoles secondaires est l'un des principaux outils du programme d'éducation au patrimoine mondial qui vise à sensibiliser les jeunes à l'importance de préserver leur patrimoine au niveau local, national et mondial. Deux des 31 cibles du Plan d'action de Madrid pour les réserves de biosphère se rapportent à l'éducation. L'une des cibles est axée sur les réserves de biosphère comme sites d'excellence d'apprentissage pour le développement durable dans le cadre des programmes de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (DESD), en collaboration avec des établissements d'enseignement et de recherche. L'autre cible encourage l'échange de ressources éducatives pour une adaptation et une application à grande échelle. Une section entière du Formulaire d'évaluation/de revalidation, sur un total de cinq sections que les géoparcs mondiaux de l'UNESCO doivent remplir tous les quatre ans, est consacrée à l'information et à l'éducation à l'environnement.

Le Guide de gestion des réserves de biosphère de l'UNESCO en Afrique (Commission allemande pour l'UNESCO), qui souligne l'importance de l'éducation et des relations publiques comme moyens d'impliquer les communautés locales, s'applique aux quatre désignations de sites :

L'éducation environnementale doit avoir les résultats suivants : enfants, jeunes et adultes doivent comprendre comment les écosystèmes et l'environnement fonctionnent ; et surtout, ils doivent adapter leur comportement de façon à minimiser l'impact négatif sur l'environnement. L'éducation environnementale ne se limite pas au système scolaire ; les aires protégées et les réserves de biosphère sont des lieux qui se prêtent idéalement à l'éducation environnementale. L'éducation environnementale ne se limite pas non plus à des supports comme des livres ou des brochures ; l'éducation en plein air et basée sur des expériences pratiques est une forme idéale d'éducation environnementale.

La préparation de programmes d'éducation à l'environnement pour des activités en salle et à l'extérieur est un processus long et coûteux car il implique la participation de praticiens de la conservation, de spécialistes de l'environnement, d'experts en éducation et de graphistes professionnels pour créer des activités de sensibilisation, avec le matériel pédagogique connexe, sur l'environnement au sens large. Plutôt que d'utiliser une approche fragmentaire pour chaque désignation dont dispose un SDIM, il serait plus économique de créer des programmes éducatifs qui coordonnent les efforts déployés au titre des quatre désignations. Lorsque différentes autorités nationales sont en charge d'un SDIM, des fonds peuvent être mis en commun pour une meilleure diffusion de la communication et de l'éducation du site. Le FEM,⁵² par exemple, s'intéresse de plus en plus au financement des activités qui développent les synergies et une mise en place mieux coordonnée et plus cohérente de plusieurs accords multilatéraux sur l'environnement (AME).

49 Voir http://cmsdata.iucn.org/downloads/iucn_french_governance_book_final_1.pdf.

50 Voir <http://www.ramsar.org/fr/active/le-programme-cesp-de-ramsar>.

51 Voir <http://whc.unesco.org/fr/educationkit/>.

52 Voir <https://www.thegef.org/gef/> (en anglais).

Au sein des SDIM, les gestionnaires de sites et les autorités nationales compétentes devraient proposer des programmes de communication, d'éducation et de sensibilisation sur l'environnement combinant leurs ressources et leur expertise pour promouvoir la reconnaissance de la région sous toutes ses facettes.

4.1.6 Gérer le nombre de touristes et de visiteurs

Les opérateurs touristiques sont souvent sensibles à l'image de marque des sites. Le fait d'avoir obtenu plusieurs formes de reconnaissance internationale peut être très positif pour la promotion d'un site dans le domaine de l'écotourisme (et parfois du tourisme plus général). La plupart des sites reconnus par les quatre désignations sont situés dans des espaces naturels pittoresques avec une abondance de faune, de géologie et/ou de magnifiques paysages. Les droits d'entrée peuvent permettre de générer des revenus qui sont utilisés pour la gestion du site, notamment pour couvrir des frais de fonctionnement tels que les salaires du personnel et certaines infrastructures nécessaires au site (comme les tours d'observation, les balises et l'entretien des sentiers ou les centres d'accueil), mais qui peuvent aussi être réinvestis dans les communautés locales.

Le tourisme, en particulier le tourisme durable, crée des emplois pour les communautés locales dans le secteur des services. Les reconnaissances internationales apportent des bénéfices potentiels à travers des opportunités telles que l'exploitation d'hôtels et de chambres d'hôtes, la restauration, le commerce durable de produits alimentaires et d'artisanat locaux, ainsi que les visites guidées et autres activités de loisir en plein air proposées par des opérateurs privés. Les désignations de réserve de biosphère et de géoparc mondial de l'UNESCO sont particulièrement souvent utilisées comme instruments économiques durables pour stimuler le développement local et régional dans les régions isolées et structurellement faibles d'un pays.

La commercialisation conjointe, par des moyens cohérents, des différentes désignations internationales devrait représenter un atout évident pour les SDIM, bien que son potentiel ne soit pas toujours suffisamment exploité. Il y a encore une grande marge d'amélioration en matière de promotion des différentes désignations (et, par extension, des valeurs du site qu'elles représentent), par exemple à travers la production d'outils d'information ou par des activités et des services présentant les caractéristiques spécifiques du site (faune, caractéristiques géologiques, beauté esthétique d'un paysage, etc.), les processus environnementaux passés et en cours sur le site ou les connaissances et les modes de vie autochtones et traditionnels ainsi que les traditions culturelles. Une synergie encore plus grande pour attirer et sensibiliser les visiteurs serait possible si les différentes autorités responsables du SDIM en question, de même que les opérateurs touristiques locaux et nationaux, déployaient des efforts communs pour promouvoir le site d'une manière cohérente, en mettant en relief les spécificités de chacune des désignations.

Dans le même temps, il convient de souligner que le tourisme ne peut apporter que des avantages économiques durables à long terme aux sites et à leurs communautés locales, dans la mesure où la conservation et l'intégrité environnementale du site sont protégées. L'accumulation des désignations internationales peut permettre à un site d'être plus connu, par exemple en étant plus souvent mentionné dans les guides touristiques et dans d'autres types de médias, ce qui a des chances d'attirer plus de visiteurs sur le site. Il est important de veiller à ce que la capacité de charge environnementale du site ne soit pas dépassée, à travers des systèmes de gestion des visiteurs adaptés (par exemple par le contrôle spatial et temporel du nombre de visiteurs) ou, le cas échéant, en appliquant des restrictions de construction et de développement. Par conséquent, les autorités locales et les parties prenantes devraient élaborer et mettre en œuvre des stratégies de tourisme durable qui régulent et tiennent compte de facteurs comme l'accessibilité des sites, l'hébergement touristique, l'infrastructure, l'image de marque, la licence des organisateurs d'activités touristiques, etc.

Le nombre de visiteurs devrait être géré correctement, et des stratégies et des plans de tourisme durable devraient être élaborés et mis en œuvre afin de garantir la conservation et l'intégrité environnementale des SDIM. Les activités touristiques devraient être pleinement compatibles avec les objectifs de conservation de chacune des désignations du site.

4.1.7 Développer et communiquer une image de marque qui transmette les valeurs du site

L'image de marque du site est souvent considérée comme l'une des principales motivations pour l'obtention d'une ou de plusieurs désignations internationales. Cependant, beaucoup de personnes ne connaissent pas la signification des différentes dénominations. Tous les logos des désignations internationales du site devraient figurer sur les tableaux d'affichage et les panneaux d'information, de préférence regroupés sur un seul panneau. Les logos doivent être affichés à l'extérieur (à l'entrée) et à l'intérieur du centre d'accueil, s'il y en a un sur le site. Ces normes visent à garantir qu'aucune désignation internationale du site n'éclipsera les autres.

Les principaux organes de direction de l'UNESCO, la Conférence générale et son Conseil exécutif, recommandent l'utilisation de l'emblème de l'UNESCO (temple) en conjonction avec le logo qui correspond au site (le logo du patrimoine mondial, le logo du MAB

pour les réserves de biosphère et/ou le logo des géoparcs mondiaux de l'UNESCO). Mais, selon la nouvelle orientation du patrimoine mondial sur l'image de marque,⁵³ certaines autorisations spéciales peuvent être accordées pour l'utilisation séparée du logo du patrimoine mondial. La revalidation des géoparcs mondiaux de l'UNESCO qui a lieu tous les quatre ans dépend également du bon emplacement du logo sur le site et sur les documents d'information adéquats ainsi que sur les autres produits liés au géoparc.

Mais, en matière d'image de marque, le fait de bien refléter les valeurs du site, qui ont été reconnues par les désignations internationales, à travers des supports d'information et des produits touristiques adaptés et durables pouvant transmettre ces valeurs et sensibiliser les visiteurs, est encore plus important que la présentation correcte des différents logos.

L'image de marque d'un SDIM devrait refléter correctement les valeurs du site à travers des produits et des activités de communication et un tourisme adaptés et durables, capables de transmettre ces valeurs et de sensibiliser les visiteurs. De plus, les logos et la signification de chaque désignation internationale devraient figurer de manière visible et être expliqués sur le site.

4.1.8 Utiliser les centres d'accueil pour faire un travail de sensibilisation sur les désignations internationales

Le grand public ne comprend pas toujours l'importance des sites Ramsar et du patrimoine mondial, ni des réserves de biosphère et des géoparcs mondiaux de l'UNESCO. Les centres d'accueil ont pour fonction de fournir des informations et d'interpréter les caractéristiques naturelles et culturelles du site. Les centres d'accueil sont donc le lieu indiqué pour promouvoir le fait qu'une zone n'est pas seulement importante pour la conservation au niveau local et national, mais aussi à l'échelle internationale, comme en témoignent la reconnaissance internationale de la Convention de Ramsar ou du patrimoine mondial, du Programme du MAB ou du PIGG.

Lorsqu'un site présente plusieurs désignations internationales, il est recommandé qu'une section spécifique du centre d'accueil local, s'il y en a un, soit consacrée à la sensibilisation du public aux valeurs du site à l'échelle mondiale. Elle devrait comprendre des informations sur les objectifs et les approches spécifiques de chacune des désignations internationales ainsi que sur leur fonction de mise en réseau (illustrée par exemple par des cartes de la région et du monde indiquant les sites inscrits aux différents réseaux, ou avec les accords de jumelage entre les sites ayant la même désignation) et les avantages qu'elles ont apportés à la région. En outre, les diverses désignations devraient être présentées de manière didactique et facile à comprendre.

Il convient de noter également que les activités d'éducation environnementale organisées sur le site devraient être orientées vers les objectifs pour lesquels le site a été inscrit sur les listes de ces différentes désignations.

Les centres d'accueil et les activités éducatives devraient être utilisés pour sensibiliser les communautés locales, le grand public et les décideurs, en des termes simples et faciles à comprendre, sur les différentes formes de reconnaissance internationale du site et sur les principaux objectifs de chaque désignation.

4.2 Recommandations pour les autorités et les points focaux au niveau national

Les autorités au niveau national sont généralement la principale force de décision pour la proposition des sites au statut de SDI. Leurs points focaux pour les désignations font le lien entre les sites, d'une part, et les secrétariats des organismes de désignation, d'autre part, assurant ainsi le flux d'information des secrétariats vers les gestionnaires des sites et vice versa. Les gestionnaires de sites sont censés être informés des décisions prises par les organismes de désignation au niveau mondial afin de les mettre en œuvre au niveau du site. Ils doivent également avertir les secrétariats des organismes de désignation en cas de problème ou de menace sérieuse se rapportant à la conservation sur le site. De fait, des représentants des autorités environnementales, scientifiques ou culturelles nationales participent habituellement aux réunions des organismes de désignation et contribuent à la prise de décisions politiques concernant les SDI. Les recommandations suivantes portent sur les devoirs des autorités nationales et de leurs points focaux pour les désignations, ainsi que des autres parties prenantes, dans le cadre de la gestion des SDIM au niveau national. Un facteur essentiel à prendre en compte lors de la formulation de toutes ces recommandations est que l'établissement d'un SDIM n'est pas toujours une stratégie adéquate et qu'une telle décision ne doit pas être prise sans avoir préalablement pesé le pour et le contre de manière précise et objective. Notamment, il ne faut pas investir dans une nouvelle désignation au détriment de la mise en place d'une autre déjà existante.

4.2.1 Choisir la désignation internationale la plus appropriée

Le fait d'accumuler une série de désignations internationales différentes répond souvent avant tout à une volonté de prestige sur la scène mondiale. Mais un site a-t-il vraiment besoin de toutes ces désignations ? Quelle est la valeur spécifique de la région ? Dans quelle mesure

⁵³ Annexe 14 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*, adoptées par le Comité du patrimoine mondial à sa 39^{ème} session tenue à Bonn en 2015.

une désignation internationale présente-t-elle un avantage comparatif, par rapport aux autres désignations internationales, qui la rend plus adaptée pour un site en particulier et pour ses communautés locales ? Une approche mieux ciblée ne serait-elle pas plus adéquate pour respecter le caractère particulier du site ?

Ces questions devraient être posées et soigneusement analysées avant d'entamer la préparation des dossiers et des propositions pour une inscription internationale, qui sont souvent des processus coûteux. Dans certains cas, il serait plus avantageux de se contenter d'une seule désignation et d'investir le temps, le personnel et les ressources financières que requiert ce processus pour améliorer la conservation et la gestion du site tel qu'il est. De plus, cela permettrait d'affiner le profil de valeurs spécifiques pour lesquelles le site a été reconnu sur la scène internationale afin de parfaire son image de marque et d'optimiser les stratégies et les opportunités de commercialisation, par exemple en se concentrant sur le tourisme durable local. On ne trouve pas forcément les caractéristiques géologiques intéressantes des géoparcs mondiaux de l'UNESCO dans les zones humides d'importance internationale de la Liste de Ramsar. Un site ne peut être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial que s'il présente une valeur exceptionnelle pour l'humanité toute entière, tandis que les réserves de biosphère sont censées être des aires représentatives des grandes régions biogéographiques et des plateformes de gestion participative. Par conséquent, la constitution d'un SDIM n'est pas toujours une bonne solution. Les autorités nationales et autres intervenants devraient bien mesurer les avantages par rapport aux difficultés et les coûts par rapport à la valeur qu'implique l'acquisition de nouvelles désignations internationales. Notamment, il ne faut pas investir dans une nouvelle désignation au détriment de la mise en place effective d'un site qui avait déjà été désigné.

Le statut de SDIM ne convient pas à tous les sites, c'est pourquoi chaque désignation demande mûre réflexion. Les autorités nationales devraient tout d'abord se centrer sur les avantages comparatifs spécifiques dont le site en question bénéficierait en fonction du profil de chaque désignation. Le choix de la désignation la plus adaptée à un site donné devrait avoir pour objectif d'optimiser l'efficacité de sa gestion et la structure de sa gouvernance, mais également de créer une image de marque et un profil marketing adaptés au site.

4.2.2 Évaluer la valeur ajoutée des désignations internationales

Plusieurs gestionnaires de sites et délégués nationaux ou représentants remarquent que certaines désignations internationales ont plus de poids que d'autres. Le fait est que chaque désignation internationale a le potentiel, grâce à son profil spécifique et si elle est correctement gérée, de représenter une valeur ajoutée pour les autres, dans certaines circonstances, et d'agir en synergie pour améliorer la gestion et la protection d'un site. Toutefois, cette valeur ajoutée doit être soigneusement analysée et se fonder sur la combinaison des caractéristiques et des axes spécifiques de chaque désignation internationale.

Les sites Ramsar ont pour objectif de promouvoir le concept d'utilisation rationnelle des zones humides. Il ne s'agit pas d'aires protégées en tant que telles, même si beaucoup d'entre eux contiennent ou sont situés sur des aires de conservation. Mais les zones humides Ramsar et leurs ressources peuvent être utilisées dans la mesure où cette utilisation est effectuée de manière rationnelle. La Convention de Ramsar a été, et est toujours, un accord historique qui détermine notre façon d'envisager la notion de protection des ressources naturelles au sens strict du terme par rapport à l'utilisation durable des ressources naturelles au profit des communautés. Depuis sa création dans les années 1970, l'idée de Ramsar n'a jamais cessé d'avoir une influence conceptuelle essentielle sur toutes les autres désignations internationales.

Les biens du patrimoine mondial naturel, grâce à leur valeur universelle exceptionnelle reconnue, sont les lieux naturels les plus emblématiques de la planète. Leur prestige met en relief l'importance de certains sites sur la scène mondiale. De plus, ce qui est encore plus important, la Convention exige que les États parties prennent les mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières appropriées pour assurer la protection et la réhabilitation de leur patrimoine, et que tous les États parties reconnaissent que ce patrimoine appartient au patrimoine mondial à la protection duquel la communauté internationale toute entière a le devoir de coopérer. L'aide financière accordée par le Fonds du patrimoine mondial et les campagnes du patrimoine mondial, dans les cas d'urgence exceptionnels pour restaurer les sites dégradés, est un facteur essentiel pour la préservation de l'intégrité de l'environnement. Lorsque, en plus de la reconnaissance du patrimoine mondial, un site a reçu d'autres désignations internationales, les ressources financières dont il dispose en vertu de son statut de patrimoine mondial constituent certainement un atout pour toutes les autres désignations en vue de la conservation du site et de sa visibilité à l'échelle mondiale.

À l'époque de la création du Programme MAB, les réserves de biosphère étaient consacrées à la conservation des espaces naturels et du matériel génétique qu'elles contiennent et, par ailleurs, elles étaient des domaines de recherche importants où les scientifiques pouvaient étudier les processus des écosystèmes et les interactions entre les populations et leur environnement. Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), les réserves de biosphère favorisent le concept de développement durable en encourageant les méthodes novatrices pour concilier protection de l'environnement et développement économique. Le modèle de zonage des réserves de biosphère, notamment, avec une zone centrale (légalement protégée pour la conservation de la biodiversité à long terme), une zone tampon (qui entoure ou jouxte la/les zone(s) centrale(s) et dans laquelle seules

les activités compatibles avec les objectifs de conservation sont autorisées) et une zone de transition extérieure (où les pratiques d'utilisation durable des ressources sont promues et développées), est devenu un plan directeur dans le cadre des approches globales et intégrées de la préservation et du développement durable. Les plans de gestion de sites les plus à la pointe sont inspirés par le modèle de zonage des réserves de biosphère et peuvent être utiles dans la planification et la gestion des sites Ramsar, des sites du patrimoine mondial et des géoparcs mondiaux de l'UNESCO.

Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO, avec leur concept relativement novateur, valorisent un patrimoine géologique (souvent négligé) en encourageant la prise de conscience des enjeux clés auxquels est confrontée la société dans le contexte de la planète dynamique sur laquelle nous vivons. Les géoparcs mondiaux de l'UNESCO ont pour but d'informer sur l'utilisation durable et les besoins en ressources naturelles issues de notre environnement, qu'elles soient extraites de mines ou de carrières ou exploitées, et sur d'autres questions comme le géotraitement et les géorisques. Ils jouent donc un rôle important pour l'éducation environnementale dans le contexte du géotourisme. Mais les géoparcs mondiaux de l'UNESCO ne sont pas uniquement axés sur la géologie. En mettant en valeur un patrimoine géologique important à l'échelle internationale, ils ont pour but d'explorer, de développer et de reconnaître les liens entre ce patrimoine géologique et tous les autres aspects du patrimoine naturel, culturel et immatériel du site. De ce point de vue, les géoparcs mondiaux de l'UNESCO vont au-delà de la perspective purement géologique pour s'intéresser à la relation Terre-Homme dans son intégralité, comme le reflètent plusieurs sites mixtes du patrimoine mondial et paysages culturels, ainsi que des réserves de biosphère et des sites Ramsar.

Les formulaires de candidature pour la proposition d'inscription de nouveaux sites aux quatre désignations internationales contiennent chacun une section demandant si le site proposé est déjà inscrit sur la liste de l'une des autres désignations. Au niveau local, et surtout au niveau national, il faut fournir la preuve que toutes les autorités compétentes et les parties prenantes ont accepté, à l'issue d'un processus consultatif et par voie de consensus, qu'une ou plusieurs désignations internationales supplémentaires apportent effectivement une valeur ajoutée complémentaire à celle que le site a déjà. Cette décision consensuelle prise par toutes les parties prenantes nationales concernées, en particulier celles qui sont responsables de Ramsar et/ou des sites désignés par l'UNESCO, devrait être clairement documentée dans le dossier d'inscription.

Grâce à leurs profils spécifiques, les désignations internationales ont le potentiel de représenter une valeur ajoutée les unes pour les autres, dans certaines circonstances, et d'agir en synergie pour améliorer la gestion et la protection du site. Toutefois, cette valeur ajoutée n'est pas évidente ; c'est pourquoi, dans le cas des nouvelles propositions de désignation, il convient de démontrer que le site bénéficiera effectivement de cette valeur ajoutée. Toute nouvelle désignation internationale devrait être convenue par toutes les parties prenantes concernées au niveau national.

4.2.3 Contrôler l'efficacité de la désignation

Ces quatre désignations internationales contribuent-elles réellement à la conservation des sites ? Les reconnaissances internationales de la Convention de Ramsar et de l'UNESCO ne devraient jamais être obtenues uniquement à des fins touristiques qui ne doivent pas être la principale motivation des désignations internationales, même si elles contribuent à distinguer les sites sur la scène mondiale. L'objectif principal des quatre désignations est de démontrer qu'un site remplit les critères de conservation améliorée, d'intégrité de l'environnement, d'utilisation durable des ressources, d'éducation à l'environnement et d'implication et de partage des avantages avec les communautés locales. Le fait de recevoir des titres internationaux correspond à une reconnaissance des efforts menés au niveau local et national qui ont contribué à faire d'un site un modèle en matière de conservation de l'environnement et de développement durable.

Dans le cas des SDIM, les autorités nationales (et locales) devraient déterminer de façon objective si chaque désignation contribue efficacement à la réalisation des objectifs pour lesquels le site a été reconnu au niveau international, selon les buts respectifs des quatre instruments de désignation. L'accumulation de désignations internationales, si elle est exclusivement motivée par la soif de prestige, mènera à une inflation de titres. Et, ce qui est encore pire, le profil spécifique de chaque désignation sera dilué au niveau du site et les efforts de sensibilisation qui décrivent les valeurs du site seront moins crédibles.

Les autorités nationales responsables devraient déterminer de façon objective si toutes les désignations internationales d'un SDIM soutiennent réellement le site dans ses efforts en faveur de la conservation de l'environnement, du développement durable et de l'utilisation des ressources, et évaluer le degré d'implication et de partage des bénéfices avec les communautés locales.

4.2.4 Améliorer la coordination et l'échange d'informations entre les différentes autorités

Lorsque différentes autorités nationales sont responsables de certaines désignations internationales spécifiques dans une même aire, la coordination interinstitutionnelle entre les différentes autorités nationales devrait être favorisée pour le partage des informations et

en vue d'une gestion harmonisée du site. Dans les cas où une telle coordination n'est pas possible, un protocole d'accord (MoU pour l'anglais) ou un mémorandum de coopération (MoC pour l'anglais) entre les différentes autorités peut constituer une plateforme adéquate pour un travail en collaboration. Des assemblées annuelles ou semestrielles entre les représentants et les points focaux des différentes autorités nationales et les autres parties prenantes permettront non seulement de faciliter l'échange d'informations, mais également d'élaborer un rapport commun et harmonisé répondant aux exigences en matière de rapports des quatre instruments de désignation internationale. Le fait d'établir un bon système de gouvernance interne pour les SDIM évitera le dédoublement des efforts et des dépenses et, par conséquent, permettra d'attirer l'attention sur les synergies que les désignations internationales peuvent apporter à un site. Dans le cas des sites désignés de l'UNESCO, les Commissions nationales de l'UNESCO pourraient jouer un rôle de coordination de cette nature.

Plusieurs pays ont concentré les fonctions de point focal pour différentes désignations internationales sur une même institution nationale, voire sur une même personne/un même poste. Par exemple, au Mexique, une seule personne remplit le rôle de point focal pour les sites inscrits au titre de la Convention du patrimoine mondial et du Programme MAB de l'UNESCO et une autre est le point focal pour la Convention de Ramsar, sachant que toutes les deux font partie de la même institution : la Commission nationale des aires naturelles protégées du Mexique. En Allemagne, le secrétariat du Comité national du MAB se situe au siège de l'Agence fédérale pour la Conservation de la Nature (un organe subsidiaire du Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire) qui est, pour sa part, chargée de conseiller le Ministère fédéral au sujet des sites Ramsar et des sites naturels de la Convention du patrimoine mondial.

Lorsqu'un SDIM relève de la responsabilité de plusieurs autorités nationales différentes, celles-ci devraient mettre en place une structure de coordination adéquate et efficace pour optimiser la gestion du site, le partage des informations et la procédure de rapports. Dans le cas des sites désignés Ramsar et UNESCO, l'attribution de la fonction de point focal à une seule institution nationale est un moyen d'éviter le dédoublement des efforts et des dépenses qui, dans la mesure du possible, doit être appliqué.

4.2.5 Aligner les politiques de conservation et les mécanismes institutionnels entre les différents pays et régions

Certains SDIM sont très vastes et peuvent s'étendre sur différentes provinces ou états au sein d'un même pays (par exemple, la réserve de biosphère de Mata Atlântica au Brésil s'étend sur 29 millions ha et contient des sites Ramsar et du patrimoine mondial). Dans ce genre de cas, il convient d'établir les lignes directrices à suivre en matière de politique d'environnement et de conservation du site, surtout quand les politiques environnementales en vigueur dans les différentes provinces et états, qui dépendent parfois des tendances politiques des gouvernements au pouvoir, ne sont pas les mêmes. Cela peut être le cas dans les pays ayant un système fédéral de gouvernance dans lequel les affaires environnementales relèvent généralement de la compétence de chaque état ou province.

Lorsque les SDIM sont des sites transfrontaliers entre deux ou trois pays, voire plus, l'alignement des politiques est encore plus important, et des réunions de coordination régulières entre les différents représentants et points focaux doivent devenir la règle.

Le Programme MAB de l'UNESCO a formulé des recommandations pour la mise en place et le fonctionnement des réserves de biosphère transfrontalières. Les principes cités dans ces recommandations peuvent également s'appliquer aux grands SDIM qui s'étendent sur différentes provinces administratives ou états d'un même pays et, en outre, ils peuvent intéresser les trois autres désignations internationales. Ces recommandations proposent, entre autres : la signature d'un accord officiel entre les différentes autorités gouvernementales ; la création d'une structure de coordination avec un secrétariat permanent ; et la mise en place de moyens de communication réguliers entre les coordinateurs/gestionnaires des différentes parties liées au site transfrontalier.⁵⁴

La publication de l'UICN *Transboundary Conservation: A systematic and integrated approach* (*La Conservation transfrontalière : une approche systématique et intégrée*)⁵⁵ présente des arguments convaincants en faveur des approches transfrontalières de la conservation et propose une série de méthodes innovantes fondées sur des principes contemporains. Elle était prévue, en principe, pour donner aux gestionnaires qui sont confrontés à la conservation transfrontalière des conseils sur la façon de travailler plus efficacement et d'aborder les difficultés spécifiques à la conservation transfrontalière.

Dans le cas des SDIM transfrontaliers, ou des SDIM s'étendant sur différentes provinces administratives ou états au sein d'un même pays, il faudrait tenter d'aligner les politiques environnementales et de conservation des sites et les mécanismes institutionnels entre les différentes autorités compétentes.

⁵⁴ L'UNESCO (2001) Séville + 5 *Recommandations pour la mise en place et le fonctionnement des réserves de biosphère transfrontalières*. Paris, France : UNESCO.

⁵⁵ Voir <https://portals.iucn.org/library/node/45173> (en anglais).

4.2.6 Assurer un cadre juridique efficace pour les SDIM

Certains pays qui ont ratifié la Convention de Ramsar et la Convention du patrimoine mondial ont mis en place des dispositions législatives et réglementaires au niveau national concernant les sites désignés par ces deux instruments internationaux. En revanche, cela n'est pas toujours le cas des réserves de biosphère, pour lesquelles peu de pays ont entrepris de définir des réglementations. À la connaissance des auteurs, il n'existe pour l'instant aucune réglementation pour les géoparcs mondiaux de l'UNESCO.

Bien que cela promette d'être un processus à long terme, les pays qui comprennent des SDI et des SDIM, ou ont l'intention de les constituer, devraient envisager d'établir un cadre juridique efficace pour ces sites au niveau national. Il faudrait, dans un premier temps, définir des règles et des règlements concernant les réserves de biosphère et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO, en conformité avec la législation nationale. Dans un deuxième temps, un cadre juridique harmonisé devrait être élaboré pour les SDIM. Cette démarche permettrait d'assurer une approche cohérente pour la conservation et la gestion des SDIM. Un cadre juridique harmonisé pour les SDIM devrait également aborder les problèmes de connectivité, en reliant les sites avec des réseaux plus vastes d'aires protégées et conservées, et les procédures correctives collaboratives, à travers différentes autorités nationales dans le cas où une désignation serait identifiée comme étant en danger.

Ces cadres devraient soutenir, dans la mesure du possible, l'application des Stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB)⁵⁶ qui sont les principaux instruments de mise en œuvre de la CDB au niveau national.

Dans ce processus, les *Lignes directrices pour la législation de zones protégées* de l'UICN⁵⁷ pourraient s'avérer utiles car elles sont principalement axées sur la collaboration étroite entre les rédacteurs juridiques et les autorités des aires protégées et les autres intervenants impliqués dans le processus législatif.

Les États qui comprennent des SDI et des SDIM, ou qui ont l'intention de les constituer, devraient établir un cadre juridique efficace et harmonisé pour ces sites au niveau national afin d'assurer la cohérence de leur conservation et de leur gestion.

4.2.7 Coordonner les stratégies d'appels de fonds

La reconnaissance internationale d'un site suscite l'intérêt des donateurs pour un certain nombre de raisons, notamment les suivantes :⁵⁸

- Un cadre juridique et administratif stable à long terme ;
- Une ou plusieurs unités de gestion qui peuvent être tenues responsables ;
- Un ensemble clair d'objectifs multidimensionnels formulés dans le plan de gestion (en particulier s'il existe un plan de gestion cohérent pour toutes les désignations) ;
- Une culture de participation des communautés locales (exigence particulièrement importante dans le cadre des réserves de biosphère et des géoparcs mondiaux de l'UNESCO) ;
- Une gestion adaptative des sites fondée sur des examens périodiques et des rapports ;
- Une plus grande visibilité internationale en cas d'apparition de problèmes ou de menaces.

La conjugaison des efforts environnementaux et de conservation et la promotion du développement durable au niveau local et régional dans les régions structurellement faibles encouragent les sources de financement privé, bilatéral et multilatéral pour compléter les subventions de sources nationales. La conservation de l'environnement est l'un des domaines clés dans l'agenda d'Aide publique au développement (APD) de la plupart des pays développés (souvent dans le cadre du changement climatique et de la biodiversité). Les mécanismes de financement multilatéraux (comme le FEM) investissent dans les sites désignés par Ramsar et par l'UNESCO et fournissent leur soutien pour la préparation des dossiers de proposition d'inscription sur la liste du patrimoine mondial et des réserves de biosphère. De plus, de nombreuses fondations privées et ONG internationales parrainent les sites désignés par Ramsar et par l'UNESCO. Dans certains cas, les secrétariats des quatre désignations internationales ont même établi des accords de partenariat avec le secteur privé pour soutenir le fonctionnement de certains sites ou pour favoriser la collaboration entre les différents réseaux spécifiques de sites. Enfin, les accords multi/bilatéraux de fonds-en-dépôt mis en place par des agences de l'ONU, et l'UICN par exemple, et certaines modalités relativement récentes de partenariats publics-privés, sont de nouvelles options de financement pour améliorer la conservation et la gestion des zones écologiquement importantes.

⁵⁶ Voir <https://www.cbd.int/nbsap>.

⁵⁷ Voir <https://portals.iucn.org/library/node/10163>.

⁵⁸ Commission allemande pour l'UNESCO (2015). *Guide de gestion des réserves de biosphère de l'UNESCO en Afrique. Guide pratique pour les gestionnaires*. Bonn, Allemagne : Commission allemande pour l'UNESCO.

De cette façon, les équipes de gestion des sites et les autorités nationales peuvent tirer parti de leurs différentes reconnaissances internationales pour obtenir des fonds supplémentaires provenant de sources externes. Les demandes de financement pour des programmes et des projets dans les SDIM adressées aux mécanismes mentionnés ci-dessus seront bien plus convaincantes si elles sont formulées en mettant l'accent sur toutes les valeurs qui sous-tendent chaque désignation internationale. Par conséquent, les différentes autorités en charge d'un SDIM doivent organiser un travail de collecte de fonds coordonné, dans le cadre duquel les objectifs de conservation et les exigences de chacune des désignations internationales du site sont pris en compte.

Dans le cas de SDIM, les autorités nationales et les gestionnaires de sites devraient exploiter activement la complémentarité de la reconnaissance internationale afin d'obtenir le soutien financier extérieur nécessaire à l'optimisation de la gestion et de la conservation du site. Ces stratégies d'appels de fonds devraient être coordonnées et tenir compte des objectifs de conservation de toutes les désignations internationales du site.

4.2.8 Tirer parti de l'expertise des différentes communautés de soutien

Chaque désignation internationale attire une communauté de soutien différente. Dans le cas de la Convention de Ramsar, la communauté liée à l'ornithologie et les experts des zones humides ont souvent eu cette fonction et fait pression pour la reconnaissance de certains sites. Cela est reflété dans le titre original de la convention : *Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau*. De plus, BirdLife International et Wetlands International figurent parmi les cinq ONG affiliées en tant qu'OIP à la Commission de la Convention de Ramsar. En ce qui concerne les sites naturels du patrimoine mondial, ce sont les défenseurs de l'environnement qui ont estimé qu'il fallait inscrire les biens naturels en raison de leur valeur universelle exceptionnelle, et en particulier pour protéger l'intégrité des caractéristiques uniques des sites pour les générations futures. La majorité des propositions d'inscription pour les réserves de biosphère a été promue par la communauté scientifique qui avait besoin d'aires bien conservées pour l'étude de la structure, du fonctionnement et de la dynamique des écosystèmes, pour la recherche sur les interactions entre l'homme et son environnement naturel, et d'une plateforme à l'échelle mondiale pour l'étude conjointe des programmes en utilisant les réserves de biosphère comme sites de recherche. Enfin, les candidatures des géoparcs mondiaux de l'UNESCO ont été soutenues par la communauté géologique en vue de reconnaître la valeur du patrimoine géologique et de sensibiliser le public à l'histoire géologique de la Terre et à l'évolution de la vie.

Au fil du temps, les objectifs de départ de chacun des instruments de désignation (en particulier les trois plus anciens, c'est-à-dire la Convention de Ramsar, la Convention du patrimoine mondial et le réseau mondial des réserves de biosphère) ont considérablement convergé vers des objectifs communs : la conservation et le développement durable. Néanmoins, chacun des quatre instruments conserve ses partisans et ses groupes spécifiques. La mise en commun de l'expertise de ces différentes communautés, ornithologues et experts des zones humides, géologues, défenseurs de l'environnement, spécialistes de l'éducation et scientifiques sociaux et naturels, est certainement bénéfique pour la conservation et la bonne gestion des sites ainsi que pour l'utilisation durable de leurs ressources naturelles. Étant donné que les processus environnementaux ne s'expliquent jamais totalement par une approche sectorielle, des équipes inter et transdisciplinaires d'experts sont nécessaires pour répondre aux questions environnementales et sociétales et pour trouver des solutions aux défis que doivent relever les SDIM.

Les autorités nationales qui sont responsables des SDIM devraient veiller à ce que le large éventail de domaines d'expertise des différentes communautés sur lesquelles repose chaque désignation soit mis en commun, de manière inter et transdisciplinaire, au profit de la conservation du site, de sa gestion et des activités éducatives.

4.3 Recommandations pour les organismes de désignation au niveau international

Les organes de direction de la Convention de Ramsar, de la Convention du patrimoine mondial, du Programme MAB et du PIGG décident des politiques des quatre instruments internationaux de désignation des sites et de leurs modalités d'application. Les quatre secrétariats sont chargés de l'application de ces décisions. Les recommandations suivantes sont prévues pour être prises en compte par les organes de direction des instruments de désignation de Ramsar et de l'UNESCO, par leurs organisations consultatives et par les quatre secrétariats mondiaux afin de contribuer à l'harmonisation de la conservation et de la gestion des SDIM.

4.3.1 Améliorer la coordination et l'échange d'informations entre les organismes de désignation

Les trois secrétariats de l'UNESCO se situent dans le même bâtiment, ce qui facilite considérablement la coordination. Les consultations entre ces trois secrétariats concernant les biens du patrimoine mondial, les réserves de biosphère et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO se font de manière ponctuelle et spontanée dès que cela est nécessaire. Toutefois, il serait utile de formaliser la coordination entre les quatre secrétariats, en intégrant le Secrétariat de Ramsar, par la mise à jour des accords existants ou par l'élaboration d'un nouvel accord-cadre général.

Un protocole (ou mémorandum) d'accord entre Ramsar et le Centre du patrimoine mondial a été signé en 1999 avec l'objectif « de coopérer en vue de permettre aux Parties contractantes des Conventions d'identifier et de renforcer la conservation des sites d'importance internationale qui sont reconnus par les deux Conventions. »⁵⁹ Ramsar a également développé un Plan de travail commun (PTC) avec le Programme MAB de l'UNESCO. La dernière version de ce programme a été validée par le Conseil du MAB en octobre 2004 et par le Comité permanent de Ramsar en février 2005. La version antérieure du programme, validée par Ramsar en décembre 2001 et par le MAB en mai 2002, est disponible sur le site Internet de Ramsar.⁶⁰ Toutefois, l'échéance théorique de la version de 2004-2005 était fixée à 2010, c'est pourquoi les termes généraux de cette coopération (idem avec l'UNESCO) méritent d'être revus.

Le Plan stratégique 2016-2025 de Ramsar fixe les termes de la coopération entre la Convention de Ramsar et d'autres AME. Ainsi, le paragraphe 32 définit les synergies comme un domaine de priorité : « Redoubler d'efforts pour simplifier les procédures et processus, y compris la présentation de rapports, et faciliter le partage de données entre les parties responsables de la mise en œuvre de la Convention de Ramsar et d'autres AME et accords connexes – ou qui y coopèrent. Grâce à la coopération, chercher à renforcer l'identification de synergies, aux niveaux national et mondial, avec des AME et d'autres dispositifs internationaux collaborant avec la Convention » (Résolution XII.2 de la COP12 de Ramsar, annexe, paragraphe 32).

Un accord-cadre renouvelé ou un protocole d'accord global entre Ramsar et l'UNESCO pourrait améliorer les mécanismes de coordination entre les quatre instruments de désignation. Cela permettrait non seulement de mettre à jour les accords bilatéraux existants (c.-à-d. entre Ramsar et le Centre du patrimoine mondial et entre Ramsar et le Programme MAB) mais aussi d'y intégrer les géoparcs mondiaux de l'UNESCO. Quelques suggestions sur le contenu de cet accord sont formulées dans les recommandations suivantes.

L'UNESCO et la Convention de Ramsar font également partie du Groupe de liaison sur la biodiversité, Groupe de liaison des Conventions relatives à la biodiversité⁶¹ mis en place par les Parties à la CDB. L'objectif de ce groupe est de renforcer la cohérence et la coopération dans la mise en œuvre et d'explorer les possibilités de développer des activités synergiques et de consolider la coordination. Le PNUE est également impliqué dans cet effort,⁶² et il contribue actuellement à travers l'Initiative de gestion de l'information et des connaissances sur les AME⁶³ qui réunit plusieurs AME pour développer des systèmes d'information harmonisés au profit des Parties et de la communauté environnementale en général. À l'heure actuelle, cette initiative englobe les AME suivants : CDB, Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages, Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, Convention de Ramsar et Convention du patrimoine mondial.

Les quatre organismes de désignation responsables des sites Ramsar et de l'UNESCO devraient revoir les accords de coopération existants et, le cas échéant, les modifier afin d'obtenir un soutien complémentaire au profit des SDIM.

4.3.2 Organiser régulièrement des réunions entre les secrétariats

Des réunions communes régulières des quatre secrétariats mondiaux devraient être instaurées, au moins une fois par an. Ces réunions permettraient d'évaluer les nouveaux sites qui se chevauchent pour les intégrer dans une base de données commune des SDIM (voir également Recommandation 4.3.4) et pourraient surtout servir à évaluer l'état de conservation des SDIM qui sont confrontés à des dégâts ou à des dangers importants, comme les sites Ramsar figurant sur le Registre de Montreux et les biens inscrits sur la Liste des sites du patrimoine mondial en péril. Cela serait l'occasion d'étudier les différents moyens d'aider les pays à améliorer l'état de conservation de leurs sites en collaboration avec les parties contractantes (Convention de Ramsar), les États parties (Convention du patrimoine mondial), les Comités nationaux du MAB ou les Comités des géoparcs nationaux. Des mesures comme une campagne conjointe de collecte de fonds et la mobilisation d'experts fournissant des conseils techniques et scientifiques pourraient être envisagées au profit de ces sites menacés.

Il est évident que ces réunions devraient aller au-delà du simple partage d'informations, et servir de forum pour discuter et élaborer des politiques communes, des projets et des activités axés sur les possibilités de formation des gestionnaires de sites, l'engagement de la communauté locale et la recherche sur les menaces communes qui affectent les sites, entre autres questions. Ces discussions devraient également défendre le respect des valeurs culturelles des SDIM, lorsque cela est nécessaire, compte tenu des liens que tous les instruments de désignation internationale cherchent à établir entre nature et culture.

Les quatre secrétariats devraient organiser des réunions communes régulières, au moins une fois par an, pour l'échange d'informations, la tenue d'une base de données commune des SDIM, la mise en place de mesures de soutien pour les sites confrontés à des dégâts ou à des dangers importants et pour échanger sur les éventuels politiques, projets et activités en commun.

59 Voir http://archive.ramsar.org/cda/fr/ramsar-documents-mous-ramsar-mou-with-the/main/ramsar/1-31-115%5E21517_4000_1%20....

60 Voir http://archive.ramsar.org/cda/fr/ramsar-documents-mous-moc-mab/main/ramsar/1-31-115%5E25271_4000_1... (en anglais).

61 Voir <https://www.cbd.int/blg/>.

62 PNUE (2015). *Sourcebook of Opportunities for Enhancing Cooperation among the Biodiversity-related Conventions at National and Regional Levels* (Recueil des possibilités de renforcement de la coopération entre les conventions relatives à la biodiversité au niveau national et régional). Nairobi, Kenya: United Nations Environment Programme (UNEP).

63 Voir <https://www.informea.org/fr>.

4.3.3 Participation aux réunions des conseils d'administration des organismes de désignation

Dans la mesure du possible, des membres du Bureau de chacun des organes de direction, des représentants de chaque secrétariat mondial et tous les organes consultatifs compétents devraient participer aux réunions des conseils d'administration des autres organes de désignation. Cela permettrait de garantir que tous les organes de direction et les secrétariats soient informés des décisions prises lors de ces réunions, étant donné que ces décisions peuvent avoir des répercussions politiques importantes sur les sites désignés par Ramsar et par l'UNESCO qui se chevauchent.

Plusieurs délégués et représentants institutionnels des autorités nationales qui assistent aux réunions des organes de direction des instruments relatifs aux sites Ramsar et de l'UNESCO ont des doubles (voire des triples) fonctions en tant que points focaux pour toutes les combinaisons de désignations comprenant la Convention de Ramsar, la Convention du patrimoine mondial, le Réseau mondial des réserves de biosphère et le Réseau des géoparcs mondiaux. Par conséquent, certains participants à ces réunions ont déjà des positions et des fonctions liées au phénomène de chevauchement, ce qui pourra présenter un grand intérêt dans le cadre du processus d'harmonisation de la politique et de la conservation des SDIM. Les décisions de chaque organe de direction orientent les politiques des SDI et ont, de ce fait, un impact sur les SDIM. Les décisions politiques émanant des quatre organes directeurs devraient tenir compte de la façon dont la conservation et la gestion des sites, le développement durable, l'implication et le partage des bénéfices avec les communautés locales et l'éducation environnementale, entre autres défis, pourraient être rationalisés et harmonisés de manière cohérente pour les SDIM.

Il est recommandé que des représentants de chaque organisme de désignation (et de leurs secrétariats et organes consultatifs compétents) assistent aux réunions des organes de direction des quatre instruments internationaux, afin d'optimiser la circulation de l'information et la cohérence des décisions relatives aux politiques des SDIM.

4.3.4 Tenir à jour une liste des SDIM

La mise à jour régulière et la tenue d'une liste en ligne ou d'une base de données de tous les SDIM reconnus par les organismes de désignation internationale augmentera la visibilité de ces sites au niveau mondial. Cela contribuera également à promouvoir la collaboration entre les organismes de désignation et même entre les sites.

Les quatre secrétariats internationaux tiennent des listes en ligne des sites reconnus par leurs instruments de désignation respectifs et, au niveau bilatéral, certains tiennent également des listes spécifiques, qui ne sont pas toujours mises à jour, sur les sites qui se chevauchent totalement ou partiellement avec d'autres désignations internationales. La liste des SDIM (jointe en Annexe 2 de ce manuel) pourrait figurer sur les sites Internet des quatre instruments de désignation. Cela serait cohérent dans le cadre de la fonction de centre d'échange d'informations qu'exercent tous les secrétariats. Les secrétariats pourraient élaborer un protocole spécifique pour la tenue et la mise à jour de la liste récapitulative des SDIM sur une base de données commune. Idéalement, la mise à jour de la liste devrait avoir lieu dans la seconde moitié de l'année car les nouveaux sites du patrimoine mondial, réserves de biosphère et géoparcs mondiaux de l'UNESCO sont habituellement désignés entre avril et juillet (tandis que les nouveaux sites Ramsar peuvent être inscrits à n'importe quel moment de l'année, selon la situation).

Le site Internet du *Service d'information sur les sites Ramsar*, outil qui existe déjà,⁶⁴ peut être utilisé pour mettre en ligne les listes des sites Ramsar qui se chevauchent avec des sites du patrimoine mondial et des réserves de biosphère (en utilisant le filtre « Taxonomie d'inscription statuaire »).

Le site de BiosphereSmart constitue un autre outil disponible.⁶⁵ BiosphereSmart est un observatoire mondial conçu pour le partage des idées, des connaissances, des bonnes pratiques et des expériences entre les réserves de biosphère sur les questions liées au changement climatique, aux économies vertes et au développement durable. Son site interactif fournit l'emplacement et le zonage de l'espace des réserves de biosphère ainsi que les chevauchements avec les sites du patrimoine mondial, les sites Ramsar et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO.

Enfin, le site Internet Protected Planet⁶⁶ est l'interface en ligne de la Base de données mondiale sur les aires protégées (WDPA pour l'anglais), un projet conjoint de l'UICN et du PNUE-WCMC. La WDPA est considérée comme la base de données mondiale la plus complète sur les aires protégées terrestres et marines et les caractéristiques des sites Ramsar, des sites du patrimoine mondial et des réserves de biosphère. L'idéal serait que la liste des SDIM soit intégrée dans la WDPA afin d'introduire les informations sur les SDIM sur cette plateforme qui est déjà très connue et utilisée.

⁶⁴ Voir <https://rsis.ramsar.org/fr?language=fr>.

⁶⁵ Voir <http://www.biospheresmart.org/> (en anglais).

⁶⁶ Voir <http://www.protectedplanet.net/> (en anglais).

La création et la tenue conjointe d'une liste en ligne des SDIM, si possible intégrée à la Base de données mondiale sur les aires protégées de l'UICN/PNUE-WCMC, est recommandée comme mesure de base pour la collaboration. Cela entre, en outre, dans le cadre de la fonction de centre d'échange d'informations qu'exercent les quatre secrétariats.

4.3.5 *Harmoniser la procédure de rapports et assurer un suivi conjoint*

Les quatre organismes de désignation et leurs secrétariats devraient envisager un suivi conjoint des SDIM et l'harmonisation des exigences en matière de soumission de rapports périodiques. La pratique des missions conjointes, déjà courante dans certains SDIM dans le cadre du suivi (par exemple sur certains sites inscrits sur la Liste de Ramsar et du patrimoine mondial) devrait être étendue à tous les SDIM et harmonisée.

Les sections 3.2.7 et 3.2.8 de ce manuel décrivent les différences dans les exigences en matière de rapports périodiques, qui portent sur le contenu, le degré de précision des informations et les calendriers, et qui entraînent une charge de travail considérable pour les gestionnaires de sites et les points focaux nationaux. Il est évident que chaque désignation internationale a un profil et des objectifs spécifiques, et les rapports pour chaque désignation doivent répondre aux critères spécifiques pour lesquels un site a été désigné à l'origine. Toutefois, certaines des informations demandées pour le suivi mondial et les rapports périodiques se répètent deux, trois, voire quatre fois, et pourraient être intégrées dans le cadre d'un système commun d'information et de rapports. Les informations communes qui sont fournies dans le cadre des diverses désignations internationales pourraient être partagées entre les organes de direction et leurs secrétariats et les organes consultatifs grâce à la création et la tenue d'un référentiel commun de rapports en ligne.

Dans le tableau ci-dessous (Tableau 3), les exigences des quatre désignations en matière de rapports ont été analysées. Le tableau comprend uniquement les exigences de déclaration qui sont requises par au moins deux organismes de désignation internationale. Les exigences de déclaration spécifiques, limitées à une seule désignation internationale, ne sont pas mentionnées (par exemple « Indications sur les types de zones humides » pour la Convention de Ramsar, ou « Déclaration de valeur universelle exceptionnelle » pour la Convention du patrimoine mondial). Dans la colonne « Exigences en matière de rapports », des titres génériques sont utilisés, dans la mesure du possible, afin de faciliter la comparaison entre les quatre formulaires d'examen périodique ; ces titres ne suivent pas nécessairement le même libellé que les formulaires de rapport individuels.

I. Informations générales : Comme on pourrait s'y attendre, tous les formulaires de rapport demandent le nom du site, ainsi que le nom de l'autorité/auteur du rapport et la date de sa préparation. Les sites Ramsar, les sites du patrimoine mondial et les réserves de biosphère doivent fournir des informations sur les coordonnées géographiques et les modifications des limites du site, mais ces informations ne sont pas demandées pour les géoparcs mondiaux de l'UNESCO. Ceci est probablement dû au fait que les géoparcs mondiaux de l'UNESCO étant assez récents, les sites ne peuvent pas déjà avoir été modifiés depuis les premières désignations.

II. Conservation et caractéristiques naturelles : Les quatre désignations demandent l'état de conservation et/ou les changements dans l'état de la conservation, ainsi que des informations sur les caractéristiques physiques du site. Pour les sites Ramsar, les sites du patrimoine mondial et les réserves de biosphère, des informations doivent être fournies sur les caractéristiques écologiques ainsi que sur la faune et la flore du site. Mais ce n'est pas le cas pour les géoparcs mondiaux de l'UNESCO qui sont axés sur les caractéristiques abiotiques.

III. Valeur économique, sociale et culturelle : Les quatre désignations accordent une grande importance au développement économique spécifique du site (et aux pressions liées), aux avantages sociaux et sociétaux pour les communautés locales découlant de la désignation internationale du site, aux valeurs culturelles du site ainsi qu'au tourisme et à la gestion des loisirs au sein du site. Ainsi, même si les quatre instruments de désignation sont en principe connus pour leur mission en faveur de la conservation environnementale, ils favorisent tous une relation holistique entre l'environnement et la société.

IV. Éducation et science : Tous les formulaires de rapport demandent des informations sur l'éducation et la science au sens large du terme. Des programmes d'éducation et de sensibilisation sont-ils en place ? La désignation internationale du site est-elle bien communiquée au public ? Existe-il des centres d'accueil et des sentiers de randonnée avec des panneaux explicatifs ? Quels projets scientifiques ont été menés ou sont en cours, et l'infrastructure est-elle suffisante pour soutenir la recherche ?

V. Mise en réseau : Les informations sur la mise en réseau entre les sites ne sont demandées que pour les réserves de biosphère (dans le cadre des réseaux thématiques et régionaux du MAB) et pour les géoparcs mondiaux de l'UNESCO (par exemple, la participation à des congrès régionaux ou mondiaux de géoparcs, les échanges de personnel et de connaissances, les communautés locales travaillant sur des projets communs). Les sites Ramsar et les biens du patrimoine mondial ont également cette fonction de mise en réseau mais leurs formulaires de rapport et de suivi ne demandent pas d'informations à ce sujet. Dans le cas du patrimoine mondial, cela peut s'expliquer par le fait que les rapports périodiques sont établis au niveau régional, ce qui implique une collaboration évidente au sein de la région en question.

VI. Gouvernance et gestion : Les quatre désignations demandent des informations sur la compétence territoriale dont relève le site (information essentielle pour les relations intergouvernementales) et sur le statut foncier du site. Dans tous les cas, l'autorité de gestion dont dépend le site doit être communiquée. Seuls les sites du patrimoine mondial, les réserves de biosphère et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO demandent des informations internes et de terrain sur le niveau des effectifs et des ressources financières disponibles pour la gestion du site.

Tableau 3. Exigences en matière de rapports des quatre instruments de désignation

Exigences en matière de rapports	Site Ramsar	Site du patrimoine mondial	Réserve de biosphère	Géoparc mondial de l'UNESCO
I. Informations générales				
Nom du site	✓	✓	✓	✓
Pays	✓	✓	✓	
Date de désignation du site	✓	✓	✓	
Nom, autorité ou auteur du rapport (évaluateur pour les GG)	✓	✓	✓	✓
Date du rapport (date de revalidation pour les GG)	✓	✓	✓	✓
Coordonnées géographiques du site	✓	✓	✓	
Modification des limites du parc	✓	✓	✓	
Fourniture de cartes (actualisées)	✓		✓	
II. Conservation et caractéristiques naturelles				
État de conservation/changements dans l'état de conservation	✓	✓	✓	✓
Caractéristiques physiques du site	✓	✓	✓	✓
Caractéristiques écologiques générales	✓	✓	✓	
Faune et flore	✓	✓	✓	
III. Valeur économique, sociale et culturelle				
Développement économique (et pressions)	✓	✓	✓	✓
Avantages sociaux et sociétaux	✓	✓	✓	✓
Valeurs culturelles	✓	✓	✓	✓
Tourisme et loisirs (avec enquêtes auprès des visiteurs)	✓	✓	✓	✓
IV. Éducation et science				
Éducation, communication, sensibilisation du public	✓	✓	✓	✓
Centres d'accueil, sentiers de randonnée	✓	✓	✓	✓
Recherche scientifique et infrastructures connexes	✓	✓	✓	✓
V. Mise en réseau				
Participation à des projets communs			✓	✓
Échanges d'informations et de personnel			✓	✓
VI. Gouvernance et gestion				
Compétence territoriale/propriété foncière	✓	✓	✓	✓
Autorité de gestion responsable du site	✓	✓	✓	✓
Personnel de gestion du site		✓	✓	✓
Ressources financières pour la gestion du site		✓	✓	✓

Ce tableau peut contribuer à harmoniser les rapports et même les systèmes de gestion des SDIM, surtout dans les cas où les désignations se chevauchent en grande partie ou totalement. Les outils en ligne et même les systèmes d'aide à la décision peuvent apporter une « solution unique » pour un suivi et une gestion efficaces des SDIM.

À long terme, les quatre secrétariats devraient envisager un système de suivi et de rapports plus harmonisé en rédigeant un formulaire de rapport périodique qui réponde à la plupart des besoins et des critères de tous les SDI. Cela permettrait de réduire les obstacles entre les différents organismes de désignation et d'optimiser les systèmes de gestion des SDIM. Une révision des formulaires de rapport périodiques serait utile pour évaluer l'efficacité de la gestion des SDIM par les gestionnaires des sites et les autorités nationales, et pourrait contribuer à mettre à jour les plans de gestion en tenant compte des objectifs de conservation spécifiques à chaque désignation internationale. Mais cette démarche implique un grand effort de coordination de la part des quatre secrétariats, et exige l'approbation de chacun des quatre organes de direction.

Un protocole de rapport harmonisé aux organismes de désignation devrait être établi pour les SDIM, car il serait plus économique qu'en remplissant les exigences en matière de rapports d'une désignation, les exigences des autres soient également satisfaites. Cela améliorerait la qualité des rapports et faciliterait les évaluations techniques et le suivi conjoints. La pratique des missions conjointes, déjà courante dans certains SDIM dans le cadre du suivi, devrait être étendue à tous les SDIM et harmonisée.

4.3.6 *Mettre les informations en commun au cours des processus de proposition d'inscription et de rapport*

Quand un site est proposé pour la reconnaissance internationale au titre de la Convention de Ramsar, de la Convention du patrimoine mondial, du Programme MAB ou du PIGG, et que ce site est déjà reconnu par l'un des trois autres instruments de désignation, il serait utile que les évaluateurs du site proposé examinent également le formulaire de candidature qui a été fourni aux autres secrétariats. Dans ces cas-là, un mécanisme institutionnel devrait être établi pour la consultation / coordination entre les différents groupes d'évaluation technique ou les organes consultatifs qui examinent les nouvelles propositions de sites afin d'éviter, par exemple, les contradictions ou les problèmes liés au zonage et aux fonctions des SDIM qui sont proposés. Cela permettrait également aux examinateurs d'obtenir des informations complémentaires sur les caractéristiques et les valeurs du site mises en évidence par d'autres désignations internationales.

Dans le cadre de la promotion de la complémentarité et de la synergie, les secrétariats internationaux devraient également demander des lettres de soutien des autorités nationales compétentes pour la/les désignation(s) que le site a déjà afin d'assurer la future collaboration entre les autorités nationales des sites à désignations multiples. De fait, les géoparcs mondiaux de l'UNESCO appliquent déjà ce protocole. Les formulaires de candidature pour les quatre désignations devraient inclure une section demandant si le site a déjà été inscrit (et depuis quand) sur la liste de l'un des autres instruments internationaux.

De même, l'échange des informations correspondant à la présentation de rapports périodiques sur les SDIM devrait également être renforcé. Les rapports existants sur le fonctionnement et l'état de conservation des SDIM devraient être disponibles pour consultation par les quatre secrétariats et leurs organes de direction. La tenue d'une liste actualisée des SDIM et un référentiel commun des rapports sur les sites faciliterait ce travail. Cette mesure est particulièrement pertinente pour les sites identifiés comme étant en danger tels que les sites du patrimoine mondial figurant sur la Liste du patrimoine mondial en péril ou les sites Ramsar inscrits au Registre de Montreux. Dans ces cas-là, les organismes de désignation ainsi que leurs secrétariats et leurs groupes de consultation devraient faire particulièrement attention à éviter de donner des recommandations contradictoires pour l'optimisation de la gestion des sites en danger, et le partage des informations est une étape primordiale pour atteindre cet objectif.

Les quatre secrétariats, ainsi que leurs groupes techniques et organisations consultatives, devraient systématiquement mettre en commun les informations dont ils disposent sur les SDIM présentés ou existants (dossiers de proposition d'inscription, rapports périodiques, rapports spécifiques sur l'état de conservation), afin d'assurer des approches harmonisées pour les candidatures présentées aux différents instruments de désignation.

4.3.7 *Organiser des activités conjointes de renforcement des capacités sur le fonctionnement de chaque désignation*

Les quatre secrétariats mondiaux devraient envisager l'organisation d'activités conjointes et de séminaires de formation, au niveau régional, ainsi que d'autres activités pour les points focaux nationaux, les gestionnaires de sites et les autres parties prenantes concernées. Ces activités de renforcement des capacités pourraient être organisées sur une base de partage des coûts et informeraient sur les objectifs et les approches spécifiques de chaque instrument de désignation ainsi que sur leurs similitudes et leurs spécificités. Elles pourraient également être utilisées pour fournir des informations sur les exigences en termes de rapports qui sont spécifiques aux sites désignés par Ramsar et par l'UNESCO. Les différences qui existent entre les terminologies et les processus des désignations pourraient être expliquées et les profils des différentes désignations pourraient être affinés pour s'adapter aux nouvelles stratégies de communication et d'image de marque de chacune d'entre elles.

Les activités de renforcement des capacités et de formation devraient être axées sur la complémentarité et les synergies que les quatre désignations peuvent offrir aux sites. Les stratégies de communication et d'image de marque de chaque désignation et les valeurs ajoutées qui en découlent pour les SDIM devraient être élaborées et mises en œuvre au niveau local, national et mondial. Différentes expériences et des exemples de bonnes pratiques pour la conservation et la gestion harmonisée des SDIM devraient être partagées dans le cadre d'ateliers et d'activités connexes. Toutes ces activités devraient être considérées comme des mesures importantes en vue du renforcement des capacités, mais également pour la mise en réseau au niveau local, régional et national. Elles devraient également être organisées dans les langues parlées au niveau local, national ou régional, et pas uniquement dans les langues les plus couramment utilisées par les organismes de désignation (anglais, français et espagnol).

Le développement d'outils et de matériel en ligne est un autre moyen disponible pour atteindre des gestionnaires de sites et des points focaux nationaux plus nombreux ainsi que d'autres parties prenantes. La plateforme en ligne InforMEA,⁶⁷ qui est un projet de l'Initiative de gestion de l'information et des connaissances sur les AME mise en place par le PNUE, pourrait être une première étape dans cette voie. InforMEA héberge un outil d'apprentissage en ligne visant à promouvoir une meilleure connaissance et compréhension du droit international de l'environnement (DIE) qui fournit des outils de formation gratuits sur les concepts du DIE et sur la constitution et la mise en œuvre des SDIM. Pour le moment, cette plateforme comprend uniquement des cours sur la Convention de Ramsar et la Convention du patrimoine mondial.

Les quatre secrétariats devraient organiser des activités conjointes de renforcement des capacités pour les gestionnaires de sites, les points focaux nationaux et les autres parties prenantes sur les profils spécifiques de chaque désignation. Cette démarche a pour objectif de favoriser les synergies potentielles entre les instruments internationaux et de faciliter les échanges sur les meilleures pratiques dans la gestion des SDIM.

4.3.8 Mettre en œuvre des projets communs et des réseaux au niveau des sites

De nombreux sites sont confrontés à des défis similaires, que ce soit le changement climatique, la pollution, la dégradation des terres, les empiètements, le braconnage, les menaces liées au développement, les espèces envahissantes ou le manque de moyens de subsistance durables pour les communautés locales. L'un des avantages de la désignation multiple pour un site est la possibilité de disposer de financement externe et de soutien technique pour faire face aux difficultés qu'il rencontre.

En fonction des besoins spécifiques de chaque site, les quatre secrétariats pourraient unir leurs forces pour aider les SDIM à obtenir des fonds auprès de donateurs internationaux et multi-bilatéraux et pour les assister dans la mise en œuvre de projets communs au niveau du site, en particulier pour les sites confrontés à des dommages importants ou à des dangers qui exigent une aide extérieure. En faisant appel à l'expertise de leurs différents groupes d'experts et organes scientifiques et consultatifs, les secrétariats pourraient offrir une plateforme mondiale pour les projets d'assistance et de conservation couvrant une large gamme de disciplines scientifiques et techniques. Ces projets devraient toujours veiller à tenir compte des valeurs culturelles des SDIM et faire appel à la participation et au soutien des communautés locales.

Un exemple de cette coopération entre les organes de désignation est le nouveau projet commun du Secrétariat de Ramsar et du Centre du patrimoine mondial, financé par l'Initiative de gestion de l'information et des connaissances sur les AME. Ce projet présente une série de cinq études de cas régionaux qui illustrent le rôle que les deux conventions peuvent jouer dans la lutte contre les facteurs de disparition et de dégradation des zones humides et qui montrent à quel point les valeurs culturelles et la participation des communautés ont contribué au succès de la conservation. Ces études de cas faciliteront le partage des bonnes pratiques et seront réunies dans une brochure qui présente les « Histoires de réussite et les leçons à retenir » et offre des possibilités de projets adaptés aux différents sites.

Les gestionnaires de sites de SDIM ont de nombreuses préoccupations en commun (comme l'harmonisation de la gestion et du suivi des sites ou des rapports) ; c'est pourquoi les accords de jumelage et la mise en réseau entre les SDIM pourrait considérablement faciliter l'échange d'informations sur les meilleures pratiques et les leçons à retenir. Les quatre secrétariats devraient faciliter ce type d'accords de jumelage et la mise en réseau des SDIM au niveau régional et mondial.

En combinant leur expertise et leur capacité de sensibilisation, les organismes de désignation devraient soutenir les SDIM dans la mise en œuvre de projets conjoints d'intérêt commun au niveau des sites et dans la promotion de jumelages et de réseaux entre les SDIM.

⁶⁷ Voir <https://www.informea.org/fr>.

4.3.9 Développer des stratégies de marque et de communication harmonisées

L'image de marque des sites désignés par Ramsar et par l'UNESCO est particulièrement importante dans le contexte des chevauchements car la diversité des désignations internationales qui s'appliquent, plus ou moins exactement, au même territoire entraîne la confusion dans la reconnaissance des différentes marques.

Lors de sa 196^{ème} session (tenue à Paris en avril 2015), le Conseil exécutif de l'UNESCO a traité des moyens possibles pour protéger et renforcer la reconnaissance de la marque des réserves de biosphère, des biens du patrimoine mondial et des géoparcs mondiaux de l'UNESCO. Le document 196 EX / 5 Partie II, formulé par le Secrétariat de l'UNESCO pour le Conseil exécutif de l'UNESCO, affirme :

Pour assurer la protection et le renforcement de l'identification de la marque, il est essentiel de résoudre la question du recoupement, phénomène qui se produit lorsque plusieurs marques différentes s'adressent à des publics similaires et présentent des offres semblables. Les marques de l'UNESCO relatives à la conservation rivalisent-elles entre elles pour les mêmes ressources et se volent-elles la vedette les unes aux autres ? Ce qui peut passer en interne pour des divergences de programme majeures peut être invisible au monde extérieur.

L'UNESCO doit clairement présenter les possibilités de synergies entre les différents programmes par des systèmes intégrés et une gestion efficace et doit parallèlement mettre en avant la valeur ajoutée de chacune de ses marques.

Des stratégies de marque et de communication pour les SDIM devraient être développées au niveau local et national mais, cela est évident, également au niveau mondial. Le développement des stratégies de marque et de communication est essentiel pour les quatre désignations internationales citées dans ce manuel, et plusieurs initiatives ont déjà commencé à traiter cette question. L'image de marque du patrimoine mondial a été longuement abordée par le Comité du patrimoine mondial à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de la Convention. D'autre part, en 2014, le Secrétariat du MAB a lancé un projet de communication et de stratégie de marque pour les réserves de biosphère qui a d'abord été testé au sein du réseau régional EuroMAB et qui a suscité un grand intérêt de la part des autres réseaux régionaux du MAB (par exemple lors de la 9^{ème} réunion du Réseau de réserves de biosphère d'Asie du Sud-Est tenue en octobre 2015 à Malang, en Indonésie).

Il est essentiel que ces stratégies de marque et de communication communiquent la valeur ajoutée de chaque désignation différente, au lieu de favoriser la concurrence entre les appellations, et qu'elles mettent en évidence le potentiel en matière de coopération et d'activités synergiques.

Les organismes de désignation devraient élaborer des stratégies de marque et de communication pour leurs désignations respectives, qui ne soient pas en concurrence entre elles, et s'attacher davantage à communiquer sur la valeur ajoutée de chaque désignation et à mettre en avant leur capacité de coopération et d'activité synergétique.

Partie V : L'île de Jeju, un SDIM avec quatre désignations internationales

5. L'expérience de l'île de Jeju

L'île de Jeju, Province autonome spéciale de la République de Corée, est actuellement le seul site au monde où les quatre désignations internationales se chevauchent sur le même territoire. Ce chapitre décrit les caractéristiques de l'île et fournit un résumé de l'évolution des désignations internationales à Jeju, en montrant comment une désignation internationale a ouvert la voie à l'obtention des autres désignations. Ce chapitre souligne également plus en détail les avantages et les défis qui vont de pair avec les reconnaissances multiples. Enfin, il présente les propositions de Jeju sur la façon dont la gestion des SDIM pourrait être rationalisée et mise en œuvre sur l'île qui pourrait, de ce fait, constituer une source d'enseignement utile pour d'autres pays et régions dotés de SDIM.

5.1 Les caractéristiques de l'île de Jeju

Jean-Marie Gustave Le Clézio, lauréat du prix Nobel de littérature décrit Jeju comme l'une des dernières îles du monde qui présente une beauté naturelle exceptionnelle. En effet, l'île de Jeju est le seul endroit de la planète où quatre désignations internationales se chevauchent : elle comprend un site du patrimoine mondial naturel, une réserve de biosphère, un géoparc mondial de l'UNESCO et un total de cinq sites Ramsar, dont deux sont intégrés dans les trois autres désignations. Mais qu'est-ce qui a permis à Jeju d'obtenir ces différentes formes de reconnaissance internationale ?

Jeju est l'île isolée la plus grande et la plus méridionale de la péninsule coréenne. Elle a été créée par une éruption volcanique il y a environ 500 000 ans. Lors de la phase d'éruption suivante, il y a 200 000 à 300 000 ans, le mont Halla a atteint sa hauteur actuelle. Enfin, il y a 5000 ans, à l'ère néolithique, le cône de tuf de Seongsan et le mont Songaksan se sont élevés au-dessus de la mer à la suite d'éruptions volcaniques. Jeju est un véritable musée de vulcanologie en plein air où des centaines de cônes volcaniques et d'autres structures offrent de magnifiques paysages. Par exemple, le mont Halla, qui culmine à 1950 m d'altitude et se dresse au centre de l'île, présente un large éventail d'écosystèmes différents comprenant environ 2000 plantes allant des espèces subtropicales aux espèces subpolaires. Jeju compte également plus de 360 volcans monogéniques appelés *oreums* en coréen.

Le Mont Halla et une série d'oreums répartis sur l'île de Jeju © Organisation du tourisme de Jeju

L'île de Jeju s'est vue accorder son autonomie en tant que province spéciale autonome en 2006. Elle a une superficie de 1845,55 km² et une population de 610 000 habitants. Son climat est subtropical tempéré avec des précipitations moyennes de 2000 mm de pluie par an. Jeju étant une île volcanique, les couches de son sol sont un mélange de roche volcanique, de cendres volcaniques, de sable et de gravier, ce qui entraîne l'absorption de l'eau de pluie. Cela signifie que les lits des rivières sont généralement secs et que l'eau ne coule que quand il pleut. La pluie fait également jaillir les eaux souterraines sous la forme de sources tout près de la surface. Cela explique pourquoi les villages ont traditionnellement été construits près de l'océan. L'abondance de produits de la

mer a conduit à une culture principalement axée sur l'océan comme le montrent, entre autres, les « Femmes plongeuses » de Jeju, ou *Haenyeo*, qui pratiquent une forme de pêche écologique. Ces femmes récoltent des produits de la mer à Jeju depuis des milliers d'années, offrant un modèle de coexistence harmonieux entre l'homme et la nature.⁶⁸

Haenyeo récoltant et triant leurs captures © Province autonome spéciale de Jeju

⁶⁸ Le processus de demande de reconnaissance de la culture des *Haenyeo* au titre de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel est en cours.

Jeju tente de créer son propre modèle de développement fondé sur une vision de l'avenir de l'île que de nombreux habitants ont aidé à concevoir. Ce processus a permis de réduire les valeurs fondamentales de l'île au nombre de deux : **propreté** et **coexistence**. La propreté a pour but de faire du cercle vertueux de la nature une réalité, et la coexistence vise à atteindre le bonheur à travers l'harmonie entre l'homme et nature, la tradition et la création ainsi que la tolérance et la générosité. Les plans d'avenir de Jeju sont axés sur la résolution de questions encore en suspens et sur la formulation de politiques fondées sur ces valeurs fondamentales auxquelles les secteurs public et privé locaux adhèrent également.

5.2 Créer un pôle de SDI

Les autorités nationales et locales ont déployé des efforts institutionnels systématiques pour préserver le milieu naturel local avant que Jeju n'obtienne sa reconnaissance internationale. La zone la plus élevée du mont Halla a été désignée Monument naturel en 1966, puis est devenue un Parc national en 1970. Entre cette date et l'an 2000, le haut du mont Halla (à partir d'environ 600 m au-dessus du niveau de la mer (a.n.m.) et représentant environ 11 % de l'île) a été protégé en vertu de la Loi sur les parcs naturels et de la Loi sur la Protection du patrimoine culturel. Le gouvernement national a ensuite adopté la Loi spéciale sur la création de la Province autonome spéciale de Jeju qui comprend des règles particulièrement strictes en matière de critères environnementaux et d'évaluation des répercussions ainsi que de nouvelles normes pour la gestion des eaux souterraines, des paysages et des écosystèmes. La conservation de l'environnement est une priorité, et la politique de l'île « Nature First » (la Nature avant tout) affirme que la conservation doit primer sur le développement.

Par conséquent, Jeju est protégée par des lois nationales et par plusieurs désignations internationales. Grâce à une gestion intégrée des sites protégés au niveau national et international, la province tente de poursuivre les objectifs de chacun des régimes de protection. La reconnaissance internationale de Jeju a même contribué à l'amendement des lois relatives à la gestion systématique des sites protégés à l'échelle nationale. Par exemple, les géosites, qui ont été identifiés lors du processus de désignation du géoparc mondial de l'UNESCO et sont dispersés à travers l'île, sont régis par la Loi sur les parcs naturels. D'autre part, les zones désignées comme réserves de biosphère ont aujourd'hui un statut juridique qui leur permet d'obtenir des fonds nationaux en vertu de la Loi sur la Conservation du milieu naturel. Parallèlement, la province a également créé l'Ordonnance pour la gestion des biens inscrits au patrimoine sur l'île afin de mieux gérer les SDI locaux.

Jeju reconnaît la valeur de l'environnement et, en même temps, promeut l'utilisation judicieuse et rationnelle de ses ressources environnementales. Les résidents des zones à proximité des géosites ont mis au point différentes activités touristiques telles que les éco-tours, la vente de produits agricoles et de la mer, ainsi que des festivals locaux dans le but de promouvoir et de mieux utiliser les désignations internationales de l'île, en particulier celle de géoparc mondial de l'UNESCO. En outre, la province a renforcé les règlements environnementaux pour les zones de milieu de pente de l'île et est parvenue à faire du front de mer un domaine public.

La province a également mis en place un système particulier de gouvernance de l'environnement, qui consiste en une série de comités composés de spécialistes de l'environnement, de résidents, de conseillers provinciaux et d'autres personnes concernées correspondant à chacune des désignations internationales. Les comités coopèrent étroitement avec des organismes internationaux comme l'UICN et l'UNESCO. À titre d'exemple, les habitants de l'île ont décidé de créer le Trust de Gotjawal de Jeju pour préserver la forêt locale de *gotjawal* qui pousse sur un sol rocheux de lave et développe, de ce fait, un type de végétation particulier.

5.3 La conservation de l'environnement selon chacune des désignations internationales

5.3.1 La désignation de réserve de biosphère, fondée sur la sensibilisation à la conservation

Jusqu'aux années 1990, le produit intérieur brut régional (PIBR) par habitant de Jeju était supérieur à la moyenne nationale coréenne grâce à la production de mandarines et de cultures spéciales. Toutefois, le PIBR a commencé à descendre en-dessous de la moyenne nationale dans les années 1990. Les travaux de construction de nouvelles infrastructures (hôtels, terrains de golf et routes côtières) ont rapidement détruit les zones naturelles, et les résidents locaux ont réalisé avec inquiétude que ces actions pouvaient nuire au patrimoine naturel de l'île. Pendant ce temps, le Comité National du MAB de la République de Corée a entamé des discussions en 1999 pour la désignation du mont Halla en tant que réserve de biosphère et, en 2002, la province a sollicité cette désignation qu'elle a obtenue en novembre de la même année.

La réserve de biosphère délimite la zone du Parc national du mont Halla qui constitue la zone centrale (avec des limites quasi-identiques à celles du Parc national), les zones entre 600 à 800 m d'altitude sont les zones tampon, et les zones situées entre 200 et 600 m d'altitude sont les zones de transition.

Avec la désignation de la réserve de biosphère en 2002, les trois zones de la réserve ont été reconnues au niveau international, justifiant ainsi la protection de tout le site, sans controverse. Cela a également attiré l'attention de nombreuses personnes sur l'importance des aires protégées, à Jeju comme dans d'autres parties de la Corée. Aujourd'hui, les habitants et les visiteurs considèrent généralement l'ensemble de la réserve de biosphère comme un site qui mérite un niveau de conservation particulier, sans distinction entre ses trois différentes zones.

L'île a également promu la création du Réseau mondial des réserves de biosphère insulaires et côtières (WNICBR, pour l'anglais) pour permettre à ses membres de partager leurs expériences et leurs connaissances sur la gestion des réserves de biosphère. Le Secrétariat du WNICBR est établi à Jeju et organise des programmes d'éducation et de formation, entre autres activités, pour les gestionnaires coréens et étrangers des réserves de biosphère situées sur les zones côtières et les îles.

Carte de l'île de Jeju
Territoire de la réserve de biosphère

Zonage de la réserve de biosphère de Jeju © Province autonome spéciale de Jeju

Visiteurs participant à un éco-tour © Province autonome spéciale de Jeju

5.3.2 Le titre de patrimoine mondial, une quête de reconnaissance internationale récompensée

À la suite du succès de la désignation de Jeju comme réserve de biosphère, la population locale a commencé à réaliser que l'île méritait une protection plus importante au niveau international et que la conservation systématique de l'environnement était une condition pour le développement durable. Des efforts considérables ont alors été entamés en vue d'inscrire l'île sur la Liste du patrimoine mondial. Le gouvernement national comme celui de la province (à travers l'Administration du patrimoine culturel) ont lancé une étude académique complète d'un an en 2002, ont terminé le processus de consultation auprès de la population locale en 2006, et ont enfin proposé l'île volcanique et les tunnels de lave de Jeju pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial naturel. Les autorités locales ont également recueilli les signatures de plus de 1,5 million de coréens et d'étrangers en faveur de la demande d'inscription.

Jeju a reçu le statut de bien du patrimoine mondial en 2007. La valeur universelle exceptionnelle de ses tunnels de lave volcanique, ornés de stalactites calcaires qui se forment à partir des coquilles des couches sus-jacentes et avaient été révélés au public après la demande d'inscription, a été déclarée. Le bien couvre essentiellement la zone centrale de la réserve de biosphère (parc national du mont Halla), mais comprend également une zone au nord-est de l'île.

Carte indiquant l'emplacement du site du patrimoine mondial © Province autonome spéciale de Jeju

Le succès de la désignation de l'île en tant que site naturel du patrimoine mondial a entraîné une augmentation importante du nombre de visiteurs, renforcé la couverture médiatique et la capacité de marketing touristique, augmenté les attributions de subventions du gouvernement national et local pour la gestion du site, apporté une reconnaissance accrue de la campagne de promotion de la politique *Nature First* au sein de la population locale et encouragé la communauté scientifique à mettre son temps et ses efforts au service de la recherche de nouvelles valeurs naturelles au-delà du bien du patrimoine mondial.

5.3.3 Des avantages pour l'ensemble de l'île et de ses habitants : le géoparc mondial de l'UNESCO

Lorsque Jeju a été reconnue comme réserve de biosphère et site du patrimoine mondial, les avantages de ces désignations étaient limités aux communautés vivant à proximité des zones désignées. Les autorités locales ont alors recherché des désignations internationales qui pourraient profiter à une communauté plus large, ce qui a conduit au développement durable de l'ensemble de l'île avec des résultats positifs pour tous ses résidents. C'est dans cette optique que la province a entamé les démarches nécessaires pour rejoindre le GGN.

Tout en continuant à gérer les écosystèmes de la réserve de biosphère et du site du patrimoine mondial, Jeju présente également d'autres sites intéressants avec des paysages et des caractéristiques géologiques exceptionnels. Les villages locaux, qui étaient déjà des attractions touristiques connues, font partie intégrante de ces atouts touristiques. Dans ce contexte, le gouvernement de Jeju a

considéré que l'ensemble de l'île pouvait être reconnu comme un géoparc mondial de l'UNESCO ayant pour objectif le développement durable de tout son territoire à travers une utilisation appropriée et rationnelle de son environnement naturel.

Exploration de la grotte Yongcheondonggul © Province autonome spéciale de Jeju © Jeju Special Self-Governing Province

Entrée du lac Baekrokdam (lac souterrain) © Province autonome spéciale de Jeju

Visiteurs sur un circuit géologique © Province autonome spéciale de Jeju

En 2010, l'île dans son ensemble a finalement été désignée en tant que géoparc mondial de l'UNESCO de Jeju. Cette troisième désignation a entraîné la création du label appelé « Triple couronne de l'UNESCO »⁶⁹ au niveau local, ce qui a entraîné une couverture médiatique intense qui a rendu l'île très célèbre auprès des touristes nationaux. Le géoparc mondial de l'UNESCO de Jeju couvre trois éléments appartenant au site naturel du patrimoine mondial et quatre autres sites avec des caractéristiques géologiques exceptionnelles.

La reconnaissance par les trois instruments de désignation de l'UNESCO a eu une incidence tellement importante qu'aujourd'hui, d'après un sondage, au moins la moitié de la population coréenne connaît l'existence des sites de l'UNESCO. Les communautés locales reconnaissent que l'environnement naturel est la valeur la plus importante à préserver sur l'île. La désignation de géoparc mondial de l'UNESCO a même inspiré à un membre du Congrès la présentation d'une version amendée de la Loi sur les parcs naturels comprenant notamment des articles sur la structure des géoparcs nationaux, le soutien financier et la coopération internationale qui constitue aujourd'hui le cadre juridique de six géoparcs nationaux en République de Corée.

5.3.4 La pénurie d'eau à l'origine de l'inscription sur la Liste de Ramsar

Le paysage volcanique de Jeju attire les visiteurs mais les caractéristiques géologiques et géomorphologiques de l'île posent un problème de stockage de l'eau. Le volcan bouclier présente une forte déclivité et les ruisseaux sont trop courts pour contenir suffisamment d'eau, ce qui entraîne une pénurie d'eau et des conditions de vie difficiles pour les habitants. Cela est aggravé par le fait que les lits de lave poreuse et fracturée, alliés à la rareté des substrats rocheux imperméables, entraînent une profonde infiltration de pluies dans le sol juste après et pendant les précipitations. Cela signifie que les résidents de Jeju ne peuvent vivre que près de la côte où ils trouvent de l'eau de source naturelle. C'est pour cela que, de tous temps, les habitants de Jeju ont souffert de graves pénuries d'eau.

Grâce au développement de l'exploitation des eaux souterraines qui a commencé dans les années 1960, les habitants de Jeju n'ont plus à se préoccuper du volume des ressources d'eau. Cependant, bien que l'île produise et vende sa propre eau minérale naturelle, Samdasoo, et dessale les eaux souterraines salées, la qualité de l'eau reste une préoccupation majeure.

Certains oreums retiennent parfois dans leur cratère de l'eau qui peut être utilisée par les êtres humains, les plantes et les animaux. Les cratères qui contiennent de l'eau sont rares et vitaux pour les écosystèmes adjacents, ce qui a amené les communautés locales à prendre davantage conscience de l'importance de la préservation de la disponibilité des eaux de surface et souterraines sur l'île. Le Ministère de l'Environnement de la République de Corée et le gouvernement de Jeju ont commencé à inscrire des sites sur la Liste de Ramsar en 2006. Cinq sites de l'île sont actuellement inscrits sur la Liste de Ramsar : Mulyeongari-oreum (désigné

⁶⁹ Remarque : le terme « Triple couronne de l'UNESCO » est exclusivement utilisé au niveau interne en République de Corée et n'est pas un terme officiel approuvé par l'UNESCO.

en 2006), la zone humide de Muljangori-oreum (2008), la zone humide Altitude 1100 du mont Halla (2009), Dongbaekdongsan (2011) et Sumeunmulbaengdui (2015).

Les sites de Mulyeongari-oreum, de la zone humide de Muljangori-oreum et de Sumeunmulbaengdui sont situés dans des cratères de cônes volcaniques. Les sites de la zone humide Altitude 1100 et de Dongbaekdongsan ne sont pas des zones humides situées dans des cratères mais elles occupent une surface relativement plate parsemée de roches avec des sédiments. Il s'agit d'un phénomène rare à Jeju. Les zones humides de l'île sont les seules grandes surfaces de la région des mers d'Asie orientale où les oiseaux peuvent se poser, c'est pourquoi elles jouent un rôle clé pour les oiseaux migrateurs. Les communautés locales réalisent l'importance de ces zones humides et proposent des plans pour une cohabitation équilibrée des communautés avec les zones humides qu'elles s'engagent à protéger.

Zone humide Ramsar de Dongbaekdongsan © Ko Jeryang

Zone humide Ramsar de Sumeunmulbaengdi © Province autonome spéciale de Jeju

Deux sites Ramsar, la zone humide Altitude 1100 et celle de Muljangori-oreum, sont situés à l'intérieur du bien du patrimoine mondial, de la réserve de biosphère et du géoparc mondial de l'UNESCO. C'est à cet endroit précis que les quatre désignations internationales se chevauchent. Le site Ramsar de Sumeunmulbaengdwi se situe à l'intérieur de la réserve de biosphère et du géoparc mondial de l'UNESCO (triple désignation internationale), tandis que les zones humides de Dongbaekdongsan et de Mulyeongari-oreum coïncident avec le géoparc mondial de l'UNESCO et sont, de ce fait, des sites à double désignation.

5.4 Les avantages d'une quadruple désignation internationale

Pour l'île de Jeju, le niveau de sensibilisation des communautés locales en matière de conservation et de durabilité est l'un des principaux avantages que présente le fait d'être un SDIM où quatre désignations internationales se chevauchent. Au cours des dix dernières années, des campagnes ont été menées avec succès pour la conservation de l'environnement et contre les pressions du développement, et les industries durables basées sur la nature ont été encouragées. Un élément déterminant en faveur du développement durable dans le cadre de la vie quotidienne et des activités économiques a été renforcé à partir du moment où les habitants de l'île comme les visiteurs ont reconnu l'importance que la conservation de la nature représente pour Jeju.

Tout a commencé avec la première reconnaissance internationale de l'île de Jeju en tant que réserve de biosphère. Aujourd'hui, l'origine des denrées agricoles produites dans la réserve de biosphère est bien annoncée, en insistant sur leur image de marque de produits du site désigné. Les résidents vivant à proximité de la zone de Seonheul-ri et Geomun Oreum (dans le site du patrimoine mondial) et de Dongbaekdongsan (site Ramsar) conservent de leur propre chef ces zones naturelles et sont conscients du fait que les entreprises durables peuvent maximiser leurs revenus en valorisant l'environnement. Ces entreprises couvrent un large éventail d'activités comme celles qui sont liées au tourisme durable, à l'éducation environnementale, aux services alimentaires et sanitaires, etc. Avec le soutien de l'Organisation du tourisme de Jeju, les résidents vivant à proximité de géosites appartenant au géoparc mondial de l'UNESCO organisent également des activités de tourisme géologique réputées, qui comportent différents événements spéciaux, des produits commerciaux et des services. Ceux-ci sont créés à partir des profils culturels et géologiques spécifiques des communautés et utilisent un nouveau label comme outil promotionnel : GEO.

FIT Travel Memo

Overnight Course Eastern Part

Day 1. To meet up with tundra and eternal ocean

Gimnyeong Woljeong Geo-Trail
→ Tea-time in Woljeong Cafe Street
→ Manjanggul Cave
→ Dongmun Traditional Market

Day 2.

Saryeoni Forest Road
→ Seongsan-Ojo Geo-Trail
→ Experience with Haeryeo (female divers) Culture
(Tip: Look around Geo Food Bakery or Cafe Caji)

Two Nights and Three Days Course Western Part

Day 1.

Trail to Suwolbong Peak → Chagwido Island

Day 2.

Geo-Trail around Sanbongsan Mountain Yongmeori Beach
→ Course A: Cycling along the coastal road
(Tip: make unforgettable memories at the geo house (Umbrella, a sea house))
→ Course B: Sea kayak
(Tip: Enjoy swimming in spring water at the geo house (Haebyeon Sand Pension))

Day 3.

Hallasan Dulle-gil Trails (Doloreum-gil)
→ Columnar joints at Jeju Jungmun Daepo Coast

Eco-healing tour places <http://www.hallatrail.or.kr>

Hallasan Dulle-gil Trails

A fantastic forest path about 600~800m above sea level where you can see from natural forest to oreum, in the state-owned forest of Hallasan Mountain.

Doloreum-gil

Georinsaseum-oreum - Doloreum 5.6km

Dongbaek-gil

Muo Beopjeong Temple - Donnaeiko Trail 13.5km

Suak-gil

Donnaeiko Trail - Saryeorioreum 16.7km

Saryeoni Forest Trail

An eco healing spot, meaning 'sacred', filled with dense virgin forest nested in the calm, / to the entrance to Mulchatoeum: 16km

www.jejugeopark.com www.facebook.com/jejugeopark Tel +82 64 740 6971

JEJU TOURISM ORGANIZATION

Jeju, a beautiful island as the UNESCO's only triple-crown winner

Healing tour in nature with geo trail around the UNESCO's Global Geopark.

Declared as Biosphere Reserve 2002
United as World Natural Heritage 2007
Designated as UNESCO Geopark 2010

Geo & Eco-healing tour

What is geo tour? It is a combination of the words Geology and Trail, referring to trekking along with stories on geological resources, history, culture and ecosystem in the villages.

What is eco healing? It is a mixed word using ecology and healing, meaning recovering your natural healing power in nature and enjoying lives with sound body and mind.

The path with 800,000 years of time of the earth
Geo-Trail around Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach

The trail has famous tourist attractions and interesting stories of the villages (Sage-i, Hwasun-i, Deoksu-i) around Yongmeori Beach and Sanbongsan Mountain. Besides, visitors can also appreciate the breath-taking views of Jeju while walking along Hyeonjeong Coastal Road as stunning as being selected as Korea's beautiful road for its magnificent scenic views.

A Course

Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
1. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
2. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
3. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
4. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
5. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
6. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
7. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
8. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
9. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
10. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
11. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
12. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
13. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
14. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
15. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
16. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
17. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
18. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
19. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
20. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
21. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
22. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
23. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
24. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
25. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
26. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
27. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
28. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
29. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
30. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
31. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
32. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
33. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
34. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
35. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
36. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
37. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
38. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
39. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
40. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
41. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
42. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
43. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
44. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
45. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
46. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
47. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
48. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
49. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
50. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
51. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
52. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
53. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
54. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
55. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
56. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
57. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
58. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
59. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
60. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
61. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
62. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
63. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
64. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
65. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
66. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
67. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
68. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
69. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
70. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
71. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
72. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
73. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
74. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
75. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
76. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
77. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
78. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
79. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
80. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
81. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
82. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
83. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
84. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
85. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
86. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
87. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
88. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
89. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
90. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
91. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
92. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
93. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
94. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
95. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
96. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
97. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
98. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
99. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
100. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach

B Course

Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
1. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
2. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
3. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
4. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
5. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
6. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
7. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
8. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
9. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
10. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
11. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
12. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
13. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
14. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
15. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
16. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
17. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
18. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
19. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
20. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
21. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
22. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
23. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
24. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
25. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
26. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
27. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
28. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
29. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
30. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
31. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
32. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
33. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
34. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
35. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
36. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
37. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
38. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
39. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
40. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
41. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
42. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
43. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
44. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
45. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
46. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
47. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
48. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
49. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
50. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
51. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
52. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
53. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
54. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
55. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
56. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
57. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
58. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
59. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
60. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
61. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
62. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
63. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
64. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
65. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
66. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
67. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
68. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
69. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
70. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
71. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
72. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
73. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
74. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
75. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
76. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
77. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
78. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
79. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
80. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
81. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
82. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
83. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
84. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
85. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
86. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
87. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
88. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
89. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
90. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
91. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
92. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
93. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
94. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
95. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
96. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
97. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
98. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
99. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach
100. Sanbongsan Mountain-Yongmeori Beach

Trail with stories of people cultivating Badangbat and Billawat on the cave Gimnyeong-Woljeong Geo-Trail

The area of Gimnyeong Woljeong is a village built on the various lava caves including Manjanggul Cave belonging to Geomunorum Lava Cave System. On the earth is a huge Bille, a flat Lava plateau connected to a tundra where you can get a glimpse of the lifestyle and agricultural-fishing folk cultures of locals who had lived off the rough land.

JEJU TOURISM ORGANIZATION

Matériel promotionnel utilisant le label GEO, produits et activités © Organisation du tourisme de Jeju

Les communautés locales, les autorités et les entreprises sont convaincues que la reconnaissance des SDI n'est pas la fin de leur aventure de protection de la nature et qu'il s'agit, au contraire, d'un nouvel élan pour prendre soin de leur île et des valeurs environnementales à l'avenir. Bien que le fait d'avoir des désignations multiples puisse poser certains problèmes, à Jeju on a la conviction que les avantages l'emportent sur les difficultés. Parmi les avantages on peut citer la couverture médiatique nationale et internationale, l'apport d'un soutien financier national et local, l'effet de convergence dû à la participation et à la contribution d'experts scientifiques de différents horizons, la sensibilisation des communautés locales sur la conservation et la durabilité et un nombre croissant de visiteurs à Jeju.

Figure 4. Total des visiteurs sur l'île de Jeju.

Légende : **RB** – réserve de biosphère ; **SR** – site Ramsar ; **PM** – site du patrimoine mondial ; **GG** – géoparc mondial de l'UNESCO

© Province autonome spéciale de Jeju

Les voix de Jeju

Plusieurs grands experts de Jeju donnent leur opinion sur les quatre désignations internationales de l'île :

Mme KO Jeryang, qui promeut le tourisme durable à Dongbaekdongsan (site Ramsar) aux côtés des résidents locaux, est convaincue que la nature bien conservée doit être utilisée comme image de marque pour contribuer à améliorer la qualité de vie des résidents. Elle ajoute que l'homme et la nature peuvent entretenir une relation harmonieuse, à condition que la population locale prenne soin de l'environnement en assumant ses responsabilités en matière de conservation de la nature. De plus, elle souligne que l'éducation environnementale et le tourisme durable sont des outils très utiles pour mettre ce principe en pratique.

L'ancien président de la communauté, **Monsieur KIM Sangsoo**, l'un des principaux spécialistes de l'utilisation habile du patrimoine mondial naturel comme image de marque, ajoute que la nature ne peut pas être conservée sans la participation des habitants, mais il faut reconnaître que cette participation n'est pas facile à obtenir en l'absence de mesures pour améliorer les revenus des résidents.

M. **KIM Yangbo**, Directeur général du Bureau de la Conservation de l'environnement de la Province de Jeju, soutient que, pour que les SDIM fonctionnent dans chacune des régions du monde, il faut absolument créer un organe consultatif de gouvernance qui aurait pour fonction de veiller aux progrès en vue de l'harmonie entre les communautés locales, les experts scientifiques, les autorités locales et nationales et les organisations internationales.

Dr **LEE Soojae**, chercheur senior à l'Institut coréen de l'environnement et chercheur principal du projet intitulé « Mise en place d'un système de gestion intégrée pour les aires protégées de l'UNESCO », indique qu'il est nécessaire d'établir un système de gestion intégrée pour toutes les désignations d'un site dans un même cadre. Cela est essentiel car les SDIM sont souvent confrontés à des problèmes dus au fait qu'ils sont gérés par différentes autorités et organes de gestion.

Un avantage supplémentaire est que les quatre désignations peuvent établir un concept clé unique pour les SDIM. La plupart des fonctionnaires de Jeju qui travaillent sur des aires protégées sont devenus des experts dans les quatre désignations, quelles que soient leurs antécédents académiques et professionnels. Ils ont inventé un terme conceptuel simple : « **COGEST = WU** » pour une meilleure compréhension. Ce terme a été créé en prenant et en combinant la valeur fondamentale de chacune des désignations

internationales : **CO** pour **CO**nservation des sites du patrimoine mondial, **GE** pour **Green E**conomie (économie verte) des réserves de biosphère et **ST** pour **S**ustainable **T**ourism (tourisme durable) des géoparcs mondiaux de l'UNESCO. Comme le message clé des sites Ramsar est « **Wise Use** » (utilisation rationnelle) des zones humides et que l'utilisation rationnelle est également l'un des objectifs des sites désignés par l'UNESCO, on peut dire que « **COGEST est l'utilisation rationnelle** », et c'est précisément ce que signifie « **COGEST = WU** ».

5.5 Réflexions sur les aspects institutionnels pour optimiser la gestion conjointe des SDIM

Le gouvernement de Jeju souhaite vivement améliorer la gestion et le fonctionnement des SDIM, étant donné que l'île est pionnière dans ce domaine. Plusieurs scientifiques travaillent sur cette question en élaborant des propositions qui visent à simplifier et à harmoniser la gestion conjointe des SDIM au niveau local. Même si toutes les suggestions ci-dessous ne sont pas mise en œuvre dans l'avenir, le simple fait de les avoir formulées peut orienter la marche à suivre.

Actuellement, tous les sites désignés de l'UNESCO sur l'île sont gérés dans le cadre de l'Institut de recherche du patrimoine mondial et du mont Halla (WHHRI pour l'anglais). Il est suggéré que les sites Ramsar soient eux aussi gérés par le même Institut.

Figure 5. Modèle de structure de gouvernance proposé pour le SDIM de l'île de Jeju.

*Actuellement le gouvernement central gère les SR

****CMPA** (pour l'anglais) : Aire protégée gérée en collaboration (Lockwood et al. Eds., 2006)

© Province autonome spéciale de Jeju

Parmi les activités les plus remarquables qui ont été menées par les autorités de Jeju, il convient de remarquer leurs efforts pour établir un cadre juridique pour les SDIM. Lorsque les sites ont plusieurs désignations internationales, ils sont habituellement gérés par différentes branches administratives ou organes, en fonction de leurs mandats juridiques respectifs. La situation est encore plus complexe lorsque les relations hiérarchiques entre les gouvernements sont prises en compte, par exemple entre le gouvernement de la République de Corée et le gouvernement local de la Province autonome spéciale de Jeju.

Figure 6. Structure de gouvernance des SDI sur l'île de Jeju.

(CHA (pour l'anglais) : Administration du patrimoine culturel. FIC (pour l'anglais) : Cité franche internationale. IDA (pour l'anglais) : Site à désignation internationale. MGAHA (pour l'anglais) : Ministère de l'Administration publique et des Affaires intérieures. MLIT (pour l'anglais) : Ministère des Terres, de l'Infrastructure et des Transports. MOF (pour l'anglais) : Ministère des Pêches et des Océans. NG (pour l'anglais) : Géoparc national. Ordonnance n° 1205 : Gestion de l'environnement naturel de la Province autonome spéciale de Jeju. Nom officiel de la Loi spéciale sur la FIC de Jeju : Loi spéciale sur l'établissement de la province autonome de Jeju et la création d'une cité franche internationale)

© Province autonome spéciale de Jeju

La mise en œuvre de stratégies de gestion globale et intégrée pour les SDIM n'est pas toujours possible, ce qui peut poser des problèmes au niveau de la gestion de ces sites. Jusqu'à présent, Jeju n'a pas échappé à ce type de complexités institutionnelles, mais l'île recherche des moyens pour parvenir à un système de gestion de SDIM plus intégré.

Tout d'abord, en 2010, Jeju a transféré la responsabilité de la direction des sites désignés par l'UNESCO du Bureau de la Culture, du Tourisme et des Sports à une unique institution, l'Institut de recherche du patrimoine mondial et du mont Halla (WHHRI pour l'anglais), afin de renforcer les valeurs scientifiques de ces zones. Avant 2010, le bien du patrimoine mondial et le géoparc mondial de l'UNESCO étaient gérés par la Division de la politique sur la culture et le tourisme, tandis que la réserve de biosphère dépendait d'une autre branche du Bureau.

Étant donné que l'ordonnance no. 1262 autorise le WHHRI à avoir un budget et une politique autonomes, celui-ci peut établir un cadre de gestion unifié pour tous les sites désignés par l'UNESCO. Aujourd'hui, les questions académiques et les mesures de durabilité sont intégrées dans des pratiques de gestion pertinentes grâce à l'indépendance de l'Institut. Le WHHRI consulte le Comité pour la gestion des sites désignés de l'UNESCO, créé par l'ordonnance n° 1262, pour toutes les questions clés concernant la gestion et les opérations.

Deuxièmement, la WHHRI est actuellement en pourparlers avec le Ministère de l'Environnement du gouvernement central de la République de Corée en vue d'intégrer les sites Ramsar dans une stratégie et un plan de gestion global et unifié pour tous les SDI de Jeju. Comme

tous les sites Ramsar de Corée sont directement gérés par le Ministère de l'Environnement, la gestion de ces sites à Jeju n'est pas toujours en accord avec les autres SDI.

Troisièmement, Jeju a entamé un processus de réflexion sur la nécessité d'établir une réglementation intégrée pour les différents types de sites désignés aux niveaux international, national et local. Dans ce cadre, plusieurs études sur les politiques nationales sont en cours. Comme les types de zones désignées sont très variés et répartis entre plusieurs entités administratives différentes, la première étape sera de concevoir une loi-cadre pour toutes les zones désignées. Certaines des questions à aborder sont les suivantes : définition et objectif des sites, structure de gouvernance, type et catégorie de zonage, critères et sites correspondant à chaque zone, stratégie nationale de gestion et plan directeur, soutien financier et coopération internationale.

Une base juridique nationale pour une gestion unifiée de tous les SDI de la Province de Jeju est envisagée : la Loi nationale spéciale promulguée en 2006 intitulé Loi spéciale sur l'établissement de la province autonome de Jeju et la création d'une cité franche internationale, qui accorde à Jeju une totale autonomie, sauf en matière de défense et d'affaires étrangères.

Figure 7. Vision et objectifs de Jeju pour le SDIM.

© Province autonome spéciale de Jeju

5.6 Vision de Jeju sur la base des Objectifs de développement durable

Nous sommes actuellement dans la période Anthropocène qui se caractérise par le fait que l'Homme est devenu le principal moteur du changement global et environnemental. Pour atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU (ODD),⁷⁰ Jeju aligne son plan provincial avec des objectifs fondés sur une approche équilibrée des trois piliers de la durabilité (aspects économiques, sociaux/culturels, et environnementaux) et conformément à l'objectif 11 d'Aichi de la CDB.⁷¹

Le graphique ci-dessous vise à illustrer la vision possible de Jeju pour une coexistence harmonieuse de la nature, de la culture et de l'homme dans le cadre des SDIM.

Afin de concrétiser cette vision, une structure de gouvernance harmonisée ou au moins un cadre intégré pour la gestion des SDIM devraient être mis à place à différents niveaux. Il faudrait harmoniser au moins huit éléments clés : mise en place d'un système juridique, formulation d'objectifs et de buts communs, mise en place d'un organe de gestion, création d'une structure de gouvernance, identification de critères de gestion, préparation d'un plan financier, évaluations/compte-rendus d'estimation et mise en œuvre à tous les niveaux.

Jeju est pionnière dans cette façon de penser qui pourrait également être pertinente à l'échelle nationale pour la République de Corée. Le graphique ci-dessous pourrait servir d'exemple en vue d'un cadre de gestion intégré pour les SDIM.

Figure 8. Exemple de cadre de gestion intégré et unifié pour les SDIM.

Légende : PM - site du patrimoine mondial ; RB - réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) - géoparc mondial de l'UNESCO ; ZH - zone humide - site Ramsar ; AP/AD - aire protégée/désignée ; API/ADI - site protégé / désigné à l'échelle internationale

© Province autonome speciale de Jeju

5.7 Propositions de Jeju pour la désignation et la gestion d'un site au niveau international

La désignation de sites au niveau international a pour objet de préserver le patrimoine naturel et de le conserver pour les générations à venir. Les communautés locales, les ONG et les gouvernements locaux et nationaux devraient coopérer à la gestion des SDIM, et les efforts menés pour établir des modèles de gestion harmonisée appropriés devraient se poursuivre.

Dans le cadre de ces efforts, les décideurs les plus haut placés des organisations internationales concernées, notamment l'UNESCO, Ramsar et l'UICN, devraient se réunir régulièrement pour atteindre l'objectif commun de gestion des SDI par le biais d'accords internationaux.

En d'autres termes, il est important de reconnaître et de gérer les SDIM, mais il est également nécessaire de partager le savoir-faire acquis à travers la gestion de ces sites.

Au 31 octobre 2015, il existe 263 SDIM dans le monde entier, en comptant les sites avec au moins deux désignations internationales. Il y aura autant d'excellentes pratiques de gestion et d'expériences enrichissantes. Il serait utile d'échanger et de partager ces précieuses informations pour améliorer la gestion efficace et durable des SDIM partout dans le monde, par exemple à travers la création d'un réseau entre ces sites.

Enfin, un institut de formation pourrait être créé sous le nom provisoire de Centre d'éducation et de formation pour les sites à désignation internationale. Il s'agirait d'un lieu où les gestionnaires de SDIM pourraient échanger et discuter des défis et des meilleures pratiques en vue d'améliorer la capacité de gestion des sites. Un forum consacré à ce type de sites pourrait favoriser les partenariats utiles, les projets communs et les mesures sur le terrain. Des Comités pour soutenir ces activités devraient être créés au sein des organisations internationales qui mettent en œuvre des programmes directs ou indirects s'adressant aux SDIM. A cet effet, la Province autonome spéciale de Jeju prend l'engagement suivant : « Nous avons l'intention de soutenir et de faire de notre mieux pour établir le Centre d'éducation et de formation pour les sites à désignation internationale et pour organiser le Forum mondial de la nature destiné aux aires protégées / sites désignés. »

Partie VI : Sites Internet de référence utiles

(1) Convention de Ramsar

- Page d'accueil du site Internet : <http://www.ramsar.org/fr>
- Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (texte de la Convention) : http://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/current_convention_text_f.pdf
- Critères des sites Ramsar : http://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/ramsarsite_criteria_fr.pdf
- Liste des zones humides d'importance internationale : <http://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/sitelist.pdf>
- Service d'information sur les sites Ramsar : <https://rsis.ramsar.org/fr?language=fr>
- Manuels Ramsar : <http://www.ramsar.org/fr/ressources/les-manuels-ramsar>
- Programme pour la communication, l'éducation et la sensibilisation (CESP) de Ramsar : <http://www.ramsar.org/fr/activite/le-programme-cesp-de-ramsar>
- Autres documents et publications importants concernant les sites Ramsar : <http://www.ramsar.org/fr/search>

Adresse :

Secrétariat de la Convention de Ramsar
Rue Mauverney 28
CH-1196 Gland
Suisse
Tél. : +41 22 999 0170
Fax : +41 22 999 0169
E-mail : ramsar@ramsar.org
Site Internet : www.ramsar.org/fr

(2) Convention du patrimoine mondial

- Page d'accueil du site Internet : <http://whc.unesco.org/>
- Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (texte de la Convention) : <http://whc.unesco.org/fr/conventiontexte/>
- Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial : <http://whc.unesco.org/fr/orientations/>
- Liste du patrimoine mondial : <http://whc.unesco.org/fr/list/>
- Système d'information sur l'état de conservation (SOC pour l'anglais) : <http://whc.unesco.org/fr/soc/>
- Rapports périodiques du patrimoine mondial : <http://whc.unesco.org/fr/rapportperiodique/>
- Fonds du patrimoine mondial : <http://whc.unesco.org/fr/fonds-du-patrimoine-mondial/>
- Assistance internationale : <http://whc.unesco.org/fr/assistanceint/>
- Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable de l'UNESCO : <http://whc.unesco.org/fr/tourisme/>
- Autres documents et publications importants concernant les sites du patrimoine mondial : <http://whc.unesco.org/fr/publications/>

Adresse

Centre du patrimoine mondial
UNESCO
7, place de Fontenoy
F-75352 Paris 07 SP
France
Tél. : +33 1 45 68 24 96
Fax : +33 1 45 68 55 70
E-mail : wh-info@unesco.org
Site Internet : www.whc.unesco.org

(3) Programme de l'UNESCO pour l'Homme et la biosphère (MAB pour l'anglais)

- Page d'accueil du site Internet : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/man-and-biosphere-programme/>
- Stratégie de Séville pour les réserves de biosphère et Cadre statutaire du réseau mondial des réserves de biosphère : <http://unesdoc.unesco.org/images/0010/001038/103849fb.pdf>
- Répertoire du Réseau mondial des réserves de biosphère (WNBR pour l'anglais) : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/biosphere-reserves/world-network-wnbr/>
- Renforcement des capacités et des partenariats du MAB : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/capacity-building-and-partnerships/>
- Publications du MAB : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/related-info/publications/>
- Outils éducatifs du MAB : <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/ecological-sciences/capacity-building-and-partnerships/education-al-materials/> (en anglais).
- Formulaire d'examen périodique : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/biosphere-reserves/periodic-review-process/>
- Site de Biosphere Smart : <http://www.biospheresmart.org/> (en anglais)
- Autres documents et publications importants concernant les réserves de biosphère et le Programme du MAB : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/related-info/publications/mab-official-documents/>

Adresse :

Secrétariat du Programme pour l'Homme et la biosphère (MAB)
 Division des sciences écologiques et des sciences de la Terre
 UNESCO
 7, place de Fontenoy
 F-75352 Paris 07 SP
 France
 Tél. : +33 1 45 68 40 67
 E-mail : mab@unesco.org
 Site Internet : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/man-and-biosphere-programme/>

(4) Géoparcs mondiaux de l'UNESCO

- Page d'accueil du site Internet : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/>
- Documents d'évaluation A et B : <http://www.globalgeopark.org/aboutGGN/Documents/9995.htm> (en anglais)
- Lignes directrices et critères pour les géoparcs nationaux sollicitant l'assistance de l'UNESCO pour faire partie du Réseau des géoparcs mondiaux (GGN pour l'anglais) : http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/SC/pdf/Geoparks_Guidelines_Jan2014.pdf (en anglais)
- Statuts du Programme international pour les géosciences et les géoparcs et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO : http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/SC/pdf/IGGP_FR_Statutes-and-the-Guidelines.pdf
- Liste des géoparcs mondiaux de l'UNESCO : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/list-of-unesco-global-geoparks/> (en anglais)
- Réseau mondial des géoparcs nationaux : www.globalgeopark.org/ (en anglais)

Adresse :

Section des sciences de la Terre et de la réduction des géorisques
 Division des sciences écologiques et des sciences de la Terre
 UNESCO
 7, place de Fontenoy
 F-75352 Paris 07 SP
 France
 Tél. : +33 1 45 68 41 17
 E-mail : pj.mckeever@unesco.org
 Site Internet : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/>

(5) Autres sites Internet utiles

- ASEAN Heritage Parks :
http://chm.aseanbiodiversity.org/index.php?option=com_wrapper&view=wrapper&Itemid=110/ (en anglais)
- Convention de Berne :
<http://www.coe.int/fr/web/bern-convention/presentation>
- Convention sur la diversité biologique (CDB) :
<https://www.cbd.int/>
- Objectifs d'Aichi de la CDB :
<https://www.cbd.int/sp/targets/>
- Diplôme européen des espaces protégés :
<http://www.coe.int/fr/web/bern-convention/european-diploma-for-protected-areas>
- Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial :
<http://www.fao.org/giahs/fr/>
- Projet GLOCHAMORE :
<http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/specific-ecosystems/mountains/glochamore/>
- Projet GLOCHAMOST :
<http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/specific-ecosystems/mountains/glochamost/>
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) :
<http://www.iucn.org/fr>
- Liste Verte de l'UICN des aires protégées et conservées :
http://listeverte.airesprotegees.fr/files/2013/06/Cadre-Conceptuel-Liste-verte_adapte-contexte-fran%C3%A7ais.pdf
- Système de bibliothèque en ligne de l'UICN :
<https://portals.iucn.org/library/dir/publications-list> (en anglais)
- Publications de l'UICN sur les orientations concernant la demande d'inscription sur la liste des sites du patrimoine mondial :
<http://www.iucn.org/theme/world-heritage/our-work/advisory-role/nominations> (en anglais)
- Horizon du Patrimoine mondial de l'UICN :
<http://www.iucn.org/theme/world-heritage/our-work/iucn-world-heritage-outlook> (en anglais)
- Natura 2000 :
http://ec.europa.eu/environment/nature/natura2000/index_en.htm (en anglais)
- Site d'information des Nations unies sur les accords environnementaux multilatéraux (InforMEA) :
<https://www.informea.org/fr>
- Plateforme de savoir des Nations unies sur le développement durable :
<https://sustainabledevelopment.un.org/> (en anglais)
- Base de données mondiale sur les aires protégées (WDPA) – Protected Planet :
<http://www.protectedplanet.net/> (en anglais)

Bibliographie

- Björnsen Gurung, A. (ed.) (2005). *Global Change and Mountain Regions: Research Strategy*. Projet commun de la Mountain Research Initiative (MRI), du Programme MAB de l'UNESCO et du PHI, et du Programme-cadre n°6 de l'UE.
Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001471/147170E.pdf>.
- Borrini-Feyerabend, G., Bueno, P., Hay-Edie, T., Lang, B., Rastogi, A. et Sandwith, T. (2014). *Lexique sur la gouvernance des aires protégées et conservées*. Courant Renforcer la diversité et la qualité de la gouvernance du Congrès Mondial des Parcs 2014 de l'UICN. Gland (Suisse) : UICN.
Disponible sur : <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2014-033-Fr.pdf>.
- Borrini-Feyerabend, G., Dudley, N., Jaeger, T., Lassen, B., Pathak Broome, N., Phillips, A. et Sandwith, T. (2013). *La gouvernance des aires protégées : de la compréhension à l'action*. Lignes directrices des meilleures pratiques pour les aires protégées N°20, Gland, Suisse : UICN.
Disponible sur : http://cmsdata.iucn.org/downloads/iucn_french_governance_book_final_1.pdf.
- Deguignet, M., Juffe-Bignoli, D., Harrison, J., MacSharry, B., Burgess, N. and Kingston, N. (2014). *Liste des Nations Unies des Aires Protégées 2014 Cambridge, Royaume-Uni* : PNUE-WCMC.
Disponible sur : http://apps.unep.org/redirect.php?file=/publications/pmtdocuments/-2014%20United%20Nations%20List%20of%20Protected%20Areas-20142014_UN_List_of_Protected_Areas_FR.pdf.
- Dudley N. (éd.) (2008). *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées*. Gland, Suisse : UICN.
- Dudley, N. (éd.) (2013). *Guidelines for Applying Protected Area Management Categories. Including IUCN WCPA Best Practice Guidance on Recognising Protected Areas and Assigning Management Categories and Governance Types by Sue Stolton, Peter Shadie and Nigel Dudley*. 2nd Edition. Best Practice Protected Area Guidelines Series No. 21. Gland, Switzerland: IUCN.
Disponible sur : <https://portals.iucn.org/library/node/30018> (en anglais).
- Version antérieure en français : Dudley, N., *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées* Lignes directrices sur les meilleures pratiques pour les aires protégées No.21.
Disponible sur : <https://portals.iucn.org/library/node/9244>.
- Finke, G. (2013). *Linking Landscapes. Exploring the relationships between World Heritage cultural landscapes and IUCN protected areas*. Gland, Switzerland: IUCN.
Disponible sur : <https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/2013-040.pdf> (en anglais).
- Gehrlein, U. et al. (2013). *Anwendbarkeit des integrativen Monitoringprogramms für Großschutzgebiete*. Bonn, Allemagne : Bundesamt für Naturschutz (Agence fédérale allemande pour la conservation)
- Commission allemande pour l'UNESCO (2015). *Guide de gestion des réserves de biosphère de l'UNESCO en Afrique. Guide pratique pour les gestionnaires*. Bonn, Allemagne : Commission allemande pour l'UNESCO.
Disponible sur : <https://www.unesco.de/fr/infothek/publikationen/list-of-publications/manual-unesco-biosphere-reserves.html>.
- Réseau mondial des géoparcs nationaux (2016a). *Document d'évaluation A – Auto-évaluation*.
Disponible sur : <http://www.globalgeopark.org/aboutGGN/Documents/9995.htm> (en anglais).
- Réseau mondial des géoparcs nationaux (2016b). *Document d'évaluation B – Évaluation des progrès*.
Disponible sur : <http://www.globalgeopark.org/aboutGGN/Documents/9995.htm> (en anglais).
- Knaus, F. (2012). *Bedeutung, Charakteristiken und wirtschaftliche Auswirkungen des Sommertourismus in der UNESCO Biosphäre Entlebuch*. Resultate einer umfassenden
- Gästebefragung. Interner Bericht, ETH Zürich und Biosphärenmanagement UBE, Schüpfeim: Switzerland. Non publié.
- Lausche, B. (2001). *Lignes directrices pour la législation des aires protégées*. Gland, Suisse : UICN.
Disponible sur : <https://portals.iucn.org/library/node/10163>.
- Lee, C. and Schaaf, T. (eds) (2004a). *Global Change Research in Mountain Biosphere Reserves*. Paris, France: UNESCO.
- Lee, C. and Schaaf, T. (eds) (2004b). *Global Environmental and Social Monitoring*. Paris, France: UNESCO.
- Lee, C. and Schaaf, T. (eds) (2005). *Global Change Impacts in Mountain Biosphere Reserves*. Paris, France: UNESCO.

Mayer, M. and Job, H. (2014). 'The economics of protected areas – a European Perspective'. *Zeitschrift für Wirtschaftsgeographie (Le journal allemand de la géographie économique)* 58(2-3): 73–97.

Mitchell N., Rössler M. et Tricaud J.-M. (2009). *Paysages culturels du patrimoine mondial. Guide pratique de conservation et de gestion*. Cahiers du patrimoine mondial n° 26. Paris, France : UNESCO.
Disponible sur : <http://whc.unesco.org/fr/series/26/>.

Nations Unies (1992). Convention sur la diversité biologique.
Disponible sur : <https://www.cbd.int/convention/text/>.

Osipova, E., Shi, Y., Kormos, C., Shadie, P., Zwahlen, C. et Badman, T. (2014). *Horizon du Patrimoine mondial de l'UICN 2014 : une évaluation globale de la conservation des sites du Patrimoine mondial naturel*. Gland, Suisse : UICN.
Disponible sur : <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2014-039-Fr.pdf>.

Pritchard, D. (2004). 'Review of cooperation between the Convention on Wetlands (Ramsar, Iran, 1971) and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)'. RSPB Sabbatical Report. Sandy, UK/Paris, France: RSPB and UNESCO.
Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001364/136419e.pdf> (en anglais)

Pritchard, D. (2013). Sites with overlapping Ramsar and UNESCO designations. Discussion note prepared on behalf of the Ramsar Culture Network. Ramsar Culture Network (inédit).

Résolution X.8 de la COP de Ramsar (2008) *Le Programme de communication, éducation, sensibilisation et participation (CESP) 2009-2015 de la Convention sur les zones humides*.

Résolution XII.2 de la COP de Ramsar (2015). *Plan stratégique de Ramsar 2016-2024*.

Secrétariat de la Convention de Ramsar (1971). *Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau*. Copie certifiée conforme par l'UNESCO, à Paris le 13 juillet 1994. Paris, France: UNESCO.
Disponible sur : http://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/scan_certified_f.pdf

Secrétariat de la Convention de Ramsar (2010a). *Inscription de Sites Ramsar : Cadre stratégique et lignes directrices pour orienter l'évolution de la Liste des zones humides d'importance internationale de la Convention sur les zones humides*. Manuels Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides, 4^e édition, Vol. 17. Gland, Suisse : Secrétariat de la Convention de Ramsar.
Disponible sur : <http://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/hbk4-17fr.pdf>.

Secrétariat de la Convention de Ramsar (2010b). *Le Plan stratégique Ramsar 2009-2015 : Objectifs, stratégies et attentes relatifs à l'application de la Convention de Ramsar pour la période 2009 à 2015*. Manuels Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides, 4^e édition, vol. 21 Gland, Suisse : Secrétariat de la Convention de Ramsar.
Disponible sur : <http://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/hbk4-21fr.pdf>.

Secrétariat de la Convention de Ramsar (2013). *Le Manuel de la Convention de Ramsar : Guide de la Convention sur les zones humides (Ramsar, Iran, 1971)*. 6^e édition. Gland, Suisse : Secrétariat de la Convention de Ramsar.
Disponible sur : <http://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/manual6-2013-fr.pdf>.

Tianhua, H., Ishwaran, N., Meng, W. and Sijia, H. (2014). *UNESCO Sites, Space Technologies and Sustainable Development. A Report on the Huangshan Dialogue and its Outcomes*. Beijing, Chine : International Centre on Space Technologies for Natural and Cultural Heritage (HIST) under the auspices of UNESCO, Institute of Remote Sensing and Digital Earth (RADI), Chinese Academy of Sciences (CAS).

UNEP-Convention on Biological Diversity (2003). *Protected Areas: Looking for Synergies in the Implementation of Site-based International Agreements and Programmes*. Document UNEP/CBD/SPBSTTA/9/INF/28, 27 October 2013.

UNEP (2015). *Sourcebook of Opportunities for Enhancing Cooperation among the Biodiversity-related Conventions at National and Regional Levels*. Nairobi, Kenya: Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).
Disponible sur : <https://www.cbd.int/doc/nbsap/unep-sourcebook-web.pdf>. (en anglais)

UNESCO (1972). Convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel. Paris, France : UNESCO. Disponible sur : <http://whc.unesco.org/archive/convention-fr.pdf>.

UNESCO (1988). *Man Belongs to the Earth. International co-operation in environmental research: UNESCO's Man and the Biosphere Programme*. Paris, France: UNESCO.
Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0008/000806/080638eo.pdf>. (en anglais)

UNESCO (1996). *Réserves de biosphère. La Stratégie de Séville et le Cadre statuaire du Réseau mondial*. Paris, France : UNESCO.
Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0010/001038/103849fb.pdf>.

UNESCO (2001). *Seville+5 Recommandations pour l'établissement et le fonctionnement de réserves de biosphère transfrontières*. Paris, France : UNESCO.

Disponible sur : http://www.unesco.org/mab/doc/brs/tbr_F.pdf.

UNESCO (2002). *Le patrimoine mondial entre les mains des jeunes*. Kit d'éducation pour les enseignants. Paris, France : UNESCO.

Disponible sur : <http://whc.unesco.org/fr/educationkit/>.

UNESCO (2008a). *Plan d'action de Madrid pour les réserves de biosphère (2008-2013)*. Document de l'UNESCO SC-2008/WS/36. Paris, France : UNESCO.

Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0016/001633/163301f.pdf>.

UNESCO (2008b). *Trousse à outils : Amélioration de notre patrimoine* (Cahiers du patrimoine mondial No. 23). Paris, France : UNESCO-Centre du patrimoine mondial.

Disponible sur : <http://whc.unesco.org/fr/series/23/>.

UNESCO (2011). *Établir une proposition d'inscription au patrimoine mondial* Paris, France : UNESCO.

Disponible sur : <http://whc.unesco.org/fr/etablir-une-proposition-d-inscription/>.

UNESCO (2012) : *Rapport périodique. Manuel à l'usage des gestionnaires de sites*. Paris, France : UNESCO.

Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002191/219101f.pdf>.

UNESCO (2013a). *Formulaire de proposition de réserve de biosphère*. Paris, France : UNESCO.

Disponible sur : http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/SC/images/biosphere_reserve_nomination_form_2013_fr.pdf.

UNESCO (2013b). *Examen périodique des réserves de biosphère* Paris, France : UNESCO.

Disponible sur : <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/ecological-sciences/related-info/publications/mab-official-documents/>.

UNESCO (2013c). *Synergies pour protéger les sites*. Revue trimestrielle du patrimoine mondial. No. 70 - décembre 2013. Paris, France : UNESCO. Disponible sur : <http://whc.unesco.org/fr/revue/70/>.

UNESCO (2014). *Guidelines and Criteria for National Geoparks seeking UNESCO's assistance to join the Global Geoparks Network (GGN)*. Paris, France: UNESCO.

Disponible sur : http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/SC/pdf/Geoparks_Guidelines_Jan2014.pdf. (en anglais)

UNESCO (2015a). *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*. Document WHC.15/01. Paris, France : UNESCO-Centre du patrimoine mondial.

Disponible sur : <http://whc.unesco.org/fr/orientations/>.

UNESCO (2015b). *Document du Conseil exécutif 195 EX/5 Partie II*. Paris, France : UNESCO.

UNESCO (2015c). *Statuts du programme international pour les géosciences et les géoparcs et les géoparcs mondiaux de l'UNESCO*. Paris, France : UNESCO.

Disponible sur : http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/SC/pdf/IGGP_FR_Statutes-and-the-Guidelines.pdf.

UNESCO (2016). *Formulaire de candidature au statut de géoparc mondial UNESCO* Paris, France : UNESCO.

Disponible sur : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/application-process/>.

UNESCO, ICCROM, ICOMOS et UICN (2010). *Gérer les risques de catastrophes pour le patrimoine mondial*. Paris, France : UNESCO-Centre du patrimoine mondial.

Disponible sur : <http://whc.unesco.org/fr/gerer-les-risques-de-catastrophes/>.

UNESCO, ICCROM, ICOMOS et UICN (2011). *Établir une proposition d'inscription au patrimoine mondial*. 2^{de} édition. Paris, France : UNESCO-Centre du patrimoine mondial.

Disponible sur : <http://whc.unesco.org/fr/activites/643/>.

UNESCO, ICCROM, ICOMOS et UICN (2012). *Gérer le patrimoine mondial naturel*. Paris, France : UNESCO-Centre du patrimoine mondial.

Disponible sur : <http://whc.unesco.org/fr/gerer-le-patrimoine-mondial-naturel/>.

UNESCO et Ramsar (1999). *Mémoire d'accord entre l'UNESCO représentée par le Centre du patrimoine mondial et le Bureau de la convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau* (Ramsar, Iran 1971).

Disponible sur : http://archive.ramsar.org/cda/fr/ramsar-documents-mous-ramsar-mou-with-the/main/ramsar/1-31-115%5E21517_4000_1_.

UNESCO MAB et Ramsar (2001). *Programme de travail conjoint de la Convention sur les zones humides* (Ramsar, Iran, 1971) et du Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) de l'UNESCO.

Disponible sur : http://archive.ramsar.org/cda/es/ramsar-documents-mous-moc-mab/main/ramsar/1-31-115%5E25271_4000_2 (en anglais).

Vasiljević, M., Zunckel, K., McKinney, M., Erg, B., Schoon, M. et Rosen Michel, T. (2015). *Transboundary Conservation: A systematic and integrated approach*. Best Practice Protected Area Guidelines Series No. 23. Gland, Switzerland: UICN.

Disponible sur : <https://portals.iucn.org/library/node/45173> (en anglais).

Worboys, G.L., Lockwood, M., Kothari, A., Feary, S. and Pulsford, I. (eds) (2015). *Protected Area Governance and Management*. Canberra, Australia: ANU Press.

Disponible sur : <https://portals.iucn.org/library/node/45127> (en anglais).

Annexes

Annexe 1. Résolution WCC-2012-Res-052-FR adoptée au Congrès mondial de la nature 2012 de l'UICN

Création d'un système de gestion intégrée pour les aires placées sous la protection de l'UNESCO

RECONNAISSANT que l'île de Jeju, une zone de préservation de l'environnement de renommée mondiale bénéficiant de plusieurs statuts de protection reconnus à l'échelle internationale qui couvrent l'essentiel de sa superficie de 1847 km², a été gérée de manière systématique en reliant différentes informations environnementales sur les écosystèmes, les eaux souterraines, les paysages pittoresques, les réserves de faune et de flore ainsi que les sols et les caractéristiques géologiques de l'île afin d'établir un système de gestion intégrée pour la conservation de la nature et un mode de vie durable dans la région sur la base du Système d'information géographique (SIG) conformément à la Loi spéciale sur l'établissement de la Province autonome spéciale de Jeju et aux méthodes traditionnelles de conservation de la nature ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que l'île de Jeju, en tant que destination touristique très prisée dans le monde avec plus de 10 millions de visiteurs par an, est fortement exposée au risque de voir les aires protégées présentes sur l'ensemble de l'île subir des impacts négatifs et que sa faune et sa flore pourraient être gravement menacées ;

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ de constater que des lignes directrices distinctes relatives à la gestion de l'île, aux cycles et à la périodicité élaborées et suivies par différentes autorités en vue de l'évaluation régulière des aires protégées de Jeju – par exemple tous les dix ans par le Conseil international de coordination du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en ce qui concerne les réserves de biosphère ; tous les six ans par le Comité du patrimoine mondial pour le bien naturel du patrimoine mondial et tous les quatre ans par le Réseau mondial des géoparcs pour le géoparc mondial – empêchent d'établir un régime de gestion global ;

RAPPELANT la Résolution 19.38 Objectifs pour les réseaux d'aires protégées adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN à sa 19^{ème} Session (Buenos Aires, 1994), la Recommandation 16 de la 4^e Conférence internationale sur les géoparcs (Langkawi, 2010) préconisant la protection de 10 % de la biosphère dans des aires protégées et la Résolution 2.2 *Intégration de la gestion des écosystèmes* dans le Programme de l'UICN adoptée par le Congrès mondial de la nature à sa 2^e Session (Amman, 2000) ;

SOULIGNANT que la gestion intégrée est un volet important de la mission de l'UICN, et que l'objectif de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel étant la conservation, que les objectifs du Programme MAB et du Réseau mondial des géoparcs étant l'éducation et l'écotourisme par la conservation, un système de gestion intégrée des ressources naturelles de Jeju est indispensable et devrait être mis en place ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la Résolution 4.094 *Impulsion et soutien aux politiques locales et régionales de conservation de la diversité biologique* adoptée par le Congrès mondial de la nature à sa 4^e Session (Barcelone, 2008), qui prie les autorités locales et régionales de formuler des politiques portant sur la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable des ressources naturelles et demande aux composantes de l'UICN d'établir des programmes de travail spécifiques avec les autorités locales et régionales aux fins d'élaborer des politiques locales sur le développement durable, la diversité biologique et la gestion des espaces qui possèdent une valeur naturelle ;

CONVAINCU qu'un système de gestion intégrée des aires du monde entier placées sous la protection de l'UNESCO est la méthode la plus adaptée pour la conservation des espèces de faune et de flore sauvages et que cette approche de la gestion est conforme au concept fondamental de l'UICN et contribue à l'utilisation durable des écosystèmes ; et

CONVAINCU PAR AILLEURS que les aires protégées de Jeju ont bénéficié d'une bonne gestion, ce qui a permis d'assurer la conservation de la nature à long terme grâce à des pratiques de gestion intégrée appliquées de longue date, en harmonie avec l'histoire et la culture des habitants de Jeju ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Directrice générale, en se fondant sur les enseignements issus de l'expérience de Jeju, en coopération avec toutes parties prenantes concernées, d'élaborer un manuel de gestion intégrée de la conservation qui comprenne des lignes directrices et

autres propositions relatives à la conservation systématique et à l'utilisation durable des écosystèmes, d'élaborer et de normaliser un système de gestion pour les aires protégées comprenant l'intégration des différents cycles de réévaluation des sites bénéficiant de différents statuts de protection et de le communiquer en tant que modèle aux Membres de l'UICN ;

2. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN de prendre des mesures pour mettre en place des programmes de coopération qui permettront aux institutions internationales de collaborer à la conservation de l'environnement naturel en établissant des systèmes de gestion intégrée pour les aires protégées du monde entier ; et

3. INVITE à demander le soutien des organisations du système des Nations Unies, des États et des nations afin de promulguer des lois sur la gestion intégrée au niveau des États ou des nations en faveur de la conservation appropriée, de l'intégration systématique et de la gestion des ressources naturelles, pour favoriser l'intégration d'aires protégées telles que les réserves de biosphère, les biens du patrimoine mondial naturel et les géoparcs mondiaux.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

Annexe 2. Sites à désignations internationales multiples

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Afrique du Sud	Vlei de Hoop (1975 / 750 ha / 34°27'S ; 20°20'E)	Aires protégées de la Région Florale du Cap (2004 / 1 094 741 ha / 34°10'0"S ; 18°22'30"E)			
			Winelands du Cap (2007 / 322 030 ha / 33°18'0.19" à 34° 9'2.12"S ; 18°42'29.93" à 19°29'5.99"E)		
			Gouritz Cluster (2015 / 3 187 893 ha / 33°52'5"S ; 21°40'31"E)		
			Kogelberg (1998 / 103 629 ha / 34°4'0" à 34°24'0"S ; 18°48'0" à 19°12'0"E)		
Afrique du Sud	Makuleke Wetlands (2007 / 7757 ha / 22°23'S ; 31°13'E)		Vhembe (2009 / 30 701 ha / 22°47'S ; 30°E)		Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel.
		Paysage culturel de Mapungubwe (2003 / 28 169 ha / 22°11'33"S ; 29°14'20.004"E)			
Afrique du Sud	Kosi Bay (1991 / 10 982 ha / 27°1'S ; 32°48'E)	Parc de la zone humide d'iSimangaliso (1999 / 239 566 ha / 27°50'20"S ; 32°32'60"E)			
	Lake Sibaya (1991 / 7750 ha / 27°20'S ; 32°38'E)				
	St. Lucia System (1986 / 155 500 ha / 28°4'S ; 32°28'E)				
	Turtle Beaches/Coral Reefs of Tongaland (1986 / 39 500 ha / 27°30'S ; 32°40'E)				
Afrique du Sud	Natal Drakensberg Park (1997 / 242 813 ha / 29°30'S ; 29°45'E)	Parc Maloti-Drakensberg (2000 / 249 313 ha / 29°45'55"S ; 29°7'23"E)			Le bien du patrimoine mondial est un site mixte et un site transfrontalier avec Lesotho. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.
Afrique du Sud	Langebaan (1988 / 6000 ha / 33°6'S ; 18°1'E)		Cape West Coast (2000 / 378 240 ha / 33°0' à 34°0'S ; 18°0' à 18°30'E)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Albanie	Albanian Prespa Lakes (2013 / 15 119 ha / 40°51'23"N ; 20°56'43"E)		Réserve de biosphère transfrontalière Ohrid-Prespa (2014 / 446 244,52 ha / 40°59'36"N ; 20°51'43"E)		La RB est un site transfrontalier avec l'ARYM. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble de la RB transfrontalière.
Algérie	La Vallée d'Iherir (2001 / 6500 ha / 25°24'N ; 8°25'E)	Tassili n'Ajjer (1982 / 7 200 000 ha / 25°30'0"N ; 9°0'0"E)	Tassili n'Ajjer (1986 / 7 200 000 ha / 25°30'0"N ; 9°0'0"E)		Le bien du patrimoine mondial est un site mixte.
Algérie	Réserve Intégrale du Lac El Mellah (2004 / 2257 ha / 36°53'N ; 8°20'E) Réserve Intégrale du Lac Oubeira (1983 / 3160 ha / 36°50'N ; 8°23'E) Réserve Intégrale du Lac Tonga (1983 / 2700 ha / 36°53'N ; 8°31'E)		El Kala (1990 / 76 438 ha / 36°54'N ; 8°27'E)		
Allemagne	Elbaue zwischen Schnackenburg und Lauenburg (1976 / 7560 ha / 53°08'N ; 11°05'E) Aland-Elbe-Niederung und Elbaue Jerichow (2003 / 8605 ha / 52°45'N ; 11°49'E) Niederung der Untere Havel/Gölper See, Schollener See (1978 / 8920 ha / 52°45'N ; 12°13'E)		Flusslandschaft Elbe (1979 / 342 847 ha / 51°42' à 53°24'N ; 10°26' à 12°43'E)		
		Le royaume des jardins de Dessau-Wörlitz (2000 / 14 500 ha / 51°50'33"N ; 12°25'14.988"E)			Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel.

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Allemagne	Hamburgisches Wattenmeer (1990 / 11 700 ha / 53°53'N ; 08°17'E)	La mer des Wadden (2009 / 1 143 403 ha / 53°31'43"N ; 8°33'22"E)	Mer des Wadden de Hambourg (1992 / 11 700 ha / 53°50' à 53°58'N ; 8°17' à 8°34'E)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec le Danemark et les Pays-Bas. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.
	Schleswig-Holstein Wadden Sea and adjacent areas (1991 / 454 988 ha / 54°30'N ; 8°40'E)		Mer des Wadden du Schleswig-Holstein (1990 / 443 100 ha / 53°59'56"N ; 8°16'2"E)		
	Wattenmeer, Elbe-Weser-Dreieck (1976 / 38 460 ha / 53°50'N ; 8°24'E)		Mer des Wadden de Basse-Saxe (1992 / 240 000 ha / 53°37' à 53°55'N ; 6°35' à 8°41'E)		
	Wattenmeer, Jadebusen & westliche Wesermündung (1976 / 49 490 ha / 53°40'N ; 8°19'E)				
	Wattenmeer, Ostfriesisches Wattenmeer & Dollart (1976 / 121 620 ha / 53°42'N ; 7°21'E)				
	Niederelbe, Barnkrug-Otterndorf (1976 / 11 760 ha / 53°47'N ; 9°07'E)				
Allemagne		Forêts primaires de hêtres des Carpates et forêts anciennes de hêtres d'Allemagne (2007 / 33 670 ha / 49°5'10"N ; 22°32'10"E)	Schorfheide-Chorin (1990 / 129 161 ha / 53°0'N ; 13°40'E)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec la Slovaquie et l'Ukraine. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.
Allemagne		Site fossilifère de Messel (1995 / 42 ha / 49°55'0.012"N ; 8°45'14.004"E)		Géoparc de Bergstrasse-Odenwald (2004 / 350 000 ha / 49°19'12"N ; 8°21'19"E)	
Allemagne			Schwäbische Alb / Swabian Alb (2009 / 84 525 ha / 48°26'4.5428"N ; 9°28'43.5642"E)	Géoparc du Jura souabe (2004 / 925 000 ha / 48°41'38"N ; 9°53'49"E)	
Andorre	Vall de Madriu-Perafita-Claror (2013 / 4247 ha / 42°29'1"N ; 1°36'22"E)	La Vallée du Madriu-Perafita-Claror (2004 / 4247 ha / 42°29'41"N ; 1°35'44"E)			Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel.

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Argentine	Humedales de Península Valdés (2012 / 42 695 ha / 42°30'0"S ; 64°20'0"W)	Presqu'île de Valdés (1999 / 360 000 ha / 42°30'0"S ; 64°0'0"W)	Valdés (2014 / 2 015 011 ha / 42°34'27.17"S ; 64°19'36.66"W)		
Argentine	Bahía de Samborombón (1997 / 243 965 ha / 36°15'S ; 57°15'W)		Costero del Sur (1984 / 30 000 ha / 36°00'S ; 57°30'W)		
Argentine	Lagunas Altoandinas y Punañas de Catamarca (2009 / 1 228 175 ha / 26°52'S ; 67°56'W)		Laguna Blanca (1982 / 973 270 ha / 25°30' à 27°0'S ; 66°24' à 67°20'W)		
Argentine	Laguna de los Pozuelos (1992 / 16 224 ha / 22°20'S ; 66°0'W)		Laguna de Pozuelos (1990 / 380 000 ha / 23°22'S ; 66°0'W)		
Australie	Great Sandy Strait (1999 / 93 160 ha / 25°28'S ; 152°54'E)	Île Fraser (1992 / 184 000 ha / 25°13'0"S ; 153°7'60"E)	Great Sandy (2009 / 1 242 216 ha / 25°22'58.656"S ; 152°49'39.828"E)		
Australie	Bowling Green Bay (1993 / 35 500 ha / 19°27'S ; 147°15'E)	La Grande Barrière (1981 / 34 870 000 ha / 18°17'10"S ; 147°41'60"E)			
	Shoalwater and Corio Bays (1996 / 239 100 ha / 22°40'S ; 150°17'E)				
Australie	Kakadu National Park (1980 / 1 979 766 ha / 13°1'S ; 132°26'E)	Parc national de Kakadu (1981 / 1 980 995 ha / 12°49'60"S ; 132°49'60"E)			Le bien du patrimoine mondial est un site mixte.
Australie	Banrock Station Wetland Complex (2002 / 1 375 ha / 34°11'S ; 140°20'E)		Riverland (1977 / 900 003 ha / 33°11'24"S ; 140°30'E)		
	Riverland (1987 / 30 640 ha / 34°02'S ; 140°51'E)				
Australie	Blue Lake (1996 / 338 ha / 36°24'S ; 148°19'E)		Kosciuszko (1977 / 690 000 ha / 36°6'S ; 148°16'48'E)		
Australie	Hattah-Kulkyne Lakes (1982 / 955 ha / 34°41'S ; 142°26'E)		Hattah-Kulkyne & Murray-Kulkyne (1981 / 51 500 ha / 34°21'5.2"S ; 142°19'48'E)		
Australie	Western Port (1982 / 59 297 ha / 38°22'S ; 145°17'E)		Péninsule de Mornington et Western Port (2002 / 215 105 ha / 38°20'0"S ; 145°20'0"E)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Australie		Parc national d'Uluru-Kata Tjuta (1987 / 132 566 ha / 25°19'60"S ; 131°0'0"E)	Uluru (Ayers Rock-Mount Olga) (1977 / 132 550 ha / 24°15'S ; 130°48'E)		Le bien du patrimoine mondial est un site mixte.
Autriche	Neusiedlersee, Seewinkel & Hanság (1982 / 44 229 ha / 47°49' n ; 16°53'E)	Paysage culturel de Fertő / Neusiedlersee (2001 / 68 369 ha / 47°43'9.4"N ; 16°43'21.8"E)	Neusiedler See (1977 / 32 100 ha / 47°40' à 47°56'N ; 16°40' à 16°52'E)		Le SR est un site transfrontalier avec les SR Lake Fertő et Nyírkai-Hani de Hongrie. Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel et aussi un site transfrontalier avec la Hongrie. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial. La RB Lake Fertő désignée en hongrie constitue un autre site.
Autriche	Untere Lobau (1982 / 915 ha / 48°10'N ; 16°30'E)		Lobau (1977 / 1037 ha / 48°10'N ; 16°32'E)		
Bangladesh	Sundarbans Reserved Forest (1992 / 601 700 ha / 22°2'N ; 89°31'E)	Les Sundarbans (1997 / 139 500 ha / 21°56'60 " N ; 89°10'59.988 " E)			
Bélarus	Berezinsky Biosphere Reserve (2010 / 85 149 ha / 54°38'N ; 28°30'E)		Berezinskiy (1978 / 117 900 ha / 54 ° 28' à 54 ° 50' N ; 28 ° 3' à 28 ° 29' E)		
Bélarus		Forêt Białowieża (1979 / 141 885 ha / 52°43'39 " N ; 23°58'52 " E)	Belovezhskaya Pushcha (1993 / 201 529 ha / 52°30' à 52°59'N ; 23°35' à 24°20'E)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec la Pologne. L'aire et les coordonnées correspondent à l'intégralité du site du patrimoine mondial.
Bénin	Site Ramsar du Complexe W (2007 / 895 480 ha / 11°50'N ; 2°30'E)		Région du "W" (2002 / 2 048 313 ha / 11°58'40"N ; 2°29'53"E)		La RB est un site transfrontalier avec le Burkina Faso et le Niger. L'aire correspond seulement au Bénin, les coordonnées correspondent à l'ensemble de la RB transfrontalière.
Bénin	Zone humide de la Rivière Pendjari (2007 / 144 774 ha / 11°37'N ; 1°40'E)		Pendjari (1986 / 476 596 ha / 11°15'N ; 1°31'E)		
Bolivie	Rio Matos (2013 / 1 729 788 ha / 14°48'54"S ; 66°12'0"W)		Beni (1986 / 135 000 ha / 14°38'0"S à 66°18'0"W)		
Botswana	Okavango Delta System (1996 / 5 537 400 ha / 19°17'S ; 22°54'E)	Delta de l'Okavango (2014 / 2 023 590 ha / 19°16'60"S ; 22°53'60"E)			

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Brésil	Abrolhos Marine National Park (2010 / 91 300 ha / 17°49'S ; 38°49'W)		Mata Atlântica (comprenant la Ceinture verte de la ville de Sao Paulo) (1993 / 78 500 000 ha / 2°50' à 33°45'S ; 34°45' à 55°15'W)		
	Rio Doce State Park (2010 / 35 973 ha / 19°38'S ; 42°32'W)				
		Forêt atlantique – Réserves du sud-est (1999 / 468 193 ha / 24°10'0.012"S ; 48°0'0"W) Côte de la découverte – Réserves de la forêt atlantique (1999 / 111 930 ha / 16°30'0"S ; 39°15'0"W)			
Brésil	Ilha do Bananal (1993 / 562 312 ha / 10°31'S ; 50°12'W)		Cerrado (1993 / 26 600 800 ha / Phase I : 15°25'S ; 48°12'W - Phase II : 13°50'S ; 47°05'W - Phase III : Araguaia NP : 10°31'S ; 50°10'W - PN de Nascentes do Parnaíba : 10°15'S ; 46°20'W - Station écologique d'Uruçui-Una : 08°51'S ; 45°14'W - Parc d'état de Cantão : 09°30'S ; 50°05'W - Parc d'état de Jalapão : 10°25'S ; 46°15'W - Parc d'état de Mirador : 06°35'S ; 45°20'W - Réserve privée du patrimoine naturel de Fazenda Boqueirão : 07°35'S ; 43°50'W)		
		Aires protégées du Cerrado : Parcs nationaux Chapada dos Veadeiros et Emas (2001 / 367 356 ha / 14°0'20.5"S ; 47°41'4.6"W)			
Brésil	Mamirauá (1993 / 1 124 000 ha / 2°18'S ; 66°2'W)	Complexe de Conservation de l'Amazonie centrale (2000 / 5 323 018 ha / 2°19'60"S ; 62°0'30"W)	Amazonie centrale (2001 / 20 859 987 ha / 3°12'S ; 63°12'W)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Brésil	Pantanal Matogrossense (1993 / 135 000 ha / 17°39'S ; 57°25'W)	Aire de Conservation du Pantanal (2000 / 187 818 ha / 17°43'0.012"S ; 57°22'59.988"W)	Pantanal (2000 / 25 156 905 ha / 17°50'S ; 56°40'W)		
	Reserva Particular del Patrimonio Natural Fazenda Rio Negro (2009 / 7000 ha / 19°33'0"S ; 56°13'0"W)				
Bulgarie	Srēbarna (1975 / 1464 ha / 44°6'46"N ; 27°6'41"E)	Réserve naturelle de Srēbarna (1983 / 638 ha / 44°6'51.984"N ; 27°4'41.016"E)	Srēbarna (1977 / 600 ha / 44°5'N ; 27°7'E)		Le SR est un site transfrontalier avec la Roumanie.
Bulgarie		Parc national de Pirin (1983 / 38 350 ha / 41°44'33.8"N ; 23°25'49.7"E)	Doupki-Djindjirtza (1977 / 2873 ha / 41°48'N ; 23°25'E)		
Burkina Faso	La Mare aux hippopotames (1990 / 19 200 ha / 11°37'N ; 4°8'W)		Mare aux hippopotames (1986 / 19 200 ha / 11°37'N ; 4°8'W)		
Burkina Faso	Parc national du W (1990 / 235 000 ha / 12°0'N ; 2°30'E)		Région du "W" (2002 / 728 335 ha / 11°58'40"N ; 2°29'53"E)		La RB est un site transfrontalier avec le Bénin et le Niger. L'aire correspond seulement au Burkina Faso, les coordonnées correspondent à l'ensemble de la RB transfrontalière.
Cambodge	Boeng Chhmar and Associated River System and Floodplain (1999 / 28 000 ha / 12°48'20"N ; 104°16'55"E)		Tonlé Sap (1997 / 1 481 257 ha / 12°25' à 13°25'N ; 103°25' à 104°40'E)		
	Prek Toal (2015 / 21 342 ha / 13°9'N ; 103°38'E)				
Cameroun	Partie Camerounaise du fleuve Sangha (2008 / 6200 ha / 1°50'N ; 16°2'E)	Trinational de la Shanga (2012 / 746 309 ha / 2°36'34"N ; 16°33'15"E)			Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec la République centrafricaine et le Congo. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.
Cameroun	The Waza Logone Floodplain (2006 / 600 000 ha / 11°38'N ; 14°37'E)		Waza (1979 / 300 000 ha / 11°16'0"N ; 14°25'0"E)		
Cameroun		Réserve de faune du Dja (1987 / 526 000 ha / 3°0'0"N ; 13°0'0"E)	Dja (1981 / 800 000 ha / 3°0'N ; 13°0'E)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Canada	Mary's Point (1982 / 1200 ha / 45°44'N ; 64°45'W)		Fundy (2007 / 432 308 ha / 45°30'N ; 65°0'W)		
	Shepody Bay (1987 / 12 200 ha / 45°47'N ; 64°35'W)				
				Géoparc Stonehammer (2010 / 250 000 ha / 45°34'46"N ; 65°32'40"W)	
Canada	Peace-Athabasca Delta (1982 / 312 300 ha / 58°42'N ; 111°8'W)	Parc national Wood Buffalo (1983 / 4 480 000 ha / 59°21'30"N ; 112°17'36"W)			
	Whooping Crane Summer Range (1982 / 1 689 500 ha / 60°15'N ; 113°15'W)				
Canada	Lac Saint-Pierre (1998 / 11 952 ha / 46°8'N ; 72°39'W)		Lac Saint-Pierre (2000 / 48 000 ha / 46°8'N ; 72°39'W)		
Canada	Long Point (1982 / 13 730 ha / 42°35'N ; 80°15'W)		Long Point (1986 / 40 600 ha / 42°35'N ; 80°15'W)		
Canada		Parc international de la paix Waterton-Glacier (1995 / 457 614 ha / 48°59'45.8"N ; 113°54'15"W)	Waterton (1979 / 52 597 ha / 49°0' à 49°12'N ; 113°40' à 114°10'W)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec les États-Unis. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial. La RB du glacier constitue une autre RB désignée aux États-Unis.
République Centrafricaine	Rivière Sangha située en République Centrafricaine (2009 / 275 000 ha / 2°40'N ; 16°15'E)	Trinational de la Shanga (2012 / 746 309 ha / 2°36'34"N ; 16°33'15"E)			Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec le Cameroun et le Congo. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.
Chine	Hubei Dajiu Lake Wetland (2013 / 9320 ha / 31 ° 28'14 "N ; 110 ° 02'51" E)		Shennongjia (1990 / 70 467 ha / 31 ° 21' à 31 ° 36' N ; 110 ° 3' à 110 ° 34' E)	Géoparc de Shennongjia (2013 / 102 272 ha / N31 ° 21'56 " à 31 ° 43'13 " N ; 109 ° 56'2 " à 110 ° 36'55 " E)	
Chine		Karst de Chine du Sud (2007 / 49 537 ha / 24 ° 55'24 " N ; 110 ° 21'16 " E)		Géoparc de Shilin (forêt de pierres) (2004 / 35 000 ha / 24°47'30"N ; 103°16'30"E)	
			Maolan (1996 / 21 330 ha / 25°9' à 25°20'N ; 107°52' à 108°5'E)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Chine	Dafeng (<i>Elaphurus davidianus</i>) National Nature Reserve (2002 / 78 000 ha / 33°5'N ; 120°49'E)		Yancheng (1992 / 247 260 ha / 33°39'N ; 120°35'E)		
	Yancheng National Nature Reserve (2002 / 453 000 ha / 33°31'N ; 120°22'E)				
Chine	Dalai Lake National Nature Reserve, Inner Mongolia (2002 / 740 000 ha / 48°33'N ; 117°30'E)		Lac Dalai (2002 / 740 000 ha / 47°45'50" à 49°20'20"N ; 116°50'10" à 118°10'10"E)		
Chine	Shankou Mangrove Nature Reserve (2002 / 4000 ha / 21°28'N ; 109°43'E)		Shankou Mangrove (2000 / 8000 ha / 21°28' à 21°37'N ; 109°37' à 109°47'E)		
Chine	Xingkai Lake National Nature Reserve (2002 / 222 488 ha / 45°17'N ; 132°32'E)		Lac Xingkai (2007 / 336 341 ha / 45°1'0"N ; 131°58'30"E)		
Chine		Région d'intérêt panoramique et historique de Huanglong (1992 / 60 000 ha / 32°45'15.012"N ; 103°49'19.992"E)	Huanglong (2000 / 138 000 ha / 32°30' à 32°54'N ; 103°26' à 104°8'E)		
Chine		Région d'intérêt panoramique et historique de la vallée de Jiuzhaigou (1992 / 72 000 ha / 33°4'59.988"N ; 103°55'0.012"E)	Jiuzhaigou Valley (1997 / 64 297 ha / 32°54' à 33°19'N ; 103°46' à 104°4'E)		
Chine		Mont Wuyi (1999 / 99 975 ha / 27°43'0.012"N ; 117°40'59.988"E)	Wuyishan (1987 / 56 527 ha / 27°33' à 27°54'N ; 117°27' à 117°51'E)		Le bien du patrimoine mondial est un site mixte.
Chine		Sanctuaires du grand panda du Sichuan - Wolong, Mont Siguniang et Montagnes de Jiajin (2006 / 924 500 ha / 30°49'60"N ; 103°0'0"E)	Wolong (1979 / 200 000 ha / 30°51'5.19"N ; 102°53'24"E)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Chine		Danxia de Chine (2010 / 82 151 ha / 28°25'19"N ; 106°2'33"E)		Géoparc de Danxiashan (2004 / 29 000 ha / 24°51'48" à 25°4'12"N ; 113°36'25" à 113°47'53"E)	
				Géoparc de Longhushan (2008 / 99 700 ha / 27°59'30" ; 116°53'0"E)	
				Géoparc de Taining (2005 / 49 200 ha / 26°89'85"N ; 117°17'66"E)	
Chine		Parc national de Lushan (1996 / 30 200 ha / 29°25'60" ; 115°52'0"E)		Géoparc du Lushan (2004 / 50 000 ha / 29°21' à 29°45'N ; 115°50' à 116°10'E)	Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel.
Chine		Mont Huangshan (1990 / 16 060 ha / 30°10'0.012"N ; 118°10'59.988"E)		Géoparc de Huangshan (2004 / 16 060 ha / 30°11'N ; 118°10'E)	Le bien du patrimoine mondial est un site mixte.
Chine		Parc national du mont Sanqingshan (2008 / 22 950 ha / 28°54'57"N ; 118°3'52"E)		Géoparc Sanqinshan (2012 / 229 500 ha / 28°48'22" à 29°0'42"N ; 117°58'20" à 118°8'28"E)	
Chine		Mont Taishan (1987 / 25 000 ha / 36°16'0.012"N ; 117°5'60"E)		Géoparc de Taishan (2006 / 15 900 ha / 43°58'23"N ; 117°4'16"E)	Le bien du patrimoine mondial est un site mixte.
Chine		Région d'intérêt panoramique et historique de Wulingyuan (1992 / 26 400 ha / 29°19'59.988"N ; 110°30'0"E)		Géoparc de Zhangjiajie (2004 / 39 800 ha / 29°13'18" à 29°27'27"N ; 110°18'0" à 110°41'15"E)	
Chine			Wudalianchi (2003 / 106 000 ha / 126°0' à 126°26'E ; 48°34' à 48°48'N)	Géoparc de Wudalianchi (2004 / 106 000 ha / 126°31'0"N ; 125°57'0"E)	
Colombie	Sistema Delta Estuarino del Rio Magdalena, Ciénaga Grande de Santa Marta (1998 / 400 000 ha / 10°45'N ; 74°29'W)		Ciénaga Grande de Santa Marta (2000 / 512 566 ha / 10°44'N ; 74°30'W)		
Congo	Sangha-Nouabalé-Ndoki (2009 / 1 525 000 ha / 1°41'N ; 16°26'E)	Trinational de la Shanga (2012 / 746 309 ha / 2°36'34"N ; 16°33'15"E)			Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec le Cameroun et la République centrafricaine. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Costa Rica	Turberas de Talamanca (2003 / 192 520 ha / 9°30'N ; 83°42'W)	Réserves de la cordillère de Talamanca-La Amistad / Parc national La Amistad (1983 / 570 045 ha / 9°24'25.5"N ; 82°56'19.7"W)	La Amistad (1982 / 782 687 08 ha / 8°41' à 10°4'N ; 82°42' à 83°56'W)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec le Panama. L'aire et les coordonnées correspondent à l'intégralité du site du patrimoine mondial. La RB La Amistad constitue aussi un autre site inscrit au Panama.
Costa Rica	Isla del Coco (1998 / 99 623 ha / 5°32'N ; 86°59'W)	Parc national de l'île Cocos (1997 / 199 790 ha / 5°31'60"N ; 87°4'0"W)			
Costa Rica	Caño Negro (1991 / 9969 ha / 10°52'N ; 84°45'W)		Agua y Paz (2007 / 916 120 ha / 10°36'48.29"N ; 84°35'54.55"W)		
Côte d'Ivoire		Parc national de la Comoé (1983 / 1 150 000 ha / 9°0'0"N ; 4°0'0"W)	Comoé (1983 / 1 155 330 ha / 8°35'N ; 3°32'W)		
Côte d'Ivoire		Parc national de Taï (1982 / 330 000 ha / 5°45'0"N ; 7°40'0.012"W)	Taï (1977 / 554 000 ha / 8°15'N ; 7°20'W)		
Cuba	Buenavista (2002 / 313 500 ha / 22°27'N ; 78°49'W)		Buenavista (2000 / 313 500 ha / 22°8' à 22°46'N ; 78°46' à 79°25'W)		
Cuba	Ciénaga de Zapata (2001 / 452 000 ha / 22°20'N ; 81°22'W)		Ciénaga de Zapata (2000 / 728 039 ha / 22°1' à 22°40'N ; 80°35' à 82°9'W)		
Cuba		Parc national Alejandro de Humboldt (2001 / 71 140 ha / 20°26'60"N ; 75°0'0"W)	Cuchillas de Toa (1987 / 208 305 ha / 20°16' à 20°35'N ; 74°30' à 75°8'W)		
Danemark	Hochstetter Forland (1988 / 184 820 ha / 75°28'N ; 19°52'W)		Nord-Est-du-Groenland (1977 / 70 000 000 ha / 71°0' à 83°0'N ; 11°39' à 63°0'W)		
	Kilen (1988 / 51 280 ha / 81°10'N ; 13°24'W)				

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Équateur	Humedales del Sur de Isabela (2002 / 872 ha / 0°57'S ; 90°58'W)	Îles Galápagos (1978 / 14 066 514 ha / 0°49'0.012"N ; 91°0'0"W)	Archipelago de Colon (Galápagos) (1984 / 14 761 844 ha / Nord : Île Darwin : 1°39'N ; 92°0'W Sud: Île Floreana : 1°17'S ; 90°26'W Est : Île San Cristóbal : 0°48'S ; 89°25'W Ouest : Île Fernandina : 0°22'S ; 91°31'W)		
Équateur	Sistema Lacustre Lagunas del Compadre (2012 / 23 952 ha / 4°12'26"S ; 79°6'10"W) Sistema Lacustre Yacuri (2012 / 27 762 ha / 4°38'27"S ; 79°21'12"W)		Podocarpus-El Cóndor (2007 / 1 140 080 ha / 4°11'16"S ; 79°0'32"W)		
Égypte	Wadi El Rayan Protected Area (2012 / 175 790 ha / 29°12'N ; 30°18'E)	Wadi Al-Hitan (La vallée des baleines) (2005 / 20 015 ha / 29°19'59.988"N ; 30°10'59.988"E)			
Espagne	Doñana (1982 / 111 646 ha / 37°1'N ; 6°25'W)	Parc national de Doñana (1994 / 54 252 ha / 36°56'51.72"N ; 6°21'31.9"W)	Doñana (1980 / 268 473,6 ha / 36°56'51.72"N ; 6°21'31.9"W)		
Espagne	Salinas del Cabo de Gata (1989 / 300 ha / 36°44'N ; 2°12'W)		Cabo de Gata-Nijar (1997 / 46 000 ha / 36°47'22"N ; 2°14'14"W)	Géoparc de Cabo de Gata-Nijar (2006 / 49 500 ha / 36°47'22"N ; 2°14'14"W)	
Espagne		Pyrénées - Mont Perdu (1997 / 30 639 ha / 42°41'7.512"N ; 0°0'1.8"E)	Ordesa-Viñamala (1977 / 117 364,05 ha / 42°30' à 42°43'N ; 0°7' to 0°12'E)	Sobrarbe (2006 / 220 200 ha / 42°14'01"N ; 0°13'58"W)	Le bien du patrimoine mondial est un site mixte et constitue un site transfrontalier avec la France. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial. La RB correspond uniquement à la partie espagnole.
Espagne	Salinas de Ibiza y Formentera (1993 / 1 640 ha / 38°46'N ; 1°26'E)	Ibiza, biodiversité et culture (1999 / 11 231 ha / 38°54'40.1"N ; 1°26'6.7"E)			Le bien du patrimoine mondial est un site mixte.

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Espagne	Laguna de El Hito (2002 / 573 ha / 39°52'0"N ; 2°41'0"W)		Mancha Húmeda (1980 / 418 087 ha / 39°16'N ; 3°24'W)		
	Lagunas de Ruidera (2011 / 6639 ha / 38°56'23"N ; 2°51'35"W)				
	Las Tablas de Daimiel (1982 / 1928 ha / 39°9'N ; 3°40'W)				
Espagne	Marismas del Odiel (1989 / 7185 ha / 37°17'N ; 6°55'W)		Marismas del Odiel (1983 / 14 020 ha / 37°13'48"N ; 6°59'24"W)		
Espagne	Ría de Mundaka-Guernika (1993 / 945 ha / 43°22'N ; 2°40'W)		Urdaibai (1984 / 21 991,27 ha / 43°40'N ; 2°20'W)		
Espagne	Ría del Eo (1994 / 1740 ha / 43°30'N ; 7°1'W)		Rio Eo, Oscos, y Terras de Buron (2007 / 159 588,9 ha / 43°15'18.48"N ; 7°2'50.42"W)		
Espagne	Saladar de Jandía (2002 / 127 ha / 28°3'N ; 14°20'W)		Fuerteventura (2009 / 354 288 ha / 28°24'0"N ; 14°0'0"W)		
Espagne		Parc national de Garajonay (1986 / 3984 ha / 28°7'34.5"N ; 17°14'14"W)	La Gomera (2012 / 84 522 ha / 28°7'2.55"N à 17°13'57.17"W)		
Espagne			Isla de El Hierro (2000 / 42 299 ha / 27°38' à 27°51'N ; 17°53' à 18°9'W)	El Hierro (2014 / 59 500 ha / 27°38' à 27°51'N ; 17°53' à 18°9'W)	
Espagne			Lanzarote (1993 / 129 310 ha ; 29°2'48"N ; 13°35'23"W)	Lanzarote et îles Chinijo (2015 / 250 000 ha / 29°3'0"N ; 13°36'0"W)	
Espagne			Las Dehesas de Sierra Morena (2002 / 424 400 ha / 37°42'56.7" à 38°12'53.8"N ; 04°58'34" à 06°55'12.5"W)	Sierra Norte de Sevilla (2011 / 17 700 ha / 37°42'44"N ; 5°38'4.42"W)	
Estonie	Hiiu-maa Islets and Käina Bay (1997 / 17 700 ha / 58°48'N ; 22°58'E)		Archipel de l'Estonie occidentale (1990 / 395 500 ha / 58°30'N ; 22°50'E)		
	Laidevahe Nature Reserve (2003 / 2424 ha / 58°18'N ; 22°49'E)				

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
États-Unis d'Amérique	Everglades National Park (1987 / 610 497 ha / 25 ° 33'N ; 80 ° 55'W)	Parc national des Everglades (1979 / 567 017 ha / 25°33'16"N ; 80°59'47"W)	Everglades et Dry Tortugas (1976 / 585 882 ha / 24°50' à 25°55'N ; 80°20' à 81°30'W)		
États-Unis d'Amérique	San Francisco Bay/ Estuary (2013 / 158 711 ha / 37°52'N ; 122°23'W)		Golden Gate (1988 / 212 022 ha / 37° à 38°N ; 122°W)		
États-Unis d'Amérique		Parc national des Great Smoky Mountains (1983 / 209 000 ha / 35°35'35"N ; 83°26'8"W)	Appalaches du sud (1988 / 15 195 341 ha / 35° à 36°N ; 83° à 84°W)		
États-Unis d'Amérique		Parc national des volcans d'Hawaii (1987 / 87 940 ha / 19°24'3"N ; 155°7'25"W)	Iles Hawaïennes (1980 / 99 545 ha / 19°11' à 20°47'N ; 155°1' à 156°16'W)		
États-Unis d'Amérique		Kluane / Wrangell-St. Elias / Glacier Bay / Tatshenshini-Alsek (1979 / 9 839 121 ha / 61°11'51.3"N ; 140°59'31.1"W)	Glacier Bay - Admiralty Island (1986 / 1 515 015 ha / 57°2' à 59°15'N ; 132°25' à 138°40'W)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec le Canada. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.
États-Unis d'Amérique		Parc national de Mammoth Cave (1981 / 21 191 ha / 37°11'14"N ; 86°6'11"W)	Mammoth Cave Area (1990 / 367 979 ha / 37°7' à 37°17'N ; 86°0' à 86°17'W)		
États-Unis d'Amérique		Parc national olympique (1981 / 369 660 ha / 47°44'54"N ; 123°26'56"W)	Olympic (1976 / 373 396 ha / 47°29' à 48°11'N ; 123°7' à 124°42'W)		
États-Unis d'Amérique		Parcs d'État et national Redwood (1980 / 56 883 ha / 41°22'26"N ; 123°59'53"W)	Chaînes côtières californiennes (1983 / 62 098 ha / 36°N à 41°30'N ; 121°31' à 124°0'W)		
États-Unis d'Amérique		Parc international de la paix Waterton-Glacier (1995 / 457 614 ha / 48°59'45.8"N ; 113°54'15"W)	Glacier (1976 / 410 056 ha / 48°15' à 49°0'N ; 113°15' à 114°30'W)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec le Canada. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial. La RB de Waterton constitue une autre RB désignée au Canada.
États-Unis d'Amérique		Parc national de Yellowstone (1978 / 898 349 ha / 44°27'38.016"N ; 110°49'40.008"W)	Yellowstone (1976 / 898 349 ha / 44°8' à 45°7'N ; 109°10' à 111°10'W)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Fédération de Russie	Selenga Delta (1994 / 12 100 ha / 52°17'N ; 106°22'E)	Lac Baïkal (1996 / 8 800 000 ha / 53°10'25"N ; 107°39'45"E)			
			Baikalskyi (1986 / 453 864 ha / 51°0'N ; 105°5'E)		
			Barguzinskyi (1986 / 5 374 322 ha / 54°0'N ; 109°5'E)		
Fédération de Russie	Kama-Bakaldino mires (1994 / 226 500 ha / 56°24'N ; 45°20'E)		Nijegorodskoe Zavolje (2002 / 131 910 ha / 56°30'N ; 45°0'E)		
Fédération de Russie	Lake Khanka (1976 / 310 000 ha / 44°53'N ; 132°30'E)		Khankaiskiy (2005 / 299 896 ha / 44°34' à 45°14'N ; 132°7'E à 133°14'E)		
Fédération de Russie	Lake Manych-Gudilo (1994 / 112 600 ha / 44°36'N ; 42°50'E)		Chernyje Zemli (1993 / 121 900 ha / 46°5'N ; 42°20'E)		
			Rostovsky (2008 / 183 815 ha / 46°16' à 46°57'N ; 42°42' à 43°50'E)		
Fédération de Russie	Oka and Pra River Floodplains (1994 / 161 542 ha / 55°1'N ; 40°23'E)		Oksskiy (1978 / 77 193 ha / 54°40' à 55°0'N ; 40°35' à 41°1'E)		
Fédération de Russie	Torey Lakes (1994 / 172 500 ha / 50°5'N ; 115°32'E)		Daurisky (1997 / 227 700 ha / 49°55' à 50°14'N ; 115°5' à 115°98'E)		
Fédération de Russie	Volga Delta (1976 / 800 000 ha / 45°54'N ; 48°47'E)		Astrakhanskiy (1984 / 111 129 ha / 45°28' à 46°22'N ; 47°49' à 49°7'E)		
Fédération de Russie		Sikhote-Alin central (2001 / 406 177 ha / 45°19'60"N ; 136°10'0"E)	Sikhote Alin (1978 / 4 469 088 ha / 44°49' à 45°41'N ; 135°45' à 136°35'E)		
Fédération de Russie		Montagnes dorées de l'Altaï (1998 / 1 611 457 ha / 50°28'0"N ; 86°0'0"E)	Altayskiy (2009 / 2 953 325 ha / 50°16'14" à 51°59'0"N ; 86°59'56" à 89°51'47"E)		
			Katunsky (2000 / 695 262 ha / 49°28' à 49°56'N ; 85°37' à 86°34'E)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Fédération de Russie		Bassin d'Ubs Nuur (2003 / 898 064 ha / 50°16'30"N ; 92°43'11"E)	Ubsunorskaya Kotlovina (1997 / 904 465 ha / 48°20'N à 51°10' ; 91°19' à 95°35'E)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec la Mongolie. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.
Fédération de Russie		Forêts vierges de Komi (1995 / 3 280 000 ha / 65°04'0.012"N ; 60°8'60"E)	Pechoro-Ilychsky (1984 / 1 253 753 ha / Unité de montagne : 61°58' à 63°16'N ; 57°47' à 59°39'E - Unité de plaine : 61°43' à 61°53'N ; 56°52' à 57°7'E)		
Fédération de Russie		Volcans de Kamchatka (1996 / 3 830 200 ha / 56°19'60"N ; 158°30'0"E)	Kronotskiy (1984 / 331 747 ha / 54°58'N ; 160°72'E)		
Fédération de Russie		Caucase de l'ouest (1999 / 298 903 ha / 44°0'0"N ; 40°0'0"E)	Kavkazskiy (1978 / 321 635 ha / 43°30' à 44°5'N ; 39°40' à 40°50'E)		
Finlande	Quark Archipelago (1974 / 63 699 ha / 63°26'N ; 21°25'E)	Haute Côte / Archipel de Kvarken (2000 / 336 900 ha / 63°17'60"N ; 21°18'0"E)			Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec la Suède. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.
France	Camargue (1986 / 85 000 ha / 43°30'N ; 4°30'E)		Camargue (Delta du Rhône) (1977 / 193 000 ha / 44°33'N ; 6°4'33"E)		
France	Grand Cul-de-Sac Marin de la Guadeloupe (1993 / 29 500 ha / 16°19'26"N ; 61°35'28"W)		Archipel de la Guadeloupe (1992 / 118 954 ha / 16°8'24"N ; 61°22'48"E)		
France	Le marais audomarois (2008 / 3726 ha / 50°46'N ; 2°16'E)		Marais Audomarois (2013 / 22 300 ha / 50°44'46"N ; 2°15'42"E)		
France	Impluvium d'Evian (2008 / 3275 ha / 46°22'N ; 6°36'E)			Géoparc de Chablais (2012 / 87 200 ha / 46°22'25"N ; 6°28'39"W)	
	Rives du Lac Léman (1991 / 1915 ha / 46°21'N ; 6°23'E)				
France		Les Causses et les Cévennes, paysage culturel de l'agro-pastoralisme méditerranéen (2011 / 302 319 ha / 44°13'13"N ; 3°28'23"E)	Cévennes (1984 / 305 000 ha / 44°15'44"N ; 3°44'35"E)		Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel.

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
France			Luberon-Lure (1997 / 244 645 ha / 43°49'N ; 5°26'E)	Parc Naturel Régional du Luberon (2005 / 195 300 ha / 43°51'3" N ; 5°29'7" E)	
Ghana	Songor (1992 / 28 740 ha / 5°45'N ; 0°30'E)		Songor (2011 / 51 113,3 ha / 5°45'30" à 6°0'25"N ; 0°19' à 0°41'40"E)		
Guatemala	Parque Nacional Yax-há-Nakum-Naranjo (2006 / 37 160 ha / 17°9'N ; 89°25'W)	Parc national de Tikal (1979 / 57 600 ha / 17°13'0"N ; 89°37'0"W)	Maya (1990 / 2 112 940 ha / 16°48' à 17°49'N ; 89°9' à 91°26'W)		Le bien du patrimoine mondial est un site mixte.
	Parque Nacional Laguna del Tigre (1990 / 335 080 ha / 17°27'N ; 90°52'W)				
Guinée	Gambie-Koulountou (2005 / 281 400 ha / 12°1'N ; 13°34'W)		Badiar (2002 / 284 300 ha / 12°30' à 12°42'N ; 13°12' à 13°30'W)		
Guinée		Réserve naturelle intégrale du mont Nimba (1981 / 18 000 ha / 07°36'11.448"N ; 08°23'27.492"W)	Mont Nimba (1980 / 145 200 ha / 7°23' à 9°0'N ; 9°0' à 10°0'W)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec la Côte d'Ivoire. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.
Guinée-Bissau	Archipel Bolama-Bijagós (2014 / 1 046 950 ha / 11°14'0"N ; 16°2'0"W)		Bolama Bijagós (1996 / 101 230 ha / 10°43'0" à 11°40'0"N ; 15°20'0" à 17°0'0"W)		
Honduras		Réserve de biosphère Río Plátano (1982 / 350 000 ha / 15°44'40"N ; 84°40'30"W)	Río Plátano (1980 / 250 000 ha / 15°0' à 15°50'N ; 84°15' à 85°30'W)		
Hongrie	Baradla Cave System and related wetlands (2001 / 2075 ha / 48°28'N ; 20°30'E)	Grottes du karst d'Aggtelek et du Karst de Slovaquie (1995 / 56 651 ha / 48°28'32.628"N ; 20°29'12.732"E)	Aggtelek (1979 / 45 311 ha / 48°30'N ; 20°36'E)		Le SR est un site transfrontalier avec le SR de Domica en Slovaquie. Le bien du patrimoine mondial est également un site transfrontalier avec la Slovaquie. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.
Hongrie	Hortobágy (1979 / 32 037 ha / 47°34'N ; 20°55'E)	Parc national de Hortobágy - la Puszta (1999 / 74 820 ha / 47°35'40.488"N ; 21°9'24.408"E)	Hortobágy (1979 / 154 591 ha / 47°25' à 47°15'N ; 20°54' à 21°21'E)		Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel.

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Hongrie	Lake Fertő (1989 / 8432 ha / 47°45'N ; 16°45'E)	Paysage culturel de Fertő / Neusiedlersee (2001 / 68 369 ha / 47°43'9.4"N ; 16°43'21.8"E)	Lac Fertő (1979 / 23 102 ha / 47°0'N ; 16°43'E)		Les SR font partie d'un site transfrontalier avec le SR Neusiedlersee, Seewinkel & Hanság en Autriche. Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel et également un site transfrontalier avec la Hongrie. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial. La RB autrichienne de Neusiedler See constitue un site différent.
	Nyirkai-Hany (2006 / 460 ha / 47°42'N ; 17°11'E)				
Hongrie	Lake Kolon at Izsák (1997 / 2962 ha / 46°45'N ; 19°21'E)		Kiskunság (1979 / 22 095 ha / 47°12' à 46°36'N ; 19°4' à 19°39'E)		
	Upper Kiskunság alkaline lakes (1979 / 6637 ha / 46°49'N ; 19°11'E)				
	Upper Kiskunság alkaline steppes (2006 / 13 632 ha / 47°4'N ; 19°10'E)				
Inde	Keoladeo National Park (1981 / 2873 ha / 27°13'N ; 77°32'E)	Parc national de Keoladeo (1985 / 2873 ha / 27°09'32"N ; 77°30'31"E)			
Inde		Parcs nationaux de Nanda Devi et de la Vallée des fleurs (1988 / 71 783 ha / 30°43'0.012"N ; 79°40'0.012"E)	Nanda Devi (2004 / 640 703 ha / 30°5' à 31°2'N ; 79°12' à 80°19'E)		
Inde		Parc national des Sundarbans (1987 / 133 010 ha / 21°56'42"N ; 88°53'45"E)	Sunderban (2001 / 963 000 ha / 21°30' à 22°15'N ; 88°10' à 89°10'E)		
Indonésie		Parc national de Komodo (1991 / 219 322 ha / 8°32'35.988"S ; 119°29'21.984"E)	Komodo (1977 / 1 118 003 ha / 8°37'30"S ; 119°35'27"E)		
Indonésie		Patrimoine des forêts tropicales ombrophiles de Sumatra (2004 / 2 595 124 ha / 2°30'0"S ; 101°30'0"E)	Gunung Leuser (1981 / 5 294 761 ha / 2°55' à 4°5'N ; 96°55' à 98°30'E)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Iran, République islamique d'	Choghakhor wetlands (2010 / 1687 ha / 31°55'0" N ; 50°54'0" E)		Tang-e-Sayad & Sabzkuh (2015 / 532 878 ha / 31°54'24"N ; 50°50'20"E)		
Iran, République islamique d'	Khuran Straits (1975 / 100 000 ha / 26°45'N ; 55°40'E)		Hara (1976 / 206 243 ha / 26°45' à 26°58'N ; 55°30' à 55°50'E)		
Iran, République islamique d'	Lake Parishan and Dasht-e-Arjan (1975 / 6 200 ha / 29°30'N ; 52°00'E)		Arjan (1976 / 91 860 ha / 29°28' à 29°43'N ; 51°55' à 52°5'E)		
Iran, République islamique d'	Lake Urmia (ou Orumiyeh) (1975 / 483 000 ha / 37°30'N ; 45°30'E)		Lac Oromeeh (1976 / 1 142 506 ha / 37°0' à 38°12'N ; 44°40' à 45°50'E)		
Iran, République islamique d'	Miankaleh Peninsula, Gorgan Bay & Lapoo-Zaghmarz Ab-Bandan (1975 / 100 000 ha / 36°50'N ; 53°17'E)		Miankaleh (1976 / 96 678 ha / 36°45' à 36°55'N ; 53°25' à 54°5'E)		
Irlande	North Bull Island (1988 / 1436 ha / 53°22'N ; 6°8'W)		Baie de Dublin (1981 / 30 536 ha / 53°17'N ; 6°5'W)		
Italie		Parc national du Cilento et du Vallo Diano, avec les sites archéologiques de Paestum et Velia et la Chartreuse de Padula (1998 / 159 110 ha / 40°16'60"N ; 15°16'0"E)	Cilento et Val de Diano (1997 / 395 503 ha / 40°20'N ; 15°20'E)	Géoparc du Cilento et du Val de Diano (2010 / 184 100 ha / 40°13'49"N ; 15°15'58" E)	Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel.
Italie		Les Dolomites (2009 / 141 903 ha / 46°36'47" ; 12°9'47"E)	Alpes de Ledro et Judicaria (2015 / 47 427 ha / 45°58'44.9652" N ; 10°47'26.732" E)	Géoparc Adamello-Brenta (2008 / 114 600 ha / 46°7'9" ; 10°45'8"E)	
Italie	Valle Bertuzzi (1981 / 3100 ha / 44°47'0"N ; 12°14'0"E)		Delta du Pô (2015 / 139 398 ha / 44°51'16"N ; 12°13'0'E)		
	Valle di Gorino (1981 / 1330 ha / 44°48'0"N ; 12°21'0"E)				
	Valli residue del comprensorio di Comacchio (1981 / 13 500 ha / 44°37'0"N ; 12°11'0"E)				

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Japon	Yakushima Nagata-hama (2005 / 10 ha / 30°24'N ; 130°25'E)	Yakushima (1993 / 10 747 ha / 30°19'60"N ; 130°31'60"E)	Île de Yakushima (1980 / 18 958 ha / 30°20'N ; 130°30'E)		
Japon	Yoshigadaira Wetlands (2015 / 887 ha / 36°38'59"N ; 138°34'9"E)		Île de Shiga (1980 / 30 281 ha / 36°43'0"N ; 138°30'0"E)		
Kazakhstan	Tengiz-Korgalzhyn Lake System (designé par l'URSS) (1976 / 353 341 ha / 50°25'N ; 69°15'E)	Saryarka - Steppe et lacs du Kazakhstan septentrional (2008 / 450 344 ha / 50°25'60"N ; 69°11'20"E)	Korgalzhyn (2012 / 1 603 171 ha / 50°5'41"N ; 69°12'9"E)		
	Naurzum Lake System (2009 / 139 714 ha / 51°32'N ; 64°26'E)				
Kazakhstan	Alakol-Sasykkol Lakes System (2009 / 914 663 ha / 46°16'N ; 81°32'E)		Alakol (2013 / 557 679 ha / 46°11'N ; 81°46'E)		
Kazakhstan	Ural River Delta and adjacent Caspian Sea Coast (2009 / 111 500 ha / 46°58'N ; 51°45'E)		Ak-Zhayik (2014 / 340 846 ha / 46°55'06"N ; 51°37'40"E)		
Kenya	Lake Bogoria (2001 / 10 700 ha / 0°15'N ; 36°5'E)	Réseau des lacs du Kenya dans la vallée du grand Rift (2011 / 32 034 ha / 0°26'33"N ; 36°14'24"E)			
	Lake Elmenteita (2005 / 10 880 ha / 0°46'S ; 36°23'E)				
	Lake Nakuru (1990 / 18 800 ha / 0°24'S ; 36°5'E)				
Kenya		Parc national/ Forêt naturelle du mont Kenya (1997 / 202 334 ha / 0°9'18"N ; 37°18'56"E)	Mont Kenya (1978 / 71 759 ha / 0°10'S ; 37°20'E)		
Kirghizistan	Issyk-Kul State Reserve with the Issyk-Kul Lake (designé par l'URSS) (1976 / 626 439 ha / 42°25'0"N ; 77°15'0"E)		Issyk-Kul (2001 / 4 311 588 ha / 41°50'24"N ; 77°46'48"E)		
Lettonie	Northern Bogs (Ziemeļu purvi) (2002 / 5318 ha / 57°58'N ; 24°50'E)		Nord de Vidzeme (1997 / 493 320 ha / 57°20' à 58°10' N ; 24°20' à 26°0'E)		Le SR fait partie du SR transfrontalier du nord de la Livonie avec les SR de la réserve naturelle de Nigula et la réserve naturelle de Sookuninga en Estonie.

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Lituanie	Žuvintas (1993 / 7500 ha / 54°28'N ; 23°35'E)		Žuvintas (2011 / 60 190 ha / 54°28'32"N ; 23°32'49"E)		
Macédoine, ex-République yougoslave de	Lake Prespa (1995 / 18 920 ha / 40°56'N ; 21°01'E)		Réserve de biosphère transfrontière d'Ohrid-Prespa (2014 / 446 244,52 ha / 40°59'36"N ; 20°51'43"E)		La RB est un site transfrontalier avec l'Albanie. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble de la RB transfrontalière.
Malawi	Lake Chilwa (1996 / 224 800 ha / 15°15'S ; 35°45'E)		Réserve biosphère de la zone humide du lac Chilwa (2006 / 614 181,75 ha / 15°30'S ; 35°30'E)		
Mauritanie	Banc d'Arguin (1982 / 1 200 000 ha / 20°50'N ; 16°45'W)	Parc national du banc d'Arguin (1989 / 1 200 000 ha / 20°14'4.992"N ; 16°6'32.004"W)			

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Mexique	Agua Dulce (2008 / 39 ha / 31°55'N ; 113°1'W)	Réserve de biosphère El Pinacate et le Grand Désert d'Altar (2013 / 714 566 ha / 32°0'0"N ; 113°55'0"W)	Alto Golfo de California (1993 / 2 934 447 ha / 31°0' à 32°10'N ; 113°30' à 115°15'W)		
	Humedales de Bahía Adair (2009 / 42 430 ha / 31°35'N ; 113°53'W)	Îles et aires protégées du Golfe de Californie (2005 / 688 558 ha / 27°37'36.012" ; 112°32'44.988"W)			
	Humedales del Delta del Río Colorado (1996 / 250 000 ha / 31°50'N ; 114°59'W)				
	Canal del Infiernillo y esteros del territorio Comcaac (Xepe Coosot) (2009 / 29 700 ha / 29°10'N ; 112°14'W)		Islas del Golfo de California (1995 / 665 474 ha / 23°0' à 32°0'N ; 106°0' à 115°0'W)		
	Isla San Pedro Mártir (2004 / 30 165 ha / 28°23'N ; 112°19'W)				
	Lagunas de Santa María-Topolobampo-Ohuira (2009 / 22 500 ha / 25°36'33"N ; 109°6'23"W)				
	Parque Nacional Bahía de Loreto (2004 / 206 581 ha / 25°49'N ; 111°8'W)				
	Estero El Soldado (2011 / 350 ha / 27°57'48"N ; 110°58'33"W)				
	Marismas Nacionales (1995 / 200 000 ha / 22°08'N ; 105°32'W)				
	Parque Nacional Cabo Pulmo (2008 / 7 100 ha / 23°27'N ; 109°25'W)				
	Sistema Lagunar San Ignacio – Navachiste – Macapule (2008 / 79 873 ha / 25°26'0"N ; 108°49'0"W)				
			El Vizcaino (1993 / 2 546 790 ha / 26°22'20" à 28°0'0"N ; 112°14'33" à 115°16'32"W)		
	Laguna Ojo de Liebre (2004 / 36 600 ha / 27°45'N ; 114°5'W)	Sanctuaire des baleines d'El Vizcaino (1993 / 369 631 ha / 27°47'31.992"N ; 114°13'40.008"W)			
	Laguna San Ignacio (2004 / 17 500 ha / 26°45'N ; 113°7'W)				

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Mexique	Sian Ka'an (2003 / 652 193 ha / 19°30'N ; 87°37'W)	Sian Ka'an (1987 / 528 000 ha / 19°22'59.988" ; 87°47'30.012"W)	Sian Ka'an (1986 / 984 614 ha / 19°22'59.988" ; 87°47'30.012"W)		
Mexique	Área de Protección de Flora y Fauna Cuatrociénegas (1995 / 84 347 ha / 26°51'N ; 102°8'W)		Cuatrociénegas (2006 / 413 458 ha / 26°31'0" à 27°25'24"N ; 101°46'4" à 102°33'47"W)		
Mexique	Áreas de Protección de Flora y Fauna Nahá y Metzabok (2004 / 7216 ha / 17°3'N ; 91°36'W)		Nahá-Metzabok (2010 / 43 362 ha / 16°56'41" à 17°8'36"N ; 91°32'52" à 91°37'43"W)		
Mexique	Cuencas y corales de la zona costera de Huatulco (2003 / 44 400 ha / 15°47'N ; 96°12'W)		Huatulco (2006 / 23 781 ha / 15°39'12" to 15°47'10"N ; 96°6'30" to 96°15'0"W)		
Mexique	Ecosistema Arroyo Verde APFF Sierra de Álamos Río Cuchujaqui (2010 / 174 ha / 27°1'N ; 108°45'W)		Sierra de Álamos-Río Cuchujaqui (2007 / 135 872 ha / 27°12'30" to 26°53'9"N ; 108°29'32" to 109°3'0"W)		
Mexique	Humedales de Importancia Especialmente para la Conservación de Aves Acuáticas Reserva Ría Lagartos (1986 / 60 348 ha / 21°30'0"N ; 88°0'0"W)		Ría Lagartos (2004 / 60 348 ha / 21°23'96" à 21°37'29.64"N ; 87°30'50.76" à 88°14'33.36"W)		
Mexique	Islas Marietas (2004 / 1357 ha / 20 ° 42'N ; 105 ° 34'W)		Islas Marietas (2008 / 15 507 ha / 20°41'11" à 20°42'47"N ; 105°33'18" à 105°36'0"W)		
Mexique	Laguna Madre (2004 / 307 894 ha / 24°44'N ; 97°35'W)		Laguna Madre y Delta de Río Bravo (2006 / 806 968 ha / 23°48' à 25°27'N ; 90°23' à 97°52'W)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Mexique	Laguna de Metztitlán (2004 / 2937 ha / 20°41'N ; 98°52'W)		Barranca de Metztitlán (2006 / 368 962 ha / 20°14'15" à 20°45'26"N ; 98°23'0" à 98°57'8"W)		
Mexique	Manglares y humedales de la Laguna de Sontecomapan (2004 / 8921 ha / 18°32'N ; 95°2'W)		Los Tuxtlas (2006 / 334 000 ha / 18°5' à 18°45'N ; 94°35' à 95°30'W)		
Mexique	Parque Nacional Lagunas de Montebello (2003 / 6022 ha / 16°6'N ; 91°43'W)		Lagunas de Montebello (2009 / 13 671 ha / 16°4' à 16°10'N ; 91°37' à 91°47'W)		
Mexique	Parque Nacional Sistema Arrecifal Veracruzano (2004 / 52 238 ha / 19°8'N ; 96°0'W)		Sistema Arrecifal Veracruzano (2006 / 80 945 ha / 19°2'16" à 19°15'32"N ; 95°46'55" à 96°11'45"W)		
Mexique	Presa Jalpan (2004 / 68 ha / 21°12'N ; 99°28'W)		Sierra Gorda (2001 / 378 227 ha / 23°50'N ; 45°0'W)		
Mexique	Reserva de la Biosfera Banco Chichorro (2004 / 144 360 ha / 18°35'N ; 87°20'W)		Banco Chichorro (2003 / 144 866 ha / 18°21'37" à 18°48'46"N ; 87°11'59" à 87°28'28"W)		
Mexique	Reserva de la Biosfera Chamela-Cuixmala (2004 / 13 142 ha / 19°29'N ; 104°59'W)		Chamela-Cuixmala (2006 / 63 950 ha / 19°30'0"N ; 105°0'0"W)		
Mexique	Reserva de la Biosfera La Encrucijada (1996 / 144 868 ha / 15°11'N ; 92°53'W)		La Encrucijada (2006 / 359 000 ha / 14°43' to 15°43'N ; 92°26' to 93°20'W)		
Mexique	Reserva de la Biosfera Pantanos de Centla (1995 / 302 706 ha / 18°18'N ; 92°27'W)		Pantanos de Centla (2006 / 302 706 ha / 17°57'53" à 18°39'3"N ; 92°6'39" à 92°47'58"W)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Mexique	Reserva de la Biosfera Ría Celestún (2004 / 81 482 ha / 20°45'N ; 90°22'W)		Ría Celestún (2004 / 181 482,33 ha / 20°59'33.72" à 20°31'37.74"N ; 90°14'23.10" à 90°31'13.14"W)		
Mexique		Ancienne cité maya et forêts tropicales protégées de Calakmul, Campeche (2002 / 331 397 ha / 18°3'10.9"N ; 89°44'14.22"W)	Región de Calakmul (2006 / 1 371 766 ha / 17°48'46" à 19°41'57"N ; 88°39'22" à 90°7'45"W)		Le bien du patrimoine mondial est un site mixte.
Mexique		Réserve de biosphère du papillon monarque (2008 / 13 552 ha / 19°36'23"N ; 100°14'30"W)	Mariposa Monarca (2006 / 1 011 252 ha / 19°39'N ; 100°8'W)		
Mongolie	Lake Uvs and its surrounding wetlands (2004 / 585 000 ha / 50°20'N ; 92°45'E)	Bassin d'Uvs Nuur (2003 / 898 064 ha / 50°16'30"N ; 92°43'11"E)	Bassin d'Uvs Nuur (1997 / 771 700 ha / 52°31' à 52°43'N, 92°28' à 92°48'E (Unité d'Uvs Nuur 49°39' à 49°51'N, 91°19' à 91°39'E (Unité de Turgen Uul) 49°45' à 50°29'N, 94°23' à 95°35'E (Unité d'Altan Els) 50°12' à 50°23'N, 90°24' à 91°20'E (Unité de Tsaagan Shovod)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec la Fédération de Russie. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.
Mongolie	Mongol Daguur (Daurie mongole) (1997 / 210 000 ha / 49°42'N ; 115°6'E)		Mongol Daguur (2007 / 732 000 ha / 46°6' à 46°52'N ; 116°11' à 118°27'E)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Montenegro		Parc national de Durmitor (1980 / 32 100 ha / 43°7'58.8"N ; 19°0'59.76"E)	Bassin de la rivière Tara (1976 / 182 889 ha / 42°32'N ; 18°50' à 19°45'E)		
Maroc	Archipel et dunes d'Essawira (2005 / 4000 ha / 31 ° 30 ' n ; 9 ° 48' W)		Arganeraie (1998 / 2 568 780 ha / 29 ° 15' à 31 ° 20 ' n ; 8 ° 10' à 10 ° 25' O)		
Maroc	Oasis du Tafilalet (2005 / 65 000 ha / 31 ° 17 ' n ; 4 ° 15' O)		Oasis du sud marocain (2000 / 7 185 371 ha / 29 ° 28' à 32 ° 9 ' n ; 3 ° 34' à 7 ° 45' O)		
Namibie	Sandwich Harbour (1995 / 16 500 ha / 23°23'S ; 14°29'E)	Erg du Namib (2013 / 3 077 700 ha / 24°53'7"S ; 15°24'28"E)			
Népal	Beeshazar and Associated Lakes (2003 / 3200 ha / 27°37'N ; 84°26'E)	Parc national du Chitwan (1984 / 93 200 ha / 27°30'0"N ; 84°19'59.988"E)			
Népal	Gokyo and Associated Lakes (2007 / 7770 ha / 27°52'N ; 80°42'E)	Parc national de Sagarmatha (1979 / 124 400 ha / 27°57'55.008"N ; 86°54'47.016"E)			
Nicaragua	Los Guatuzos (1997 / 43 750 ha / 11°0'N ; 84°52'W)		Río San Juan (2003 / 1 392 900 ha / 11°29'0"N ; 84°21'55"W)		
	Refugio de Vida Silvestre Río San Juan (2001 / 43 000 ha / 10°56'N ; 83°40'W)				
	Sistema de Humedales de la Bahía de Bluefields (2001 / 86 501 ha / 11°55'N ; 83°45'W)				
	Sistema de Humedales de San Miguelito (2001 / 43,475 ha / 11°25'N ; 84°51'W)				
Niger	Guelletas et Oasis de l'Air (2005 / 2 413 237 ha / 18°18'N ; 9°30'E)	Réserves naturelles de l'Air et du Ténéré (1991 / 7 736 000 ha / 18°0'0"N ; 9°0'0"E)	Aïr et Ténéré (1997 / 24 400 070 ha / 19°30'N ; 8°30'E)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Niger	Parc national du "W" (1987 / 220 000 ha / 12°15'N ; 2°25'E)	Parc national du W du Niger (1996 / 220 000 ha / 12°20'60"N ; 02°21'0"E)	Région du "W" (2002 / 728 000 ha / 11°58'40"N ; 2°29'53'E)		La RB est un site transfrontalier avec le Bénin et le Burkina Faso. L'aire correspond uniquement au Niger, les coordonnées correspondent à l'ensemble de la RB transfrontalière.
	Dallol Bosso (2004 / 376 162 ha / 13°57'0"N ; 2°98'0"E)				
Ouganda	Rwenzori Mountains Ramsar Site (2009 / 99 500 ha / 0°25'0"N ; 30°0'0"E)	Monts Rwenzori (1994 / 99 600 ha / 0°13'25"N ; 29°55'27"E)			
Ouganda	Lake George (1988 / 15 000 ha / 0°7'N ; 30°2'E)		Queen Elizabeth (1979 / 479 045 ha / 0°30'S à 0°5'N ; 29°45' à 30°15'E)		
Panama	San San-Pond Sak (1993 / 16 414 ha / 9°30'N ; 82°30'W)	Réserves de la cordillère de Talamanca-La Amistad / Parc national La Amistad (1983 / 570 045 ha / 9°24'25.5"N ; 82°56'19.7"W)	La Amistad (2000 / 655 558 ha / 9°5'N ; 82°40'W)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec le Costa Rica. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial. La RB Amistad constitue un autre site au Costa Rica.
Panama		Parc national de Darien (1981 / 579 000 ha / 7°44'10"N ; 77°32'50"W)	Darién (1983 / 859 333 ha / 7°10' à 8°30'N ; 77°20' à 78°20'W)		
Pays-Bas	Waddenzee (Mer des Wadden) (1984 / 249 998 ha / 53°14'N ; 5°14'E)	La mer des Wadden (2009 / 1 143 403 ha / 53°31'43"N ; 8°33'22"E)	Zones de la mer des Wadden (1986 / 260 000 ha / 52°52' à 53°33'N ; 4°45' à 7°13'E)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec l'Allemagne et le Danemark. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.
Pérou		Parc national de Huascarán (1985 / 340 000 ha / 9°19'59.988"S ; 77°24'0"W)	Huascarán (1977 / 1 155 800 ha / 8°50' à 10°40'S ; 77°7' à 77°49'W)		
Pérou		Parc national de Manú (1987 / 1 716 295 ha / 12°15'0"S ; 71°45'0"W)	Manú (1977 / 2 292 806 ha / 11 ° 17' à 13 ° 11 ; 71 ° 10' 72 ° 22' 0)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Philippines	Puerto Princesa Subterranean River National Park (2012 / 22 202 ha / 10°10'0"N ; 118°55'0"E)	Parc national de la rivière souterraine de Puerto Princesa (1999 / 22 202 ha / 10°10'0"N ; 118°55'0"E)	Palawan (1990 / 1 489 600 ha / 8°0' à 11°30'N ; 117°30' à 121°45'E)		
	Tubbataha Reefs Natural Park (1999 / 96 828 ha / 8°57'N ; 119°52'E)	Parc naturel du récif de Tubbataha (1993 / 130 028 ha / 8°57'12"N ; 119°52'3"E)			
Pologne	Luknajno Lake Nature Reserve (1977 / 1189 ha / 53°49'N ; 21°38'E)		Lac Lukajno (1976 / 1410 ha / 53°49'N ; 21°38'E)		
Pologne	Poleski National Park (2002 / 9762 ha / 51°17'N ; 23°27'E)		Polésie occidentale (2012 / 263 016 ha / 51°30'28"N ; 23°37'9"E)		La RB est un site transfrontalier avec la Bélarus et l'Ukraine. L'aire correspond à la partie polonaise uniquement, les coordonnées correspondent à l'ensemble de la réserve de biosphère transfrontalière.
Pologne	Slowinski National Park (Slowinski Park Narodowy) (1995 / 32 744 ha / 54°43'N ; 17°18'E)		Slowinski (1976 / 62 964 ha / 54°39' à 54°46'N ; 17°3' à 17°33'E)		
Pologne	Subalpine peatbogs in Karkonosze Mountains (2002 / 40 ha / 50°45'N ; 15°36'E)		Krkokonose/ Karkonosze (1992 / 9433 ha / 50°45' to 50°55'N ; 15°25' to 15°50'E)		Le SR est un site transfrontalier avec le SR tchèque Subalpine peatbogs in Karkonosze Mountain. La RB est un site transfrontalier avec la RB tchèque de Krkokonose. Les aires et les coordonnées de la RB correspondent à la partie polonaise uniquement.
Pologne		Forêt de Białowieża (1979 / 141 885 ha / 52°43 39 " N ; 23°58 52 " E)	Białowieza (1976 / 92 399 ha / 52°42' à 52°59'N ; 23°43' à 23°56'E)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec la Bélarus. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Portugal	Caldeira da Graciosa (Furna do Enxofre) (2008 / 120 ha / 39° 1' N ; 27° 58' O)		Île de Graciosa (2007 / 10 784 ha / 39°3'N ; 28°0'W)	Géoparc des Açores (2013 / 1 288 400 ha / 36° à 41°N ; 24° à 33°W)	Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel.
	Caldeirão do Corvo (2008 / 316 ha / 39°42'N ; 31°6'W)		Île de Corvo (2007 / 25 853 ha / 39°42'N ; 31°6'W)		
	Planalto Central das Flores (Morro Alto) (2008 / 2572 ha / 39°26'N ; 31°12'W)		Île des Flores (2009 / 58 619 ha / 39°24'N ; 31°11'W)		
	Caldeira do Faial (2008 / 312 ha / 38°35'N ; 28°42'W)				
	Complexo Vulcânico das Furnas (2008 / 2855 ha / 37°45'N ; 25°19'W)				
	Complexo Vulcânico das Sete Cidades (2008 / 2171 ha / 37°51'N ; 25°46'W)				
	Complexo Vulcânico do Fogo (2008 / 2182 ha / 37°45'N ; 25°28'W)				
	'Fajãs' of Caldeira and Cubres Lagoons (2005 / 87 ha / 38°38'N ; 27°57'W)				
	Ilhéus das Formigas e Recife Dollabarat (2008 / 7 ha / 37°16'0"N ; 24°46'0"W)				
	Paúl da Praia da Vitória (Praia da Vitória Marsh) (2012 / 16 ha / 38°44'N ; 27°4'W)				
	Planalto Central da Terceira (Furnas do Enxofre e Algar do Carvão) (2008 / 1283 ha / 38°44'N ; 27°12'W)				
	Planalto Central de São Jorge (Pico da Esperança) (2008 / 231 ha / 38°39'N ; 28°4'W)				
	Planalto Central do Pico (Achada) (2008 / 748 ha / 38°26'N ; 28°13'W)				
		Paysage viticole de l'île du Pico (2004 / 987 ha / 38°30'48.4"N ; 28°32'28.2"W)			

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Portugal	Paúl do Boquilobo (1996 / 529 ha / 39°23'N ; 8°32'W)		Paúl do Boquilobo (1981 / 554 ha / 39°23'N ; 8°32'W)		
Portugal		Forêt laurifère de Madère (1999 / 15 000 ha / 32°46'0"N ; 17°0'0"W)	Santana Madeira (2011 / 15 218,04 ha / 32°46'N ; 16°54'W)		
République de Corée	1100 Altitude wetland (2009 / 13 ha / 33 ° 21'N ; 126 ° 28'E)	Île volcanique et tunnels de lave de Jeju (2007 / 9475 ha / 33°28'8"N ; 126°43'13"E)	Île de Jeju (2002 / 83 094 ha / 33°21'29"N ; 126°31'53"E)	Géoparc de l'île de Jeju (2010 / 181 400 ha / 33°11'27" à 33°33'50"N ; 126°8'43" à 126°58'20"E)	
	Muljangori-oreum wetland (2008 / 63 ha / 33°24'N ; 126°36'E)				
	Sire Ramsar de Sumeunmulbaengdui (2015 / 117,5 ha / 33°21'55"N ; 126°26'59"E)				
	Dongbaekdongsan (2011 / 59 ha / 33°31'N ; 126° 43'E)				
	Mulyeongari-oreum wetland (2006 / 31 ha / 33°22'N ; 126° 42'E)				
République de Corée	Gochang and Buan Tidal Flats (2010 / 4550 ha / 35°33' N ; 126° 35'E)		Gochang (2013 / 67 152 ha / 35°18' à 35°34'N ; 126°26' à 126°46'E)		
République de Corée	Jangdo Island High Moor (2005 / 9 ha / 34°41'N ; 125°23'E)		Shinan Dadohae (2009 / 75 749 ha / 34°4'15" à 35°12'30"N ; 125°5'0" à 126°23'0"E)		
	Jeungdo Tidal Flat (2011 / 3130 ha / 34°58'30"N ; 126°10'16"E)				
République démocratique du Congo	Parc national des Virunga (1996 / 800 000 ha / 1°15'S ; 29°30'E)	Parc national des Virunga (1979 / 800 000 ha / 0°55'0"N ; 29°10'0"E)			
République dominicaine	Lago Enriquillo (2002 / 20 000 ha / 18°28'N ; 71°39'W)		Jaragua-Bahoruco-Enriquillo (2002 / 476 700 ha / 18°1'18.8'N ; 71°34'34.2'W)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
République Tchèque	Lednické rybníky (étangs de Lednice) (1990 / 650 ha / 48°46'N ; 16°46'E)	Paysage culturel de Lednice-Valtice (1996 / 14 320 ha / 48°46'32.988"N ; 16°46'30"E)	Lower Morava (1986 / 35 400 ha / 48°37' à 48°53'N ; 16°36' à 17°5'E)		La réserve de biosphère de Mokrady dolního Podyjí est un site transfrontalier se trouvant au niveau de la plate-forme trilatérale Ramsar située à la confluence des plaines d'inondation Morava-Dyje-Danube. Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel.
	Mokrady dolního Podyjí (plaine d'inondation du cours inférieur de la rivière Dyje) (1993 / 11 525 ha / 48°50' n ; 16°45'E)				
République Tchèque	Krkonošská rašeliniště (tourbières de montagne de Krkonose) (1993 / 230 ha / 50°46'N ; 15°38'E)		Krkonoše/Karkonosze (1992 / 71 454 ha / 50°35' à 50°49' N ; 15°23' à 15°53'E)		Le SR est un site transfrontalier avec le site Ramsar polonais Subalpine peatbogs in Karkonosze Mountains (Tourbières subalpines dans les montagnes de Karkonosze). La RB est un site transfrontalier avec la RB polonaise de Karkonosze. L'aire et les coordonnées de la RB correspondent à la partie tchèque uniquement.
République Tchèque	Šumavská rašeliniště (Tourbières de Sumava) (1990 / 6371 ha / 49°5'N ; 13°25'E)		Šumava (1990 / 167 000 ha / 49°1'N ; 13°34'E)		
République Tchèque	Třeboňská rašeliniště (Tourbières de Trebon) (1993 / 1100 ha / 48°32'N ; 14°49'E)		Trebos Basin (1977 / 70 000 ha / 49°0'N ; 14°50'E)		
	Třeboňské rybníky (étangs de Trebon) (1990 / 10 165 ha / 48°38'N ; 14°49'E)				
Roumanie	Danube Delta (1991 / 647 000 ha / 45°10'N ; 29°15'E)	Delta du Danube (1991 / 312 440 ha / 45°4'59.988"N ; 29°30'0"E)	Delta du Danube (1998 / 580 000 ha / 44°20' à 45°24'N ; 28°10' à 29°42'E)		La RB est un site transfrontalier avec l'Ukraine. L'aire correspond à l'ensemble de la RB transfrontalière.
Royaume-Uni	Chesil Beach & The Fleet (1985 / 748 ha / 50 ° 37 ' n ; 2 ° 31' W)	Littoral du Dorset et de l'est du Devon (2001 / 2550 ha / 50°42'20"N ; 2°59'23.6"W)			
Royaume-Uni	Gough Island (2008 / 229 811 ha / 40°19'S ; 9°56'W)	Îles de Gough et Inaccessible (1995 / 7900 ha / 40°19'29"S ; 9°55'43"W)			
	Inaccessible Island (2008 / 126 524 ha / 37°18'S ; 12°41'W)				
Royaume-Uni	Cors Fochno & Dyfi (1976 / 2508 ha / 52°32'N ; 4°0'W)		Biosffer Dyfi (1976 / 81 882 ha / 52°32'N ; 4°0'W)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Royaume-Uni	Loch Maree (1994 / 3174 ha / 57°41'N ; 5°28'W)		Beinn Eighe (1976 / 4800 ha / 57°33' à 57°40' N ; 05°18' à 05°30' W)		
Royaume-Uni	Silver Flowe (1981 / 620 ha / 55°7'N ; 4°24'W)		Galloway et Ayrshire du sud (2012 / 526 888 ha / 55°10'45'N ; 4°15'19'W)		
Salvador	Complejo Bahía de Jiquilisco (2005 / 63 500 ha / 13°13'N ; 88°32'W)		Xiriualtique - Jiquilisco (2007 / 101 607 ha / 13°15' à 13°18'N ; 88°48' à 88°15'W)		
	Complejo Jaltepeque (2011 / 49 454 ha / 13°22'N ; 89°3'W)				
Salvador	Complejo Güija (2010 / 10 180 ha / 14°17'N ; 89°29'W)		Trifinio Fraternidad (2011 / 158 541,92 ha / 14°19'N ; 89°22'W)		La RB est un site transfrontalier avec le Guatemala et le Honduras. L'aire et les coordonnées correspondent uniquement à la partie se trouvant au Salvador.
Sénégal	Delta du Saloum (1984 / 73 000 ha / 13°37'N ; 16°42'W)	Delta du Saloum (2011 / 145 811 ha / 13°50'7"N ; 16°29'55"W)	Delta du Saloum (1980 / 76 000 ha / 13°35' à 13°55'N ; 16°28' à 16°48'W)		Le SR est un site transfrontalier avec la Gambie. Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel.
Sénégal	Djoudj (1977 / 16 000 ha / 16°20'N ; 16°12'W)	Parc national des oiseaux du Djoudj (1981 / 16 000 ha / 16°30'0"N ; 16°10'0.012"W)			
Sénégal		Parc national de Niokolo-Koba (1981 / 913 000 ha / 13°4'0.012"N ; 12°43'0.012"W)	Niokolo-Koba (1981 / 913 000 ha / 12°30' à 13°20'N ; 12°20' à 13°35'W)		
Seychelles	Aldabra Atoll (2010 / 43 900 ha / 9°24'S ; 46°20'E)	Atoll d'Aldabra (1982 / 35 000 ha / 9°25'0"S ; 46°25'0'W)			
Slovaquie	Domica (2001 / 622 ha / 48°29'N ; 20°28'E)	Grottes du karst d'Aggtelek et du karst de Slovaquie (1995 / 56 651 ha / 48°28'32.628"N ; 20°29'12.732"E)	Slovensky Kras (1977 / 20 360 ha / 48°35'N ; 20°40'E)		Le SR est un site transfrontalier avec le SR Baradla Cave System and related wetlands de Hongrie. Le bien du patrimoine mondial est également un site transfrontalier avec la Hongrie. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial.

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Slovaquie		Forêts primaires de hêtres des Carpates et forêts anciennes de hêtres d'Allemagne (2007 / 33 670 ha / 49°5'10"N ; 22°32'10"E)	Carpates orientales (1998 / 40 778 ha / 48°56' à 49°11'N ; 22°9' à 22°34'E)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec l'Allemagne et l'Ukraine. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial. La RB est un site transfrontalier avec la Pologne et l'Ukraine. L'aire et les coordonnées correspondent uniquement à la partie slovaque de la RB.
Slovénie	Skocjanske Jame (Skocjan Caves) (1999 / 305 ha / 45°40'N ; 14°0'E)	Grottes de Škocjan (1986 / 413 ha / 45°40'0.012"N ; 14°0'0"E)	Le Karst (2004 / 60 193 ha / 45°24'0" ; 13°47'24"E)		
Sri Lanka	Bundala (1990 / 6210 ha / 6°10'N ; 81°12'E)		Bundala (2005 / 24 837 ha / 6°12'50"N ; 81°13'30"E)		
Sri Lanka		Réserve forestière de Sinharaja (1988 / 8864 ha / 6°25'0"N ; 80°30'0"E)	Sinharaja (1978 / 11 187 ha / 6°21' à 6°26'N ; 80°21' à 80°34'E)		
Soudan	Dinder National Park / 2005 / 1 084 600 ha / 12°19'N ; 34°47'E)		Dinder (1979 / 1 000 000 ha / 12°0'N ; 35°14'E)		
Suède	Laidaure (1974 / 4319 ha / 67°8'N ; 18°17'E)	Région de Laponie (1996 / 940 000 ha / 67°19'59.988"N ; 17°34'59.988"E)			Le bien du patrimoine mondial est un site mixte.
	Sjaunja (1974 / 188 600 ha / 67°17'N ; 19°49'E)				
Suède	Öland, eastern coastal areas (1974 / 8460 ha / 56°27'0"N ; 16°36'0"E)	Paysage agricole du sud d'Öland (2000 / 56 323 ha / 56°19'30" N ; 16°28'59.988"E)			Le bien du patrimoine mondial est un paysage culturel.
Suède	Blekinge archipelago (2001 / 12 500 ha / 56°7'N ; 15°21'E)		Archipel Blekinge (2011 / 212 797 ha / 55°49' to 56°19'N ; 14°39' to 16°13'E)		
	Mörrumsån-Pukavik Bay (2001 / 2740 ha / 56°9'N ; 14°45'E)				
Suède	Dalälven-Färnebofjärden (2001 / 17 300 ha / 60°13'N ; 16°47'E)		Paysage de la rivière Nedre Dalälven (2011 / 308 000 ha / 60°17'0"N ; 16°53'0"E)		
	Hovran area (1989 / 4860 ha / 60°20'N ; 16°3'E)				
Suède	Dättern (1989 / 4010 ha / 58°23'N ; 12°37'E)		Archipel du lac Vänern (2010 / 278 600 ha / 58°43'44"N ; 13°19'16"E)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Suisse	Laubersmad-Salwidili (2005 / 1376 ha / 46°58'N ; 7°59'E)		Entlebuch (2001 / 39 659 ha / 46°47' à 47°2'N ; 7°51' à 8°10'E)		
Tanzanie, République-Unie de	Kilombero Valley Floodplain (2002 / 796 735 ha / 8°40'S ; 36°10'E)	Réserve de gibier de Selous (1982 / 5 120 000 ha / 9°0'0"S ; 37°23'60"E)			
Tanzanie, République-Unie de		Zone de conservation de Ngorongoro (1979 / 809 440 ha / 3°11'13.992"S ; 35°32'26.988"E) Parc national de Serengeti (1981 / 1 476 300 ha / 2°19'59.988"S ; 34°34'0.012"E)	Serengeti-Ngorongoro (1981 / 2 305 100 ha / 1°30' à 3°20'S ; 34°0' à 35°15'E)		Le bien du patrimoine mondial de Ngorongoro est un site mixte.
Thaïlande	Kaper Estuary - Laemson Marine National Park - Kraburi Estuary (2002 / 122 046 ha / 9°36'N ; 98°39'E)		Ranong (1997 / 18 672 ha / 9°43' à 9°57'N ; 98°29' à 98°39'E)		
Togo	Bassin versant Oti-Mandouri (2008 / 425 000 ha / 10°37'N ; 0°38'E) Parc national de la Keran (1995 / 163 400 ha / 10°15'N ; 1°0'E)		Oti-Kéran/Otil-Mandouri (2011 / 179 000 ha / 9°55' to 11°0'N ; 0°24' to 1°0'E)		
Tunisie	Ichkeul (1980 / 12 600 ha / 37°10'N ; 09°40'E)	Parc national d'Ichkeul (1980 / 12 600 ha / 37°9'48.996"N ; 9°40'28.992"E)	Ichkeul (1977 / 14 100 ha / 37°10'N ; 9°40'E)		
Ukraine	Big Chapelsk Depression (2004 / 2359 ha / 46°29'N ; 33°51'E)		Askaniya-Nova (1985 / 33 307 ha / 46°27'N ; 33°53'E)		
Ukraine	Karkinitzka and Dzharylgatska Bays (1995 / 87 000 ha / 46°0'N ; 33°5'E) Tendravska Bay (1995 / 38 000 ha / 46°14'N ; 31°56'E) Yagorlytska Bay (1995 / 34 000 ha / 46°24'N ; 31°53'E)		Chernomorskiy (1984 / 109 254 ha / 46°20' à 47°0'N ; 32°30' à 33°0'E)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Ukraine	Kyliiske Mouth (1995 / 32 800 ha / 45°23'0"N ; 29°36'0"E)		Delta du Danube (1998 / 626 403 ha / 44°20' à 45°24'N ; 28°10' à 29°42'E)		La RB est un site transfrontalier avec la Roumanie. L'aire correspond à l'ensemble de la RB transfrontalière.
Ukraine	Shatsk Lakes (1995 / 32 850 ha / 51°31'N ; 23°50'E)		Polésie occidentale (2012 / 75 075 ha / 51°30'28"N ; 23°37'9"E)		La RB est un site transfrontalier avec la Bélarus et la Pologne. L'aire correspond uniquement à la partie ukrainienne, les coordonnées correspondent à l'ensemble de la RB transfrontalière.
Ukraine		Forêts primaires de hêtres des Carpates et forêts anciennes de hêtres d'Allemagne (2007 / 33 670 ha / 49°5'10"N ; 22°32'10"E)	Carpates (1992 / 53 6306 ha / 48°08'30" ; 23°39'07") Carpates orientales (1998 / 58 587 ha / 48°53' à 49°15'N ; 22°27' à 23°00'E)		Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec l'Allemagne et la Slovaquie. L'aire et les coordonnées correspondent à l'ensemble du site du patrimoine mondial. La RB est un site transfrontalier avec la Pologne et la Slovaquie. L'aire et les coordonnées correspondent uniquement à la partie ukrainienne de la RB.
Uruguay	Bañados del Este y Franja Costera (1984 / 407 408 ha / 33°48'S ; 53°50'W) Laguna de Rocha (2015 / 10 933 ha / 34°38'S 54°17'W)		Bañados del Este (1976 / 158 711 ha / 32° à 35°S ; 53° à 55°W)		
Vietnam	Mui Ca Mau National Park (2012 / 41 862 ha / 8°41'0"N ; 104°47'32"E)		Mui Ca Mau (2009 / 624 776 ha / 8°25'45.3" à 9°26'1.7"N ; 104°32'18.7" à 105°5'9.5"E)		
Vietnam	U Minh Thuong National Park (2015 / 8038 ha / 9°35'39"N ; 105°5'42"E)		Kien Giang (2006 / 1 188 104 ha / 9°24'0.75" à 10°31'45.54"N ; 103°44'23.64" à 105°19'48.28"W)		
Vietnam		Parc national de Phong Nha – Ke Bang (2003 / 123 326 ha / 17°32'14"N ; 106°9'4.5"E)	Cu Lao Cham - Hoi An (2009 / 60 102 ha / 15°15'20" à 15°15'15"N ; 108°23'10"E)		
Yémen	Detwah Lagoon (Aire protégée de Ditwah) (2007 / 580 ha / 12°42'20"N ; 53°30'24"E)	Archipel de Socotra (2008 / 410 460 ha / 12°30'0"N ; 53°49'60"E)	Archipel de Socotra (2003 / 2 196 100 ha / 12°0' à 12°42'N ; 52°3' à 54°30'E)		

Pays	Site Ramsar (année / hectares / coordonnées)	Site du patrimoine mondial (année / hectares / coordonnées)	Réserve de biosphère (année / hectares / coordonnées)	Géoparc mondial de l'UNESCO (année / hectares / coordonnées)	Commentaires (SR = site Ramsar ; PM = site du patrimoine mondial ; RB = réserve de biosphère ; GG (pour l'anglais) = géoparc mondial de l'UNESCO)
Zimbabwe	Victoria Falls National Park (2013 / 1750 ha / 17°59'S 25°52'E)	Mosi-oa-Tunya / Chutes de Victoria (1989 / 6860 ha / 17°55'28.308"S ; 25°51'19.404"E)			Le bien du patrimoine mondial est un site transfrontalier avec la Zambie.
Zimbabwe		Parc national de Mana Pools, aires de safari Sapi et Chewore (1984 / 676 600 ha / 15°49'10"S ; 29°24'29"E)	Moyen Zambèze (2010 / 2879 300 ha / 16°9'S ; 29°20'E)

**UNION INTERNATIONALE POUR
LA CONSERVATION DE LA NATURE**

SIEGE MONDIAL
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Suisse
Tél +4122 999 0000
Fax +4122 999 0002
www.iucn.org